LE MONDE DIMANCHE



Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

3,00 F

Algerie, 1,30 DA; Maroc, 1,50 dh.; Tunisle, 1,50 m.; Allenague, 7,30 DM; Antriche, 13 sch.; Belgique, 15 m.; Canada, \$ 0,35; Côus-d'ivoire, 220 f CFA; Danemark, 4 kr; Espague, 50 pcs.; Grande-Bretzgue, 30 p.; Grece, 30 dr.; Iran, 55 ds.; Itale, 500 L; Liban, 275 p.; Lamendourg, 15 fr.; Narvègu, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 dl.; Partugal, 27 esc.; Senégal, 180 f CFA; Sonég, 3 kr.; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 93 cks; Yongoslavie, 28 din.

Tarif des abonnements page 19 5. RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 C. C. P. 4207 - 23 Paris Télex Paris nº 650572

La visite de M. Suarez

M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement de Madrid, est attenda le lundi 26 novembre à Paris pour une visite officielle de quarantehuit heures qui devrait permettre, selon les milieux autorisés français, d'étudier « sérieusement » les problèmes délicats posés par l'adhesion de l'Espagne au Mar-

M. Suarez, qui a largement fait ses preuves de dirigeant habile et qui affronte avec souplesse une « question basque » particulière-ment explosive, avait déjà défendu le dossier difficile de l'éventuelle entrée de son pays dans le Marché commun à l'occasion d'un premier séjour officiel à Paris, le 31 août 1977, alors qualifié dans les milieux français de «simple visite de travail ». Si l'on insiste aujourd'hui dans ces mêmes milieux sur l'importance politique de cette nouvelle rencontre franco-espagnole, c'est que la France, qui est favorable à l'adhésion de l'Espagne, souhaite s'assurer que sa voisine « se place désormais dans l'optique de la participation communautaire >.

M. Suarez, qui estime de son côté que l'important pour les Espagnols est de bien connaître le rôle de leur pays au sein de la C.E.E., sera entouré d'une forte délégation, composée des minis-tres des affaires étrangères, de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, des relations avec la C.E.E. et de l'information. Ou note l'absence du ministre de l'intérieur, directement conc par les problèmes de la frontière et du terrorisme - sonci noméro un pour les Espagnols aujourd bul. jourd'hui, — que M. Susrez voudrait cependant évoquer à Paris sans risquer de ternir ce nouveau « climat de confiance » que Madrid souhaite vivement instaurer.

Le gouvernement de M. Suarez. au pouvoir depuis juillet 1976, a souvent accuse la France d'aider les séparatistes basques en accordant, par exemple, le statut de réfugié politique à des Basques installés en France, et considérés par Madrid comme des membres actifs de l'ETA. Depuis le voyage de M. Giscard d'Estaing à Madrid en juillet 1978 et la promulgation en Espagne la même année, la France considère les Basques vivant en France comme les citoyens d'un pays démocratique n'ayant pas en conséquence à bénéficier d'un statut de réfugié. Les quelques mesures d'éloignement prises malgré tout par les autorités françaises à l'encontre de Basques espagnols n'ont pas satisfait le gouvernement de Madrid. Elles ont en revanche sulfi à aiguiser les rancœurs antifrançaises des milieux nationalistes basques et accru les risques de contagion en France même.

La volonté de surmonter le «malentendu» basque est manifeste des deux côtés, et le climat a été encore amélioré à l'occasion de la visite officielle à Paris cette semaine de M. Tierno Galvan, maire de Madrid. M. Chirac. considéré comme l'un des adversaires les plus résolus à une entrée de l'Espagne dans le Marché commun, a tempéré son hostilité en déclarant à M. Galvan qu'il devait défendre les intérêts français », mais qu'il se réjouirait d'une « entrée rapide de l'Espagne dans la Communauté ». Et c'est dans la perspective prochaine de cette adhésion que M. Giscard d'Estaing vient de définir un plan du Grand Sud-Ouest, region où les craintes sont les plus vives.

Il reste que les répercussions l'Espagne dans la C.R.E. sont blen connues et complexes. Agricoles d'abord, l'Espagne étant un très gros producteur de fruits, de légumes et de vin. Industrielles ensuite, la compétitivité de certains secteurs de l'industrie espagnole, comme l'automobile et la siderurgie, n'étant pas à sousestimer. Monétaires, enfin, en raison du très hant taux d'inflation de l'Espagne. C'est donc encore à un « oui, mais... » de la France que M. Suares va devoir repondre.

L'Iran face aux États-Unis Le prince Sihanouk à Paris La conférence

Téhéran refuse d'honorer par les banques privées

L'escalade verbale entre Téhéran et Washington se poursuit M. Carter a adressé, vendredi 23 novembre, un avertissement à l'imam Khomeiny, affirmant que toute atteinte à la vie d'un seul otage entraînera « des conséquences extrêmement graves ». Les étudiants islamiques ont réagi en menaçant de juger « les otages plus tôt que prévu ».

D'autre part, le représentant républicain de l'Idaho M. Hansen, poursuit sa mission de bonne volonté et a été à nouveau reçu samedi par le chef de la diplomatie iranienne. M. Sean MacBride, prix Nobel de la paix, a déclaré de son côté, à l'issue d'un entretien avec M. Bani Sadr, que « la solution de la crise serait ardue mais qu'elle n'était pas impossible ».

La guerre économique que se livrent l'Iran et les Etats-Unis a pris une nouvelle tournure avec la décision de Téhéran de ne plus honorer les dettes contractées à l'étranger par vingt-hui banques privées nationalisées en juillet. Le gouverneur de la Banque centrale iranienne a justifié cette mesure en dénonçant l'offensive économique destinée à « asphyrier la République

Une guerre économique impitoyable

De notre envoyé spécial

et des otages, ont quelque peu éclipse la guerre économique que se hyrent l'Iran et les Etats-Unis. Une guerre impitoyable où tout paraît permis : les men-songes et les ruses tout autant songes et les ruses tout autant que les mesures fracassantes et les coups bas. Pour les deux belligérants, la fin justifie les moyens. Washington entend préserver le «droit international», la prédominance du dollar, le système monétaire mondial: Téhéran affirme livrer un combat pour défendre son «indépendance nationale», ses ressources, contre ceux qui ont « pillé » l'Iran depuis plusieuxs décennies.

Une certaine accalmie avait paru prévaloir ces derniers jours. L'arrêt des livraisons de brut aux Etats-Unis, le « gel » des avoirs

LES ACTIVITÉS

DU COMITÉ INTERNATIONAL

DE LA CROIX-ROUGE

Téhéran. — Le spectre d'une iraniens dans les banques américonniagration militaire, le polécalmique concernant le sort du chah comme monnaie de palement pour de la comme de la caines, l'exclusion du dollar comme monnaie de paiement pour les achats de brut, avaient été suivis d'une pause qui semblait

C'est pourquoi le discours pro-noncé vendredi par M. Bani Sadr a surpris. C'est en sa qualité de ministre de l'économie et des finances que le chef de la diplo-matie a annoncé que l'Etat n'honorera pas les dettes contrac-tées à l'étranger par vingt-huit banques privées, nationalisées en juillet. La valeur de ces créances s'élèverait, selon lut, entre 4 et 15 milliards de dollars, des véri-fications en cours n'avant pas fications en cours n'ayant par encore abouti à une estimation précise.

> ERIC ROULEAU. (Lire la suite page 2.)

L'ancien chef de l'État les dettes contractées à l'étranger s'interroge sur sa participation à la lutte armée au Cambodge pour produire davantage

où il était attendu dimanche matin. Avant son départ, l'ancien chef de a déclaré qu'il allait « consulter ses allés en França et ailleurs pour étu

ilbération du peuple timer — l'une des tendances (modérée) de la résis-tance — présidé par M. Son Sann, a invité les combattants de toutes tendances à participer « le plus vite possible » à une conférence qui se réuntrait en terrain « neutre, acceptable et accessible pour tous » et devrait avoir pour objectif de « rétablir la paix, refaire l'union de tous les Cam-bodglens et reconstruire un Cambodge Indépendant, souverain et neutre ». Cependant, Hanol rejette une fois encore toute recherche d'une « solu tion politique » au problème cambodgien. Dans un article du « Nhan Dan », quotidien du P.C., M. Truong Chinh, l'un des dirigeants du Vietnam, écrit

Le retour d'un « ami de la France »

Le prince Sihannouk a blen tramait : quelques-uns auraient même arrive ce dimanche 25 novembre à venant de Pékin, a blen changé depuis ses demières visites. C'est la première fois qu'il se rend dans la capitale française en tant que personne privée : l'Elysée l'a qualifié d'- ami de la France -. Lors de son dernier passage, en septembre 1975. Il était encore le président d'un Grunk triomphant, mals déjà inquiet des méthodes de ses alliés khmers rouges. De janvier à mars 1970, il était le chaf de l'Etat du royaume du Cembodge. Quand il quitta Paris à la mi-mars, après avoir rencontré Gaorges Pompidou, il ne savait pas que, quelques jours plus tard. Il serait renversé par le coup d'Etst du général Lon Nol. Blen des responsables français étalent au courant de ce qui se

(1) My war with the CIA, en fdi-tion anglaise, racontee par le prince au journaliste australien Wilfred Burchett (Pelican, 1973); Pindochine

encouragé les comploteurs à en croire les accusations du prince (1). Mais personne à Paris ne jugea bon de l'avertir. Le prince gardera long-France avait laissé son cœur balancer entre nous et Lon Noi, dira-t-l' avec délicatesse dans une interviev au Monde le 11 octobre 1975, en sortant de l'Elysée, où il avait été recu par M. Giscard d'Estaing. La plaie n'est pas profonde, ajoutalt-il, mais il faut quand même du temps pour la cicatriser. »

En dépit de l'amitié profonde que la prince Sihanouk a toujours porté à la France et de l'admiration qu'il avait pour le général de Gaulle, les regions entre l'ancien chel de l'Ebst el Paris ont toujours été délicates, et partois marquées par une cartaine incompréhension de la part de la

> PATRICE DE BEER. (Lire la suite page 3.)

L'EFFERVESCENCE DU MONDE ISLAMIQUE

L'intégrisme, revanche de l'histoire

Créé en 1863, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) déploie aujourmajorité, observent avec stupeur es activités d'aide à Islamabad, à La Mecque aujourd'hui, à Kaboul hier, à Beyrouth récemment les accès de flèvre ne cessent de secouer l'aire islamique decuis la fin pour faire prévaloir ses prin-cipes d'assistance, de neutra-lité et d'universalité. de la seconde querre mondiale. Dans degh, Nasser, le F.L.N. algérien, les Bass syrien et trakten, cas secousses

16, Place Vendôme Paris 1.

70 fg Saint-Honoré Paris 8°

Palais des Congrès

Porte Maillot Paris 17.

BAUME & MERCIER

* Lire pages 9 à 14 les articles de Jacques Freymond, Jean-Marc Théolleyre et Isabelle

par PAUL BALTA qui agite périodiquement des pays arabes et musulmans. A Téhéran, à encore, au Caire ou à Alger naguère. une première phase avec Mossaont pris une coloration nationaliste; depuis quelques années s'y ajoute une teinte nettament religieuse. Comment expliquer ces phéno-

mènes auxquels on accole parfols des adjectifs excessifs. Aujourd'hui Mossadegh, Nasser, Bourgulba, Boumediène font presque figure de modérés; leur démarche paraît rationnelle et cohérente, et leur nationalisme est désormais compris sinon accepté en Occident. Mais que l'on

se souvienne : pour avoir nationalisé le pétrole iranien, l'homme que ses compatriotes appelaient le « vieux lion » a été considéré par l'Occident comme l'- snnemi à abattre ». Pour avoir récupéré le canal de Suez, Nasser a été qualifié par les ultras da - nouvel Hitler -, tout comme Bourguiba, qui osait réclamer l'indépendance de son pays.

L'explication des soubresauts qui opposent pariols les pays arabes et musulmans entre aux et, plus souvent encore, leurs peuples à l'Occident se situe à différents niveaux.

des traces prolondes : les « guerres croisades, les expéditions coloniales entreprises au dix-neuvième siècle au nom de la civilisation, les - attrontements idéologiques » contemporains. Tous ces événements ont tou-Jours traduit des rapports de force si on l'habille de considérations

li y a d'abord l'histoire qui a leissé

tement (c'est le cas de la plupart des Etats arabes et de plusieurs pays musulmans d'Afrique et d'Asie), ou indirectement par le jeu des traités inégaux imposent des alliances de fait (Iran, Turquie....) les pays de l'aire islamique ont subl pendant un Celle-cl s'est progressivement elfacée au profit de ce que les peuples musulmans appellent - l'impérialisme américain ».

(Lire la suite page 2.)

agricole

Un plan quinquennal de viande de bœuf

Le gouvernement a décidé, au cours de la conférence annuelle avec les organisations dredi 23 novembre, d'accrolire la production de viande noble. L'élevage des bovins de race à piande, celui des peaux out se nourrissent au pis de la vache, pour naturels qu'ils soient, ne sont pas des plus

Pour éviter que les éleveurs ne se tournent, comme ils le font actuellement, vers la production laitière et pour encouraper le maintien d'une nonulation rurale dans les régions défavorisées, un programme pluriannuel de développement de cet élevage sera mis cn ceuvre dans cinq mois. Un programme qui suppose des crèdits, à obtenir tant au plan européen que national. Sur ce point, le premier ministre est resté imprecis.

« Le gouvernement et la projession sauront montrer au cours des sion sauront montrer au cours des prochains mois que les décisions prises aujourd'hui ne resteront pas lettre morte. » Que M. Barre ait pris soin de préciser ce qui allait de soi laisse songeur. Le gouvernement, qui ne voulait rien céder il y a vingt-quatre heures, à làché, mals fort peu au demeu-rant.

rant.

L'indemnité spéciale de montagne, qui intéresse les éleveurs, sera revalorisée en deux étapes, en juliet 1980 et juliet 1981. Coût de l'opération : deux cent quarante millions, dont soisante à la charge du budget communautaire. L'annouce de la mise en chantier du plan de cinq ans pour le développement de l'élevage et celle du respect d'un délai maximum pour le palement des primes d'abattage.

respect d'un délai maximum pour le paiement des primes d'abstrage des vaches brucelliques ont, en outre, satisfait les organisations paysannes, qui réclamaient pourtant blen plus.

Les d'irigeants paysans, M. Guillaume, président de la Fédération des exploitants, en tête, se sont déclarés rassurés par le discours du premier ministre, qui contenait quelques affirmaqui contenait quelques affirma-tions et beaucoup de réaffirma-Les affirmations : « Le gouve

nement est tout à fait disposé à nement est tout a faut aispose a maintenir su position sur l'affaire du mouton »; « le projet de loi d'orientation doit prendre en considération la nécessité de réformes novatrices, en particu-lier dans le domains foncier. » Les réaffirmations sont plus pembruises Elles concernent la nombreuses. Elles concernent la valorisation maximale du potentiel slimentaire et son corolisire « l'objectif fondamental de stabi-lisation de la population rurale », le refus de l'élitisme, l'application des découvertes de la biologie à l'agriculture, la nécessité d'un nouveau modèle de développement maitrisant mieux les consommations intermédiaires, le renforcement de la compétitivité des pro-ductions méditerranéennes, la défense enfin de la politique agri-

> JACQUES GRALL. (Lire la suite page 21.)

AU JOUR LE JOUR C'EST LE PROGRÈS

Un rapport remis à Mme Giscard d'Estaing révèle que la violence familiale tue plus d'enfants que les épidémies, ce qui prouve que l'homme n'est pas seulement un loup pour l'homme, mais aussi pour ses petils, et qu'il a moins à craindre de la maladie que de lui-même.

Au Moyen Age, c'était le contraire : une épidémie de peste ou de choléra tuait beaucoup plus de gens que n'imporie quelle guerre, mais c'était là une période trouble et obscure de notre histoire. Aufourd'hui, grâce aux pro-grès confugués de la médecine et de la guerre qu'il se livre à lui-même, l'homme est plus dangereux que la peste,

BERNARD CHAPUIS.

LA TÉLÉVISION DE LA R.F.A. A BEAUBOURG

Un autre style d'information

On n'est pas près d'oublier outre-Rhin la tête de M. Giscard d'Estaing, sa colêre, son aigre stupeur en entendant des jeunes gens lui demander sons se gêner à l'antenne, en allemand et en direct - c'étalt à Bonn, le mois demier, — si les soldats français seraient désormais les Cubains de l'Occident. Vifs applaudissements. Ulcéré par tant d'insolence, il a refusé de répondre, on sortait là du cadre de ce débat, la question aurait dù lui être posée à l'occasion d'une conférence de presse. Traduisez - nos voisins s'y sont employés des le lendemain avec une ironique a la crité, — les hommes d'Etat français exigent d'avoir le temps de préparer des

réponses aux questions qu'ils ont eux-mêmes suggérées. Le meneur de jeu ne s'est pas dégonflé, il a absolument exigé de son hôte qu'il s'explique sur notre politique en Afrique. Désolé, c'était en plein dans le sujet.

C'est le leitmotiv de ces « journées » consacrées à la télévision allemande, du 22 au 25 novembre à Beaubourg. On ne peut pas comparer sur le plan de la liberté de l'information deux pays, dont l'un, de forte tradition monarchique, a encore tendance à confondre fournal télévisé et bulletin de cour.

CLAUDE SARRAUTE. (Lire la suite page 18.)



reguet DOUT ANY LINE IN THE SEEL n Breginst preside

Une nouvelle mise en garde de M. Carter

S'en prendre aux otages entraînerait des < conséquences extrêmement graves > pour Téhéran

Washington (A.F.P., Reuter). -M. Carter a averti, vendredi 23 novembre, l'imam Khomeiny que, s'il survenait quoi que ce soit aux otages américains de Téhé-ran, « des conséquences extrêmement graves » en découleraient. «Le dernier olage américain est aussi important pour les Etats-Unis que le premier », a souligné le porte-parole de la Maison Blance, M. Powell, à l'issue de la réunion à Camp David de l'état-major de crise du président Carter. M. Powell a indiqué que le président n'acceptera pas l'extra-dition de l'ancien chah vers l'Iran comme prix à payer pour la libération des otages.

«Le chah a été autorisé à ventr ici pour des raisons humanitaires et pour des raisons humanitaires et pour y suivre un traitement médical. Ce traitement ne sera pas interrompu, a-t-4 déclaré. Il restera lei fusqu'à ce qu'il prenne fin. Les mêmes lois qui prolègent les diplomates traniens dans ce pays prolègent le chah de toute action arbitraire ou illégales, a-t-Il ajouté.

Le porte-parole a indiqué que les Etats-Unis continueralent à ntiliser tous les canaux diplomatiques possibles pour règler la crise. «On peut peut-être trouver quelque encouragement dans le jait qu'ils (ces canaux diplomatiques) soient toujours actifs », a.t.-il dit.

Il a cependant affirmé que le gouvernement américain décourageait toute initiative personnelle en faveur de la libération des otages. « De telles initiatives, a-t-il dit, répondant à une question concernant le représentant républicain de l'Idaho. M. George Hansen, peuvent prêter à de fausses interprétations. Le gou-

le voyage de M. Hansen, qui ne nous a pas consultés avant de se rendre en Iran. »

Le réunion du comité spécial La réunion du comité spécial de coordination s'est prolongée pendant deux heures. Une réunion des chefs d'état-major des trois armes devait avoir lieu ce samedi à Camp David. A l'issue de la réunion de vendredi, le commandement des centres d'entraînement de l'armée de l'air américaine a annoncé que les pilotes iraniens entraînes dans les bases militaires américaines ont été maintenus au soi lundi, sans préciser combien de temps durerait cette décision.

Une guerre économique impitoyable

(Suite de la première page.)

Tout se passe comme si la déci-sion avait été prise en catastrophe et en guise de riposte à une nesure dont on ignore l'origine et

Une visite à la Banque centrale d'Iran

Le réunion du comité spécial de coordination s'est prolongée pendant deux heures. Une réurion des chers d'état-major des trois armes devait avoir lleu ce samedi à Camp David. A l'issue de la réunion de vendredi, le commandement des centres d'entrainement de Farmée de l'air américaine a annoncé que les pilotes iraniens entraînes dans le cours diplomatique perplexité ou indignation devant rainement de Farmée de l'air américaine a annoncé que les pilotes iraniens entraînes dans les bases militaires américaines ont été maintenus au soi lundi, saus préciser combien de temps durerait cette décision.

Le bireau du gouverneur de la Banque centrale d'Iran (B.C.) permet de nuancer quelque peu ce jugement. Le bureau du gouverneur de la Banque centrale, M. Ali Nobari, ancien pojvecimicien, nommé à ce poste ces jours derniers, a pris l'appel de l'iman Kkomeiny

D'autre part, plusieurs dirigeants noirs américains ont rejeté avec fermeté vendredi l'appel de l'iman Khomeiny demandant que les Noirs américains exportent leur soutem à la révolution de la Conférence des chrétiens de l'autre des multiples téléphones qui doit faire l'iman, a-l-îl ajouté, est de libérer les otages.

De son côté, le Révirend Jackson, dont les contacts récents avec l'OLP, ont provoqué une polémique aux Estat-Onis, a désapprouré les « tactiques terroristes » des étudiants iraniens avec l'OLP, ont provoqué une polémique aux Estat-Onis, a désapprouré les « tactiques terroristes » ces étudiants iraniens, a l'autre des multiples téléphones que les Noires avec l'OLP, ont provoqué une polémique aux Estat-Onis, a désapprouré les « tactiques terroristes » alle un proude de l'autre des multiples téléphones que les Noires des des deux de l'autre des multiples

autre que le dollar, pour des livraisons qu'ils ont, en attendant, bloqué dans les ports d'expédition. Des matières premières, des pro-duits de première nécessité, phar-maceutiques, par exemple, en pro-venance des Etate-Unis, se raré-fient déjà dangereusement sur le marché iranien. Les usines de la société américaine Boeing refu-sent de livrer des pièces de rechange à la compagnie d'avia-tion civile Iran Air, menacée de paralysie.

La Chase Manhattan mise en cause

« Nous sommes l'objet d'une a Nous sommes l'objet d'une double offensive, nous dit M. Ali Nobari. L'une d'ordre psychologique, une guerre des nerfs destinée à nous intimider, à nous empêcher de mettre de l'ordre dans nos affaires intérieures; l'autre de nature économique et financière dont le seul but est d'étrangler, d'asphyxier la République islamique, s blique islamique.»

blique islamique. »

Le directeur de la Banque cantrale désigne la Chase Manhattan Bank comme le « chef d'orchestre » de cette « conjuration » au sain du monde financier. Le chah avait fait de l'organisme américain le refuge d'une bonne partia de sa prodigieuse fortune, qu'il aurait accumulée et transférée illégalement à l'étranger, largement grâce à la « complicité » de la banque des Rockefeller, laquelle agissait encore et surbout comme la « plaque tournante » laquele agusant encore et surtout comme la « plaque tournante » d'à peu près toutes les opérations bancaires de la dynastie des Pahlavi. Les importateurs de brut devaient verser directement le prix d'achat à la banque américaine qui se chargeait du « dispatching », selon les besoins de l'Etat Iranien.

« Il y a six semaines environ, rapporte encore M. Nobari, nous avons découvert que la Chase Manhattan avait escroqué l'Iran des années durant des intérêts

délais abusifs de transfert. A la copie d'une dépêche télexée le suite de nos démarches, la 5 novembre donnant l'ordre de banque a fini par admettre avoir commis des « erreurs de calcul » tant de 4 millions de dollars et nous a verse une compensation représentant les intérêts de l'empire que descrite de calcul » et nous a versé une compensation bien au-dessous de ce que nous revendiquions.

Une complaisance

Rockefeller accordait, sous l'ancien régime, avec une complaisance suspecte, des prêts divers
à des organismes gouvernementaux ou para-étatiques destinés à
des projets plus ou moins fictifs
et surévalués, ce qui permettait
à des membres de la famille
royale, à des dignitaires de la
cour, à de hauts fonctionnaires,
de détourner des fonds après avoir
prétevé au passage de généreuses
commissions. M. Ali-Nobari accuse également la banque américaine de s'être faite l'instrument
d'importantes fuites de capitaux caine de s'étre faite l'instrument d'importantes fuites de capitaux à la veille et au lendemain de la révolution, permettant à di-verses banques privées — natio-nalisées en juillet — de déposer des bilans lourdement déficitaires. Ce sont précisément ces créances que M. Bani Sadr ne veut plus honorer.

honorer.

Pourqual a-t-il attendu jusqu'à vendredi pour annoncer sa decision? a Jeudi matin, explique M. All Nobari, nous apprenions avec stupeur, par la vois d'un article publié dans le Financial Times, que la Chase Manhattan, agissant au nom d'un consortium de banques, pour la plupart américaines, avait annulé un prêt de 500 millions de dollars contracté par l'Etat iranien en 1977, sous le prétexte que nous n'avions pas versé les intérêts bisannuels dus au 15 novembre dernier. Or, il s'agissait d'un mensonge éhonté et en voici la preuve... » Le gouverneur de la Banque centrale soumet alors à notre examen la

suspecte

Un premier examen de la comptabilité nationale aurait éga-lement révélé que la banque des Rockefeller accordait, sous l'an-

prunt

La Chase Manhattan aurait
donc, selon M. Nobari, dissimulé
à ses partenaires du consortium
l'ordre de palement reçu de Téhéran. Et, omettant d'adresser un
rappei au gouvernement de Téhéran, ou pour le moins de se pourvoir en justice, la banque des
Rockafeller a pris l'initiative
d'annuler l'emprunt et d'inviter
d'autres organismes bancaires à
e geler a tous les orédits consentis
à l'Etat iranien. « Ainsi, nous
déclare avec indignation M. Nobari, la Chase Manhattan a réussi
d'une pierre deux coups : ells se d'une pierre deux coups : elle se sert de nos avoirs « gelés » pour rembourser des emprunts autre-jois accordés à des banques pri-vées traniennes et elle nous prive des facilités monétaires dont notre économis a cruellement besoin. A-t-on jamais su autant de dupli-cité et de mausaise joi? »

«L'Europe à l'ombre du géant américain »

A écouter le gouverneur de la banque ou le ministre de l'économie, l'observateur retire l'impression que Téhéran a perdu la première manche dans la guerre économique. Le système bancaire international est conçu de telle manière que l'iran ne paralt pas de taille, surtout dans la phase critique qu'il traverse, à résister aux coups de boutoir des milieux financiers internationaux. « L'Europe, nous disait amèrement rope, nous disalt amèrement M. Bani Badr, est bon gré mal gré solidaire des Etats-Unis. Elle se tient à l'ombre du géant améri-cain. Mais, ne sachant pas com-ment tournera la fin, elle croit pouvoir nous ménager en nous adressant, comme le fait notamment la France, des clins d'œil de

ÉRIC ROULEAU.

L'immunité des diplomates en Islam et l'exemple du Prophète

Les Etats du monde musulmen à l'époque classique, comme tout autre, devalent forcément négocier avec les pouvoirs extérieurs. Pas de nécociations sans règles pour la sauvereconnu depuis la préhistoire (1). Le vaste corpus de normes idéales qu'on appelle le droit musulman ne s'occupe guère de ce problème. Il

parle des droits et obligations des croyants ou de la communauté des croyants. Mais II y avait des règles dérivées des coutumes arabes prè-Islamiques et confirmées par l'islam seion lesquelles un croyant pouvait donner un sauf-conduit, une protection (aman) à des non-musulmens ennemis réals ou potentiels. Les envoyés diplomatiques Jouissalent automatiquement de l'aman (2).

Comme toute règle musulmane, celle-cl était justiflée par l'exemple du Prophète. Voici la traduction d'un hadith, a traduction prophétique », récit normalif qu'on retrouve, avec de recuells de traditions.

Il y est dit que le - faux prophète -Mosayilma, concurrent de Mohammad dans la région d'Arable centrale, qu'on appelait alors le Yemâms. (ne pas confondre avec le Yémen). avait envoyé une lettre à Mohammad pour lui proposer de partager entre eux les territoires arabés. L'adresse était blasphématoire seion les conceptions de l'Islam : - De Mosayilma, l'envoyé de Dieu, à Mohammad l'envoyé de Dieu ». Deux messagers portalent cette lettre.

- Un cheikh des Ashja' (écrit l'auteur de la plus ancienne vie traditionnelle du Prophète, Ibn is'hâq, mort vers 150 de l'hégire, 767 de J.-C.) m's raconté d'après Salama ibn Mas'oud Al-Ashia'i qui le tensii de son père No'aym (un compagnon estimé du Prophète - M. R.) : « J'al entendu l'envoyé de Dieu qui disah à ces deux envoyés : « Et vous, = qu'en dites-vous, vous-mêmes ? = lls répondirent : = Nous disons me lui. - II (Mohammad) dit alors : - Par Dieu, si ce n'était qu'on » ne tue pas les envoyés, ja vous aurais coupé le cou à tous deux.... Ceci se passait è la fin de l'an 10 (de l'hégire, c'est-à-dire au début de 632) (3). =

« Je ne détiens pas les envoyés »

Ce récit se retrouve, entre autres, dans la recueil de traditions (sunan) compilé par Dârimi (mort en 255 de l'hégire, 869 de J.-C.) (4) et dans celul d'Abou Daoud As-Sijistani (mort en 275 de l'hégire, 889 de J.-C.). Ces deux traditionalistes font de cet exemple du Prophète une nome qu'applique exemplairement le très

MAXIME RODINSON (*)

pleux et très vénéré compagnon du Prophète, 'Abdallah Ibn Mas'oud, à l'époque où il administrait la ville de Koufa en Irak, une dizains d'années après la mort du Prophète et la répression de la révolte (qui la sulvit de pest contre le nouveau pouvoir musulman de la tribu des Banou Hanifa. Cette tribu suivalt précisément le « faux prophète » Mosayilma, qui en était membre. On vint dénoncer à 'Abdallah Ibn Mas'oud des gens des Banou Hanifa qui, dans un lieu de culte (masjid, littéralement un fleu de prosternetion, une « mosquée »), célèbrent Mossylima comme envoyé de Dieu. Il se fait amener les coupables, les exhorte à sa repentir, puis leur pardonne, sauf un certain 'Obada Ibn Al-Harith, dit ibn Nowaha, qu'il fait décapiter. A ceux qui s'étonnent de ce traitement différent, Mas'oud explique que cet ibn Nowêha était un des deux messagers ayant apporté à Mohammad la lettre de Moeaylima citée plus haut et qui avaient refusé de désavouer le « faux prophète ». Mohammad ne les avait pas fait exécuter du fait qu'ils stalent alors couverts par leur qualité d'ambassadeurs. Maintenant, Il n'en élait plus de même et l'on Nowâha méritait la mort en tant que « ranégat » (6).

Le sevant et pieux auteur musulman contemporain qu'est M. Muham-Hamiduliah, dans sa Vie du Prophéte (7), cita deux autres cas. Au cours de la première campagne du Prophète contre La Mecque, un négociateur musulman fut retenu par

(°) Directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

les Mecquois et le bruit courut qu'il avalt été assassiné. Pendant ce temps, Mohammad, à son campement, parvenaît à conclure une trêve avec des négociateurs mecquois. propre ambassadeur lui alt été rendu. Dans un autre cas, un ambassadeur des Macquois augrès du Pronhète est touché par la grâce musulmane. If your rester avec ses nouveaux coreligionnaires. Mais Mohammad retuse de le garder. - Je ne viole pas les pactes, dit-il, et je ne détiens pas les envoyés. Si tu continues de penser comme tu genaes en ce moment. pourras revenir [chez nous].

L'homme en question, un copte paraît-il, rentre à La Mecque. Puis, n'ayant plus la qualité d'ambassadeur, il retourne chez le Prophète, à Médina et ambressa l'ielem On voit que, pour la religion isla-

(1) Voir Bagnar Numelin, les Ori-gines de la diplomatie, Paris, Flam-marion, 1945.

diplomatiques est une règie sacra-

(2) Voir l'article «Aman» de J. Schacht dans l'Encyclopédie de l'Islam, deuxième édition, tome Paris (G.P. Maisonneuve) et Leyé (Erill), 1960, p. 441 et suivantes. (3) Ihn Is' haq, Vie de l'envoyé de Dieu (Sirat rasoui áliáh, édit. Wüstenfeld, p. 965; éd. M.M. abd Al-Hanid, Le Caire, 1365/1937, IV, p. 772). . 72). (4) Livre XVIII, chap. 80 < mir interdiction de Rier les envoyés ». dit. Dames, 1349/1930/1931, II.

6dit. (5) Sunan, livre XV, chap. 154 e su les envoyés (messagers, ambassadeurs) s, éd. Le Caire, chez A. M. Al-Thzi, sans date, I, p. 434. (6) Cf. Balldhari Ritab fotonh Ai-boldan ed. De Goeje, 1886, p. 87, ed. Le Caire. 1250/1922 p. 97, trad. Ph. K. Hitti, The Origins of the Islamic State, New-York, 1918, p. 123. (7) Le Prophète de l'Islam, Paris. Vrin 1859, daux volumes, II. p. 649.

L'intégrisme, revanche de l'histoire (Suite de la première page.)

dirigeants qui ont du passer des axiances tectiques avec le Kremilin savent qu'ils peuvent s'appuver sur le sentiment populaire pour endiguer sa pénétration. On constate en effet que la majorité des musulmans peuvant réserver un accuell bienveillant à la notion de socialisme, sans doute parce que la Coran tient un discours égalitaire, mais est allergique au

L'hostilité profonde à l'égard de l'impérialisme américain se nourrit de plusieurs facteurs dont le plus important est incontestablement la création d'israel et le soutien que les Etats-Unis n'ont cassé d'apporter à l'Etat hébreu. Autre élément majeur : le pétrole et tous les problèmes qui en découlent, dont celui des capitaux places dans les banques occidentales. Il en est résulté des contradictions au sein même du monde arabe qui creusant bien souvent un fossé entre les peuples et leurs

dirigeants. Il en ve de même en ce qui concerne les problèmes de développement. De Rabat à Lahore, l'homme de la rue ne comprend pas que certains producteurs de pétrole, en particuliar l'Arabia Saoudita, Jouent le jeu stratégique des Etats-Unis et placent leurs capitaux dans les banques occidentales, de préférence sméricalnes, au lieu de concourir plus amplement à l'essor des pays arabes ou musulmans dépouvus

La crainte qu'inspire l'imam Khomeiny aux émirats du Gotte et aux régimes modérés du monde arabe tient au fait que, contrairement à ce

qu'on imagine en Occident, son discours politique est extrêmement po- la grande masse paysanne. .« L'impérialisme soviétique » pulaire ; il l'est d'autant plus qu'en de la même manière parce qu'il est à des chefs d'Etat que leur « arabité » auralt dù rendre plus enlidaires de la résistance palestinienne. Que le David Iranien tienne tête au Goliath américain ne peut qu'enfiammer, voire mobiliser les foules arabes.

Un double langage

Le discours moral de l'imam. Khomelny rencontre le même ácho même si beaucoup de religieux chiites iraniens font preuve d'un comportement fort hypocrite. En effet, sous prétexte respecter le centiment national et religieux des peuples arabes et musulmans, la plupart des régimes en place prétendent faire appliquer avec rigueur les préceptes coraniques. Or l'attitude des dirigeants contraste souvent evec les règles qu'ils entendent voir respecter par

Quelques exemples : en Arable

Saoudite, il n'y a pas de cinèmas,

ia majorité.

mais les princes louent à prix d'or les films qui sortent à Paris. Londres ou New-York pour se les faire pro-Jeter dans leur jardin ou leur palais, tandis que le whisky et le champagne coulant à flots : un simple paticulier surpris à boire de l'alcool subira, lui, les châtiments prévus par le livre secré. Des notables se rendent au Caire et dans les capitales européennes - deouis que Beyrouth a été touchée par la guerre civile - pour s'y procurer des fem mes faciles ou s'adonner avec frénésie sux jeux de hasard interdits

par la loi coranique. Dans bien des cas d'allieurs, les pauples soucleux de moralité savent faire preuve de tolérance : les Maghrébins ne s'offusquent guère, en dehors des groupes d'intégristes ou d'activistes, de ce que les travallieurs émigrés conservent en rentrant chez aux l'habitude de boire contractée dans les pays moins chauds; de même traniens et Afghans, par exemple, vivent sur les hauts plateaux, ne scandalisent pas de voir leurs compatrioles consommer de l'alcoci.

Des souvenirs explosifs

Aux raisons politiques et morales s'ajoutent des causes psychologiques et sociologiques : l'industrislisation puis un quart de siècle impose des tions d'origine rurale na sont pas préparées. Elle modifie les rythmos de la vie temiliale et provoque des déaéquilibres au sein de la société alors que s'accentue dans le même

La mémoire des peuples est sélec-- plus récent - n'est pas vécu tant qu'Iranien li donne une leçon, tive comme celle des hommes : les déshérités vivant dans l'aire islamique conservent des souvenirs qui nous avons tendance à occulter et qui peuvent dans certaines circonsmassacres de Madenascer les victimes des guerres du Vietnam et d'Algérie, l'expédition tripartite de Suez, les coups d'Etat tomentés par les Etats-Unis et d'autres, les quelque solvante mille personnes exécutées

sous le régime du chah... Sur un plan plus général, on ne peut oublier que le monde arabe et iman, qui se trouve aux portes de l'Europe industrielle, connaît depuis un quart de siècle une mutation qui est un véritable bouleversement. Face à cet Occident qui connaît luimême une grave crise morale et économique, et alors que leur société est déchirée entre des élites occidentalisées souvent agnostiques et une masse de crovente, ces peuples peuvent être tentés, sous l'impulsion des activistes musulmans, de retrouver leurs racinas dans la religion. Mais la ferveur religieuse pour l'idéal coranique peut sombrer dans la vio-lence de l'intégrisme. C'est ce qui s'est passé en Iran.

PAUL BALTA.

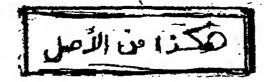
UN DÉMENTI DE M. BAKHTIAR

Mis en cause par un des otages libérés de l'ambassade des États-Unis de Téhéran (le Monde du 21 novembre), l'ancien premier ministre iranien, M. Bakhtiar, nous a adresse une déciaration dont void l'essentiel : « Je m'élève contre des accusations visant à me discréditer, ainsi que, à travers ma personne, les aspirations nationales et démocratiques du peuple tranien. Mme Johnson dit avoir eu con-naissance de documents établisnaissance de documents educis-sant des tractations entre les services secrets américains et moi-même, par lesquels l'aurais demandé « des fonds et des ren-solonments. scionements >

vivant sur les hauts plateaux, ne scandalisant pas de voir laurs patriotes consommer de l'alcool.

Les souvenits explosifs in raisons politiques et morales putent des causes psychologiques sociologiques: l'industrialisation duite à un rythme accéléré de un quart de slècie impose des raintes suxquelles les populas d'origine rurale ne sont pas avie temiliale et provoque des contes et précise que, depais que s'origines au sein de la société que libras au sein de la société quilibres au sein de la société que d'en france, que ce soit en France, que s'accentue dans le même se le divorce entre les couches





nomique impitoyable

ليالي المراجعة ليتعل

And Lating ! ...

Marie Company

Wasterman . . .

A ...

The street of the state of

Had the

wet the time.

The same

Strate that we will be Sale Sugar and

and the second of the second o Committee to the second

Starte -

A total motion of The street of the same

the made of والمراجع والمجود أوا

in No. 1986 Units

1. 100 m

W. C. C.

2.78 A.A.

N.

ment.

the doctor engine

revonche de l'histère

ration Hamman

Je 32

ISLAMIQUE

Un dernier groupe de «renégats» résisterait encore aux forces saoudiennes dans la grande mosquée de La Mecque

Les autorités saoudiennes n'ont quée de La Mecque, afin d'épar-Les autorités saoudiennes n'ont toujours pas repris le contrôle total de la grande mosquée de La Mecque et, selon le ministre saoudien de l'information, M. Mohamed Abdou Yamani, les forces de l'ordre continualent, vendredi soir, à éliminer les derniers « rénégais » (nos dernières éditions du 24 novembre).

Quée de La Mecque, afin d'epartique de La Mecque de La Mecque, afin d'epartique de La Mecque de La Mecque, afin d'epartique de La Mecque de La Mecque de La Mecque de La Mecque, afin d'epartique de la Mecque de

tions du 24 novembre).

Le ministre a prècisé qu'il ne restait plus qu'une « poignée » d'assaillants et que le ministre de l'intérieur publierait un communiqué sur les événements dès que les derniers rebelles auraient été arrêtés Selon le témodrague des arrêtés. Selon le témoignage d'un témoin occulaire, les forces de l'ordre, au nombre de 2000 à 3000 hommes, occupent dessité 3 000 hommes, occupent, depuis jeadi, le périmètre de la mosquée et les hâtiments de deux étages qui forment l'enceinte.

qui forment l'enceinte.

Selon ce témoin, des vénicules blindés sont déployés dans l'immense cour centrale où se dresse la Kaaba. Des troupes encercient la mosquée et occupent, en outre, le bâtiment Achraf qui fait face à l'aile ouest de la mosquée et où se trouvent les derniers rebelles. Ceux-ci seraient retranchés dans deux minarets et les quelques pièces qui communiquent avec ceux-ci.

Vendredi, la prière traditionnelle n'a pas été retransmise

vendredi, la prière traditionnelle n'a pas été retransmise
depuis la grande mosquée de La
Mecque mais depuis Médine, ce
qui confirme que les forces de
l'ordre ne sont pas tout à fait
maîtresses de la situation.

Dans son appel, le cheikh
Abdul Aziz a déclaré : « Notre
gouvernement a con sugment gouvernement a agi sagement avec le groupe hérétique qui s'était emparé de la grande mos-

brisées. > Selon le journal jordanien
Al Rat, le commandant du groupe
armé aurait été tue. Il s'appelarmé aurait été tué. Il s'appellerait Mohamed Abdallah et serait
âgé de vingt-six ans. Le journal
indique encore que le groupe
armé aurait fait partie d'une secte
appelée Salafieh, dissidente du
nahabisme sunnite.

A Moscou, Tass a annoncé vendredi l'envoi de commandos amèricains sur la base aérienne de
Dahran en Arabie Saoudite, information démentie par Ryad.—

formation démentie par Ryad. - (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

L'attaque contre la grande mosquée de La Mecque continue d'autre part de susciter des réac-tions violentes dans certains pays musulmans. Ainst, un millier de musulmans ont, vendredt, incendié des véhicules, púllé des magasins et tenté de mettre le feu aux consulats des Etats-Unis et d'Union soviétique à Calcutta. La manifestation était organisée par la Ligue musulmane et le parti du Congrès de Mine Gandhi.

Au Bangiadesh, plus de dix mille personnes ont manifesté, dans les rues de Dacca, en portant des banderoles proclamant:

« A bas l'impérialisme anglomusulmans. Ainst un millier de

« A bas l'impérialisme anglo-américain », « A bas la doni-nation sioniste » et « Allah Akbar » (Dieu est grand).

RECEVANT LE VICE-PREMIER MINISTRE BELGE

M. Hua Guofeng évoque la « situation délicate » dans laquelle pourrait se trouver l'Arabie Saoudite

De notre correspondant

Pékin. — Le président Hua premier ministre belge a signé, vendredi un accord « sur le déres-la novembre, devant le vice-prenier ministre belge a signé, vendredi, un accord « sur le déres-la novembre, devant la prolonga-la nomique, industrielle, scientifique et technologique ».

M. Claes prévoit que cet accord premières applica-Guoleng a exprime, vendredi 23 novembre, devant le vice-pre-mier ministre belge, M. Claes, ses inquiétudes devant la prolonga-tion de la crise iranienne. Il a particulièrement évoque « la situa-tion délicate » dans laquelle ris-quait de se trouver l'Arabie Saoudite au cas où une solution

Saoudite au cas où une solution ne serait pas trouvés prochainement à la confrontation entre Téhéran et Washington.

Selon M. Claes, le chef du gouvernement chinois a aussi parlé du Pakistan. Il a exprimé la conviction que les incidents d'Islamabad e n'impliquaient la responsabilité d'aucun gouvernement s. Mais il a redit les craintes éprouvées par la Chine qu'une déstabllisation de la situation au Proche Orient et dans la région du Golfe n'aboutisse à un accroissement de n'aboutisse à un accroissement de

l'influence soviétique.

M. Hus Guofeng a énuméré
trois autres régions que Pékin
considère comme des « points premier ministre chinois a seulement déclaré que la Communauté européenne constituait « un élément fondamental de stabilisation » dans le monde. Il a souhaité la voir accroître ses efforts pour aider les pays arabes à renforcer leur unité.

Sur le plan bilatéral, le vice-

trouvers ses premières applica-tions dans les secteurs de l'énergie (extraction houillère et centrales thermiques), de l'exploitation des

métaux non ferreux (zinc et plomb), des télécommunications et des installations portuaires. Selon M. Claes, la Chine n'au-rait pas abandonné, d'autre part. l'idée de se doter de centrales nucléaires, excluant seulement la possibilité que ses éventuels achats d'équipements étrangers dans ce domaine soient assortis de clauses restrictives sur la non-utilisation à des fins militaires. M. Fang Yi vice-premier ministre, s'est lon-

guement intéressé aux techniques de l'enrichissement, des surrégé-nérateurs et du traitement des considère comme des « points Ces indications contrastent avec chauds » : l'Afrique, l'Asie (du Sud-Est surtout) et les Caraîbes. Il n'a pas mentionné l'Europe, et les problèmes de la défense européenne n'ont pas été évoques. Le premier ministre chinois a seulement déclaré que la Comquence des nouvelles orientations que no des nouvelles orientations.

« La reconnaissance de l'existence du peuple palestinien est un préalable >

déclare le représentant de l'O.L.P. à Paris

reconnaissance de l'existence du peuple palestinien. Que le peuple israellen commence par écrire une Constitution, qu'il dise : Nous toulons que l'Etat d'Israel soit delimité dans des frontières, supposons celles de 1967; nous reconnaissons l'existence du peuple collections.

Répondant vendredi 23 novembre aux questions des membres de l'Association de la presse diplomatique, M. Souss, délégué de l'O.L.P. en France, a déclaré: a A ceux qui vous disent : change zoure charte (pour reconnaître Israël), je réponds que, du côté d'Israël, il n'y a pas de charte, pas de Constitution, pas de jrongas de l'existence du justice de M. Arajat en France. Ce qui importe, c'est que la visite se jasse dans les melleures condiques acceptables pour litors politiques acceptables pour tions politiques acceptables pour les deux parties. »

israellen commence par écrire une Constitution, qu'il dies :

Nous roulons que l'Etat d'Israel soit délimité dans des frontières, supposons celles de 1957; nous reconnaissons l'existe et 1957; nous reconnaissons l'existe et 1957; nous reconnaissons l'existe et 1957; nous reconnaissons l'avons chassé de cette terre par la force des armes. Le jour où le peuple d'Israel fera cet acle-là, le Conseil national pales-tinien prendra les décisions qui de l'OLP. a évolué depuis qu'en 1955 elle voulait e fetse les juifs à la met y; aujourd'hui, elle ne demande que la formation d'un Etat sur une partie du territoire palestinien. Il s'est également prononcé en faveur d'une modification de la résolution 242 du Conseil de sécurité (base de UCCIP) qui fignore, a-t-il dit, les deux parties. »

A propos des prises d'otages de la comment. 3

Decoux, de préférence à son oncle Monireth, le représentant de Vichy pensait que ce jeune homme de dixhuit ans, bon vivant, serait aisement manosuvrable. Il n'en fut rien, et le prince n'eut de cesse qu'il obtienne l'indépendance de son pays, allant

fameuse « croisade royale pour l'indépendance » après un bref et spectaculeire exil en Thallande. L'apothéose des ralations francocambodgiennes sera la visite, en 1966, du général de Gaulle, reçu avec faste à Phnom-Penh, où il prononça son discours demeuré célèbre. autorité morale inestimables aux efforts du prince pour maintenir une politique neutraliste au milieu d'une Asie du Sud-Est en ébultition. Le prince témoigna au général une dévotion quasi fillale ; les relations

familiales - de nos chefs d'Etat ne

sont plus aussi prestigieuses, et

l'appul qu'espérait le prince Siha-

nouk dans les heures difficiles d'après 1970 lui fut bien plus chichement mesuré ou'à d'autres. C'est d'ailleurs du départ de de Gaulle que le prince Sihanouk a daté la dégradation de ses relations avec la France. Il dira que le général n'aurait jamais reconnu le régime de Lon Noi et comparera la résistance khmère à la France libre. Il tustigera l'attitude « inad-

missible » de la France après la rencontre de la Martinique de décembre 1974 entre les présidents Ford et Giscard d'Estaing. Celui-ci, après avoir soulenu la demière tentative du prince pour subtiliser le pouvoir aux Khmers rouges en s'installant à Phnom-Penh, avait signé le communiqué final dans lequel II s'alignait sur la position méricaine. Un démenti embarrassé du chel de l'Etat ne put redresser une situation compromise : la métiance des Khmers rouges à l'encontre de Sihenouk s'accentua et l'uitime chance d'empêcher le Cambodge de

sombrer dans le chaos luit perdue (2).

avait annulé sa visite en France en - réticente - adoptée par Paris à son égard, pour ne pas « déplaire » à et à Hanoî. Il faut dire que « le gouvernement trançais n'avait mis, « comme tous les étrangers en Le moins que l'on puisse dire est que la politique khmère de la France mis de préserver ses intérêts traditionnels au Cambodge, mais encore n'aura guère contribué à alder les

Le rôle de Tokyo sur la scène internationale a été étudié

Japon

lors du symposium organisé par l'«Asahi»

De notre correspondant

cette voie.

Tokyo. — Le Japon doit prendre musulman inquiètent les Japoune responsabilité plus grande sur la scène internationale et participer à des pôles de dévelop-pement : telle est l'idée domi-nante qui s'est dégagée du sym-nante qui s'est dégagée du symposium organisé du 19 au 21 no-vembre par le quotidien Asahi pour son centenaire. Le rôle du Japon dans la communauté internationale est une question débattue depuis près d'une décennie: le Japon étant devenu la troisième puissance économique du monde tout en se gardant, semble-t-il, sur le plan politique de prendre les responsabilités qui

semble-t-il, sur le pian politique de prendre les responsabilités qui lui incombent du fait de sa puissance. Par la qualité des interventions et la franchise du débat, dirigé par le professeur Tsuru, ancien président de l'université Hitotsubashi, le symposium, auquel participaient notamment, du côté occidental, M. Healey, ancien c'hancelier de l'Echiquier, M. James Reston du New York Times et M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, a été l'occasion de préciser un certain nombre de préciser un certain nombre de perspectives.

A l'idée couramment répandue, et qui d'allieurs a encore une fois été soutenue par certains participants nippons, selon laquelle le Japon ne peut que chercher à s'adapter à l'évolution du monde industrialisé, il a été opposé que l'avenir ne depend pas d'une adaptation au monde développé mais, au contraire, d'une participants de l'avendement du l'avent de l'avendement de l'avent de l'avendement du l'avent de l'avendement du l'avent de l'avendement du l'avent de l'avendement du l'avent de l'aven mais, au contraire, d'une partici-pation au développement du tiers-

monde. Le Japon a été fortement critlqué, notamment par M. James Reston, pour sa passivité dans le drame indochinois et la discré-tion de son aide aux Cambod-

Cambodge

Le retour d'un ami de la France

(Suite de la première page.)

Quand II fut choisi en 1941

pour monter sur le trône par l'amiral

même, en 1953, jusqu'à jancer sa

raison de ce qu'il appelait l'attitude le Quai d'Orsay, tout en affirmant que pas mis de conditions particulières à la venue en France du prince Sihanouk », avait ajouté qu'il serait sou-France », à l'« obligation de réserve ». non seulement ne lui aura pas perefforts du prince en laveur de la paix et de la neutralité de son pays.

« Maintenir la race khmère »

Mais, comme dans lous les moments difficile, c'est vers la France que se tourne aujourd'hul le prince Sihanouk. Désespéré, sans soutien et sans troupes, désemé devant l'invasion vietnamienne et les Khmers rouges qu'il abhorre, décu, semblet-II, par la Chine, c'est à Paris qu'il commence sa tournée de plusieurs Days occidentaux. Il souhaite obtenir compréhension et soutien et railier une émigration khmère désunle. Le prince Sihanouk a cecendant bien changé au cours des demières années. Isolé dans sa résidence de Phnom-Penh pendant près de trois ans, puis pendant plusieurs mois dens son palais de Pyongyang, entouré seulement de quelques fidèles ou d'anciens courtisans, Il semble avoir découragé certains de ses partisans par des volte-face et des déclarations souvent contradictoires. C'est ainsi qu'il aurait tenté d'engager le contect avec Hanol et demandé, en juillet demier, aux maquisards khmers nationalittes de deposer les armes : les silences, puis Hanoi et du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh l'ont convaincu que la résistance était inévitable. Il reconnaît cependant qu'il ne pourra remporter la victoire les armes à la main.

démarquerait des Etats-Unis, d'autres hésitent à s'engager sur

En août demier encore, le prince Ne déclarait-il pas récemment au princes ou entre clans pour asseoir Monde qu'il était « sans illusions » mais que «l'essentiel en ce moment est de maintenir la race khmère -(nos éditions du 4-5 novembre) ? Une preoccupation qui, chez lui, l'a toujours emporté sur toute autre.

> Il n'aura pas trop de son habileté, et d'un charisme qui demeure considérable, pour unifier et galvaniser ses compatriotes, et leur faire accepter sa Confédération des Khmers nationalistes créée en septembre à Pyongyang. Le plus difficile à convaincre sera sans doute un de ses anciens premiers ministres, Son Sann, qui a pris. avec Chhean Vam, tul aussi ex-chef de gouvernement. la tête d'un Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.). « Il n'est pas question que je me ralile à Son Sann; je suis tout de même l'ancien chet de l'Etat », déclarait rè-cemment Norodom Sihanouk. M. Son Sann, qui avait dès janvier réaffirmé son soutien au prince - pour qu'il sauve la nation -, ne se serait lancé geul dans la résistance qu'à cause

des tergiversations du prince. Les divisions des Cambodolens semblent être une constante de feur histoire et les ambitions des Etats voisins, Vietnam ou Thallande, oni souvent tiré profit des rivalités entre Monde daté 22-23 décembre 1974.

conquêtes. Aujourd'hui encore, à la frontière khméro - thailandaise, de nombreux groupes rivaux tentent de mener une guérilla sans espoir. Pour rassembler anciens Khmers rouges et Khmers serei, ex-nationalistes et sihanoukistes. Il faudra mettre blen des susceptibilités au vestiaire, et le prince Sihanouk devra faire preuve de la souplesse politique à laquelle Il excellait ladis. Sans cette unite, ta résistance khmère no pourra devenir crédible ni engager le dialo-gue avec Hanoi le jour où les Viet-

ASIE

d'un peuple. La tâche de Norodom Sihanouk est plus difficite que jamais. Il aura besoin, pour appuyer ses efforts et ceux de ses compatriotes, du soutien de nombreux gouvernements. Il est souhaitable, pour la survie des Cambodgiens, qu'il l'obtienne à Paris et ailleurs ; malgré ses délauts et ses erreurs passées, le prince reste sans doute l'un des demiers atouts dont disposent encore les Cambodglens.

namiens réaliseront qu'il n'est pas si

tecile de venir à bout de l'hostilité

PATRICE DE BEER.

Le C.I.C.R. et l'UNICEF ne disposent pas des fonds promis

pour l'« opération survie » du peuple khmer

De notre correspondante

considérée à Genève comme une simple opération de prestige, car la plupart des engagements pris publiquement par divers Etats à New-York, le 5 novembre, sont restès lettre morte. Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et l'UNICEP, responsables de la gigantesque « opération survie » du peuple cambodgien, ont lancé le vendredi 23 novembre un véritable cri d'alarme. Faute de moyens, ces deux orga-Faute de moyens, ces deux orga-nismes risquent de ne plus pou-voir continuer leur aide humani-

En effet, sur les 110 millions de dollars dont elles devraient en dollars dont elles devraient en principe disposer, selon les engagements pris par les Etats, seulement 12 millions de dollars ont été jusqu'à maintenant versés. En outre, étant donné l'afflux en Thallande de populations khmères, les prévisions faites cet automne ne correspondent plus aux besoins. C'est 140 à 150 millions de dollars que nécessite lions de dollars que nécessite l'« opération survie » pour être convenablement menée dans

Genève. — La récente confé-rence des Nations unies sur le Cambodge est plus que jamais considérée à Genève comme une simple opération de prestige, car naves et les Pays-Bas notamment se sont montrés particulièrement généreux et ont tenu leurs promesses. D'autres pays comme la France ont lait des dons en nature, qui ne sont pas négligeables, mais c'est l'argent liquide

geables, mais c'est l'argent liquide qui manque le plus.

Tout ce que les deux organisations achètent ne peut être payé qu'au comptant, la solidarité n'étant pas la caractéristique la plus évidente des industries qui vendent des véhicules, des équipements divers et des denrées de toutes sortes indispensables pour pouvoir poursuivre les secours. En outre, ne serait-ce que pour le pouvoir poursuivre les secours. En outre, ne serait-ce que pour le droit de passage de chaque cargo porteur de secours d'urgence, les autorités de Phnom-Penh continuent de réclamer 9 000 dollars... L'UNICEF, pour ne pas laisser se détériorer des vivres dont on ne saurait retarder la distribution, c'est, et publique de lourer chez

s'est vu obligée de louer chez Hertz, à Bangkok, des autos et des minibus... Un exemple, parmi des Etats-Unis, ent à s'engager sur Dans l'appel lance à la communauté internationale, le CIRC et PHILIPPE PONS.

Convenir internationale dans la communauté durant si les divers Etats ne réagissent pas immédiatement.

L'UNICEF précisent que pour ISABELLE VICHNIAC.

(Publicité) .

MEETING

CONTRE LA VENUE D'ARAFAT EN FRANCE

POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

LE LUNDI 26 NOVEMBRE 1979 à 20 henres PAVILLON DE PARIS

(Porte de Pantin)

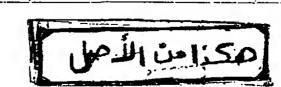
RENOUVEAU JUIF

(Dor Hemcheh-M.S.F.)

L. I. C. R. A. (Ligue Internationale Contre le Racisme

et l'Antisémitisme) **ALLIANCE FRANCE-ISRAEL**

(Mêtro, Autobus : Porte de Pantin) (PARKING ASSURÉ)



Ouganda

Le Conseil national consultatif entérine la «disgrâce» du ministre de la défense

De notre correspondant en Afrique orientale

a reconnu que l'annonce, en dé-but de semaine, d'un remanie-ment gouvernemental comportant ment gouvernemental comportant notamment la rétrogradation du ministère de la défense, M. Musewent, avait été une « erreur ». Il a précisé qu'il n'avait jamais envisagé de nommer des ministères sans consulter le Consell. Cette consultation, a-t-il ajouté, est en cours. Le Conseil annoncera son accord avec les changements proposés dans « environments proposés dans » environments dans de la conseil en l ments proposés dans *e muiron*tine semaine ». Selon le chef de
l'Etat, le Consell lui a recomu le
droit d'effectuer un remaniement
ministèriel. Toutefois, les modifications gouvernementales seront
désormais souvernement désormais soumises pour appro-bation présiable à une « commis-sion permanente » du Consell créée à cet effet.

Au-delà de ces subtilités de procédure et de ces apparentes concessions de forme acceptées par le président, l'important est

Nairobi. — L'épreuve de force qui mettait aux prises — à huis clos — le président ougandais, M. Binaisa, et une bonne partie du Conseil national consultatif, organe qui fait office de Parlement jusqu'aux élections de juin 1981 — s'est soldée par une demivictoire du chef de l'État. Celui-ci qu'on lui reprochait d'organiser le recruitement d'une armée miquelles le ministre de la défense aurait été mis à l'écart parce qu'on lui reprochait d'organiser le recrutement d'une armée pri-vée dans sa région natale, l'Ouest ougandais.

Comment ve réagir M. Muse-went? Il est peu vraisemblable qu'il consente à rentrer dans le qu'il consente à rentrer dans le rang en acceptant le ministère — secondaire — de la coopération régionale. Cholsira-t-il l'exil ? Se mettra-t-il en réserve de la république dans la perspective des élections. Dans une interview accordée au correspondant à Londres du quotidien kényan The Standard, l'ancien président Lule voit dans la rétrogradation de Museweni la conséquence d'un « nouveau tour de vis tanzanien ». Si tel était le cas, on voit mal cependant pour l'instant les mal cependant pour l'instant les raisons qui auraient incité le président Nyerere à « neutraliser » un homme qui passait. Il y a peu de temps encore, pour son pro-

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LE CONFLIT RHODÉSIEN

Londres rappelle pour consultation son représentant en Zambie

Le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné vendredi 23 novembre l'autression » menée ces jours derniers par les troupes rhodésiennes contre la Zambie.

Le Consell a adopté à l'unani-mité une résolution demandant que la réparation des dommages

« La Tunisie des paradoxes » UNE LETTRE

DE M. MASMOUDI A la suite du troisième article de Paul Balta sur «La Tunisie des paradoxes » (le Monde du -3 novembre), M. Mohamed Masmoudi, ancien ministre tunislem des affaires étrangères, nous écrit notamment, à propos de l'accord de Djerba du 12 janvier 1974 sur la fusion tuniso-libyenne, qu'il fut e le résultat d'une seule heure de tête à tête Bourguiba-Kadhajt ».

Il ajoute que ce n'était pas lul mais e les dirigeants tunisiens actuels qui avaient propose d'avancer au 18 janvier le réfé-rendum prévu par les deux prési-dents, et dans l'accord pour le 25 x. Et de conclure : « Mon tort à moi, je l'avoue, est que, contrairement à eux tous, je n'ai pas voulu me resigner à renier les engagements pris.

Cette affaire ayant contribué à le faire mettre « hors-jeu » comme nous l'écrivions, M. Masmoudi précise « f'ai été mis, plutôt, en état de séquestration forcée dans mon propre domicle et ce, arbitrairement et sans avoir fait l'objet de poursuites judiciaires ou d'une mesure administrative. Cette situation dure depuis hien-Cette situation dure deputs bien-tôt deux ans et demi. Sous le prétexte officiel d'assurer ma sécurité, la police occupe, malgré moi, ma maison et m'empêche de circuler, de travailler et de vivre comme je l'entends ».

soit payée par les «autorités res-ponsables ». La Grande-Bretagne est invitée à prendre rapidement des mesures pour éviter au a régime raciste minoritaire et illégal » de Sallsbury de répéter ses «actes d'agression et de pro-vocation contre la Zambie ».

D'autre part, à la veille du sommet des Etais de la « ligne de front » (Zambie, Tanzanie, Mozambique, Angola, Botswana), qui se tient ce week-end à Dar-Es-Salam, le ton monté entre la Zambie et la Grande-Bretagne. Celle-ci a décidé vendredi le rapnel à Londres pour consultation. pel à Londres, pour consultation, de son haut-commissaire à Lusaka, Sir Leonard Allinson, Cette mesure intervient après deux jours de manifestations anti-britanniques et des déclarations gouvernementales zam-biennes critiquant la Grande-

Vendredi, pour la seconde journée consécutive, des étudiants se sont rassemblés devant le haut-commissariat de Grande Bretagne à Lusaks. Criant des slogans hostiles aux Britanniques, qu'ils tiennent pour responsables des récents raids rhodésiens. A Londres Mme Thatcher a lancé vendredi un appel aux par-ticipants à la confèrence sur le Zimbabwe - Rhodésie pour qu'ils acceptent sans délai les proposi-tions britanniques de cessez-le-

« La conference de Lancaster House a atteint un point cri-tique », a-t-elle notamment dé-ciaré. « Nous sommes à deux doigts d'un succès. Si les proposi-tions de la Grande-Bretagne sont acceptées, nous envisageons la cessation des hostilités au cours des prochains jours. »

Pour l'instant, seul le gouverne-ment de l'évêque Muzorewa a accepté les propositions britan-niques pour l'instauration d'un cessez-le-feu, et lord Carrington a demandé au Front patriotique de se prononcer lundi au plus tard. — (Reuter, A.F.P.).

Mali

INAUGURÉE PAR M. ROBERT GALLEY

La centrale solaire de Diré devrait permettre la remise en valeur de 3 000 ha de terre cultivable

Les travaux de la vingtième session de la Commission mixte franco-malienne ont débuté vendredi 23 novembre, à Bamako, en présence de M. Galley, ministre de la coopération.

Auparavant, M. Galley avait eu un entretien avec le président Moussa Traoré, chef de l'Etat malien. Le ministre de la coopération doit inaugurer ce samedi la centrale solaide de Diné.

La centrale solaire thermo-dynamique que la Sofretes-Mengin a construit à Diré est installée sur les bords du Niger, dont elle pompe les eaux Cette centrale solaire (1) fournit quel-que 9 000 mètres cubes d'eau pour irriguer une centaine d'hectares de terrains agricoles, assure l'ap-provisionnement potable des sept mile habitants de la ville de Diré, fait conctionner un important mile habitants de la ville de Diré, fait conctionner un important groupe frigorifique pour assurer la conservation des denrées périssables et pourvoit, entre 17 heures et 22 heures, à l'alimentation electrique d'un complexe agrotouristique.

touristique.

Cette installation, qui a nécessité le transport dans des conditions parfois malaisées — Diré n'est accessible par bateau que pen dant quatre mois — de 400 tonnes de matériel, a coûté 8.5 millions de francs, non compris le programme d'irrigation envisagé pour la remise en valeur de 3 000 hectares de terres cultivables. Son financement a été assuré par la subvention du Fonds d'aide à la coopération (FAC) et du ministère de l'industrie dans le cadre de l'opération Energies nouvelles au Sabel, étalé sur une période de trois ans. Les Mallens ont participé à la réalisation des 3 000 à 4 000 mètres carrès de capteurs solaires qui dispensent l'énergie à l'installation.

Grâce à cette centrale, les Ma-

liens espèrent redonner à la région de Diré cette vocation de grenier à blé qui fut la sienne au début du siècle. À cette époque,

queique 30 000 hectares de terres étalent cultivées dans la plaine environnante. Aujourd'hui, alors que la désertification a fait son que la desertification à lair son ceuvre, on vise plus modestement dans une première étape à rendre cultivables, grâce au solaire, qui malgré tout, reste une énergie chère, 100 à 200 hectares de terres. Cette situation devrait progressivement s'améliorer grâce de la contrata del contrata del la contrata del la contrata del la contrata de la contrata au très faible coût d'entretien et à la baisse des prix des matériels solaires.

solaires.

En attendant, les pays de la zone sahélienne — Mauritanie, Sénégal, Gambie Mali. Haute-Volta, Niger, Tchad et lles du Cap-Vert — ont besoin de s'équiper pour lutter contre la sécheresse. L'alde internationale à ces pays — 5.1 milliards de dollars entre 1974 et 1978 — n'a d'alleurs pas flèchi, même pour cette année où les pluies ont été bonnes, et la France figure encore en bonne place dans cet engagement. Si sa part, la première comme l'a fait remarquer M. Galley, a baissé en pourcentage, elle a augmenté en volume puisqu'elle a atteint 1,8 milliard de francs en 1978. Il s'y ajoute pour 1978 un programme exceptionnel de 100 millions de francs et une aide de 10 millions de francs de 100 initions de francs et une aide de 10 millions de francs pour le transport d'aides alimen-taires en faveur des Etats du Sahel. — J.-F.A.

(1) Dire est la centrale solaire de puissance moyenna, la pius puis-sante au monde. Elle n'est dépassés que par des installations de labo-

LA VISITE DE M. GROMYKO A BONN

Les dirigeants ouest-allemands minimisent l'avertissement du Kremlin à l'OTAN

De notre correspondant .

Bonn. - La visite de M. Gromyko se termine sur un éciat. L'optimisme dont on faisait preuve dans les milieux gouvernementaux ouest-allemands, après l'entretien que le ministre soviétique des effaires étrangères a eu vendredi 23 novembre avec M. Schmidt, a été dissipé lorsque M. Gromyko a dit, au cours de la conférence de presse, à propos des armes eurostratégiques, qu' - // n'y gure pas de négociations = si les membres de l'OTAN se prononcent au conseil atlantique de décembre en faveur de la mise en place, en Europe, d'un armement nucléaire

Jusqu'à présent, M. Brejnev avait considéré que les décisions attendues du conseil attantique rendraient seulement plus difficile une telle nanociation. Les questions des journalistes pour s'assurer qu'il ne s'agissalt pas d'un malentendu n'ont cependant pas fait dévier M. Gromyko de son attitude.

Son argumentation est simple : les fusées SS-20, dont l'U.R.S.S. poursui la mise en place, ne justifient pas la moindre inquiétude. Selon M. Gromyko, ce dispositif n'est pes nouveau. Les fusées soviétiques de portée intermédiaire, a-t-il dit, ne modifient en rien - l'égaité approximative - entre l'Est et l'Ouest, En revanche, les décisions préparées à l'OTAN violeralent le « principe de la perité - que MM. Carter et Brejnev avaient proclamé en signant

M. Gromyko a mis en cause las armes nucléaires dont disposant d'autres partenaires - des Américains, c'est-à-dire les armes francaises et britanniques. À ses yeux, le principe de l'égalité est compromia si les Etats-Unis peuvent compter sur un arsenal strategique qui ne serait pas inclus dans un futur accord SALT 3.

Le ministre a donc proposé de négociar - sur la base de la situation actuelle -, les Soviétiques étant prêta à envisager une réduction du nombre de leurs fusées SS-20. Le chef de la diplomatie ouest-allemande. M. Genscher, a réagi aux commentaires pessimistes radiotaievisees.

Selon lui, les entretiens n'auraient énervé. il s'est écrie : « On no négocle pas à des contérences de presse ou à la télévision. « Ces propps pa-raissent confirmer l'Impression que dans les conversations M. Gromyko se serait montré plus conciliant que devant les journalistes. Toujours est-Il que ses déclarations ont stupéfié les officiels. M. Genscher a précisé que le gouvernement de Bonn s'en tient au projet de résolution qui doit être adopté par le conseil atlantique position quand nous leur presen-terons nos propositions ».

La gaucke sociale-démocrate est visée

Le chef de la diplomatie soviétique a certes accumulé les menaces, mais l'Impression n'en prévaut pas moins à Bonn que l'U.R.S.S. mène un combat de demière minute. En même temps, bien entendu, M. Gromyko s'est adressé à la gauche sociale-démocrate, résolue à s'élever contre le « réarmement » ocoldental au congrès du S.P.D. du 3 décembre à Berlin.

Il paraît peu probable que PU.R.S.S. soft prête à une rupture dont les conséquences seraient aussi graves pour elle que pour les Occidentaux. M. Gromyko ne s'est d'ailleurs pas contenté de combattre le projet de l'OTAN. Il a ralevé la - long chemin - accompli dans les relations germano - soviétiques ces dernières années et a rendu hom-mage à M. Schmidt, dont les déclarations sur le désarmement seraient toujours « appréciées » du côte so-viétique. Le fait que M. Genscher n'alt pas été inclus dans cet hommage est conforme à la tactique soviétique, qui concentre ses ettaques sur le ministre des affaires étrangères. De leur côté, M. Schmidt et Genscher ont accepté une invitation de se rendre l'an prochein à Moscou, ce qui n'annonce pas l'ouverture d'une crise sérieuse dans les rapports entre les deux pays.

JEAN WETZ

Réactions danoise et norvégienne. — Le groupe pariemen-taire du parti social démocrate dancis (seul parti du gouverne-ment) a décidé vendredi 23 dé-cembre que le Danemark demanderait au Consell atlantique du 12 décembre l'ajourne-ment à six mois de toute déci-sion pour l'implantation de nouveaux missiles américains en nouveaux missiles américains en Europe. En Norvège, dans une réponse au message de M. Brejnev, le premier ministre, M. Nordil, juge e positive : la proposition soviétique pour une limitation des armements en Europe. Ni le Danemark ni la Norvège ne figurent parmi, les pays où seront implantées les nouvelles armes américaines.

LE MONDE chaque jour à la disposition Mous y trouverez paut-être LA MAISON que vous recharchez

Bolivie

Le commandant en chef de l'armée se soulève contre le gouvernement de Mme Gueiler ;

La Paz (A.P.P.). — Le général Le général Meza a également Luis Garcia Meza, qui s'est re-bellé vendredi soir 23 novembre du 1° corps d'armée, le général contre Mme Lidia Gueller, chef Jorge Aguila Teran, et s'est emde l'Etat, et les chefs d'état-

contre aime ladia Gueller, cher de l'Etat, et les chefs d'état-major des forces boliviennes, avait été nommé commandant en chef de l'armée par le colonel Busch lors du coup d'Etat du 1st novembre. Il avait été remplacé dans la journée de vendredi par le général Rene Villareai Rejas, dans le cadre d'une série de nominations affectant l'état-major des forces armées.

Le général s'est enfermé dans la caseme Miraflores de La Paz, où est cantonné le 1st corps d'armée, avec des véhicules blindés, des chars et des commandos, et a reçu l'appui du 2st corps d'armée, basé à Santa-Cruz-de-la-Sierra, et qui couvre la défense des frontières avec l'Argentine, le Brésil et le Paraguay.

Le général Meza exige de Mme Gueiler qu'elle revienne sur les nominations auxquelles elle a procédé vendredi, et expressément

procédé vendredi, et expressement dant de l'armée de terre, le geparé de bâtiments du hait étatmajor des forces armées, Il semble qu'il bénéficie aussi du soutien d'autres généraux.

Le général, qui reproche à Mme Gueiler de n'avoir pas respecté l'accord conclu avec les principales forces militaires, a assure qu'il « persistera dans son action jusqu'à ce que Mme Guei-ler respecte la parole donnée ».

Le climat politique s'est d'autre part dégradé en raison des dénonciations de l'ancien député Willy Sandoval, qui accuse l'ancien président Paz Estenssoro d'ètre compromis dans le coup d'Etat du colonel Busch (certains d'Estat du colonel Busch (certains militaires affirmant qu'il s'agissait moins de laisser prendre le pouvoir par un militaire que de renverser le président élu Guevara, ennemi politique personnel d'Estenssoro). Il réclame aussi la d'Estenssoro). Il réclame aussi la demission d'une soixantaine de parlementaires qui auraient été impliqués dans le coup d'Etat.

SECTIFICATTE. — Dans sa conférence de presse, la fin du sommet franco-britannique, Mme Thatcher a dit - a Il nous est tout simplement impossible de payer 1 milliards de livres de pouver de lucres de presse, la fin du sommet franco-britannique, Mme Thatcher a dit - a Il nous est tout simplement impossible de payer 1 milliards de livres de la fin du sommet franco-britannique, Mme Thatcher a dit - a Il nous est tout simplement impossible de payer 1 milliards de livres de payer 1 milliard de livres du sommet franco-britannique, me la fin du sommet franco-britannique, est tout simplement impossible de payer 1 milliard de livres du sommet franco-britannique, me la fin du sommet franco-britannique, me la fin du sommet franco-britannique, me la fin du sommet franco-britannique.

■ Le premier ministre de la province canadienne du Nouveau-Brunswick, M. Richard Hatfield, est arrivé vendredi 23 novembre à Paris pour une visite d'une se-maine en France à l'invitation de M. Monory, ministre de l'éco-nomie. Il se rendra notamment en Poitou-Charentes, province d'origine des Acadiens, qui, pour la plupart, rivent au Nouveau-Brunswick.

 M. Jenkins, président de la Commission des Communautés-européennes, a examiné vendredi 23 novembre avec M. Giscard d'Estaing l'ordre du jour du conseil européen de Dublin (23 et 30 novembre). En quittant l'Ely-sée. M. Jenkins a dit qu'il espé-rait un « résultat positif » en ce qui concerne la participation bri-tannique au budget communau-taire, mais qu' « il restati beaucoup de difficultés à surmonter ».

• RECTIFICATIF. - Dans as

Publicité

A l'occasion du procès de Jean Fabre, insoumis, président du Partito Radicale (d'Italie), qui se tiendra MARDI 27 NOVEMBRE, à 13 h., devant le Tribunal Permanent des Forces Armées (20, rue de Revilly, Paris)

MEETING CONTRE LES TRIBUNAUX MILITAIRES EN FRANCE ET EN

AVEĆ

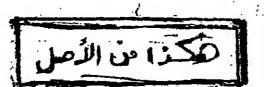
Marco

(député européen du Partita Radicale)

Pierre BEREGOVOY (P.S.) - Huguette BOUCHARDEAU (P.S.U.) - Roger-Gérard CHWARTZENBERG (M.R.G.)

A la Mutualité, lundi 26 novembre, à 20

Renseignoments et soutiens financiers : Partito Radicale c/a M.R.G., 195, boulevard Saint-Germain, Paris (71) - Tel. : 548-03-85.



And the second of the second o

The second second

W. San

د د دسته و ۲۰۰۰

S. Marine

Sanger of Law

110 - 150 S. Tage ...

f ... F. 42

A 3300

Water agency of The second second of

A SECTION OF

EUROPE

Union soviétique

L'absence prolongée de M. Kossyguine alimente les rumeurs avant les sessions du comité central et du Soviet suprême

Moscou. — La réunion du Soviet suprême, les 28 et 29 novembre, devrait être précédée, comme c'est la tradition, à partir de lundi 26, d'une session plénière du comité central du parti communiste soviétique.

La session d'automne est en principe réservée à l'examen des résultats économiques de l'année

Même abstraction faite des pro-blèmes « personnels », le plénum devrait être important pour trois raisons : la première tient à la situation internationale. La cam-pagne menée depuis le début de l'eté contre la modernisation des forces nucléaires de théâtre de l'OTAN n'a pas atteint son objectif, puisque, selon toute vraisemblance, l'alliance atlan-tique décidera, en décembre, de produire et d'installer en Europe occidentale des fusées Pershing-2 et des missiles de croisière. Sans abandonner leurs pressions sur les Occidentaux, les dirigeants du Kremlin pourraient être amenés à réviser leur position après avoir lancé un nouvel appel solennel. Autre sujet de politique inter-Même abstraction faite des pro-

Autre sujet de politique inter-nationale: les négociations avec la Chine, qui sont entrées dans leur cinquième semaine à raison d'une séance piénière hebdoma-daire. Les discussions ne parais-sent pes avoir beaucoup progressé. Les Soviétiques ont proposé un document sur les principes de la coexistence pacifique et les rela-Les Soviétiques ont proposé m document sur les principes de la coexistence pacifique et les relations de bon voisinage entre les deux Etata. Les Chinois ont formulé trois demandes : une réduction des effectifs des troupes soviétiques sur la frontière commune au niveau de 1964; le retrait des forces soviétiques de Mongolie; la fin du soutien de Moscou à la politique expansionniste » du Vietnam en Indochine. (Pékin souhaiterait particulièrement un adoucissement de la polémique antichinoise dans la presse soviétique.) Sans document, pas de solutions à ces trois questions, affirment les Soviétiques; sans réponses satisfaisantes à ces questions, pas de document, rétorquent les Chinois. Le dialogue n'est pas rompu, mais il pourrait être long et se poursuitre à Pékin. L'U.R.S.S. comme la Chine ont intérêt à maintenir cuverte la possibilité d'un accord dans leurs négociations avec les autres puissances mondiales.

Deux raisons intérieures expliquent sussi l'importance de ce polénum: la mauvaise résolte

quent aussi l'importance de ce plénum : la mauvaise récolte (moins de 200 millions de tonnes (moins de 200 millions de tromes de céréales) va peser sur une situation économique déjà difficile. Certes, les intempéries sont en partie responsables, mais les mesures décidées en juillet 1978 n'ont pas permis de résoudre les problèmes dont souffre l'agriculture, quelles que soient les conditions climatiques. Les mêmes termes reviennent sans cesse : faible productivité, gaspillage, défaut de stockage, distribution inefficace, etc.

Enfin. alors qu'il ne reste qu'un an avant la fin du dixième plan quinquennal, il est à peu près certain que les objectifs fixés pour 1980 ne seront pas atteints. La croissance industrielle est restée blen en deçà des prévisions :

il faudrait une augmentation de 15 % de la production industrielle en 1980 (contre 3,7 % cette année) pour rattraper les retards accu-mulés depuis 1976 (en prenant l'hypothèse basse du projet de forcée.

Si vous devez baisser

la tête pour prendre

.. notez 2 bonnes adresses à Paris

LUC D'ORNAC

HOMMES

pour vous habiller en prêt à

le métro...

Collection

Automné-girer

en cours et du budget de l'exercice suivant. Il semble qu'il ne s'agira pas, cette année, d'une simple réunion de routine ; d'ailleurs, des bruits courent sur des changements possibles au sein de la direction depuis plus d'un mois, en fait depuis le retour de M. Brejnev de Berlin-Est. Ces rumeurs ont été relancées par l'absence prolongée de M. Kossyguine.

De notre correspondant

plan); c'est impossible. Les re-tards touchent des secteurs-clés tards touchent des secteurs-clés comme le pétrole et l'industrie pétrolère, la métallurgie, la chimie, les machines outils, les engrais. Dans certaines de ces branches, la production a même diminué au coms des neuf premiers mois de cette année par rapport à la période correspondante de 1978. La hausse de la productivité du traveil est, elle aussi, bien inférieure aux espoirs des planificateurs.

La situation économique

Au pténum de novembre 1978, M. Brejnev avait été très sévère pour les responsables de l'écono-mie et il avait semblé annoncer des sanctions. Force est blen de constater qu'en un an la situation

constater qu'en un an la situation économique a partôt empiré. Les dirigeants en tireront-ils des consequences « personnelles »?

On est ramené ainsi aux rumeurs sur les changements possibles au sommet. La tendance naturelle est de toujours chercher les coupables au sein du gouvernement. Cette pratique présente l'avantage de « blanchir » le parti, qui apparaît comme le veritable défenseur des intérêts du peuple. Les rumeurs les plus insistantes touchent M. Kossyguine. A la suite de son absènce aux fêtes de la Révolution — événement sans précédent à Moscou, — certains croient savoir qu'il événement sans précédent à Moscou, — certains crolent savoir qu'il
est gravement malade; d'autres,
qu'il est fatigué de l'exercice du
pouvoir. Voilà quelques années
déjà, le cher du gouvernement
avait fait la confidence à des
dirigeants occidentaux qu'il
souhattait prendre sa retraite,
mais que ses pairs hi avaient
demandé de rester à som poste.
En souhattant une nouvelle fois
abandonner ses fonctions, M. Kossyguine, pourrait — dit-on —

vouloir provoquer une crise de conscience sur la nécessité de rajeunir les cadres dirigeants de l'U.R.S.S. Les éléments indiquant une retraite prochaine sont suffiguent nombraire et considere une retratte prochaine sont suffisamment nombreux et consistants pour qu'un journal de la
presse communiste occidentale,
d'habitude si prudente sur les
mouvements de personnels dans
les pays socialistes (il s'agit de
l'Unita), ait cru pouvoir écrire
que « le premier ministre, dont les
conditions de santé sont précaires,
pourrait abandonner sa charge ».
Le correspondant dans la capitale soviétique du quotidien du
P.C. italien annonçait en même
temps que « le rôle de M. Hytichev — vice-ministre des affaires
étrangères et chef de la délégation soviétique aux négociations
avec la Chine — ferait Tobjet
d'un examen attentif au prochain d'un examen attentif au prochain plénum du comité central ». Selon ce correspondant, la position de M. Hyitchev pourrait être ren-

A travers le monde

Allemagne fédérale

 UNE SECRETAIRE DU
PARTI SOCIAL- DEMOCRATE (SPD.) et le viceprésident de la filiale ouestallemands d'une compagnie de porter : des jeans au smoking, du blouson à l'ensemble de ski... 86 av. Ledru-Rollin 12° 628, 18.24 et 79 av. des Ternes 17° 574.35.13 allemands d'une compagnie de transport américaine, soupçonnés d'espionnage au profit de la R.D.A., ont été récemment apréhendés à la suite de l'arrestation, il y a plusieurs semaines, d'un couple d'espions à Bielefeld. L'homme d'affaires était chargé d'obtenir des révélations de diplomates operts allemande en poste aux ouest-allemands en poste aux

Etats-Unis. Le parquet fédéral s'est refusé à tout commentaire « dans l'intérêt de l'enquête ». dans l'interet de l'enquete ».
Un porte-parole du parti
social-démocrate a indique que
le S.P.D. n'avait pas été
informé de l'arrestation d'une
de ses secrétaires. — (A.P.P.)

République d'Irlande

L'ASSASSINAT DE LORD L'ASSASSINAT DE LORD MOUNTBATTEN. — Détention à vie, telle est la sentence infligée, le 24 novembre, par un tribunal de Dublin à M. Mc-Mahon, reconnu coupable du meurtre le Lord Mountbatten, le 27 août. Son coaccusé, M. Francis McGirl, a été acquitté. Les trols juges ont estimé que l'enquête n'avait pas permis d'établir qu'il se trovait à proximité de l'endroit où lord Mountbatten et trois autres personnes avaient trois autres personnes avalent été tués per une bombe placée sur le bateau à bord duquel ils naviguaient. — (A.F.P.)

M. Kossyguine n'est pas le seul dirigeant qui aurait droit è prendirigeant qui aurait droit à prendre sa retraité, pour des raisons d'âge ou de santé. La succession des principaux membres du hureau politique est à l'ordre du jour, et il est théoriquement possible de jongler avec les noms ou de préparer toutes les constellations « logiques ». Mais les certitudes sont aussi précaires que les informations sont rares. Trois faits méritent cependant d'être

-- La revue du comité central Kommounist a récemment rappelé -- seion toute vraisemblance sous l'infinence de M. Souslov -- les principes de la collégialité dans la direction du parti.

faits méritent cependant d'être

dans la direction du parti.

— M. Kirlenko, membre du bureau politique et secrétaire du comité central chargé des cadres et de l'organisation est le successeur « naturel » du secrétaire général. C'est lui qui préside déjà les réunions du secrétariat en l'absence de M. Breinev, et il a étendu ces derniens mois ses compétences à la surveillance de l'activité gouvernementale.

— Il est évident que depuis le vingt-cinquième congrès M. Brejnev pousse en avant M. Constantin Tchernienko, qui apparait comme son dauphin. Fera-t-il un pas de plus en proposant la créa-

comme son dauphin. Fera-t-il un pas de plus en proposant la création d'un poste de secrétaire général adjoint qu'il réserverait à son protègé? Il est possible que pour favoriser une transition en douceur, le congrès du parti ait lieu plus tôt que prévu, c'est-à-dire dès l'année prochaine. Des promotions au bureau politique ou au secrétariat du comité central pour prévuer une relève per particular des controls pour prévuer une relève per la control pour prévuer pur la control pour prévuer une relève per la control pour prévuer pur prévuer pur la control pour prévuer pur la control pour prévuer pur prévuer pur la control pour la control pour prévuer pur la control pour l tral pour préparer une relève ne sont donc pas à exclure des ce plénum. Tout milite en faveur de décisions rapides, bien que la politique de ces dernières années ait plutôt consisté à ajourner les

DANIEL VERNET.

Roumanie

APRÈS LE XIII CONGRÈS

La direction du parti communiste a été légèrement remaniée

Bucarest. — Brusquement animé, vendredi 23 novembre dans la matinée, par un esclandre, le douzième congrès du P.C. rou-main s'est acheve dans la soirée comme il avait commencé : sans surprise, puisqu'il n'a été procédé à aucun remaniement marquant de la direction,

Qu'avait eu le temps de dire au congrès l'homme du jour, M. Constantin Pirvulescu, avant au congrès l'homme du jour, M. Constantin Pirvulescu, avant que sa voix ne soit couverte par les huées? Lorsque ce membre fondateur du parti, âgé de quatre-vingt-quatre ans, longtemps emprisonné avant la guerre en raison de ses activités militantes, prend la parole, peu après 10 beures, comme délégué d'un secteur de la capitale (1), personne n'imagine que le rituel des odes à M. Ceausescu puisse être rompu. A 11 heures doivent commencer, à huis clos, les élections des membres du comité central et celle du secrétaire général, puis le nouveau comité central doit se réunir pour désigner son comité politique exécutif. C'est alors que le scandale éclate. Non seulement M. Pirvulescu ne se prononce pas en faveur de la réélection du « fils le plus aimé de la patrie », mais il s'élère contre le fait que le secrétaire général soit élu par l'ensemble des congressistes et non par le comité central, puis critique l'organisation du congrès en parlant des « agitateurs » qui en faussent le déroulement.

A la tribune, M. et Mme Ceau-

A la tribune, M. et Mme Ceau-sescu échangent quelques mots. De la salle, d'abord muette de stupeur, commencent à monter des protestations, relayées par les apostrophes que des dignitaires iancent à l'orateur. M. Pirvulescu trouve assez de voix pour répon-dre à un contradicteur le me-nacant d'une exclusion du parti dre a un contradicteur le me-naçant d'une exclusion du parti qu'il s'en moque. Mais quand il veut poursuivre, les huriements deviennent tels que l'on ne dis-tingue plus un mot, et la tra-duction simultanée sur les canaux des six lemmes proposites deslate des six langues proposées devient chaotique puls inaudible. M. Pir-vulescu a-t-ll, avant de devoir abandonner le micro, dépioré que la politique extérieure de la Rou-manie l'éloigne de l'URSS, et des pays du pacte de Varsovie? Certains l'affirment, même s'ils

n'ont pas pu saisir les mots exacts prononcés par M. Pirru-lescu. D'autres soutiennent que l'iconoclaste n'a parlé ni de près ni de loin des affaires étrangères. C'est en adversaire de la poli-tique de l'indépendance rou-maine, si ce n'est en « agent de Moscou », que M. Ceausescu a choisi de peindre son adversaire dans sa réponse : a ll est sûr que Constantin Piroulescu n'aime pas Constantin Pirvulescu n'aime pas la démocratte qui règne aujour-d'hui au sein du P.C.R. et rêve probablement de l'époque où le sort du parti et du peuple n'était pas décidé ici mais ailleurs. » Se demandant « au nom de qui » s'était exprimé ce « provocateur étranger au pays et à ses intérêts ». M. Ceausescu a accusé M Pirvulescu d'être « resté tranquillement ches lui » pendant la guerre, de n'avoir « pas eu le couquitement ches cut » pentant la guerre, de n'avoir « pas eu le cou-rage de protester quand on justi-lait des gens qui avaient été ses amis » (« une époque à jamais ré-polue »), d'avoir « du sang sur les mains » et d'avoir été écarté de la direction en 1960 à cause « de son incapacité et de ses intrigues, sur lesquelles le parti possède des

Un fils de M. Ceausescu élu au comité central

Membre du bureau politique jusqu'en 1960, étroitement associé jusqu'en 1960, étroitement associé aux épurations qui ont marqué les années 50 (notamment avec le groupe dit « de Moscon » de l'ancien ministre des affaires étrangères, Mme Ana Pauker), réintégré dans l'apparell à des postes plus modestes après la mort de Gheorghiu Del, le délégné Distribusor, s'est un retirement. gué Pirvulescu s'est yu retirer son mandat par le congrès. Il n'aura pu empècher la réélection à l'unanimité du secrétaire géné-

Après l'incident, la fête a repris son cours — plus bruyante, comme pour effacer le désarroi d'un moment — avec la proclamation du résultat des votes. Le nouveau comité central, en raison veau comité central, en raison de l'augmentation des effectifs du parti, qui s'élèvent à plus de deux millions neuf cent mille adhérents, comprend quatre cent huit membres, dont cent soixante-trois suppléants, alors que le précèdent en comptait trois cent soixante et un. L'un des fils de M. Ceausescu, Nicou, déjà responsable des jeunesses, y rejoint ses sable des jeunesses, y rejoint ses parents, tandis que M. Eugène

«Le Prince Sihanouk

représente actuellement

De notre envoyé spécial

Barbu, l'une des personnalités dominantes de la littérature officielle, le quitte, victime d'une affaire de plagiat.

Au comité politique exécutif, on relève le départ de M. Manea Manescu, déjà écarté en mars du poste de premier ministre qu'il occupait depuis 1974. Quatre autres personnes s'en vont également : M. Gheorghe Cloara, qui avalt troqué en février le ministère des constructions industrielles contre celui de l'énergie électrique ; M. Emil Draganescu, ministre du tourisme ; M. Ion Ionita, vice-premier ministre, qui devient suppléant; et M. Iossif Uglar, responsable des administrations locales, qui perd aussi sa trations locales, qui perd aussi sa place au secrétariat du parti, où entre — seul changement dans cet organisme — M. Ludovik Pazekas, ministre de l'économie forestière.

Outre M. Fazekas, deux anciens suppléants deviennent membres du comité politique exécutif : M. Nicolas Constantin, ancien M. Nicolas Constantin, ancien conseiller de M. Ceausescu, nommé président du plan en mars, et M. Ion Coman, ministre de la défense. Mme Aneta Spornic, ministre de l'éducation nationale, entre également au comité politique exécutif.

Parmi les suppléants, on remarque surtout le départ de M. Vasile Patilinet, ministre des mines et du pétrole, qui paye sans doute les retards enregistrés dans l'extraction du charbon: l'arrivée de Mme Suzana Gadea, présidente du conseil de la culture, et celle de don members serrétaires de du conseil de la culture, et celle de cinq premiers secrétaires de département, fonction dont l'importance a été récemment accrue. La composition du bureau permanent, émanation du comité politique exécutif, n'avait pas encore été rendue publique samedi matin. Après avoir, dans son discours de clôture, exalté « humanisme » et le « caractère démonisme » et le « caractère démo-cratique » du socialisme roumain, lance un appel au désarmement et rappelé les grands principes de sa politique étrangère (souverai-netè nationale, détente, renoncia-tion à la forme de la conversaition à la force), M. Ceausescu a pris un bain de foule. Quelques bouquets de fleurs, quelques embrassades : la dispersion s'est faite en un clin d'œil. Sans inci-

BERNARD GUETTAL

(i) M. Pirvulescu a pris la parola à la tribune et non de sa place, contrairement à ce qu'avaient laissé croire de premières informations (nos dernières éditions du 24 novembre).

Portugal

La loi d'amnistie a été promulguée

De notre correspondant

Lisbonne. — Une koi d'ammistie couvrant tous les délits politiques commis par des civils ou des militaires depuis la révolution du 25 avril est entrée en vigueur le vendredi 23 novembre. Cette koi, qui ne s'applique pas aux auteurs d'attentaits à la bombe ni aux responsables de sévices sur des prisonniers, avait été votée par les socialistes et les communistes le 34 avril 1979. Sous la pression des milieux les plus conservateurs

Le promulgation de la loi est devenue ainsi obligatoire. Cepen-dant, et malgré les protestations d'intellectuels et de dirigeants

gagner du temps pour négocier un compromis avec la hiérarchie militaire. Selon l'article 1 de la loi, « les

jatis amnistiés ne peuvent pas servir de fondement à l'applica-tion de mesures à caractère cri-minel, disciplinaire ou statu-taire ». Certains officiers, comme le commandant Otelo Saraiva de Carvalho, contraint de passer à la réserve, pourront-ils revenir dans le service actif ? On peut des milieux les plus conservateurs dans le service actil ? On peut dans le service actil ? On peut en douter. D'après le lieutenant-colonel Vitor Alves, porte-parole du Conseil de la révolution, les conseils supérieurs de discipline, qui fonctionnent auprès des chefs détat-major des trois branches des communistes ont confirmé leur des forces armés et revolution. des forces armées, garderont, en effet, le droit de se prononcer sur le «profil» et sur la «morale» des militaires, en particulier de ceux impliques dans les évènepolitiques, le général Eanes avait ments qui ont marqué la période retardé sa décision, cherchant à révolutionnaire. — J. R.







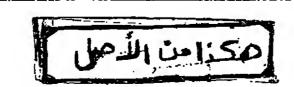
Ces pages sont un appel poignant qui nous concerne tous. Il faut les avoir lues pour salsir le véritable enjeu du prochain dépat sur l'avortement.

A la librairie Saint-Paul : 22 F (27 F franco) 6, rue Cassette, 75006 PARIS

la seule chance du peuple cambodgien... Patrice de Beer - Le Monde HACHETTE/STOCK



ngga salah dari da



A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La distinction entre l'inscription à l'A.N.P.E. et le maintien des droits aux prestations sociales

Vendredi 23 novembra l'Assemblée nationale examine le projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés. Ce texte a pour objet de supprimer le lien entre l'ouverture des droits des assurés et leur insdroits des assurés et leur ins-cription à l'Agence nationale pour l'emploi.

M. MASSON (R.P.R., Moscile) choisit de son côté de parler du « problème spécifique du régime minier ».

M FUCHS (U.D.F.), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, déclare que ce texte tend à dé-charger l'ANPE de certaines tâches administratives et à taches administratives et à mettre fin « à des abus incontestables »; certaines personnes s'inscrivent à l'Agence pour bénéficier de la sécurité ecciale.

Dans la discussion, M. TONDON (P.S., Meurithe-et-Moselle) assure que le projet tend à priver de toute protection « des disaines de milliers de chômeurs », ceux, précise-t-il, qui ne sont pius indemnisés depuis plus d'un an et les jeunes qui ne le sont pas encore. « Le gouvernement, impuissant à faire reculer le chômage, cherche à tricher sur les statistiques », déclare-t-il.

M. GIBSINGER (R.P.R. Hant-

M GISSINGER (R.P.R. Haut-Rhin) assure que le projet por-tera atteinte « aux demandeurs d'emplot sérieux », notamment aux « primo-demandeurs » et à ceux qui sont âgés de cinquante à cinquante-cinq ans. Il reconnaît cependant que ce texte mettra fin à des « abus ». Outre l'exemple d'une « poli-

minier ».

Répondant aux orateurs, M. BARROT, ministre de la santé et de la sécurité sociale, présente les différentes dispositions du projet. Il déclare : « D'après les enquêtes sur l'emploi de l'INSEE, on peut estimer que le quart des demandeurs inscrits à FANPE, ne sont pas des chômeurs au sens du Bureau international du travail. Leur présence dans les fichiers de l'ANPE, ne peut que muire à l'efficacité de l'Agence en alourdissant inutilement ses tâches et dégrade aussi l'image de marque de l'Agence vis-à-vis des employeurs, qui hésitent à recourir à ses services pour trouver le personnel qu'ils voudraient embaucher. » Il ajoute : « Les embaucher. » Il ajoute : « Les ASSEDIC sont désormais char-gées de la constitution de dossiers gées de la constitution de dossiers d'indemnisation au lieu et place de l'ANPE. De même, c'est elles a us si qui transmetiront aux caisses de sécurité sociale les attestations permetiant l'ouverture des droits à l'assurance-maladie, à la validation des périodes d'indemnisation au regard de l'assurance-mieuleuse

Dans la discussion des articles.

tique entisociale », M. LEGRAND

(P.C., Pas-de-Calais) discerne

« les premiers effets du démantèlement du service public de
l'emploi »; le but poursuivi par
le gouvernement « est de dégonfier les statistiques de chômage »,
ce qui est « une basse manceuvre
pré-électorale ».

M. MASSON (R.P.R., Moselle)
choisit de son côté de parler du
« problème spécifique du régime
minier ».

Répondant aux orateurs,

l'Assemblée examine les dispositions de l'article premier qui prolonge de neuf nois la période
pendant laquelle les assurés ou
leurs ayants droit, dont l'assujetissement cesse, continuent d'être
des couverts on de bénéficier des
prestations de l'assurance-maladie: ce délai de trois mois serait
decident, sur proposition du gouvernement, d'étendre cette mesure à l'ensemblée examine les dispositions de l'article premier qui prolonge de neuf nois la période
pendant laquelle les assurés ou
leurs ayants droit, dont l'assujetissement cesse, continuent d'être
des prestations de l'arsurance-maladie: ce délai de trois mois serait
decident, sur proposition du gouvernement, d'étendre cette mesure à l'ensemblée examine les dispositions de l'article premier qui prolonge de neuf nois la période
pendant laquelle les assurés ou
leurs ayants droit, dont l'assurancemaladie: ce délai de trois mois serait
decident, sur proposition du gouvernement, de bénéficier des
prestations de l'assurance-maladie: ce délai de trois mois la période
pendant laquelle les assurés ou
leurs ayants droit, dont l'assuré
de couverts ou de bénéficier des
prestations de l'assurance-maladie: ce délai de trois mois la période
de pendant laquelle les assurés ou
leurs ayants droit, dont l'assurancemaladie: ce délai de trois mois la période
de pendant laquelle les assurés ou
leurs ayants droit, dont l'assurancement est de dégondies examine de l'assurance de l'assurance de couverts ou de l'assurance de couverts ou de couverts ou de l'assurance de couverts ou de couverts ou de l'assurance de couverts ou de couverts o

Il est précisé que si, pendant cette période, l'intéressé vient à remplir, en qualité d'assuré ou d'ayant droit, les conditions pour bénéficier d'in autre régime obligatoire d'assurance-maladie et materité le droit eur presenté. obligatoire d'assurance-maladie et maternité, le droit aux prestations du régime auquei il était rattaché antérieurement est supprimé. Il s'agit, par cet amendement, d'exclure les cas de double prise en charge de certains assurés pendant cette période. D'autre part, les chômeurs indemnisés qui, à l'expiration du délai, adhéreront à l'assurance personnelle pourront voir leurs cotisations prises en charge par l'aide sociale, sans que soient mises en jeu les règies relatives à l'obligation alimentaire.

L'Assemblée adopte, en le pré-cisant, l'article 2 du projet, qui pose le principe du lien entre indemnisation du chômage et assurance-maladie et maternité. Dorénavant, l'arrêt de l'Indemni-sation entraînerait l'arrêt de la protection sociale douze mois plus tard, à charge pour l'inté-

ersonnelle. Les députés adoptent un article additionnel du gouvernement cle additionnel du gouvernement stipulant que les jeunes de moins de vingt-deux ans affiliés à l'as-surance personnelle seront rede-vables d'une cotication forfaitaire qui pourrait être de 450 francs par au soit 37 france par mois par an, soit 37 francs par mois.

L'article 3 modifiant les modalités de prise en compte des périodes de chômage involontaire, au titre de la détermination du droit à pension de l'assurance-

viellesse, est adopté. Il substitue la notion de « chômage involon-taire indemnisé » à celle de « chômage involontaire constaté ». Jusqu'à présent, les salariés qui ont cessé leur activité, parfois ont cessé leur activité, parfois depuis longtemps, peuvent acquérir des droits à pension de retraite par leur simple inscription auprès de l'ANPE, alors qu'ils ne remplissent pas, par ailleurs, les conditions nécessaires pour être indemnisés et qu'ils ne souhaitent pas accepter une nouveile activité. Pour corriger les effets de ces dispositions qui auraient pu avoir des conséquences injustes pour les travailleurs qui sont en état de chômage involontaire réel, et dont l'indemnisation cesse, les périodes où il n'y a pas eu indemnisation seront également prises en considération, mais ne le seront que pendant

egalement prises en considération, mais ne le seront que pendant une durée d'un an.
L'article 4, qui procède à la déconnexion entre l'inscription à l'ANPE, et le droit aux prestations familiales, est adopté, ainsi que les articles suivants; enfin, l'ensemble du projet.— L. Z.

DEVANT L'ASSOCIATION DU CORPS PRÉFECTORAL

Le libre épanouissement des collectivités locales ne doit pas conduire à remettre en cause l'unité nationale, déclare M. Valéry Giscard d'Estaing

Le président de la Répu-blique, qui était accompagné ou indirecte de l'unité nationale ». de MM. Christian Bonnet,

M. Lucien Lanier, préfet de la région d'Île-de-France et préfet de Paris, qui présidait l'assemblée, a rappelé, en accueillant M. Valéry Giscard d'Estaing, que c'était la première fois qu'un chef de l'Etat assistait à cette réunion depuis l'assemblée générale de 1961, à laquelle avait participé le général de Gaulle.

An cours de son allocution, le chef de l'Etat a notamment insisté sur la nécessité de maintenir l'unité nationale, tout en aménageant un nouvel équilibre dans les rapports entre l'Etat et les collectivités locales. « Une chose est la diversité des cultures, des patrimoines, des psychologies », a-t-il déclaré, « autre

M. Giscard d'Estaing estime

de MM. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, et Marc Bécam, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a assisté, dans l'après-midi du 23 novembre, au Palais des Congrès de Paris, à la séance de clôture de l'assemblée générale de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.

M. Lucien Lanier, préfet de la fejion d'Île-de-France et préfet e Faris, qui présidait l'assemblée, à rappelé, en accueillant L Valèry Giscard d'Estaing, que était la première fois qu'un hef de l'Etat accompagne de l'intérieur.

M. Giscard d'Estaing estime toutefois que le maintien de l'inté de l'Etat doit aller de pair avec le « libre épanouis-sement » des collectivités locales. Paris que collectivités locales par le projet de réforme des collectivités locales en cours d'examen au Sénat, le président de la République a affirmé que « nous des rapports entre l'Etut et les collectivités locales. De lu port de l'Etat, cela implique une réflexion sur son rôle, imprépné d'une longue tradition centralisatrice. De la part de l'élu local, cela suppose une approche franche et ouverté de su responsabilité face aux citoyens ».

« Le renforcement de l'Etat doit aller de pair avec le « libre épanouis-sement » des collectivités locales. Paisant allusion aux réflicences émant notamment de la haute administration) suscitées par le projet de réforme des collectivités locales. Paris ed l'enament notamment de la haute administration suscitées par le projet de réforme des collectivités locales en cours d'enament notamment de l'abunt ed réforme des collectives locales en cours d'enament notamment de la maintien de l'Etat doit aller de pair avec le « l'ibre épanouis-sement » des collectivés locales. Paisant allusion aux réficences d'emant notamment de l'abunt edunistration) suscitées par le projet de réforme des collectives locales en cours d'enament notamment de l'abunt edunistration suscitées par le projet de réforme des collectives locales en cours d'enament vetes locales en cours d'enament par l'enament p

a Le renjorcement de la démo-cratie locale; a ajouté la prési-dent da la République, postule en corollaire le respect des pro-cédures légales, le contrôle de l'emploi des de niers publics, actuellement insuffisant et l'ap-plication des décisions de fus-tive.

« Représenter l'unité nationale » est, selon le chef de l'Etat, la première mission du corps préfectoral; la seconde est de répondre à «un besoin croissant de sécurité et de justice».

Sécurité et justice

La détinquance preud des formes sauvages ou subtiles, 2-t-H déclart, la violence sous tous ses aspects, provoquants ou jeutrés, est un défi permanent pour les sociétés évoluées. Face à cette violence, vous êtes des combattants de première tigne, en étroite osmose avec les services de poluce ou de gendarmerie. Soyes persudés que voire rôle est compris par l'immense majorité des Francaises et des Français. Maintenir l'ordre public républicain reste un privilège et un homneur. Comme toujours, il y faut du sang-froid : plus que jamais il y faut de l'intelligence. Rien n'interdit d'y adjoindre la sensibilité, car voire action se situe dans cette zone étroite où la sauvegarde de la cohésion sociale côtoie l'exercice des libertés ».

Estimant qu'e il n'y a pas de

Estimant qu'est n'y a pas de liberté et de sécurité sans jus-tices, le chef de l'Etat a en conclusion, invité les hauts fonc-tionnaires à « se porter au-devant des plus démunis, les chômeurs, les jeunes, les immigrés, les sala-riés des banlleues ou les agri-

de dépeuplement ». Troisième mission : M. Giscard d'Estaing estime que les préfets seront de plus en plus considérés « comme des préposés à l'explication permanente, une explication qui doit être ouverte et nova-

trice dans le langage ». trice dans le langage a.

« Il est vrui, a-t-il indiqué en conclusion, que vous représentez l'Etat, mais l'Etat que vous représentez n'est pas une sorte de monstre froid issu des textes, c'est l'expression organisée de la France. Vous devez donc toujours avoir l'idée que vous représentez la France dans son passé et ses traditions; mais aussi dans son présent et dans sa recherche de l'aventr. L'Etat que vous représentez a un certain caractère.

Après son départ du comité central du P.C.F.

M. FISZBIN SOUHAITE OUE « L'HUMANITÉ » SA LETTRE DE DÉMISSION

Après su démission de membre du comité central, M. Henri Pisz-bin, ancien premier secrétaire de la fédération de Paris du P.C.F.,

a précisé:

« J'ai exposé, dans la lettre que f'ai adressée le 15 novembre à la direction du parti, mon analyse des jaits et les raisons de ma démission. C'est, à mes yeux. le processes qu'il convenait de suivre pour qu'une information complète puisse être donnée. Je ne jérai pas d'autres déclaration. » Il à ajouté: « Il est tout à fait naturel que l'Humanité, oryans central du parti, publie l'opinion du comité central ser ma démission. Mais, je comprends très bien que l'on attende de moi, et tout particulèrement les camarades du parti, que je m'expélque sur les motifs que je m'explique sur les motijs qui m'ont ament à renoncer au mandat que m'a conjié le vingt-troisième congrès. »

M. Piszbin explique que sa déci-sion ne procède pas de considé-rations personnelles mais qu'elle est liée aux problèmes politiques qui se sont posés à la fédération de Paris.

M. Piszbirt a, dans la déclara-tion qu'il a faite à ce sujet à l'APP, souhaité que l'Humanité publie sa lettre.

C'est un Etat indépendant des grands intérêts et de tous les groupes de pression; c'est un Etat de droit, ce qui veut dire qu'aucun de nous n'exerce son autorité en dehors de la règle, c'est un Etat qui cherche à organiser le progrès de son peuple, »

M. Olivier Guichard, ancien ministre, président du conseil régional des Pays de la Loire et maire de La Baule, consacre sa dernière chronique de Presse-Océan à l'e asphysie des ré-

Tout en se félicitant du plan Tout en se félicitant du plan de développement des trois régions du Sud-Ouest annoncé par le président de la République, M. Guichard souligne que, pour être cohérent, l'effort de l'Etat doit donner à la région « des moyens budgétaires qui suivent à peu de choses près la hausse des prix ».

Après avoir rappelé le refus du gouvernement d'augmenter de 10 % au moins le plafond budgé-taire des conseils régionaux le ministre s'interroge : « Est-R assemblées régionales à qui on ne cesse de demander de noune cesse de demander de non-peaux efforts financiers à la place de ceux que l'Etat ne peut pas faire? (...) Nous nous deman-dons si on ne veut pas se débar-raiser par l'amphysie de ces ins-

Après la rencontre de MM. Chirac et Mitterrand

LE P.S. DEMENT TOUT RAPPROCHEMENT AVEC LE R.P.R.

A la suite des commentaires faits sur la rencontre de MM. Chirac et Mitterrand, la direction du parti socialiste a publié un communiqué dans lequel elle rappelle les conditions de cet entretien et ajoute : publie un communique dans lequel elle rappelle les conditions de cet entretien et ajoute : « Ce geste de politesse a été le prétexie d'une nouvelle opération de mise en condition de l'opinion et tendant à accréditer l'idés d'un soi-disant rapprochement entre P.S. et R.P.R. Ces spéculations sont un exemple de plus d'une volonté persévérante de travestir la politique du parti socialiste et de lui nuire par n'importe quel moyen. Imaginer qu'il puisse y avoir pareil rapprochement entre un parti, le P.S., qui censure la politique du gouvernement et refuse de voter le budget et un parti, le R.P.R., dont le vote à l'Assemblée réaffirms constamment le soutien qu'il apporte au président de la République, relève de l'afjabulation.

**Le parti-socialiste et son pre-mier secrétaire ont été et reste-ront à la pointe du combat sur tous les terarins de lutte contre le droit et le pouvoir réaction-paire incarné par le président de la République et soutenu par les groupes de la majorité. »

M. Edmond Maire a décisre, vendredi 23 novembre, su micro de Radio-Monte-Cario : « Nous refusons toute perspective de a cartel des nons, tout « front du refus » qui tenterait de mettre en selle telle ou telle majorité qui étalerait ensuite son impuissance et ses divisions. Ce que nous souhaitons, c'est un projet aliant dans le sens du socialisme cohérent et on n'aurait par cela sur une base nationaliste appe le R.P.R. »

M. Christian Bonnet donne diverses indications aux maires des grandes villes

La mise en application des arrêtés municipaux relatifs à l'interdiction de circulation des poids lourds dans le cour des

villes doit résulter d'une négo-ciation tripartite entre les élus, les représentants de l'Etat et ceux transporteurs routiers;

communaux, source de charges supplémentaires pour les budgets municipaux, doit être freiné par une augmentation significative des effectifs de la police d'Etat et une meilleure utilisation de ceux-d'

Le montant du prélèvement effectué sur la T.V.A. au bénéfice des communes (dotation globale

Une délégation de l'association des maires de grandes villes de France, conduite par M. Roger Quilliot (P.S.), président, sénateur, maire de Clermont-Ferrand, a été reque, le jeudi 22 novembre, par M. Bonnet.

Te ministre de l'intérieur a donné à ses interiocuteurs les indications suivantes:

— Les caisses des écoles pourront bénéficier dans un proche avenir de l'exonération de la taxe sur les salaires;

— La mise en application des arrêtés municipaux relatifs à l'in-D'autre part, la delegazion a insistà sur le caractère « diabolique » de la taxe professionnelle dont les modifications des bases d'imposition rendent difficiles toutes les prévisions sur la progression de la pression fiscale; sur les disparités considérables mi existent d'une ville à l'autre les disparités considérables mi existent d'une ville à l'autre les disparités et d'une ville à l'autre les disparités d'une ville à l'autre l'une ville à l'autre les disparités d'une ville à l'autre les disparités de l'autre les disparités d'une ville à l'autre les d'une ville à l'autre les disparités d'une ville à l'autre les d'une ville à l'autre les disparités d'une ville à l'autre les d'une ville à l'autre l'autre les d'une ville à l'autre les d'une ville à l'autre les d'une ville à l'autre l'une ville à l'autre l'autre l'une ville à l'autre l'au dans le montant de la D.G.F., sur les conséquences « néjastes », pour le cadre de vie des citoyens, de la diminution de l'effort d'investissement des grandes villes, lequel a dû être réduit de moitié depuis 1974, sinsi que sur l'insuf-fisance du montant des ressources de l'Etat transférées aux col-lectivités locales.

EN CONCLUSION DE LEUR CONGRÈS NATIONAL

Les maires précisent leurs vœux pour éviter l'«enlisement» de la réforme des collectivités locales

Le soixante-deuxième congrès national de l'Association des mainational de l'Association des mai-res de France a terminé ses tra-vaux vendredi après-midi 23 no-vembre, à l'Hôtel de Ville de Paris, en adoptant la motion de synthèse proposée par la majorité du bureau sortant (U.D.F., R.P.R., P.S. et divers majorité). Ce texte a recueilli 3106 suffrages, tandis que la résolution présentée par l'association nationale des élus communistes n'en a obtenu que communistes n'en a obtenu que 850, le nombre des votants ayant été, au demeurant, particulièrement fiable (4071 sur 13 380 mandats).

Dans cette motion, le congrès a résume ses prinscipales préoccu-pations à l'égard de la réforme des collectivités locales en cours d'examen su Parlement. deramen au Pariement.
Les maires « s'inquiètent de la distorsion qui apparati entre les intentions exprimées par le chef de l'Etat et les dispositions qui ont été soumises en première lécture au Sénat ».

Trais propertiés long pagingant

Trois nécessités leur paraissent impératives pour éviter que la réforme ne soit dénaturée : « L'élaboration d'un péritable statut de l'éla local permettant à chacun, quelle que soit au strua-

chacun, quelle que soit sa situation professionnelle ou sociale,
d'accéder au mandat local et de
l'exercer pleinement.

De L'institution, sous l'autorité des maires, d'une véritable
fonction publique locale à la fois
spécifique et en situation de parité avec la fonction publique
d'Etat, assurant aux fonctionnaires communaux, par des règles
uniformes, la sécurité de l'emploi,
une réelle mobilité, une amélioration de carrière et la reconnaissance d'un véritable pouvoir de
proposition des maires et des
personnels dans l'élaboration des
textes réglementaires.

De Le développement, dans

➤ Le développement, dans tous les domaines où elle s'avère désirée et bénéfique, de la coopé-

ration intercommunale, notum-ment par l'organisation d'agences administratives et techniques in-tercommunales et dans le respect de la spécificité (cohérence des modes de décision, régime fiscal), des différentes catégories d'orga-

nismes de coopération. » Concluant les travaux, M. Poher a souhaité que les députés, quand a souhaité que les députés, quand ils examineront à leur tour le « plan » de développement des responsabilités locales », reprennent à leur compte les vœux des maires. Pour l'instant « la balle est dans le comp du gouvernement », a déclaré le président de l'association.

Mais les maires seront-ils de-

ciation.

Mais les maires seront-ils demain mieux entendus qu'aujourd'hui alors que leur congrès de
1978 avait déjà jugé « inadmissible que les pouvoirs publics ne
tiennent compte des demandes
pressantes de l'organisation la
plus représentations des élus locaux » ? « Ce serait trop beau »,
estimait, pour sa part, M. Jacques
Chirac, vendredi soir, en disant
au revoir à ses hôtes.

ALAIN ROLLAT.

QUESTIONS ORALES

MM. MAXIME KALINSKY (P.C., Val-de-Marne), et FRAN-COIS MITTERRAND (P.S., COIS MITTERRAND (P.S., Nièvre) ont successivement interrogé le seurétaire d'êtat aux DOM-TOM, M. PAUL DLIOUD,
lors de la séance de questions
craites san sdéhat, vendredi 23 novembre, à l'Assemblée nationale,
sur la situation sociale dans les
départements et territoires
d'outre-mer. M. Kalinsky a rappelé une slors des déhats sur la pelè que s'iors des débats sur la loi d'aide aux travailleurs privés d'emploi, le pouvernement s'était engagé à appliquer cette loi aux DOM avant le 16 novembre 1979 » et qu'il «n'a pas respecté ses en-gagements ». « Sans entretien préalable sèrieux avec les syndi-cats, vous venez de présenter un projet de décret soundaleux», a ajouté M. Kelinsky

Selon M. Dijoud, ce projet de décret, « loin d'être scandaleux, permet aux travailleurs des DOM de bénéficier, pour la première fois de leur histoire, d'un début de protection contre le chômage ». Le secrétaire d'Etat a ajouté : « Je

de protection contre le chomages. Le secrétaire d'Etat a ajouté: « Je peux rous assurer que nous tiendrons le plus grand compte de l'avis des conseils généraux. Mais il n'est pas sûr que l'intèrêt des travailleurs commande de metire en œuvre, sans l'adapter et sans expérimentation préalable, un dispositif qui n'a pas été conqui pour répondre au caractère structurel du chômage outre-mer. »

M. Mitterrand: a fappelé que puis de 40 % de la population des DOM est privée d'emploi, partiellement ou totalement » et que « dans les DOM, le revenu moyen par habitant est trois fois moins élevé qu'en métropole et le coût de la vie supérieur d'un tiers ». Le premier secrétaire du P.S. a écalement évoqué la situation des TOM, en particulier la Nouvelle-Calédonie, où l'attitude du gouvernement, face su Front indépendantiste, qui regroupe 80 % de la population canaque, fait qu'on « en arrive à une de ces situations de déservoir au métadent l'en-

TOM. en particulier la NouvelleCalédonie, où l'attitude du gouvernement, face au Front indépendantiste qui regroupe 80 % de
la population canaque, fait qu'on
a en arrive à une de ces situations
de désespoir qui précèdent l'ajfrontement n.

M. Dijoud à déciaré: «Le profet d'indemnisation du châmage.
actuellement soumis aux consells
généraux, ne répond pas, c'est
trui, à toutes les préoccupations
qui s'expriment outre-mer. Mais
du problème du châmage passe
atuni tout par le développement,
par l'industrialisation, par la modernisation de l'agriculture. Je
mi'nterdis la démagogie et je dis
qu'il faudra au moins quinze ans
pour que le taux d'emplois en
outre-mer soit équivalent à celui
de la métropole. D'ici là seule la
migration organisée rationnellement et générousement par le
gouvernement pourra permetirs

Hauts-de-Seine). su p ple à nt
M. PIERRE MESSMER (R.P.R.
Moscille), a interrogé le ministre
des affaires étrangères sur la
consomité au traité de Rome des affaires étrangères sur la
conscillement sur l'assemblée européenne au Conseil européen de « changer son président
se déroulant après la prochaine
réunion du Conseil européen,
chard que « si le Conseil européen,
acceptait cette invitation, cela
constituerait une innovation par
rapport à la pratique actuelle s.
Le ministre a rappelé que les
traités « excluent toute responsabilité du Conseil devant l'Assemblée v mais que l'article 140
du traité de Rome « prévoit que le

DOM-TOM.

MM. MAXIME KALINSKY

MM. MAXIME KALINSKY

MM. MAXIME KALINSKY

MM. MAXIME KALINSKY

MIERT le départ à un exil infomant condamnent ces jeunes à

CC Val-de-Mayne), at FRAN-

attendre sur place un emplo attendre sur place un emploi impossible, »
Au sujet de la Nouvelle-Calédonie, le secrétaire d'Etat a souligné que «66 % des Calédoniens
ont voié pour les formations politiques qui détiennent maintenant
le pouvoir au sein d'un conseil de
convergement homogène et en gouvernement homogène » et que, et « une majorité de Mélanésiens s'orientent, non sans hésitation, vers des formations javorables à l'indépendance (_).

• LES - BEFRACTAIBES : D'ALSACE-LORHAINE

Interrogé par M. JEAN-LOUIS MASSON (R.P.R., Moselle) sur les Alsaciens et les Lorrains qui, enrôlés de force dans l'armée allemande pendent l'occupation, refusèrent l'incorporation et s'enfuirent d'Alsace-Lorraine, M. MAURICE PLANTIER à ré-pondu: « Les « réfractaires » et les pondu: «Les e rétractaires » et les e patriotes résistants à Poccupation (PRO) sont des victimes de guerre: les dommages qu'ils ont subis à ce titre ont donné lieu à une indemnisation conforme aux dispositions de noire code des pensions militaires d'invalidité. Mais, allant plus loin, le gouvernement et le Parlement ont ouvert des droits particuliers à ces deux catégories ». Le secrétaire d'Etat a souligné cependant qu'il ne peut y svoir d'équivalence entre les campensations perçues par ceux qui ont accepté l'incorporation (les « malgré nous ») et ceux qui sy sont soustraits. soustraits.

• POUVOIRS DE L'ASSEM-BLEE EUROPEENNE.

M CLAUDE LABBE (R.P.R. Hauts-de-Seine), suppléant M. PIERRE MESSMER (RPR.

SAMEDI 24 ET DIMANCHE 25 NOVEMBRE salon international

de la minéralogie

MINERAUX DU MONDE ENTIER PRESENTATION ET VENTE PLUS DE 100 EXPOSANTS palais des congrès, porte

maillot, paris-17e

CONCOURS

INSCRIPTION: PALAIS DES CONGRES - Bureau 113 TEL : 758.27.68

DEVINE

.

Moscou. — L'avortement a une longue histoire en U.R.S.S., mais une histoire peu connue car, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, les statistiques relèvent encore du secret d'État et la réalité ne correspond pas à la version proposée officiellement. L'avortement sous contrôle médical a été autorisé en 1955, deux ans après la mort de Staline qui, en 1938, était revenu sur une première loi de 1920 légalisant l'interruption de grossesse. Il est très difficile de connaître l'incidence de ces différentes législations sur la démographie, la population soviétique ayant subi des « ponctions » du fait de la répression stalinienne et des pertes dues à la guerre.

Officiellement, l'interruption de grossesse est possible au cours des douze premières semaines, après consultation d'un médecin, mais la décision finale revient à la femme. L'opération, qui a lieu une histoire peu connue car, dans mais la décision finale revient à la femme. L'opération, qui a lieu dans un centre de consultation gynécologique, est gratuite pour les femmes qui travaillent et coûte 5 roubles (1) pour les autres. La méthode la plus employée est l'aspiration. Sant complications, l'hospitalisation ne dépasse pas vinet-guatre heure.

dépasse pas vingt-quatre heures.
Au-delà des douze semaines,
l'avortement n'est possible légalement que sur indication médipour les avortements, les mineures de moins de dix-huit ans devant avoir l'autorisation de leurs parents, comme pour toute intervention chirurgicale. Les femmes étrangères peuvent subir en U.R.S.B. une interruption de grossesse contre palement et à la suite de la demande expresse de leur ambassed. pour les avortements, les mineures presse de leur ambassade. Au moment des consultations, les médecins — tout en respec-tant la liberté des femmes — leur expliquent le caractère nocif de l'avortement, les incitent à garder leur enfant. garder leur enfant.

La contraception vaut mieux que l'avortement, telle est la thèse officielle. Au cours des consultations prénuptiales, organisées auprès des bureaux de mariage, on explique que l'Etat est intéressé par l'augmentation de la natalité et offre de nombreux avantages aux jeunes familles.

Selon Mme Kotchemasova, les femmes soviétiques préféreralent la contraception par moyen mé-canique : il s'agit d'un stérilet en polyéthylène qu'elles pour-raient se procurer sur ordon-nance dans toutes les pharmacies pour la modique somme de 30 kopecks (moins de 2 F). La contraception par voie orale serait déconseillée.

serait déconseillée.

Tel est l'aspect officiel de la question. Ce que l'on peut en apprendre par des conversations avec les intéressées fait apparaître une réalité différente. Il semble bien, tout d'abord que l'avortement reste en U.R.S.S. le principal moyen de régulation des naissances. Les chiffres que l'on entend sont impressionnants : deux avortements pour une naissance dans les grandes villes, ce sance dans les grandes villes, ce qui ferait plusieurs millions d'avortements par an dans l'en-semble de l'U.R.S.S. Il n'est pas rare de rencontrer des femmes ayant subi deux ou trois avorte-ments, voire six à dix. Cette situation est la conséquence à la fois d'un manque d'éducation et de la pénurie de produits contraceptifs. Si le stérilet est, en effet, présenté comme la méthode « idéale » Il

est difficile d'en trouver, plus encore à la campagne qu'en ville Les contraceptifs oraux sont pro-duits en quantité insuffisante de plus ils ne sont pas surs l'approvisionnement en pilules hongroises.— assez recherchées — n'est pas régulier. Les préser-vatifs masculins sont de mauvalse qualité.

D'autre part, les interruptions de grossesse ne sont pas toujours pratiquées dans les conditions décrites officiellement. La méthode par aspiration n'est em-ployée que dans les meilleures cliniques. Dans les autres, l'hy-giène et les soins médicaux laissent souvent à désirer. De plus, une interruption de grossesse dans un établissement spécialisé exige une longue attente et de nombreuses formalités a van t l'admission. Aussi les femmes soviétiques ont-elles recours aux avortements e privés ». Il leur en coûtera jusqu'à 50 roubles plus quelques bouteilles de vodka ou de cognac. Si la patiente n'en-court elle-même aucune pour-suite, la personne ayant pratiqué l'interruption de grossesse risque jusqu'à douze ans de détention selon les suites de l'intervention sur la santé de la femme.

Officiellement on affirme que les avortements clandestins sont devenus exceptionnels depuis la libéralisation de 1955. En réalité, la situation paraît beaucoup plus tragique. — D. Vt.

(1) 1 rouble vant, au cours official, 6.54 F.

Trois démocraties populaires en quête d'enfants

De notre correspondante

Vienne. - La politique des pays de l'Est en matière de légalisation de l'avortement a connu en quelque trente ans d'étonnantes variation Aucun Etat d'Europe orientale n'a pu éviter de spectaculaires reviremente. Mais, contrairement à ce que l'on aurait tendance à croire, s'agissant de pays dominés par une idéologie commune, chacun d'eux a suivi cette évolution à sa manière. Les dispositions mises en vigueur, au fij des années, pour régler l'interruption légale de la grossesse dans trois de ces pays, l'Allemagne de l'Ext, la

Hongrie et la Roumanie, témolgnent de ces particularismes. Durant une décennie, de 1957 à 1966, la Roumanie a fait figure de - paradis » de l'avortement. Les conditions de l'avortement y étalent si expéditives que sa pratique se trouvait même à la portée des touristes étrangers. Le nombre des avortements légaux augments, d'année en année, pour atteindre, seion les estimations officielles, la chiffre vertigineux de 1 115 000 en 1965. Parallèlement, le taux de natalité qui était de 24,8 pour mille en 1955

tomba à 16,2 pour mille en 1963 et à 15,2 pour mille en 1965. Alarmées par cette situation, les autorités roumaines dont les ambitions démographiques ont été et sont encore très grandes (1), prirent des mesures radicales. On pessa d'un extrême à l'autre : l'interruption de la grossesse fut Interdite sauf cas très

Cette politique, ajoutée au fait que les méthodes modernes de contraception n'étaient pas diffusées en Roumanie, eut, à l'époque, un résultat Immédiat sur la natalité : con taux grimpa à 27.4 pour mille en 1968. Mais depuis, il n'a cessé de suivre, à nouveau, une courbe descendante (19.4 pour mille en 1977). Les textes législatifs en vigueur depuis 1966 prévolent notamment que l'avortement n'est autorisé que lorsqu'une cinq ans ou qu'elle est déjà mère de quatre enfants ou que la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste. A ces cas précis s'ajoutent des causes médico-sociales que les responsables de commissions médicales créées à cet effet ne retiennent que très rarement.

La loi prévoit, en outre, que l'Intervention ne peut être effectuée que dans les trois premiers mois de la grossesse (sauf exception), qu'elle doi. avoir lieu dans un service hosnitalier et être inscrite dans correspond à environ 90 % de son un registre spéciai. Il est prévu

qu'à sa sortie de l'hôpital, la femme recolt un guide d'éducation sanitaire concernant la régulation des naissances. Formule qui sonne étrangement si l'on sait que les méthodes contraceptives modernes ne sont toujours pas diffusées aujourd'hui

Un « marché noir » de la pilule

notoriété publique que le marché noir de la piluie bat son plein en Roumanie. Et l'avortement clandestin a repris ses droits avec tous les danqu'impliquent ces pratiques pour la santé des femmes

La politique menée par le gouvernt roumain en faveur de la protection maternelle et infantile et de famille s'est considérablement développée durant ces trente dernières années. Mais ces efforts restent blen en-deçà de ceux que fournissent les autres pays de l'Est. Ce sont essentiellement les familles (prime à la naissance à partir du troisième enfant seulement par exemple). Quant au congé payé de matemité. Il est le plus bref d'Europe orientale (seize semaines au

La situation est radicalement différente en Allemagne de l'Est où la iol votés par la Chambre du peuple, le 9 mars 1972, après de nombreuses nombre de votes négatifs, prévoit qu' - au nom de l'égalité absolue des droits de la lemme (...), celle-ci, outre les moyens anticonceptionnels existants, a le droit de décider sous sa seule responsabilité d'interrompre une grossesse ».

Cette loi fixe les règles suivantes : l'Interruption d'une grossesse n'est admisa que sur requête de la femme enceinte. Elle ne peut avoir lieu, sauf exception, que dans les douze premières semalnes de la grossesse. Elle est refusée si moins de six mois se sont écoulés depuis la demière Interruption, L'Intervention doit être effectuée dans un service hospitaller de gynécologie. Elle est gratuite sinel que tous les soins qui y sont Hés. De plus, la femme percolt pendant toute la durée nécessaire à complet rétablissement une allocation-maladia dont le montant

La quasi-totalité des médecins respectent et appliquent cette loi. Les avortements clandestins auralent d'ailleurs pratiquement disparu ces dernières années. On assiste même. depuis trois ans, à une remontée de la courbe des naissances, qui avait fléchi jusqu'à 11,8 pour mille en 1972. Elle est remontée à 13.3 pour mille en 1977. L'ensemble des mesures destinées à «équilibrer» la vie de la femme sur le plan personnel, familial et professionnel qui ont accompagné la loi de 1972 - et qui ont encore été accentuées en 1976 - expliquent, en fin de compte, que le blian de cette expérience soft, autourd'hul, considéré

comme largement positif. Les moyens contraceptifs sont délivrés gratultement en R.D.A. et sous contrôle médical (36 à 40 % des femmes est-ellemandes ágées de dix-sept à quarante-neuf ans ont recours à la pliule), tandis que les centres de planification et de conseil familiaux ont été multipliés un peu partout dans le pays. Le conge payé de matemité est de vingt-six semalnes pour une grossesse normale. Un congé d'un an supplémentaire pavé au taux de l'allocation-maladie est accordé à toute mère qui, après la naissance d'un deuxième enfant, souhalie rester chez elle pour s'en occuper. Une - prime de naissance assez importante est versée à toutes les mères. Enfin, le semaine de quarante heures (au lieu d'un peu plus de quarante-trois heures) est accor toutes celles oul ont deux enfants de moins de saize ans.

Aide à la famille et contraception

La Hongrie, après avoir pratiqué jusqu'en 1958 une politique restrictive à l'égard de l'avortement légal, édicte à cette date deux ordonnances étendant les Indications de l'interruption de grossesse aux raisons d'ordre - purement social ». Jusquelà, les motifs acceptés étalent d'ordre médico-social et eugénique. Après 1956, les femmes désirant avorter devalent passer devant une commission d'experts, mais c'étalent elles qui décidaient en dernier res-1954, avait atteint son niveau le plus élevé (23 pour mille) tomba cinq ans plus tard à 15 pour mille, niveau auquel il stagna jusqu'en 1973, le 21,5 millons d'habitants.

creux de la vague se situant en 1962 avec 12,9 pour mille. Dès l'année qui suivit la promulgation de tements légaux dépassa les cent mille et franchit, en 1969, le cap des deux cent mille, atteignant un taux de 20 pour mille alors que celul des naissances n'avait été, cette année-là, que de 15 pour mille.

Impuissantes à redresser la barre maloré leurs efforts d'aide à la pionnier, la Hongrie Instaure le système du «salaire de la mère au toyer » pour élever un enfant jusqu'à trois ans), les autorités promulvalle to loug restrictive donnant désormais à une commission d'eexperis - et non plus à la femme le pouvoir de décision. Depuis lors. l'avortement est autorisé dans douze premières semaines de la grossesse pour raisons médicales : si la femme enceinte est âgée de moins de dix-huit ans : si elle est célibataire, divorcée ou séparée du père de l'enfant; si la grossesse est le fruit d'un viol ; si la mère a eu trois enfants; si elle est âgée de plus de quarante ans et si les conditions sociales des parents ne leur permettent pas d'élever l'enfant. L'intervention dolt avoir lieu dans un service hospitalier, être Inscrite dans un registre et n'est pas gratuite (elle coûte environ le tiers du safaire moyen national), sauf dérogations accordées par la commission. Parallèlement à l'Introduction de un mouvement de protestation à l'université de Budapest, le gouvernement hongrois renforça sa politique d'aide aux mères et décida de développer l'usage des contraceptits oraux. Ceux-ci sont délivrée sur ordonnance médicale, y compris aux mineures de seize ans, pour un prix essez modique. A l'heure actuelle, on estime que 12 % des femmes hongroises en âge de procréer -30 % à Budapest -- utilisent la pliule. L'ensemble de ces mesures, si elles n'ont pas permis de supprimer l'avortement clandestin, ont eu, néanmoins, un effet positif sur le taux de netalité, qui est remonté en 1978 à un peu plus de 17 pour mille. ANITA RIND.

(1) Les dirigeans roumains se sont firé comme objectif d'atteindre 25 millions d'habitants en 1990 et 30 millions en l'an 2000. La Roumanie comptia actualisment un actualisment des

LE DÉBAT EN FRANCE

UNE INTERVIEW DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A «LA CROIX»

- La loi sur l'I.V.G. n'a qu'un objectif social
- Il faut développer une politique plus active de l'adoption

Le journal - la Croix -, daté 25-26 novembre, publie un entretien que lui a accordé le président de la République à propos de la politique fami-liale de la législations sur l'interruption volontaire de grossesse et du racisme.

A la question: « La législation de l'I.V.G. considérée comme un droit ne créée-t-elle pas un climat désavorable à la samille et aux valeurs qu'elle représente? ». M. Valèry Giscard d'Estaing répond par trois remarques. Après avoir fait observer que certains s'imaginent à tort. « qu'il s'agit d'encourager la pratique de l'avortement », alors que la loi « fixe les responsabilités de chacun et (...) impose une proteca fixe les responsaounes de cha-cun et (...) impose une protec-tion médicale », et après avoir souligné que l'objectif de la loi est a social et rien de plus », le président de la République ajoure : « Le terme de détresse qui a été "Le terme de détresse qui a été employé à l'origine me paraît plus aple à décrire la situation à laquelle il faut faire face. Je rappelle que les conséquences de l'avortement sur la santé et sur l'équilibre psychique de chaque jemme sont suffisamment graves pour que chacune d'entre elles soit amenée à peser avec beaucoup de gravité la responsabilité de son acte dans les limites et les conditions fixées par la loi. » Je souhaite enfin que puisse être développée une politique beaucoup plus active d'encouragement à l'adoption. Il existe un paradoxe dans une situation qui veut que certaines femmes renoncent à voir naitre leur enjant noncent à voir naitre leur enfant alors que de nombreux foyers souhaitent accueillir et élever un enfant. Je ne méconnais pas les difficultés de caractère juridique ou affectif qui entravent les pos-

sesse.

3 Il ne s'agit pas d'avoir à choisir entre la vie et la mort, mais d'être capable de faire face à d'authentiques situations de déresse et d'offrir aux mères un recours sous forme par exemple d'une chance d'adoption si elles ne se sentent pas à même d'assumer le sort de l'enfant qu'elles atlendent.

La famille idéale : celle d'au moins trois enfants

« La priorité reconnue depuis quatre ans aux familles au sein des transferis sociaux sera maindes transjetts sociaux sera maintenue à l'aventr. et je peux assurer que les résultats positifs qui
seront obtenus dans le rééquitibre
du budget social, et particultérement dans le contrôle nécessaire de la croissance des dépenses de sante, bénéficieront d'abord
aux familles. (...) Les années à
venir confirmeront, j'en suis sûr,
l'ejfet bénéjique que nos efforts
auront sur la famille s, a déclaré
le président de la République
après avoir rappelé que, depuis
1975, la politique menée en faveur
des f a milles présentait trois
caractéristiques:

caractéristiques : • En premier lieu, elle donne enfin un contenu concret au contrat de progrès avec les familles, si souvent promis et toujours différé. Depuis 1977, le gouvernement gurantit chaque année nement gamilles un accroissement annuel de 1,5 % du pouvoir d'achat. (...) C'est une révolution, puisque, pendant plus de trente ans, les prestations familiales se sont contentées d'évoluer comme les prix. »

ou affectif qui entravent les pos-sibilités de l'adoption, mais une que plus généreuse de ce que peut être le sort d'un enfant amène-rait sans doute à modifier le enfants. En troisième lieu, la

M. Giscard d'Estaing souligne ensuite l'effort spécial consenti en faveur du troisième enfant, et

a Mon objectif est que les familles de trois enjants soient convaincues non seulement qu'el-les ont leur place dans la société, mais que leur rôle y est essentiel pour notre avenir.

pour notre aventr.

» Je suis persuadé que la famille d'au moins trois enfants, nécessaire à l'équilibre et au dynamisme de notre population pourrait être pour un plus grand nombre de foyers la famille idéale. c'est-à-dire celle du bonheur dyrable et nartagé. durable et partagé. »

Interrogé sur les inégalités, le président confirme sa politique, qui porte sur trois objectifs : « l'élimination de la misère, la disparition des priollèges et la lutte contre les discriminations », et il donne en exemple l'augmen-tation plus rapide des salaires des ouvriers (+ 43 % de 1975 à 1978) au lleu de + 39 % pour les employés et de + 35 % pour les cadres. A l'égard des « exclus », il annonce qu'il a demandé au gouvernement de « proposer une nouvelle organisation des interventions administratives ».

«Le racisme est la pire forme de l'infolérance »

Enfin aux questions «Com-ment éviter, selon vous, que ne se réveillent, que ne se déve-loppent en France des compor-tements racistes? Croyez-vous en particulier à la renaissance

choix d'un certain nombre de jemmes au moment où elles envisagent d'interrompre leur grossesse.

3 Il ne s'agit pas d'avoir à choisir entre la vie et la mort, mais d'être capable de jaire jace

3 Il ne s'agit pas d'avoir à cation, logement, emploi, santé, qui viennent à l'esprit. Cela tient au tempérament des Français, mais d'être capable de jaire jace mais aussi aux relations histo-riques que la France a nouées avec l'Afrique, l'Asse et l'ensemble du tiers-monde et enfin à l'absence sur le territoire natio-nal de situation d'affrontement

> Il faut défendre en perma-nence l'esprit de tolérance. J'estime qu'il doit être enseigné dès l'école, et je souhaite qu'il soit proné par tous ceux qui ont une influence sur l'opinion.

a l'ajoute que, en cette fin de siècle où le monde est condamné à être solidaire, une connaissance plus approjondis des civilisations êtrangères, y compris hors d'Europe, est une nécessité pour les Français, dont un nombre de plus en plus grand sera appelé, un jour ou l'autre, à travailler hors des frontières ou en relation avec des étrangers. » Quant à la renaissance de l'antisémitisme, je suis sur que la leçon de la dernière guerre, comme je suis allé le dire à Auschwitz, sera entendue pour toujours: plus famais cela! Les sources de l'antisémitisme qui a pur entière appart appart enternaisse. pu exister avant-guerre sont taries.

» Le racisme est la pire forme de l'intolérance, celle qui dépasse la zénophobie pour s'atlaquer à des Français dont le seul déjaut serait d'avoir une religion ou une culture différente d'autres Fran-

» Tout en restant vigilant, je jais confiance à nos compatrioles.
Pour ce qui est des nosialoiques,
la loi de 1972 est là pour nous
garantir de leur r'dignité. Je
pestiera à ce qu'elle son stricte-

Le cardinal Etchegaray : tout se tient dans le combat pour l'homme

le 25 novembre, au prochain débat parlementaire sur l'avortement. En voici quelques extraits:

« Concéder que l'avortement est simplement un échec, c'est évacuer toute notion de responsabilité. Il ne faut pas mâcher les mots: fout avortement est un acte de mort, la suppression d'un être humain sujet de droits dès sa conception. On ne le répétera jamais assez, surtout quand tout conspire à camoufler, à escamoler ce geste sous le rocable aseptisé d'I.V.G. C'est seulement dans une telle clarité que l'on peut aborder tells clarté que l'on peut aborder et résoudre vraiment certaines situations dramatiques où se débattent des couples, des jemmes

débattent des couples, des femmes seules. (_)

» Ceux qui ont une responsabilité législative ne peuvent, sous prétexte de respect du pluralisme, se réplier derrière la distinction légitime entre le légal et le moral, comme s'il n'y avait aucun lien entre les deux, surfout lorsqu'il s'agit de protéger un droit de l'homme aussi fondamental que le droit à la vie. Une société qui ne ferail pas respecter ce droit perdrait vite sa cohésion : le législateur, au nom et dans le cadre de samission propre, se doit d'y veiller scrupuleusement. Or, depuis quel-

Les associations familiales catholiques sont « fortement mècontentes » des déclarations de Mme Pelletier, car elles ne traduisent que des « mesures parcellaires » alors que les families attendalent une « loi d'orientation » abordant globalement le problème des charges familiales. « En l'absence de mesures d'ensemble pour une politique de la vie et de la famille, il ne peut être valablement discuté de la reconduction de la loi sur l'avortement. » ■ Les associations familiales

tement. *

La C.F.T.C. regrette que ces mesures interviennent « mani-jestement comme un moyen de jaciliter la reconduction de la loi

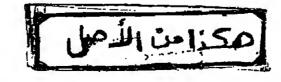
Le cardinal Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la conférence épiscopale de la conférence épiscopale de France, consacre l'éditorial de sa revue diocésaine, « Eglise aujourd'd'hui à Marseille », qui sera publiée commun, voire sur la décadence le 25 novembre, au prochain débat parlementaire sur l'avortement. En voici quelques extraits: a Concéder que l'avortement est simplement un èchec, c'est évacuer toute notion de responsabilité. Il ne faut pas mâcher les mots: fout avortement est un acte de mort, la suppression d'un

» Il y a peu de temps, aucun Etat du monde ne songeait à décriminaliser l'avortement. Soudécriminaliser l'avortement. Soudain, comme par contagion, un
peu partout l'édifice juridique
s'écroule dans un climat de passion, de «gâchis légal» et parjois de remords. Car déjà des
pays commencent à faire
l'amère expérience que l'avortement libéralisé soulève plus de
problèmes qu'il n'en résout, et
que l'avortement légalisé n'est
pas le remêde au fléau des
avortements clandestins. Saurat-on le reconnaitre aussi dans t-on le reconnaître aussi dans notre pays? (__) > Une société qui admet l'avor-

» Une société qui admet l'avortement ne saurait avoir autorité
pour réclamer ensuite la dignité
de tout homme, du vieillard, du
handicapé, de l'émigré, pour
condamner toule violence et
même celle de la peine de mort.
Tout se tient dans le respect et
le combat pour l'homme. Une fissure peut ébranler tout l'édifice. »

La C.G.T.: une « politique d'assistance ». La C.G.T. estime que ces projets somt « insuffisants » et qu'ils ne traduisent qu'« une politique d'assistance ».

La C.F.D.T.: des besoins d'équipement. « La C.F.D.T. tient à souligner, a déclaré M. Edmond Maire. un vide important dans la politique de la famille définie par le gouvernement et qui consiste dans les équipements de la petite enfance. Le besoin d'équipements pour la petite enfance est urgent. Urgent pour que les parents, notamment les six cent mille travailleuses mères de famille, puissent élever leurs enjants tout en poursuivant leurs activités professionnelles. »



AUX ASSISES DU HAUT-RHIN Un cambrioleur meurtrier est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Colmar. — La cour d'assises du Haut-Rhin, présidée par M. Chrétien Henni, a condamné, vendredi 23 novembre, à la réclusion criminelle à perpétuité, Olivier Recolet, vingt-neuf ans, pour avoir tué de deux coups de polgnard, dans la nuit du 7 au 8 juillet 1978, un habitant de Bantzenheim (Haut-Rhin), M. Gilles Lagadec. Avec un complice — André Meyer, vingt-trois ans, condamné à douze ans de réclusion crimi-nelle, — Recolet avait tenté de cambrioler le domicile de M. Lagadec. Celui-ci avait rattrapé Olivier Recolet, qui l'avait frappé pour se déga-

L'avocat général, M. Jacques Pottecher, avait requis contre les accusés une peine de réclusion criminelle à perpétuité et une peine de quinze ans d'emprisonnement.

C'était la maison du bonheur. M. et Mme Lagadec s'étaient ma-riés en 1970. Deux ans plus tard, ils avaient acheté ce bout de ter-rain. à l'entrée du village de Bantzenheim, sur lequel avait été bâti un petit pavillon. Un entant allait naître. « Il est bon que les accusés suchent que les Lagadec s'entendaient bien. » Défenseur de la partie civile, M' Henri Garraud. avocat de l'association Léraud, avocat de l'association Lé-gitime défense, n'a eu aucun mai a faire spparaître le drame de à la veuve et l'orphein », « de cette famille qui avait dit out à la sécurité ».

Les jurés de la cour d'assises du Haut-Rhin ne pouvaient qu'être êmus à l'évocation de la mémoire de M. Gilles Lagadec, âgé de trente-deux ans, mécani-cien-essayeur aux usines Peugeot, cien-essayeur aux usines Peugeot, qui, pour payer sa maison, peinait à la tâche, au point de ne plus dormir, parfois, que deux ou trois heures par nuit. Son seul tort, comme l'a expliqué M. Jacques Pottecher, était de « ne pas avoir pensé à ce climat d'insécurité et de violence ».

Dans la nuit du 7 au 8 juillet 1978, vers 1 h. 30, les èpoux Lagadec avaient été réveillés par la présence dans leur maison de deux cambrioleurs. Parce qu'ils étaient décidés, comme de nombreux Français, à ne plus se laisser faire, ils s'étalent engagés à la poursuite des ombres qu'il s'enfuyaient dans la rue. « Attrapele 1», avait crié Mine Lagadec. Courageux, son mari s'était pré-

Courageux, son mari s'était pré-cipité, pleds nus et vêtu simple-ment de ses sous-vêtements, sur ment de ses sous-vetements, sur l'un des deux hommes, Olivier Recolet. Un corps à corps bref, puis Mme Maryse Lagadec avait vu son époux s'effondrer sur le sol, blessé de deux coups de poi-gnard dans l'abdomen. Il devalt Les deux jeunes gens avaient été arrêtés quelques semaines plus tard, en République fédérale d'Allemagne, pour d'autres vols. En autorisant leur extradition, les autorités allemandes avaient demandé que les accusés ne soient pas condamnés à la peine capitale.

L'association Légitime défense avait choisi de mener, à l'occasion du procès, cam-pagne en faveur de la veuve de la victime. Mme Maryse Lagadec, et de son fils Yannick, né après la mort de son père. Elle avait proposé à M. Valery Giscard d'Estaing, qui avait décliné l'offre, d'être le parrain de l'enfant («le Monde» du 16 octobre). Le petit Yannick Lagadec, âgé d'un an, est président d'honneur de l'asso-ciation.

Dans ces conditions, ce procès a fait peu de place aux deux accusés. Blen sûr, on les a konguement écoutés dans la salle et parmi les jurés, mais avec une certaine indifférence.

De notre envoyé spécial

mourir durant son transport à l'hôpital. Les deux cambrioleurs, Olivier Recolet et André Meper, avaient pris la fulte.

avaient pris la fulte.

Deux ans plus tôt, ce procès aurait, sans doute, été plus mouvementé. L'association Légitime défense se serait taillée, par la voix forte de M° Garraud, une tribune publique pour exposer ses thèses sur la criminalité et la justice. Le sort des victimes de la délinquance, la légitimité de la « résolte des braves gent », comme l'a dit lui-mème l'avocat, auraient été longuement évoqués — on aurait expliqué que M Gilles Lagadec aurait dû se munir d'une arme et refuser le corps à corps avec son cambrioleur. Tirer à distance en faisant justice lui-même.

L'autodéfense

Pourtant, le procès de Colmar a été étrangement serein, presque anodin. Certes, des membres de l'association Légitime défense étalent présents à l'audience, distribuaient des builetins d'adhésion et la photo de leur très jeune président d'honneur. Il y a bien eu, aussi, quelques allusions : un médecin, ami des Lagadec, est venu à la barre expliquer qu'ayec ini « l'entrevue avec le criminel aurait été plus brutale». Me Garraud a eu, dans sa plaidoirie, une phrase pour regretter que la victime se sont présentée éles mains nues » devant son cambrioleur. Mais en était loin des revendications et des pressions populaires des précédents procès.

Comme si l'autodéfense était

Comme si l'autodéfense était déjà passée du stade des aspira-tions à celul de la réalité. Dans

LE GARDE DES SCEAUX ET L'AFFAIRE DES TERRAINS DE RAMATUELLE

Après la fermeture de la clinique La Pergola

la salle, des adhérents de l'association, des habitants de la région venus apporter leur soutien à Mme Lagadec, jeune femme de trente ans au visage fermé par l'émotion, expliquaient que le recours à la justice pour une telle affaire devenait peu à peu secondaire. Le débat, manifestement, était ailleurs. On pialgnait M. Lagadec, mais on le critiquait aussi, à titre posthume, pour ne pas avoir trouvé les moyens de se débarrasser de ses agresseurs tout en restant en vie. Les témoins de la partie civile. M' Garraud, le président lui-même, semblaient avoir à cœur de mettre en évidence « le risque » que tout délinquant prenaît désormais à pénêtrer « sur la parcelle de territoire des honnêtes gens ». « Ne croyez - vous pas, a demandé M. Henni à Olivier. Recolet, que les propriétaires ont le droit d'appréhender leurs agresseurs » SIX MÉDECINS ONT ÉTÉ ÉCROUÉS

Poursuivant son information sur les avortements illégaux pratiques à la clinique La Pergola, à Paris (le Monde des 2, 3 et 24 novembre), M. Guy Joly, juge d'instruction, a fait écrouer, le 23 novembre, le docteur Aziza Benkirane, âgée de trente-cinq ans, anesthésiste, à laquelle on reproche d'a uvoir laissé se poursuive des pratiques dont elle avail connaissance», et le docteur Guy Freudenberg, âgé de quarante-trois ans, généraliste, qui aurait, pour sa part, adressé de nombreuses clientes à la clinique. Les inculpés ont choisi respectivement pour défenseurs M. Pierre Fayon et Pierre Naudet.

Ces deux nouvelles inculpations

Naudet.

Ces deux nouvelles inculpations portent à six le nombre total des personnes écroules après la fermeture de la clinique. En effet, les docteurs André Guilloux, gynécologue, Marle-Odile Wargnier, anesthésiste, Almé Marchand, P.-D.G. de la société exploitant l'établissement, et Jacques Mazeyrat, avaient précédemment fait l'objet d'une mesure identique. sure identique.

parmi les jurés, mais avec une certaine indifférence.

Deux interprétations de la justice étaient en présence qui ne se rejoignaient plus. Olivier Recolet et André Meyer sont restés jusqu'au terme des débats selon l'expression de l'avocat général, e deux truands » qui s'étaient munis de poignards et qui s'exposalent ainsi au risque de devenir des crimineis. Le récit de leur vie n's ni ému ni forcé l'attention. Les deux jeunes gens ont pourtant une histoire très significative : les familles nombreuses et désunles, les apprentissages difficiles, des pères brutaux, des placements en foyer, des fugues et, très vite, une avalanche de condamnations pour vols de voiture et cambriolages. Deux destins de jeunes délinquants solidaires. Ensemble, Recolet, le Parisien, et Meyer, l'Alsacien, qui s'étaient connus sur la Côte d'Azur, avaient repris la route du Nord, de vois de voltures en cambriolages. Expérimentés, ils ne visitaient que les maisons habitées, « parce qu'on est étr d'y trouver de l'argent ». Seul le hassard d'une route départementale les avait conduits à Bantzenheim. Pour fraude fiscale et tenue irrégulière de la comptabilité, Mme Louise Baumel, née Bache-lot, assistée de Mª Michel Normand,

M. Raymond Forni, député (P.S.) du Territoire de Belfort, s'étonna dans une question écrite au garde des sceaux, rendue publique vendredi 23 novembre, que M. Alsin Peyrefitte n'alt pas été entendu par le procureur de la République, M. Christian Le Gunehec, à l'occasion de l'enquête préliminaire sur la divulgation du secret de l'Instruction dans l'affaire du terrain de Ramatuelle, alors que le ministre a été a directement mis en cause par Robert Boulin ». M. Porui demande « si cette lacune n'est pas susceptible de porter atteinte à la conculsion de l'enquête dite a préliminaire », annoncée par M. Le Gunehec, et si le caractère incomplet de la procédure suivis n'est pus de nature à discréditer une telle procédure.

Rappelons que M. Le Gunehec a conclu qu'aucune des personnes tennes au secret de l'instruction ne l'avalt violé.

DU 26 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE

L'« Appel Guérir » de la Fondation pour la recherche médicale

MÉDECINE

Les personnes ainsi touchées et qui voudront participer à cet effort seront invitées à renvoyer l'une de ces cartes, assortie de 20 F au moins, à la fondation (1) qui répartira ensuite les fonds.

Ces cartes représentent le bul-letin de commande d'une bro-chure rédigée par les plus grands noms de la médecine française et qui sera adressée à tous ceux qui auront versé la somme de 20 F. Ces fonds seront entière-ment destinés à la recherche, et

A partir du 26 novembre et jusqu'an 2 décembre, la Fondation pour la recherche médicale lancers un appel exceptionnel destiné à recuellir des fonds pour la recherche blomédicale. Exceptionnelle, cette action le sera par son ampleur : au total 31,5 millions de cartes de cet « Appel Guérir » que les pouvoirs publics ont reconnu comme une « grande cause nationale » seront diffusées dans toute la France par les réseaux les plus divers.

Les P.T.T. en adresseront la millions de cet cartes seront proposées dans les foyers. 2 millions de ces cartes seront proposées dans les dix-huit mille pharmaciens d'officine en distribueront de leur côté 5 millions; les points de vente du Loto et de la Loterie nationale, 6,5 millions se jointoire de retre me mille diffuseurs de presse et d'édition, et la Fondation pour la recherche médicale organisera de son côté cinquante-six mille points de vente.

Les personnes sinsi touchées et qui voudront participer à cet

sentera, sur les chaînes de tâlé-vision et aux radios, l'« Appel Guérir » auquel il a prêté son concours. « J'ai été frappé, déclare le comédien dans le même numéro le comedien dans le meme numero de la revue, par l'importance qu'il y avait à sensibiliser chacun d'entre nous à ces efforts immenses entrepris par beaucaup de femmes et d'hommes souvent inconnus dans leurs laboratoires.

(1) Fondation pour la recherche médicale, Cedex 854, 75310 Paris Brune.

Aux Etats-Unis

Un substitut de sang transporteur d'oxygène a été expérimenté pour la première fois sur un patient

Un nouveau substitut artificiel du sang a été utilisé pour la première fois aux Etats-Unis à l'hôpital de l'université de Minneapolis, chez un pation âgé de soisante-sept aus patient, un témoin de Jehovah, atteint d'une anémie sévère, a recu pius de deux litres de cette préparation; il avait refusé, en parparation de ses croyances, toute l'est autres fonctions du sang (coagniation, défense immuniproblèmes de toxicité rénale et hépatique. Son utilisation pour les ou de conflits militaires lorsque les besoins en sang se font brutalèment très importants. File est néanmoins limitée, car premiere fois aux stats-Unis a l'hôpital de l'université de Minnespolia, chez un pation âgé de solvante-sept aus patient, un témoin de Jehovah, atteint d'une anémie sévère, a recu pins de deux litres de cette préparation; il avait refusé, en raison de ses croyances, toute Elle est néanmoins limitée, car transfusion sanguine. La Food l'action de transporteur d'oxyand Drug Administration américaine a donné aux médecins l'autorisation d'utiliseer cette ce domaine ne sont pas dévelop-

Elle est néanmoins limitée, car l'action de transporteur d'oxy-gène exercée est très temporaire. En France, les recherches en lot, assistée de Mª Michel Normand, a été condismée le 23 novembre à six mois d'emprisonnement surce sursis et 10 000 francs d'amende par la onzième chambre correctionnelle de Paris Pour les exercices 1972, 1973 et 1974, la Société européenne d'édition et de composition, dont elle était gérante, n'avait pas de déclarations concernant les impôts sur les sociétés et avait fait des déciralismes dons délais pour la d'invitosène par des atomes de moyenne par an. En revanche, les desoins en plasma et ses déricierations hors délais pour la d'invitosène par des atomes de véa en glomies blancs et en moyenne par an. En revanche, les desoins en plasma et ses déricierations hors délais pour la d'invitosène par des atomes de véa en glomies blancs et en moyenne par an. En revanche, les desoins en plasma et ses déricierations hors délais pour la d'invitosène par des atomes de viet domaine ne sont pas dévelope ce domaine ne sont pas dévelopents de domaine ne sont pas developents de domaine ne sont pas developents de domaine peut pécs actuellement par le Centre ce domaine ne sont pas dévelopents de domaine ne sont pas dévelopents de domaine peut pécs actuellement par le Centre ce domaine ne sont pas dévelopents de domaine pas de velopents de domaine ne sont pas developents de domaine ne sont pas developents de domaine Expérimentés, ils ne que les maisons habiuce qu'on est sûr d'y
e l'argent ». Seul le hae route départementale
conduits à Bantzenheim.

PHILIPPE BOGGIO.

de composition, dont elle était par les acques déclaratons concernant les impôts sur
tons concernant les impôts sur
tons concernant les impôts sur
tons concernant les impôts sur
tense départementale
clarations hors délais pour la
conduits à Bantzenheim.

T.V.A. Une grande négligence
avait régné, au surplus, dans la
porter l'oxygène du poumon vers
tenue des comptes.

Te Fluosol-DA est un perfluorocarbone (molécules d'hydrocarles besoins en plasma et ses dériles besoins en plasm

Les membres du Syndicat de la magistrature étudient le rôle du juge < face à la dégradation de la démocratie >

Le Syndicat de la magistrature réunit son douzième congrès depuis le vendredi 23 novembre, au Palais de justice de Paris. En l'absence de préoccupations électorales internes — le conseil syndical a été élu l'an dernier pour deux ans, — ce congrès est une assemblée de réflexion sur : Le juge et la démocratie . Après les atteintes aux libertés constatées par les membres du S.M. dans la justice quotidienne et dans les poursaites contre des magistrats, le projet de réforme de leur statut ou les affaires judiciaires liées aux incidents de Saint-Lazare du 23 mars et aux extraditions, le S.M. voudrait définir « le rôle du juge face à la dégradation propressiva de le démandre le des la dégradation propressiva de le démandre le des la dégradation propressiva de le démandre le des la dégradation propressiva de le démandre le poursuites contre des ÉDUCATION à la dégradation progressive de la démocratie ».

C'est l'actualité judiciaire qui a conduit les magistrats du S.M. à avec l'émergence de principes choisir pour thème de leur congrès « Le juge et la démocratie ». « Nous avons donc dû différer une jois encore la discussion sur la répression, que beaucoup d'entre nous souhaitent voir étudier », a indiqué M. Dominique Coujard, le président du Syndicat. « Mais de la mort de Mesrine — et de crime odieux qui a entrainé les extraditions de MM. Piperno et dépuis l'affaire du 23 mars, a-til alouis nous avons assisté à une ajouté, nous avons assisté à une nette politisation du judiciaire, et une justice aussi délibérément au service de l'Etat ne peut qu'en-traîner le déclin de ses principes

LES SUITES DE LA « BAVURE » POLICIÈRE D'ORLÉANS

Blessé le 9 novembre à Oriéans (Loiret) par un gardien de la paix (le Monde des 13 et 14 no-vembre). M. Claude François, vingt ans, a quitté l'hôpital Leen-nec, à Paris, où il a subi deux interventions. Toutefois, les médecins n'étant pas parrenus à extraire la balle de 9 mm logée dans la base de son cou M François devra être opèré à nouveau. cols devra être opèré à nouveau. Victime d'une grave méprise — l'ordinateur des voitures volées du ministère de l'intérieur n'étant pas à jour, son véhicule y figurait encore, ce qui devait entraîner son arrestation, — M. François dément formellement la version des faits donnée par le policier, M. Jean-Claude Calliaux, qui sété inculpé depuis pour « blessure incolontaires. « J'ai vu un homme en civil courr le long de ma voiture, 2-t-il raconté. Parvenu à deux mêtres du capol, il m'a mis en joue, jambes l'échies, buste en avant, bras tendus, et tenant son arme à deux mains, comme on le voit jaire dans les jilms. (...) Il a tiré pour tuer, volonlairement. » tuer, voloniuirement.
Rappelons que M. Callaux, pour sa part, a déclaré que le coup de feu était parti accidentellement alors qu'il armait son revolver. — (Corresp.)

C'est l'actualité judiciaire qui a . Ce déclin semble se « légaliser » extraditions de MM. Piperno et Pace. Cette évolution s'explique par le

Cette évolution s'explique par le fait que l'idée de sécurité, qui envahit tout, bloque la réflexion sur les libertés en France, « et devient une sorte de concept juridique » contre lequel les magistrats du Syndicat veulent définir une stratègle. « Où en est le juge dans cette démocratie que veut être la France », mais aussi « où en est la démocratie dans ce pays »? Pour étudier ces questions trois commissions sont réunies : La mainmise de l'exécutif sur le judiciaire à. « L'état des droits dans la justice quotidienne. »

Le première commission doit.

dienne. »

Le première commission doit, notamment, faire le point sur les poursuites disciplinaires engagées contre MM. Jean-Pierre Michel, magistrat à la chancellerie, et Philippe Llorca, juge des enfants à Verdun. enfants à Verdun.

A propos des atteintes aux libertés, M. Coujard à déclaré : « Il semble que le contrôle de la chambre d'accusation et des fiagrants délits ne suffise plus au pouvoir. Arpès cette dégradation de l'état de droit à travers les textes et leur utilisation, va-t-on publiquement mettre en cause une magistrature aux ordrés 7 »

ordres 7 n

Les membres du Syndicat, a conclu M. Coujard, refusent de devenir « des magistrats à la mesure, des magistrats qui craindront par le bâton — les poursuites disciplinaires —, (qui) avanceront par la carotte — les promotions —, les magistrats qui seront choisis ». Ils souhaitent « être les révelaiteurs de la réalité quoidienne » et montrer les voies de la lutte contre la dépossession des libertés.

Jo. S.

LE CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ

DE NICE REFUSE A HOUVEAU LES STATUTS DE L'U.E.R. D'ODONTOLOGIE

Nice. — Le conseil de l'université de Nice a refusé une nouvelle fois — la quatrième, — jeudi 22 novembre, d'adopter les statuts définitifs de l'U.E.R. d'odontologie dont le doyen, M. Pierre Ciosi, a été récemment insulpé de fraude dans les examens et concours publics (le Monde du 14 novembre). La majorité des deux tiers était rèquise. Sur 53 votants, il y a etu 29 voix pour. 20 contre et 4 bulletins blancs ou nuis. Les résultats de ce scrutin ne peuvent être interprétés que comme un signe de défiance des responsables de l'égard de M. Ciosi.
Réum en conseil restreint le

Réuni en conseil restreint le vendredi 23 novembre, le conseil de l'université a décidé à l'unanimité de donner mandat à son président, M. Marcel Azzaro, pour qu'il prie le recteur de saisir le commission de discipline natio-nale du cas du doyen de l'UER. d'odentesse du doyen de l'UER.

Le refus d'adopter les statuts de l'U.E.R. d'odontologie n'a cependant ancune consequence budgétaire pour celle-ci. Dans une lettre qu'ils ont adres-sée récemment au ministre des universités et au président de la universités et au président de la République, les trente-six chirurgiens-dentistes des Alpes-Maritimes qui ont porté plainte contre M. Ciosi demandent la suspension immédiate « de toutes ses jonctions et prérogatives » de doyen de l'U.R.R. d'odontologie.

Les suites de l'affaire Ciosi Les cours devraient reprendre le lundi 26 novembre au collège de Vélizy partiellement détruit par le feu

Un incendie a partiellement détruit, le vendredi matin 23 novembre, le collège Saint-Exupéry à Vélixy-Villacoublay (Yvelines). Le feu, qui avait pris entre 8 h. 15 et 8 h. 30 dans un local renjermant des poubelles, a été éteint par les pompiers vers 9 heures. Les élèves avaient élé évacués en moins de trois minutes. Il n'y a eu aucun

blessé.

L'incendie ne semble pas du au diversé aux acte criminel, mais ben Yvelines et maire de Vélizy. Un a l'imprudente d'un élève qui aurait jeté un négot de cigarette mal éteint dans le local réservé aux poubelles. Deux ans jour pour jour après le violent sinistre qui ravagea le collège de la Celle-Saint-Cioud, iu aussi de type Bender, l'incendie du collège de Vélixy pouvait apparaitre comme suspect. Les premiers résultats de l'enquête de police, genée, il est vral, par les jompers, semblent néanmoins exclure tout acte de malvellance. Le sinistre, assex violent à l'origine, s'est propagé lentement dans les deux étages de l'établissement. Selon les pomplers, le sus de l'ainé de roche installèse dans les freiné par les couches de lainé de roche installèse dans les freiné par les couches de lainé de roche installèse dans les freiné par les couches de lainé de roche installèse dans les faux plasonds, iorsque furent effectués dans l'établissement les travaux de sécurité ordonnés après le 1 ra gé die du CER, Pailleron. Les protections en fibre minérale ont non seulement limité l'ardeur des flammes, mais elles ont aussi protégé l'ossature métallique du bétiment modulaire.

Le collège Saint-Exupéry a finalement subi des dégàis assez peu importants.

Le collège Saint-Exupéry a finalement subi des dégàis assez peu importants.

Le collège Saint-Exupéry a finalement subi des dégàis assez peu importants.

Le collège Saint-Exupéry a finalement subi des dégàis assez peu importants.

Le collège Saint-Exupéry a finalement subi des dégàis assez peu importants.

Le collège Saint-Exupéry a finalement subi des dégàis assez peu importants de déves depuis la deur re de finance re les cours de ment luis sêt : a municipalité avait alors décidé de construite un collège sont actuel les cours de ment luis sêt : a municipalité avait alors décidé de construite avait alors décide de construite avait alors d pompiers, semblent néanmoins reprétés que léfisance des l'estaint acte de malveillance. Le sinistre, asset violent à l'origine, s'est propagé lentement dans les deux étages de l'établissement. Selon les pompiers, le leu a été freiné par les couches de laine de roche installées dans les faux plasonds, israque furent effectués dans l'établissement les faux plasonds, israque furent ravaux de sécurité ordonnés arrayaux de sécurité ordonnés ment limité l'ardeux des flammes, mais elles ont aussi protégé l'ossature métallique du bâtiment sonséquence de l'us pour importants.

Le collège Saint-Exupéry a finalement subi des dégais asset pui importants.

Le collège Saint-Exupéry a finalement subi des dégais asset pui importants.

Le collège Saint-Exupéry a finalement subi des dégais asset pui importants.

Le collège Gaint-Exupéry a finalement subi des dégais asset pui importants.

Le collège de Vélizy est un établissement de doube cents placces, mais il n'accuelliait pas plus de sept cent cinquante élèves depuis la dernère rentrée scolaire. La presque totalité des dêlèves étalent en ciuse lorque le feu s'ent décars aucune panique en iteur minutes à peine, explique M. Ro-

DAMIEN REGIS.

Sur l'initiative des syndicats

DES ASSISES NATIONALES DES LANGUES VIVANTES A PARIS

Des assises nationales des langues vivantes auront lieu à Paris les samedi 1° et dimanche 2 décembre à l'appel des organisations suivantes : l'Association des professeurs de langues vivantes, l'Association pour le développement de l'enseignement de l'aliemand en France, la Société des langues néo-latines, la Société des langues néo-latines, la Société l'allemand en France, la Société des langues néo-latines, la Société des professeurs de russe, quatre syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (des enseignements de second degré, de l'enseignement supérieur, des professeurs d'école normale, et de l'enseignement technique), le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.), le Syndicat national de l'enseignement technique et professionnel (C.G.T.), le Syndicat national de l'enseignement technique et professionnel (C.G.T.), le Syndicat national des collèges (indépendant).

Les travaux autont lieu à l'an-nexe de la Bourse du travail de Paris (salle Eugène-Hénaff), 29, boulevard du Temple.

POUR VOS ENFANTS Filles et garçons de 3 à 16 ans VACANCES DE NOEL EN MONTAGNE

A L'ECOLE INTERNATIONALE LE CHAPERON ROUGE DH-3963 CRANA - SUE - SIERRE VALAUS-SUESSE Tél.: 1941/27/41-25-00 Tel.: 1941/27/41-25-00
Le directeur de l'école,
M. P. Bagnoud,
recevra les parents intéressés à
Parla, Hôtel de France, 22, rue
d'Antin, Paris-2* Tél.: 742-19-12
le mardi 27 novembre, de 11 h. 30
à 12 h. 30 et de 17 h. à 13 h. 50,
et le mercredi 28 novembre, de
11 h. 30 à 12 h. 30.

THE PERSON AND

LA CROIX-ROUGE INTERNATIONALE

Aider toutes les victimes

ANS le mouvement Croix-Rouge, le Comité international n'est qu'une composante d'un ensemble constitué aussi par les cant vingt-six sociétés national n'est qu'une composante d'un ensemble constitué aussi par les cant vingt-six sociétés nationales par les pays nales de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge pour les pays musulmans, du Lion et Scieil rouges pour l'iran et par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, fédération mondiale de ces sociétés nationales dont elle est l'organe de liaison. Il peut y avoir et il y a souvent, entre ces trois composantes, des liens d'action, mais chacun garde sa personnalité juridique et tient à la garder ; le Comité International plus encore peut-être que les autres. Il lui appartient en effet, étant le premier-né, d'être le gardien de la fiamme originale allumée par Dunant, la Vestale des sept principes

qui ont valeur de commandements.

Le promoteur des quatre conventions de Genève élaborées entre 1864 et 1949, c'est lui, comme N a été, entre 1970 et 1977, celui de deux protocoles additionnels étendant considérablement les possibilités de l'action Croix-Rouge, mals devant lesquels les grandes puissances ont nettement rechi-gné, leurs signatures et ratifications risquant longtemps de se faire attendre. C'est à lui du même coup que revient la tâche de diffuser ce droit qu'il a Inspiré, un peu à la façon d'un commis-voyageur International dont les clients seralent des chefs d'Etat et de gouvernement, mais aussi bien un

chef de la police ou un gardlen de prison ou de camp. Né en Suisse, le Comité international de la Croix-Rouge n'est international que per référence au champ de son action et a son financement. Juridiquement, it s'agit d'une institution privée suisse, régie par le code civil suisse, formée exclusivement de citoyens suisses.

Elle a ses instances et sa hiérarchie. Le comité proprement dit est composé de personnalités suisses, attachées

Une institution suisse mais privée

aux principes de la Croix-Rouge. Ces membres - vingt-cinq au maximum dont leur président, élu pour quatre années, mais dont le mandat peut être renouvelé - se réunissent en assemblée, environ huit fois par an. Ils ont à fixer la doctrine, à définir la politique générale et à exercer sur

l'ensemble des activités une haute surveillance. Plus fréquemment se réunit le conseil exécutif, formé de sept des membres du Comité et chargé de la conduite des affaires comme de la surveillance de l'administration. Au-dessous du conseil exécutif se tient la direction. Elle a la responsabilité de la gestion des cinq départements

de base du C.I.C.R.: doctrine et droit, opérations, agence centrale de recherches, personnel et formation, finances et administration. L'entreprise au total occupe cinq cent quarante personnes

réparties entre le siège (ancien hôtel dominant le quartier international de Genève et presque symboliquement aussi bien le Palais des nations que les bâtiments de l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé) et le « terrain », c'està-dire les multiples théâtres de mission, domaine des délégués, des médecins, d'un personnel para-médical, des opéra-teurs radios et des administrateurs en campagne.

Ainsi se distinguent les hommes du siège (trois cent vingt-sept) et ceux du terrain dont le chiffre reste plus motivant selon les exigences (aujourd'hui un peu plus de deux cents, après les récentes obligations commandées par la situation cambodgienne).

Distinction essentiellement geographique. Entre la « colline » de la rue de la Paix à Genève et les délégations, l'esprit est commun. Il l'est d'autant plus aisément que le Comité international a depuis quelques années, réussi entre les uns et les autres une osmose née d'un rajeunissement de directeur des départements essentiels des personnalités suffisamment fortes et expérimentées pour donner, sans heurts, les orientations imposées par les exigences et les situations contemporaines.

« Nos aînés, disent volontiers ceux-la, avaient été et deneuraient marqués essentiellement par les relations entre Etats européens. Fidèles aux systèmes juridiques mis en place par leur génération, ils se sentalent tenus par une sorte de classicisme que n'avait pas encore mis à mai la naissance du tiers-monde. »

A cette naissance, à ce premier âge, avaient assisté, en revanche, en qualité de jeunes délégués et s'y étaient au reste affirmés, quelques-uns de ceux qui, aujourd'hui, le quarantaine à peine atteinte, se retrouvent à la tête des départements majeurs du C.I.C.R.

Du coup, et par eux, le rôle de la réflexion qui suit l'action a pris à Genève sa nouvelle dimension pour tenter d'élaborer, sans reniements intérieurs en même temps que sans Incompréhension extérieure, l'avenir du C.I.C.R. - J.-M. Th.

L'« idée de génie » de Henry Dunant

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

ROIX-ROUGE : on ne sait pas très bien ce que c'est, mais c'est formidable. Vollà bien, manière Flaubert, ce que pourrait en retenir un nouveau dictionnaire des idées reçues ». Si l'auteur de Bouvard et Pécuchet, mort en 1880, n'en faisait pas mention dans son sottisier. c'est que le mouvement n'avait pas alors atteint l'ampleur qui est la sienne aujourd'hui. Le droit humanitaire, lié à celui des droits de l'homme, qu'il va contri-buer à fixer, est longtemps resté limité à des sentiments de géné. limité à des sentiments de générosité, de pitié, de charité, découlant de valeurs chrétiennes, mais libre de s'exercer ou non. Cependant, l'idée est en mar-

che, puisque vingt ans déjà se sont écoulés depuis ce 24 juin 1859 où le citoyen de Geneve Henry Dunant, épouvanté de ce qu'il vient de voir au soir de la bataille de Solferino, lance, sur le terrain même du combat, ses premiers appels aux populations environnantes en faveur des victimes de la guerre. Ces victimes sont, pour l'heure, ces soldats des deux camps, Autrichiens, Francais et Sardes, blessés d'horrible façon et laissés plus ou moins à l'abandon faute de moyens suffisants et aussi parce que les choses sont ainsi depuis la nuit des temps, pour la première fois ce soir de Solferino. Dunant crée localement un mouvement de solidarité et fait partager par les habitants de Castiglione, venus à la rescousse des médecins de l'armée en campagne, son cri dont il restera à faire une doc-trine : « Tutti fratelli! Tous

Dans le récit de ces heures qu'il va aussitôt décrire sous le titre Un souvenir de Solferino. Dunant ne s'en tient pas à la description d'une batalle et de ses consequences. Il ébauche aussi des vues pour l'avenir. Il suggère déjà la création de so-ciétés de secours, constituées de volontaires, pour seconder, dans l'assistance des blessés, les services de santé militaires. Il propose surtout de fonder l'action de ces sociétés sur une convention internationale qui fixerait les clauses d'une protection des blessés, du personnel qui les soigne et des hôpitaux où ils seront reçus. La Croix-Rouge n'est pas encore créée, mais elle est, dès ce moment, imaginée.

Un soupenir de Solterino est In par tout ce qui compte dans l'Europe d'alors, en dépit de la modeste diffusion qu'autorise une publication à compte d'au-teur. « On sort de ce livre avec le maudissement de la guerre », notent les frères Goncourt dans leur Journal, Hugo, de son exil. écrit à Dunant : « Vous armez l'humanité et servez la liberté ». Et Renan : « Voire entreprise est la plus grande du siècle. l'Europe n'aura peut-être que trop l'occasion d'en apprécier les

D'autres, tout en approuvant, exprimeront bien des réserves au nom du réalisme. C'est égal, l'eidée de génie » d'Henry Dunant ne sera pas une idée morte.

1863 : « le Comité de Genève »

Dès 1868, avec quatre autres citoyens suisses, Gustave Moy-nier, Guillaume-Henri Dufour et les docteurs Louis Appla et Théodore Maunoir, Dunant fonde le Comité international et permanent de secours aux militaires blessés. dit Comité de Genève et devenu autourd'hui le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.). Sa première tâche est de convoquer à Genève une conférence internationale. Les experts de seize pays d'Europe y participent, pour y jeter les bases du droit nouveau sur lequel pourront se fonder actions. Dans plusieurs pays, des sociétés de secours se constituent. En 1864, apparaît la première « convention de Genève » signée par les représentants de douze nations, toujours européennes. C'est le « Protocole pour l'amélioration du sort des militaires blesses

dans les armées en campagne ». Désormais, ces blessés ou malades seront secourus sans discrimination. Le personnel, le matériel et les établissements sanitaires seront respectés par les combattants qui les reconnaissent au signe distinctif qu'ils arboreront, une croix rouge sur fond blanc.

Cent seize ans plus tard, fort de ce passé et de la rigueur qui

peut encore s'y puiser, le Comité international de la Croix-Rouge peut se présenter avec fierté et regrets mêlés. Fierté d'avoir à la lumière des faits -- c'est-à-dire des guerres et de l'étendue ininterrompue de leurs malheurs considérablement élargi la portée des conventions initiales en même temps que le nombre des Etats qui finalement y sont aujourd'hui parties. Regrets de savoir trop bien que ce succès et cette emprise resteraient historiquement lies aux conflits qui ont d'abord, avec deux guerres igné des nations qui, aujourd'hui, sous d'autres formes, enfantent douloureuse ment le tiers-monde.

Ces choses étant, il ne s'agit donc plus seulement pour la Croix-Rouge de l'amélioration du sort des blesses des armées en campagne (première convention), de celle du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer (deuxième convention), du traitement des prisonniers de guerre (troisième convention). Il s'agit auss! depuis l'apparition de la quatrième convention, de la protection des personnes civiles en temps de guerre. Ce qui, d'un coup, aliait élargir considérablement le champ des actions et du même coup un accroissement constant des moyens humains et financiers. Révisées en 1949, les 1979, 145 Etats sur les 163 qui existent actuellement et dont 151 sont membres des Nations

Cela veut dire pour ces 145 Etats € parties > aux conventions que leurs gouvernements se sont engages à soigner amis et ennemis de facon égal, à respecter l'être humain, son honneur, les droits de la famille, les coutumes, les convictions religieuses. Cela signifie encore qu'ils autorisent les délégués du Comité international de la Croix-Rouge à visiter les prisonniers de guerre comme les internés civils qu'ils peuvent détenir et à s'entretenir sans témoin avec eux. Enfin, ils

s'interdisent les traitements inhumains, la torture, les exé-cutions sommaires, les déportations, le pillage, les prises d'otages, les exterminations, les actes de violence et la destruction injustifiée des biens privés. On vérifie hien là que ces exigences ont été commandées par les plus récents conflits européens de la première moitié du siècle et, plus particulièrement, les caracteristiques de la seconde guerre mondiale devant lesquelles le Comité international de la Croix-Rouge, en dépit d'efforts réels, se trouvera le plus souvent dans une situation d'impuissance. Absence de textes assurement, mais, plus encore, comportement delibere du nazisme, pour lequel l'extermination et ce qui peut la précèder, furent partie intégrante et proclamee d'une politique d'hégémonie fondée sur le racisme.

Toujours plus loin

Désormais des textes sont là. On mesure trop blen la marge qui peut séparer des engage-ments pris, non sans arrièrepensée parfois de leur respect rigoureux, scrupuleux dans l'ordinaire des affrontements. Le Comité international de la Croix-Rouge en est blen conscient. R l'est d'autant plus qu'à la limite, un respect total inconditionnel des conventions le rendrait quasiment inutile. S'il déploie l'activité qui est la sienne, c'est précisément que les conventions et leur esprit sont constamment à rappeler, que la négligence, dans laquelle elles sont si souvent tenues, commande toujours la présence comme elle commande l'aide, l'assistance et la protec-

Tout d'ailleurs s'explique et s'enchaîne. Les guerres d'aujourd'hui ne sont pas seulement internationales. Elles se doublent, se compliquent d'affrontements

internes qui peuvent être pires dans les effets quotidiens qu'une bataille réputée encore classique. Les passions et les baines s'y exacerbent au point de rendre sinon vaine, du moins dérisoire, toute référence à un droit humanitaire qui n'a pas trouvé en ces pays ses fondements et n'y recu, au mieux, qu'avec méfiance.

C'est une raison de plus de ne pas baisser les bras. Loin de se rétrécir, le champ d'action du Comité international de la Croix-Rouge n'a fait que s'étendre au cours de ces vingt dernières années. De l'Amérique latine à l'extrême - Asie, l'actualité dit assez — bien souvent sans pouvoir tout retenir - la famine et la torture, le dénuement et la bataille, la détention politique et la misère sanitaire, l'intolérance et le coup pour coup, le terro-risme et le contre-terrorisme. (Lire la suite page 10.)

Etre au Liban

Jours de routine entre Tyr et Jounieh

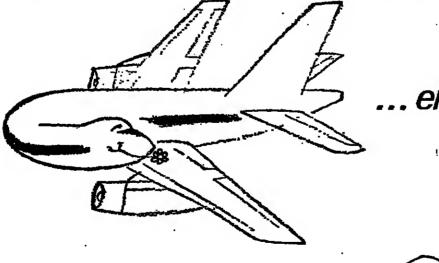
signaler. C'est vrai qu'en ces deux jours et deux nuits il n'y eut rien à signaler, du nord au sud du Liban. Les contrôles sur la route de Beyrouth à Tyr, c'est l'ordinaire des jours. Les fusées éclairantes dans la nuit tiède de novembre, ce n'est même pas. l'ordinaire. H auralt fallu un peu plus : la stridence d'un chasseur israélien, une vedatte ou deux en maraude sur la mer. Rien. Pourtant, tout peut arriver ici ou là. Et tout arrive, comme cela, sans faire de bruit. Parce qu'il y a les camps palestiniens, parce qu'on arrête en douce et ou on embarque sans autre forme de procès un suspect, un adversaire. H y a tant de camps, de groupes, de fronts, d'armées, de forces entre les Gemayel et les Jumblat. Et il y a

Beyrouth. - R.A.S. .R l e n à tant de passion à vivre, à survivre dans ce peuple que la première accalmie a toujours fait revenir à

> ici du moins, la délégation du C.I.C.B. a bonne presse. Pierre Guberan, qui vient d'en prendre la tête, se trouve bien loti : - On est là depuis 1967. Et II y avait une société nationale de la Croix-Rouge qui marchait bien. Cela side. En général, on est tout de suite compris, tout de suite reçu, même par un

> li dispose d'une sous-délégation à Tyr, dans le Sud, à 25 km de la de canon, d'une autre à Jounleh, au nord, dans le camp chrétien,

(Lire la suite page 12.)



encore et toujours la SUISSE

Parce que la Suisse c'est la qualité, la tradition ; les prix la tranquillité. Et l'avantageuse carte suisse de vacances y sont stabilisés depuis 5 ans, à qualité égale ce n'est pas donne libre accès à un réseau de 9000 km en chemin de plus cher. Vacances sportives, de détente, cures thermales fer, bateaux, autocars postaux. ou réunions d'affaires, toujours la qualité, dans la paix,

Tous renseignements par votre agence de voyages et à l'Office National Suisse du Tourisme, Porte de la Suisse, 11bis rue Scribe, 75009 Paris (tél. 742.45.45),



Les visions réalistes d'un banquier genevois

Des idées qui dérangent

de guerre.

A doctrine de la Croix-Rouge, peut-être la plus bénéfique de toutes celles qui sont nées au siècle demist. - at cartes la moins nocive, -- est due à un na emmon nu à leeus alam brasant

Né le 8 mei 1828, Henry Dunant, banquier ganevols, mais bien plus universaliste en pleins ère des nationalismes, crée, à l'âge de vingt-sept ans, l'Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens (Y.M.C.A.), puis, s'intéressant au développement de pave placés sous la tutelle de métropoles européennes, il s'en va prospecter le Maghreb. li y découvre l'injustice. Refusant d'en être complice, il respecte l'« indigène », ne cherche pas à christianieer les populations pour lesquelles il s'est pris d'affection et a'efforce de comprendre la Algérie is Société anonyme des moulins de Mons-Djemila, équipe ses mouline de la manière la plus moderne pour l'époque, mais, ô scandale I tratte amicalement et ré-

QUATRE PRIX NOBEL DE LA PAIX

Blen qu'il lui arrive de s'entendre reprocher de ne par s'attaquer aux causes mêmes de l'allégement des maux qu'elle engendre, le Comité inter-national de la Croix-Rouge n'a jamais cessé d'être par son action facteur de pair.

C'est bien ainsi que l'ont compris les membres du jury du prix Nobel de la paix en lui décernant à quatre reprises

Ce fut d'abord en 1981 l'attributton du prix à Henry Dunant, cofondateur du comité dont il « Un souvenir de Solferino » et qui en fut du même coup le premier laurênt.

Par la suite, le prix fut donné à trois reprises au Comité inter-national de la Crolx-Rouge :

e En 1817, alors que n'était pas encore achevée la première guerre mondiale.

6 En 1944, pen avant la fin

o En 1963 enfin, année de comité, qui recut la récompense

En outre, le C.I.C.E. a été, en 1978, l'un des lauréets du prix des Nations unles des

L'affaire a tout pour réussir, mals la générosité avec laquelle elle est gérée ne peut que déplaire à l'administration coloniale, qui refuse à Dunant les terres dont le blé almenterait ses moulins, il va ce pialndre à Paris, où personne ne l'écoute. Loin de se décourager, il décide de plaider sa cause autrès dernier est en train de combattre les Autrichiens en Lombardie. Qu'importe i Dunant cherchera à le joindre sur place, et c'est ainsi qu'il arrive le coir du 24 juin 1859 près de Solferino, où s'est déroulée le lour même la batsille le plus meurtrière qui ait ensangianté l'Europe depuis Waterloo. Aux environs de Solienno, neut mille blessés, débris des deux armées, agonisent.

Bouleversé par ca spectacie et bien que dépourvo de toute connelssance medicale. Dunant prend l'initiative d'improviser un hôpital de campagne, donne à boire aux bisssés, les soigne avec des moyens de fortune, recuelle les demières volontés des mourants. Il parvient à persuader quelques femmes et un noyau de volontaires à l'alger à secourir les soidats - étrangers -. Son siège est fait; il écrira plus tard: < L'ennemi, notre véritable sine, c'est la talm, la froid, la mi-

Lorsqu'en juin 1996 éclate la

guerre entre l'Empire austro-hon-

grois et la Prusse, cette demiére

fait appliquer à la lettre la conven-

la part de l'ennemi. Quelques

semaines plus tard, il ne reste plus

à l'Autriche qu'à adhèrer à son

Si les idées de Dunant triomphent.

la gloire de l'homme connaîtra une

tragique éclipse. Il est fêté par

les têtes couronnées, mais à Genève sa forte personnalité commence à

déranger. Quant à ses affaires, elles

n'ont pu que périciter. Les prin-

cioes anticolonialistes ou'll avait

appliqués dans sa gestion des Mou-

inimitiés dans les métropoles euro-

pésmes : la société qu'il s créée

est contraînte de fermer ses portes.

En 1867, une banque dont Il est

Fun des administrateurs fait fallite :

tenu pour seul responsable, Il est

condamné à payer des dédomma-

gements a'élavant à près de

mité qu'il a créé et qui s'est agrandi

hésitation que Dunant démissionne.

H ne reviendra plus Jamais à

Genève, où on loi reproche entre

de rembourser sa dette. C'est la

tour à la convention

sère, l'ignorance, la routine, la superstition, les préjugés. Dunant va décrire l'enfer dont if

a été témoin dans un ouvrage qu'il intitule : Un souvenir de Solterino. Ce livre est à l'origine de l'aide humanitaire internationale. En février 1863, un comité de cinq Genevois est constitué : ce sera

Cembryon du C.I.C.R. Dunant ne s'arrête pas là. C'est à lui qu'on doit l'idée de l'embleme de la Crob-Rouge, qui devra protéger tous ceux qui le portent. Mais, lorsqu'il avance le principe d'un statut luridique d'un genre nouveau, la « neutralité », il provoque una méfiance qui ne l'empêche pourtant pas de lancer une nouvelle initiative : l'invitation adressée à tous les souverains européens de sa faire représenter une conférence internationale. Celle-ci sa tlendra à Genève le

La réunion, minutieusement préparée, est un succès étonnant pour l'époque, pulsqu'elle adopte le 29 octobre des résolutions qui tra-Croix-Rouge internationale, Moins de deux ans plus tard, une conférence diplomatique, organisée encors par Dunant dans la même ville, germei à la première convention de Genève de voir le jour le 22 août 1884.

dant quelques années encore à faire

entendre sa voix dans diverses capi-

tales, à y faire progresser ses idées,

dont la principale sans doute est

que la protection désormals assurée

aux biessés s'étende aux prisonniers

En 1871, pendant la répression de

la Commune de Paris, il affronte Adolphe Thiers et obtient que de

nombreuses victimes designées

échappent aux excès des Versaillals.

En soût 1874, lors d'un congrès tenu

à Bruxalles et patronné par le tear Alexandre II, il réussit à provoquer

un échange de vues sur les droits

de l'homme, ce qui n'est pas du

goût de tous les participants. Sa vis publique prend fin le 1° février

1875 au congrès de Londres pour

de la traite des nègres et du

Commencent alors les années

d'arrance et de misère totale. N

connaît la faim, dort dans les

gares ou sur des bancs publics.

li est malade, sa main droite est

linge ni vétements de rechange.

Ses chaussures sont déchirées, mais

une sorte de pudeur le pousse à

A l'age de cinquante-neut ans.

- l'abolition complète et définit

commerce d'esclayes ...

déchéance physique et morale. Sentant venir la course aux arme-ments, convaincu que l'humanité court à sa perte, il veut de toutes ses forces écrire, témolgner encore. Il trouve un refuge pour mettre à exécution son projet et faire enla chambre numero 12 de l'hôpi-tal-hospice de Heiden, une petite bourgade qui domine le lac de Constance, où R resters Jusqu'à sa mort, Je 30 octobre 1910.

En 1895, cependant, un journeliste, Georg Baumberger, l'aura découvert alors qu'on le croyalt mort. Les révélations contenues dans l'article de Baumberger von bouleverser l'Europe. Des témoi-gnages de gratitude affluent. On lance des souscriptions en se taveur. Des œuvres de biantaisance le réclament comme président d'honneur. Un congrès de mille médecins russes lui décerns la Prix de Moscou - pour services rendus à l'humanité souttrante ».

Le pape lui envole une lettre manuscrite de félicitations et d'en-couragement. Enfin, en 1901, il recoit le premier prix Nobel de la paix. Ce prix lui est attribué essentiellement en raison des efforts qu'il a accomplis - pour que le monde

comme il refuse presque toutes les visites. Il entand demaurer recius. organismes philantimopiques et continue d'écrirs. Ces textes rédiges dans sa chambre d'hôpitel permettent de mesurer la pulssance de la pensée de ce visionnaire.

.En 1886, trente et un ana avant le premier congrès sioniste, il pré-conise «le repsuplement de la Palestine par le peuple luit ... H reproche aux l'ivree d'histoire d'exalter la gloire de Titus qui fit périr - près de deux millio Julia... dans les flammes, per l'épée ou dans les supplices ; le reste, dispersë, fut vendu à l'encan aur les marchés d'esclaves ».

Le visionnaire que fut Dunent a encore formule l'idée d'una société des nations idéale où tous les conflits pourraient être résolus devant une haute cour d'arbitrage nal. Pour y préparer les esprits, il élabore un projet d'organisation internationale de la culture, préfiguration de l'UNESCO. Il ne cache pas toutefois sa crainte des mé-faits que le progrès solentifique rieque d'entraîner : « De toutes les inventions il n'en est pas que le centre humain se soll plus spollové à perfectionner que celles dont le semblables. - Si Dunant n'a pu, pas plus qu'un autre, empêcher le déclenchement des guerres, du moins la Croix-Rouge -cuvre réussit-elle à en attenue

ISABELLE VICHNIAC.

«L'idée de génie» de Henry Dunant

(Suite de la page 9.)

Comment naviguer dans tant de situations avec les principes qui sont ceux du mouvement Croix-Rouge et qui ne sauraient souffrir entorse, moins encore abandon, fût-ce d'un instant, sans compromettre du même coup l'âme même de l'entre-

Humanité, impartialité, neutralité, indépendance, benévolat, unité, universalité, demeurent les sept règles d'or, les sept commandements. Il faut bien mesurer que ces vertus, longtemps reçues en Europe ne peu-vent-l'être de la même façon au Cambodge, au Vietnam, au Ban-giadesh, au Biafra, en Zamble. Parce qu'il est un organisme suisse par ses origines, composé par des citoyens suisses, le Comité international de la Croix-Rouge voit sa neutralité souvent confondue avec celle de la nation qui est son berceau. Elle devra s'y confondre de moins en moins. Si elle reste une condition nécessaire, elle n'est pas une condition suffi-

sante. Toutes aussi essentielles sont les nécessités de l'indépendance, de l'humanité, de l'universalité. C'est en s'appriyant sur les au-

tres : principes que le Comité atteindra à cette neutralité encore plus pure que la classi-que neutralité suisse, qui souvent l'encombre encore lorsqu'il s'agit de montrer son originalité join de l'Europe. Qu'auralent à faire, en effet, d'une neutralité snisse les pays les plus pauvres et les plus convulsés? Sauralent-Ils y croire vraiment alors que la Suisse est riche et qu'ils sont pauvres ? Qu'elle est de race blanche et-que ce n'est pas la-

bas une carte de visite toujours convenable? Comment, des lors, fonder une neutralité au-dessus de tout soupcon? En la prouvant, en l'expliquant, en étant messager dans le comportement quotidien. Ainsi se gagne par une longue patience par le pragmatisme aussi, une confiance qui ne manquera pas d'aflieurs, une fois acquise, d'être mise à l'épreuve.

Ainsi, le message parvient à passer. Ainsi s'ouvrent les portes d'une prison et même, comme ce fut dans la Grèce des colo-nels, peu de temps, hélas i celle commissariats. Ainsi des visites sont consenties à des prisonniers ou à des otages. Ainsi. encore, des accords se font pour des échanges de prisonniers.

Aider d'abord

On avance de la sorte un peu comme en terrain miné. Les pièges sont souvent là, tel, par exemple, celui si souvent tendu de la notion de guerre juste et injuste, au-delà de laquelle cjuste», fort de sa qualité, n'auralt à avoir ni compassion ni merci pour l' « injuste ». Notion inacceptable quand on a choisi de proclamer qu'après aimer aider est le plus beau des

Cette philosophie du CICR. rencontre d'autres obstacles dans um monde de plus en plus manichéen. Le refus, par exemple, d'épouser des causes, fussentelles populaires, n'est jamais bien vu par les temps qui courent Pas plus que cette règle d'or du mouvement : la discrétion, c'està dire le refus de mettre sur la place publique les informations. recuefflies, ici ou is, à l'occasion d'une mission. Ces informations nourriront des rapports confiden-tiels, mais qui serviront malgré tout pour agir aures du gouvernement concerné. Cette manière diplomatique, l'expérience l'a montré, permet bien souvent des résultats. Au C.I.C.R. aussi, on tient au mot de Prançois de Bales : « Le bruit fait peu de bien et le bien fait peu de bruit ».

'Ce serait cependant une erreur d'opposer sur ce chapitre le Comité international de la Croix-Rouge à d'autres organisations plus récentes et tout aussi humanitaires, telle, par exemple. Amnesty International:

Lorsqu'on dit su CICR. qu'il ne faut pas céder aux ten-tations publicitaires, quitte à se-sentir frustré, cela ne signifie pas condamnation de ceux qui

alertent l'opinion sur des arrestations illégales, des conditions de détention inhumaines, dans tel ou tel Etat, réputé policier ou non. Au contraire. Car les relations existent entre Amnesty et le CLCR. Les actions de chacun peuvent de la sorte se compléter, les finalités n'étant pas les mêmes. Fort du bruit cause par une enquête d'Amnesty, la Croix-Rouge agira, elle, avec sa réputation, auprès des autorités en cause. L'un aura lancé une campagne pour des libérations; l'autre, en attendant, s'emploiera à atteindre, pour les aider, les victimes de l'affaire.

Cela illustre assez bien ce qui est force réelle du C.I.C.R. et ce que l'on pourrait appeler sa fafolesse. Instrument de paix par sa doctrine, entendant contri-buer à la paix par une action constante en faveur du droit humanitaire, il ne s'attagre pas aux causes, donnant à certains le sentiment de s'accommoder d'un ordre de guerre dans la mesure où il parvient justement à l'ordonner, à le canaliser, après l'avoir fait codifier.

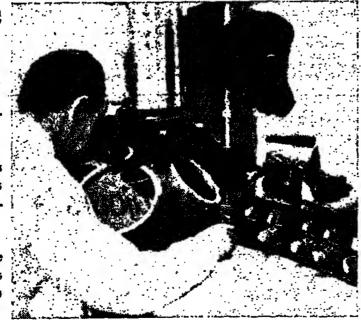
. Il y a a cette attitude une raison majeure. Lorsque, pendant plus de cent années, on a suivi l'évolution du monde, on a convoqué conférence sur conférence, aidé un peu partout des hommes tombés en état de victimes, lorsqu'on a rappelé tant de fois leur égalité dans la détresse et qu'il faut continuer de le faire, on peut estir : que l'on est de son temps et dans son temps. Un temps où il est, helas! plus urgent d'alder que de condamner.

JEAN-MARC THEOLLEYRE

LE PROGRÈS PAR LA RECHERCHE

Les trois grandes entreprises de recherche suisses du médicament (CIBA-GEIGY, ROCHE, SANDOZ).

- emploient 4.730 personnes dans leurs laboratoires de recherche de Bâle,
- ont consacré à la recherche de médicaments nouveaux 2.650 millions de nouveaux francs en 1978, soit plus de 10,5 millions de nouveaux francs par jour de travail,
- sont au premier rang des étrangers pour le lancement de substances médicamenteuses nouvelles au U.S.A. durant les 30 dernières années.



PHARMA INFORMATION

Service d'information des maisons de recherche pharmaceutique Ciba-Geigy, Roche et Sandoz.

LA GRANDE-BOISSIÈRE 62, route de Chêns

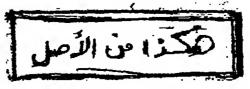
LA CHATAIGNERALE.

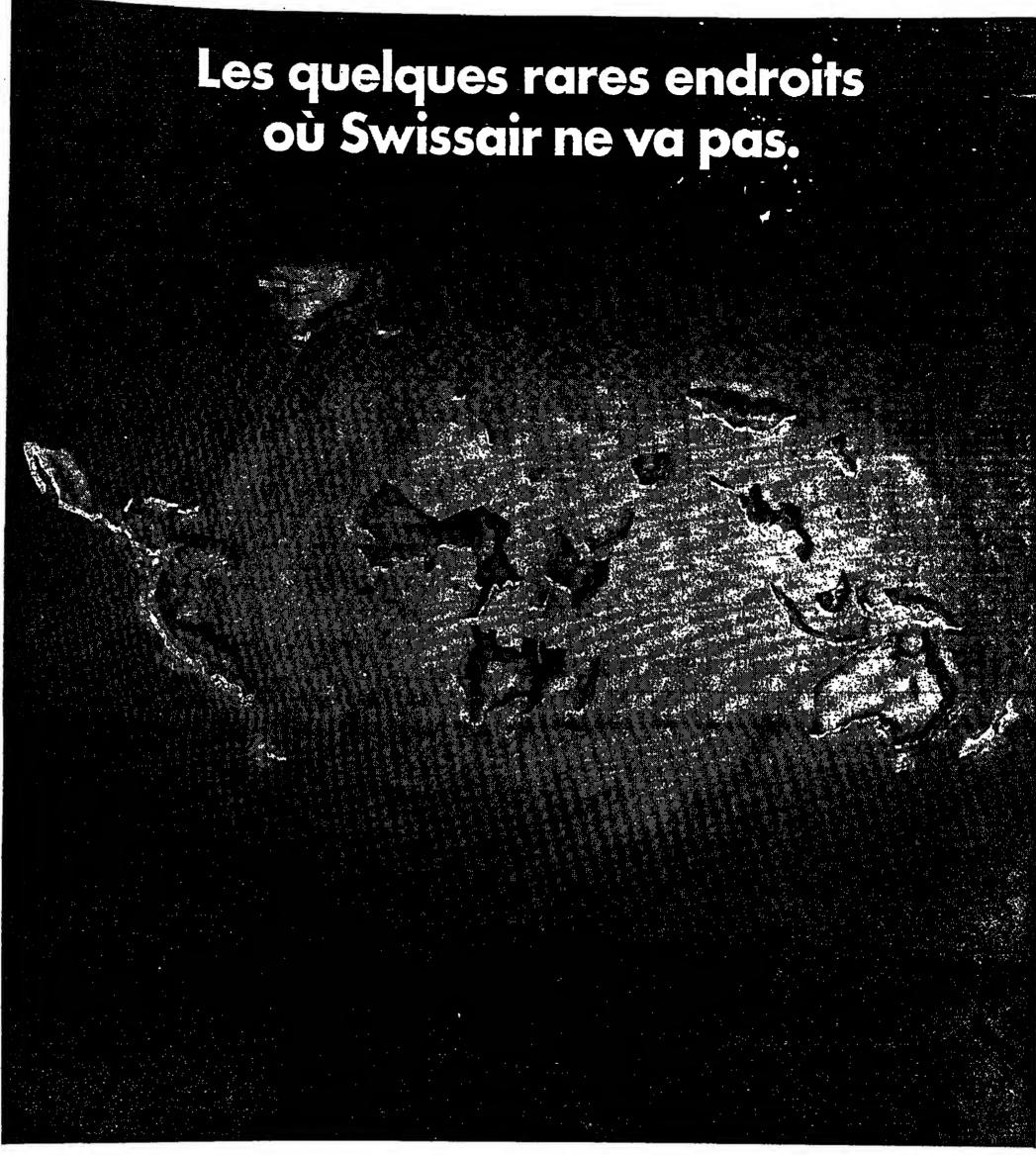
1297 FOUNEX (Voud) 1208 GENEVE (Suisse) Tel : 022,36-71-30 (Suisse) Tel.: 022.76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccolouréat français Internat et externat pour filles et garçons Sports d'été et d'hiver.







Le vaste monde est peut-être devenu si attirant précisément parce qu'il n'est plus si vaste qu'autrefois.

der de griffe de la language

On ne voyage plus par terre et par mer, par monts et par vaux, et de pays en pays. Non: on monte dans un avion et en quelques heures, on survole un autre continent.

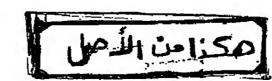
Naturellement, cela simplifie la carte du monde. D'ailleurs, on ne choisit plus un itinéraire. On choisit une compagnie aérienne. Sachant où elle va.

Et quand il s'agit de Swissair, il est presque plus facile de savoir où elle ne va pas. (Coup d'œil, s.v.p., sur la carte.)

Parmi les choses que la carte ne montre pas: en Europe, il y a plus de quarante destinations Swissair, en Afrique dix-neuf, au Moyen-Orient onze et en Extrême-Orient neuf (la dixième sera Djakarta [Indonésie] en avril 1980), en Amérique du Sud quatre et en Amérique du Nord cinq.

Ajoutons: «Sous réserve de modifications.» C'est ça le plus beau de l'histoire.

swissair /



DE L'AMÉRIQUE LATINE AU CAMBODGE

Une présence dans les conflits

AMAIS, au cours de son histoire plus que cen-tenaire, exception faite guerre mondiale, l'institution n'a été engagée sur autant de fronts et dans aviant de pays qu'en cette année. » Cette constatation faite par l'actuel président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Alexandre Hay, dans son avant-propos au rapport d'activité de 1978 pourra être renouvelée à la fin de 1979. Comme demeure actuelle l'inquiétude ou pour le moins le soud, qu'il exprimait en 1977 : a Les difficultés n'ont pas été seulement d'ordre financier. Dans alugiouse cas le CIRC gest on effet, heurté à des obstacles de caractère politique qui ont freiné,

voire empêché, le développement

de son action. Il est inquictant de constater que ce phénomène de politisation des questions humanitaires tend à s'étendre et à s'amplifier et que, en conséquence, des milliers de victimes voient leur sort dépendre de considérutions absolument contraires à

sphere flustre, parce qu'il permet tout de suite de les comprendre. ces considérations. Dans la trentaine de nations où le Comité international est présent, toutes, hors Genève et le siège des Nations unies à New-York, sont des nations situées dans la partie australe du globe, en dessous d'une ligne qui pourrait se tracer approximativement de l'Amerique centrale au sud de la Chine en passant par le Moyen-Orient.

en dehors d'elle qu'il consentit

cependant à une intervention du

C.I.C.R. Les délégués purent

visiter les prisonniers palesti-

niens, syriens, libanais, jorda-

niens, irakiens, et le faire sans

témoin, ce qui est la condition

première. A la longue, car à la

méfiance, qui est la règle d'ins-

tinct des belligérants, peut suc-

céder la confiance, des progrès

ont été réalisés. Les visites ont

pu s'étendre aux détenus de

toutes catégories et même, en

principe, durant la période où

ils étaient réputés « sous inter-

En fait, il s'agissait d'une ba-

taille quotidienne. Car, comme

ailleurs, il ne suffit pas de de-

mander à visiter. Il faut préala-

blement être en mesure de de-

endroit, telle personne a été ar-

rogatoire ».

L'ancestral Moyen-Orient

Historiquement, le Moven-Orient a le privilège de l'ancienneté. La Croix-Rouge internationale y a été présente dès la création de l'Etat d'Israël, en 1948, où elle eut à prendre en charge, avec ses moyens, les premiers réfugiés palestiniens. Au gré de mouvances diverses, de retraits temporaires, de nécessaires retours commandés par des situations d'urgence, c'est là assurément qu'elle a réussi, avec le temps, sa meilleure implantation. Guerre des six jours, guerre du Kippour, territoires occupés, tout fut depuis trente ans matière à intervention, à assistance, à négociations difficiles pour les applications de ce droit humanitaire qui voulait aussi bien s'étendre aux prisonniers de guerre qu'aux populations des territoires occupés. Ce

ne fut pas simple. Dès lors qu'Israël considérait ces territoires comme a administrès a et non « occupés », il pouvait faire valoir qu'il n'était pas llé par les dispositions de la IV. Convention de Genève. C'est l'esprit de la Croix-Rouge, » Un simple regard sur un plani-

> Et l'Iran? Un chef de délègation est resté en place à Téhéran. Situation difficile. Au sens des conventions genevoises if ne s'agit pas d'un conflit, mais d'une tension interne. Au temps du chah, mais tardivement et après une longue et difficile négociation, le Comité international de la Croix-Rouge avait obtenu, en 1977. l'autorisation de visiter les détenus politiques aux mains de la SAVAK. Ce fut provisoire. La police de l'Etat reprit ses droits. Le changement de régime — au C.I.C.R. c'est toujours le terme, la neutralité interdisant évidemment les mots de « libération » ou d'« avènement d'une dictature » - ne faisait pas disparaître les raisons d'une présence. La négociation a donc repris avec les nouveaux détenteurs du pouvoir. Elle ne paraît pas près d'aboutir. Une visite de prison a

été possible à Téhéran. Elle n'a

meiny a d'autres chats à fouet-

ter. Même si le C.I.C.R. entend

poursuivre ses efforts, maintenir

sa présence, offrir ses services au cas où le conflit kurde vien-

drait à dégénèrer, l'Iran, qui

Occident, le Cambodge, la Thai-

été suivie d'autres. M. Kho-

montrer qu'il y a bien lieu à visite. Il convient d'être à l'écoute était déjà zone d'ombre, le reste et en recherche constante d'informations. Il faut se trouver en L'Asie - pour ce qui nous mesure de faire comprendre à la puissance détentrice que l'on sait occupe. - c'est aujourd'hui, aux que tel jour, à telle heure, à tel yeux du plus grand nombre en

aussi où elle se trouve. C'est de la même façon, par de semblables et patientes enquêtes, que l'on parvient à obtenir le passage de correspondance entre le prisonnier et sa famille longtemps dans l'ignorance du sort réservé au disparu. Et de la sorte, pas à pas, se négocient des échanges, des libérations. Des familles se retrouvent et l'émotion aiors, mais alors seulement, peut s'en mêler.

Au Liban, les choses seront

Les aides et leur contrôle

différentes parce que différente est la nature du conflit, parce ou'il s'azit de jouer son rôle entre des factions multiples et, à l'occasion, elles-mêmes divisées, cas de crise aiguë.

et non plus entre des parties à une guerre au sens ordinaire. Il s'agit aussi de se méfier des accalmies et d'être antant à Bevrouth coupée maintenant entre son est et son ouest par une ligne de front, qu'au Sud progressiste et an Nord chrétien. pret à agir, donc être équipé, en

lande. Et, bien sûr, avec tous les

autres, le C.I.C.R. s'y trouve.

C'est là que sa délégation est

anjourd'hui, et de loin, la plus

nombreuse. C'est là que seront

envoyès les délégués en forma-

tion à Genève. On y était du

reste présent depuis 1970. En

1975, le C.I.C.R. fut expulsé par

les Khmers rouges. Il put revenir

après le changement de régime.

mais avec un seul délégué.

Depuis, les négociations avec

Phnom-Penh se poursuivent pour

obtenir l'autorisation d'achemi-

ner les secours, d'apporter une

aide médicale à l'ensemble du

pays. La tournure des choses fait

qu'ici l'action du C.I.C.R. n'est

pas specifique. Elle est conjointe

à celle de l'UNICEF, de l'O.M.S.,

de tous les grands mouvements.

à la possibilité d'une aide con-

forme aux besoins, autrement dit

à un contrôle des distributions

permettant de rendre compte aux

donateurs de ce qui a été fait,

de pouvoir les assurer que leur

générosité n'a été trahle ni dé-

voyée. Vollà pourquoi on négo-

La difficulté, c'est de parvenir

cie, tout conscients des reproches qui se font entendre. Car il y en a pour dire au C.L.C.R. : « Que failes-tous? Les gens meurent, crerent de faim, et sous d'acutez au lieu d'employer, de remetire à la population, tous ces médicaments, tous ces aliments, pour l'achat et l'acheminement desquels vous avez pa constituer pour six mois un budget de 110 millions de dollars!

rain, on le sait blen. Là encore, les principes ont leur mot à dire. La réponse est simple, même si elle est discutée. « Si les secours dont nous disposors sont simplement remis aux axiorités cambodgiennes et dev.ennent propriété de ces auto-i'es, qui peut garantir l'usage exact qu'elles en feront? Cela peut aller à des victimes choisies et non à toutes.

partie à des non-victimes et -pourquoi pas - à l'armée vietnamienne. Si véritablement les gouvernements qui ont finance l'action sont prêts à abandonner cette exigence d'un usage réel et total de leurs dons aux vic-times, le C.J.C.R. n'est plus nècessaire. Ils peuvent agir bilatéralement ».

C'est ici affaire d'honneur, de tradition, de renom.

Urgence encore à la frontière thailandaise. Les réfugiés qui affluent ont besoin de tout. Avec l'UNICEF, le C.I.C.R. a engage ses hommes et ses moyens. Les miracles sont quotidiens dans ce bourbier d'une jungle sous la mousson. En trois jours on est capable d'installer sous des tentes trois mille lits. Ça n'est jamais

Loin des feux de la rampe

Où encore n'est-il pas le CI.C.R.? Mais le plus souvent loin des feux de la rampe et des élans d'une conscience uni-verselle qui le plus souvent focalise. Au fond, il prefere etre là où l'on parle le moins de lui. Là où sont éparpillés entre Indonésie et Philippines des réfugiés non moins démunis ; là où il faut, avec le concours de son agence centrale de recherches, repérer à des milliers de kilomètres les uns des autres les membres d'une même famille. A Timor, où il assiste dans l'est de l'ile une population dont la situation médicale et alimentaire vaut celle des Cambodgiens ; en Indonésie, où depuis près de deux ans il

cleux et où il a, sans tapage, obtenu trente mille libérations

Et puis l'Afrique. Du Tchad à la Zambie. Autres horizons, autres drames. An Tchad, c'est le Frolinat qui sollicita le concours dans le conflit qui s'engageait contre N'Djamena. L'autre partie consentit à cette présence des « petits Suisses ». Assez facilement, ils purent assister et visiter les trois mille prisonniers de l'armée tchadienne aux mains du Front. Avec l'appui du gouvernement français, les opérations menées par la délégation du C.I.C.R. se sont dévaloppées pour l'assistance, les recherches de disparus. Cependant, pourra-

Etre au Liban

visite les détenus politiques

(Suite de la page 9.)

Il y a toujours à protéger, il y a s'impose, même si elle n'est plus une conséquence directe des de médicaments. A Tyr même, au cœur du camp palestinien Al Bass. l'hôpital gouvernemental apparaît dérisoire avec ses pauvres la tristesse de sa cinquentaine de lits, la pauvreté d'un bloc opératoire comme n'en connaît plus l'Europe. C'est par abus de langage ou'on le nomme hôpital gouverne mental. C'est le Mouvement national progressiste, dominant ici, qui l'a pris en main, comme le montre suffisamment les portraits de M. Jumblat qui en sont le seul omement. Les 100 000 livres libanaises octrovées chaque mois sont une maigre ressource. Plus d'antibiotiques, ou si peu, une seule ambulance (au dispensaire de Naba-

s'épancher un peu à la délégation du C.I.C.R. Le chirurgien est parti pour un mois et demi, ils sont chaque jour cent vingt au moins à tous les maux de l'hiver ou de l'été.

tyve, lis n'en ont plus du tout).

A Nabatyve, au dispensaire ouvert par le Secoure populaire libanais,

dement, se respirent aussi ces odaurs de tiers-monde, d'extrême abandon. Que faire? Que consentir? Les effets de la guerre sont aggravés Marc Dreyer, le délégué de Tyr, écoute, note. Au nord, à 150 kilomètres de là, Henry Fournier, délégué à Jounieh, accomplit évaluations des mêmes besoins de l'autre côté du front.

tous et toujours de chaque côté dans la multitude des clans, des factions, des partis, dans leurs pui-sions. Les enlèvements, les prises d'otages, dans ce Liban déchiré, ne font pas parler d'eux. Mais c'est pour chacun des groupes une façon de rappeler sa prése sorte de « sport favori ». Depuis août, il y a bien eu cinquante de C.I.C.R. de jouer : l'information, c'est la famille. Mais que salt-elle ? Car. pour agir, il faut du « biscuit », sinon le camp qui détient se fera recherches, recoupements. A force, on connaîtra les circonstances de la capture, l'endroit où elle s'est opérée, complétée par l'identité de la victime, par un maximum de

Restent à créer les possibilités d'un diziogue, d'une négociation. Travail de tourni d'où le pragmafisme na dolt pas être ex l'opportunisma. On paut obtanir d'un à visiter. Cela ne algulfie pas que ses troupes lâcheront prise. Devant elles, li faut agir à la limite des comme les Tables de la foi demont des interlocuteurs qui peuvent être

Et puis, un beau jour, ça marchera. Devant la famille en retrouvailles. comme déjà au reçu du premier message qui interrompait l'angolsse, « les petits suisses », comme lis s'appellent, connaîtront le miel de l'émotion, quitte plus tard à intégrer cela aussi dans la modeste appelizilon de - travali de routine

Qui donc nous pariait de l'avène ment d'une Crobx-Rouge aux pieds nus pour laquelle rien n'est fait tant que tel ou tel des siens n'a pu atteindre le prisonnier dans l'affamé dans sa famine? C'est la tâche de chaque lendemain. Elle ne se crie pas sur les tolts. On vous dit : - R.A.S. au Liban .. Rien à signaler, sauf pourtant ce quoti-dien entrevu le temps d'un passage

J.-M. Th.



EN HOMMAGE A L'ACTION MONDIALE DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE



CRÉDIT LYONNAIS

Présent en Suisse depuis 1876

Siège Central 19, bd des Italiens, 75002 PARIS.

Agence de GENÈVE 1. place Bel-Air, 1211 GENÈVE.

and the second s

Agence de ZURICH Crédit Lyonnais Finanz AG. Pelikanplatz 15 - 8021 ZURICH.



il tiers-mond





dans les confli

LYONNAIS

-2564 10

Will State Street

سيل الأ الح أوراية

t-on conclure? Pourra-t-on parvenir à des délibérations ? En ces terres-là, on s'ensable ou l'on s'embourbe autant dans les pourpariers que dans la poussière des vents de sable.

Comment encore agir avec efficacité dans la come de l'Afrique? Entre l'Ethlopie et la Somalie, quelle est la nature du conflit ? Interne, comme le soutiennent les Ethiopiens, en affirmant qu'ils n'ont fait en Somalie occidentale que « libérer » une province? Dès lors, au sens des conventions gene-voises, voilà le CLCR. paralysé. Une fois de plus, il mesure trop blen que son action se trouve entravée par des considérations politiques qui ne le concernent pas, dans lesquelles il hi faut se garder d'entrer. Ainsi demeure en suspens la situation des pri-sonniers. Du moins s'emploie-t-il à fournir son assistance aux provinces dans lesquelles il lui reste une possibilité à conduire, par exemple, un travail médical de rééducation de paraplégiques.

« L'après-conflit », est pour lui aussi important que le conflit. En Ouganda, après le change-ment de régime consécutif à la chute d'Idi Amin Dada, il a trouvé matière à tout le lot de ses actions les plus classiques : des milliers de prisonniers du camp vaincu, des personnes deplacées. Depuis, la relève a été prise en partie par certains gouvernements et par la communautė europėenne, precieux auxi-

pour l'aide alimentaire. Au Zaire, on commence à vi-siter les détenus politiques. En Angola, les conséquences des troubles intérieurs commendent et on fait consentir une œuvre d'assistance aux personnes déplacées illustrée par l'ouverture d'un atelier de fabrication de prothèses pour les amputés.

Délégations encore en Rhodésie, en Zambie, au Mozambique. au Botswana, où les victimes ne manquent pas Car l'intensification de la guerre en Rhodésie-Zimbabwe a en ses répercussions dans les pays limitrophes où ont afflué d'innombrables réfugiés. Ici les obstacles se sont dressés pour freiner l'action du C.I.C.B., qui s'est trouvé confronté à un refus d'application du droit hamanitaire, à une méconnaissance de son rôle comme des principes sur lesquels il le point que, le 18 mai 1978, deux de ses délégués et un de leurs collaborateurs africains furent tués dans une embuscade alors qu'ils se rendaient dans un district pour y évaluer les besoins de la population civile.

Comment surmonter de tels refus ? Travail de fourmi inlassable qui mobilise l'effectif, du president aux délégués. Démarches, représentations. La fermeté alterne avec la diplomatie. Sur un gouverne récalcitrant, d'autres États voisins ou lointains peuvent exer-cer une influence, faire com-prendre l'intérêt international qu'il peut y avoir à laisser la Croix-Rouge jouer son rôle. Ellemême, sans se décourager, explique ce rôle, en fait valoir et connaître les exactes limites. Cependant, de la méfiance à la confiance, le chemin est long. Le progrès alterne avec la régression, au gré d'un durcisse-ment, d'une détente, d'une

humeur, bonne un jour, mau vaise l'autre. Il faut jouer aussi avec les sociétés nationales de Croix-Rouge des Etats, avec la ligue qui les coordonne. Ils peuvent avoir moins de difficultés que le CLCR. pour accroître leurs actions dans tous les domaines.

Ce n'est pas pour autant que l'essentiel sera obtenu. Ces combats de l'esprit restent le plus souvent ignorés et avec eux les conquêtes auxquelles ils parvisite longtemps refusés, l'établissement de liaisons pour faciliter l'accès des familles aux camps d'internement où elles

sont admises. Mais il est parfois plus malaisé d'arracher un statut de prisonniers de guerre pour les natio-nalistes rhodésiens, de mettre un terme aux pendaisons qui suivent leur capture, de faire entrer en vigneur un « code des combattants s.

Les dialogues théoriques

mots?

Dne fièvre tombe une autre se déclare. En Amérique centrale, voici qu'une délégation vient d'être installée au San-Salvador après qu'a été consenti par le gouvernement un droit de visiter les détenus politiques. Dans l'anarchie qui a suivi au Nicaragua la chute de Somoza, le CLC.R. a assuré d'urgence l'alimentation compromise des populations civiles avant de faire accepter sa protection des pri-sonniers somozistes auxquels un statut de prisonniers de guerre sera donné des lors que le nouveau régime les tiendra pour exemptés des crimes de guerre.

Eu Colombie, le C.I.C.R. visite les détenus politiques mais n'a pas obtenu ce droit au Chili, où du même coup il était inutile de vouloir établir une délégation. Celle d'Argentine a quelques possibilités d'intervention et se heurte toujours à un refus de coopération pour la recherche des disparus.

Reste le monde socialiste. L'antenne — qui n'est pas nne délégation — établie avec la Chine permet autourd'hui un dialogue nouveau. Les Chinois connaissent le C.I.C.R., qui a pu agir auprès d'eux aussi bien lors

bétaine que plus récemment dans le conflit avec le Vietnam terminé par un rapatriement de prisonniera. Avec l'U.R.S.S. aussi le dialogue existe, mais théorique, excluant l'idée de la moindre possibilité d'action. LURSS a son Alliance des Croix et Croissant-Rouge soviétiques reconnue par le CLCR. comme société nationale. Comment faire pour aller au-delà des

D'un bord à l'autre de la planète, le C.I.C.R. mesure quoti-diennement ce qu'il faut de prendre ce on'écrivait Pasteur : « Deux lois sont aujourd'hui en lutte : une loi de sang et de mort, qui, en imaginant chaque jour de nouveaux moyens de combat, oblige les peuples à être toujours prêts pour le champ de bataille. Et une loi de paix, de travail, de salut, qui ne songe qu'à déliprer l'homme des fléque qui l'assiègent. L'une ne cherche que les conquêtes violentes, l'au-tre que le soulagement de l'humanité. Celle-là sacrifierait des centaines de milliers d'existences à l'ambition d'un seul : celle-ci met une vie humaine au-dessus de toutes les victoires.

UNE ACTION « HORS CONVENTIONS »

La difficile protection des détenus politiques

BIEN que le nombre des détenus politiques dans le monde entier ne cesse d'augmenter, il n'existe aucune convention internationale, aucun instrument juridique sur lesquels puisse se fonder une action en leur laveur. Les gouvernements dont les prisons sont pides de tout détenu politique sont l'exception. Quant aux autres, ils ne sont nullement disposés à se sentir lies par une obligation qui permettrait à des tiers, même s'il s'agit de representants d'un organisme neutre et humanitaire, d'organiser rencontres et entretiens avec ceux qui présentent à leurs yeux un dan-

Ce ne sont pas les prétextes qui manquent, principalement aux régimes autoritaires, pour exercer une répression dont les victimes sont désignees d'un côté de la barricade comme de dangereux terroristes, de l'autre comme des héros de la résistance. En outre, ces victimes sont souvent assimilées à des détenus de droit commun et ne bénéficient done nos loremi'il en existe du statut des détenus politi-

ger pour la sécurité du pays

ou du régime.

Aussi est-ce en quelque sorte a hors conventions » et fréquemment en l'absence do tout conflit déclaré que le C.I.C.R. réussit néanmoins chaque année à visiler et par conséquent à prolèger, dans une certaine mesure, des dizaines de milliers de détenus politiques. Une exception de taille est à signaler : les pays communistes, dans lesquels ne peuvent toujours pas entrer

national de la Croix-Rouge. Les activités du C.I.C.R., celles d'Amnesty International et celles de la Commission internationale de juristes (C.I.J.) sont. en ce domaine, complémentaires. La CIJ veille à la primauté du droit, lutte pour que les détenus puissent cire assurés d'une défense juridique et dénonce les cas où les droits de la défense sont violés. Le but recherché est de faire libérer les e prisonniers de conscience », tan-

dis que celui du C.J.C.R., se réserant à ses principes, est d'améliorer les conditions de détention de tous les prisonniers politiques. Peu lui 1mporte si le détenu a été inentcere pour avoir profere des propos qui auraient deplu aux autorités ou s'il a commis un atteniat sanolant.

En fait, le C.J.C.R. parvient à intervenir en faveur des détenus politiques non seulement dans le cas de troubles intérieurs, mais même en cas de « tension interne », c'està-dire lorsqu'un Etat recourt à la répression en tant que mesure préventive destinée à maintenir l'ordre. Il use alors d'un « droit d'initiative » que justifie une protection due aux circonstances. Ses délégues agissent d'abord au des gouvernements afin d'obtenir l'autorisation de s'entretenir sans temoin avec les personnes écrouées.

Améliorations

Ils soumettent ensuite aux divers responsables un rapport confidential assorti de suggestions destinées à améliorer les conditions de vie des détenus. C'est sur le plan matériel qu'ils obtiennent généralement les meilleurs résultats. M. Jacques Moreillon, aujourd'hui directeur du département droit et doctrine, raconte :

« Dans une prison d'un pays du tiers-monde, depuis quatorze ans, buit personnes se trouvaient dans la même cellule, et six dans une autre. Les détenus ne sortaient jamais, dormaient par terre et n'avaient d'autre mode de communication avec l'extérieur que des visites samiliales de cinq minutes par semaine derrière un grillage. Après l'intervention da CLCR_ ils ont recu des lits. ont eu droit à deux heures de promenade le matin et deux heures l'après-midi. Ils ont pu pratiquer un sport, obtenir des journaux et des romans, ecrire un nombre limité de lettres et voir leurs visiteurs une heure par semaine dans un parloir.»

Mais pour qu'une telle amélioration ne soit pas cpliemère, il jaut encore que les visites des délégués se renouvellent à un tythme satisfaisant. Si le CI.C.R. ne divulgue aucun renseignement sur le traitement des detenus politiques, il n'en public pas moins le lieu et les dates de ses visites, ce qui peut constituer un indice, s:non une garantie.

Reste l'usage devenu systè-

matique dans trop de pays de In torture sous toutes ses formes, qu'elle soit ordonnée par le pouvoir ou simplement tolèrée par lui. La torture est suriout pratiquée durant les interrogatoires auxquels C.I.C.R. ne peut assister. En outre certains sérices et pus toujours les moins graves, ne laissent pas de traces physiques ce qui permet aux l'inverse des détenus peurent prétendent avoir élé torturés, leurs allégations — dont la véracité n'est pas aisée à établir - constituent une arme de propagande contre les autorités qui les ont incarcéres. Ainsi le champ d'action du C.I.C.R. est-ul limite, mais la présence de ses délégués permet souvent d'empecher le pire. La tache se complique encore car si dans la majorité des cas l'Etat est responsable de ce mal absolu qu'est la torture, il se troupe aussi que des mouvements « rebelles » 'y ont recours contre ceux qu'ils parviennent à capturer. Ces derniers en pareil cas ne demeurent pas longtemps captifs s'ils ne sont pas relaches, voire enroles. ils sont abattus ou, considéres comme otages, ils risquent d'être tués à tout moment. Il est à noter que le C.I.C.R. condamne sans restriction non seulement les prises d'otages mais aussi la soumission au chantage ainsi créée (1). Mais il est clair qu'il lui est particultérement difficile de venir en aide aux otages, bien que leur sort puisse être assimilé à celui des détenus politiques.

L V. (1) Revue internationale de la Croix-Rouge, octobre 1971.

TOUT COMME LEUR IDEAL HORS DU COMMUN, LES PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE CAPTIVERONT VOTRE IMAGINATION.



THOR HEYERDAHL Explorateur et anthropologue. Heyerdahl a étudié les secrets des anciennes migrations transocéaniques.



RED ADAIR Président du Red Adair Oil Well Fires and Blowouts Control Company, Adair est le plus grand iste mondial en ce qui concerne l'extinction



d'incendies de puits de pétrole.



sans réserves d'oxygène.

Depuis 1905, la détermination et l'esprit d'en-nants, et dont l'esprit jd'entreprise se manifeste treprise de Hans Wilsdorf, fondateur de Rolex, ont été à la base de la plupart des découvertes révolutionnaires dans le domaine de la montre-bracelet. En 1926, ce fut l'invention de la Rolex Oyster, la première montre vraiment étanche. Ensuite, la première montre automatique à rotor Perpétual. Le premier chronomètre-bracelet indiquant la date dans un guichet du cadran. La première montre au monde indiquant la date et le jour en entier. La première montre de plongée en grande profondeur. La liste des "premières" de Rolex est à la fois longue

Tout comme la liste des gens illustres qui y ont été étroitement liés.

Des hommes comme Sir Edmund Hillary, Thor

Heyerdahl, Sir Francis Chichester, Red Adair, Jacques Piccard et Reinhold Messner. C'est pour célébrer à la fois l'esprit d'entreprise de notre fondateur et celui de tous les pionniers qui ont porté ou portent des montres Rolex

que nous avons inauguré en 1976 les Prix Rolex à

l'Esprit d'Entreprise.

LES PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Notre intention était de : "Soutenir financièrement des projets qui cherchent à innover dans leur domaine et qu'anime l'esprit d'entreprise manifesté depuis 50 ans par Rolex et les possesseurs d'une Rolex"

Nous sommes fiers à présent d'annoncer une nouvelle édition des Prix Rolex à l'Esprit d'Entre-

"Nous cherchons des hommes et des femmes imaginatifs et entreprepar leurs idées et leurs projets, faisant ainsi preuve de la tradition de persévérance et de qualité qui est une des caractéristiques de Rolex."

LES CATEGORIES

Votre projet devra faire partie d'une de ces trois

Sciences appliquées et inventions. Explorations

et découvertes, Ecologie. Les 5 lauréats gagneront chacun un chèque de 50.000 francs suisses et un chronomètre Rolex

en or spécialement gravé à leur intention. Notre Jury, composé de personnalités de tous

les domaines, jugera les candidatures en fonction de leurs qualités de nouveauté, d'originalité, d'intérêt et d'invention et pour leur portée. Ils devront également pouvoir être concrétisés et menés à terme par les candidats.

COMMENT PARTICIPER?

Les candidatures devront être rédigées en anglais sur une Formule Officielle de Participation et parvenir au Secrétariat avant le 50 avril 1980. Pour obtenir une Formule Officielle de Participation, le Règlement et les Conditions de Participation, écrivez à l'adresse suivante : Secrétariat des

1211 Genève 26. Suisse. Depuis plus de 50 ans, Rolex s'est étroitement liée à la plupart des personnalités les plus entre-

Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise, Boîte Postale 178,

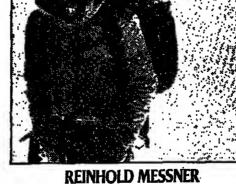
prenantes du monde. Les Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise sont votre chance de devenir

l'une d'entre elles!

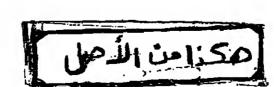
ROLEX GENEVE







En 1978, Messner est devenu le premier vainqueur de l'Everest



D'où vient l'argent?

L jaut bien parler finances.
Nerf de la guerre pour les
militaires, l'argent est tout
autant celui d'une organisation qui s'est donné pour but
de soulager les misères engendrées par l'argent des
premiers. Au département des
finances et de l'administration du Comité international
de la Croix-Rouge, on en
sait quelque chose. Chaque
année, à la lumière des nécessités, il s'agit de s'assurer des
budgets à la mesure de l'entreprise.

Des budgets, car il en existe deux qu'il convient de bien distinguer. Le premier, appelé budget ordinaire, assure les activités de jonctionnement du siège de Genève ainsi que des délégations qui ne se trouvent pas engagées dans ce qu'on appelle les opérations spécifiques d'ampleur exceptionnelle, telle autourd'hui, par exemple, celle du Cambodge. Le second. dit extraordinaire, est alimenté par les ressources que peuvent fournir les donateurs de toute nature, gouvernements en tête, pour soutenir telle ou telle action bien déterminée.

D'un montant actuel de 30 millions de france suisses. budget annuel ordinatre est assuré d'une ressource que l'on peut maintenant tenir pour intangible. Elle provient de la Confédération helvé-tique qui, traditionnellement, le tinance à 50 %. En principe, les autres gouverne-ments signataires des conventions de Genève devraient prodiguer la différence, soit une autre auinzaine de millions de francs suisses. En fait, on est loin du compte. La part totale de ces goupernements n'a été en 1978 que de 4800 000 france suisses, et même si elle est passée pour 1979 à l'équivalent de 5 miltions 800 000, on est toujours loin du compte. Car une constatation s'impose. Sur les cent quarante-cinq Btats parties aux conventions, il n'y en a qu'une quinzaine à parnière autre que symbolique. Mais cela entre finalement

dans la logique des choses :

riches occidentales et non

point celles de ce tiers-monde

à la recherche de lui-même

et dont la preuve du dénue-

ment est suffisamment fatte par la nécessité qu'il y a à

l'aider dans ses épreuves.

Comme toujours, les EtatsUnis tiennent la tête de ce
palmarès occidental:
1 280 000 francs suisses en
1979, 1 800 000 attendus pour
1980. La vieille Europe suit,
France en tête (474 484 FS),
suivie par la République jédérale d'Allemagne (400 000),
la Grande-Breiagne (365 000),
la Suède (270 000), les PaysBas (175 000), le Danemark et
la Norvège (150 000 chacun).
D'autres se montrent plus riches. Si la Belgique consent
100 000 FS, l'Italie se contente
de 50 000 et l'Espagne de 8 000.

A l'Est, les terres du socialisme font la fine bouche. Hors la contribution polonaise de 40 000 FS. la cacontenter des 5000 FS des Hongrois et de l'équivalent consenti par la République démocratique allemande. Itrégulièrement, Belgrade adresse 10000 FS. Mais l'U.R.S.s. ne donne rien et avec elle la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Chine, Cuba. Après tout, chacun peut apair a ses coupres a En dépit de sa prospérité, le Japon limite sa contribution à 100 000 FS. Cétait celle de l'Iran du chah et que la République islamique de l'aya-tollah ne semble pas encore remettre en cause. Les ressources nouvelles n'ont pas rendu plus généreux les pays producteurs de pétrole du monde arabe : 100 000 FS des Emirats du Golfe, 50 000 du Kowett, mais rien du Qatar, ni de Bahrein, ni de l'Algérie. Pas davantage de la Libye, de la Syrie. Mais 25000 FS d'Israël, 40 000 irrégulièrement de l'Egypte. Des quarante Etats d'Afrique, douze seule-ment ont pensé au CI.C.R.

Rendre compte

Ainsi faut-A d'autres ressources. Elles proviennent des sociétés nationales de la Croix-Rouge, des dons et legs 'qui sont faits par des organismes privés sans demande d'affectation particulière. 1700 000 P.S. d'un côté, un million encore de l'autre. Et puis, bon gestionnaire, le C.I.C.R. avait pu constituer à la javeur de temps plus calmes une ré-serve de six millions de francs suisses qui sont d'un bon rapport. Las! les temps ne sont plus calmes et la réserve a dû pour partie être employée. On va s'appliquer à la reconstituer car il faut toujours être prêt à faire face à un

Cette quête obligée à travers le monde demande du
temps et de l'habileté. Il faut
savoir faire comprendre à un
chef d'Etat, à un chef de
gouvernement, l'étendue des
besoins, la réalité des activités. Car il n'y a pas obligations. De surcroît, ces contributions sont affaire de budget pour chacun des gouvernements. En temps de crise,
de difficultés, il y a toujours
de bonnes raisons pour invoquer les nécessités de l'heure.
Insister? Ce n'est jamais de

Des trente milions de francs suisses de ce budget ordinaire annuel, 20 % seulement servent à «faire tourner la boutique », c'est-à-dire à couvrir les frais de personnel, de fonctionnement, d'équipement. Tout le reste concourt uux actions des délégations, aux opérations ordinaires, à la diffusion du

LES HOMMES DU MONDE

année à destination de 46 pays.

Tél. 778.13.31

Tel (01) 832 11 11

se doter d'un ordinateur NCR 8430.

drott humanitaire, aux activilés de l'agence centrale de

Reste le budget extraordinaire. Parce qu'il est tel si est variable et peut dépasser de très loin le montant du budget ordinaire. Le drame cambodgien cette année suffira à lui seul à le gonsier de saçon considérable.

Il a sa procédure. Voici soudain une situation exceptionnelle, un drame qui se joue. Du coup le C.I.C.R. va offrir ses services. On peut aussi bien le pressentir. Le vollà admis. Aussitöt, il dépêche sur le terrain une petite équipe qui va mesurer les réalités, fixer les contours d'un plan d'engagement, après avoir évalué l'étendue des besoins. A Genève, ce plan, soumis au conseil exécutif du comité, est accepté. C'est le moment de lancer les appels, de trouver les partenaires financiers. Inutile de dire que, si rien ne vient, le CI.C.R. agira quand même, comme A l'a fatt au Tchad, ou à Timor où l'aide extérieure s'est fait

Le montant de ces budgets dépend des intensités de l'action, de son étendue, de l'écho aussi qu'elle peut avoir dans l'opinion de la publicité dont elle bénéficiera. Le mouvement prend alors des dimensions particulières, entraîne abondance, surabondance parjois de concours.

attendre.

Cependant au siège genevois les services financiers Tecensent comptabilisent gerent en un mot ce budget dont ils entendent toujours être en mesure de rendre compte. Ils se sont assure le concours pour cela d'une société fiduciaire de Londres qui, au vu des dossiers, dresse rapport comptable, rapport de gestion. Autant de pièces que Genève tient ensuite à la disposition des donateurs. Il est d'ailleurs une règle d'or au moment où tout sera fini ou jugé tel, il doit rester de l'argent. Et il en reste. Ceux qui l'ont donné en sont informés et se voient proposer d'affecter le reliquat à d'autres programmes. Ainsi et va-t-il.

Pour l'année 1979, ces

actions extraordinaires cont représenter une mise de fonds de 50 à 60 millions de francs suisses. On prévoit dėjà qu'au terme de 1980, étant donné ce qui reste à faire au Cambodege, la mise sera doublée. Et de la sorte le budget extraordinair se trouvera être quatre à cinq fois supérieur au budget ordinaire. Il y a de quoi être sourcilleux, même si l'on agace. Dans l'affaire. C.I.C.R. sera formaliste. Il entendra pouvoit verifier lui-même la destination des secours. Il sait que ce sera difficile. Mais l'expérience qui a montré tant de jois que savoir ne pas céder est béné-J-M. Th.

Une place à part dans sa nation

Our signifie le Comité inter-national de la Croix-Rouge pour les Suisses ? Si l'on avait pu procéder à des el sup siugeb nolnigo'b sepabnos Comité existe, on aurait probablement dégagé daux constantes :. ment permanent at profond à une institution qui exprime le désir d'un peuple, fidèla à eon statut de neutralité, de compenser cette abstention politique par un engagement humanitaire, par des ser-vices rendus aux victimes des uerres. L'autre révélant une assez large ignorance de ce qu'est le objectifs, de ses méthodes. On aurait également décelé une variable, ou piutôt des variations, dans le lucement porté sur l'œuvre, sur les hommes responsables de la conduite de l'institution. Et cela en fonction de l'inévitable alternance des succès et des revers, de l'image projetée à travers une

Information inégalement assurée.
Un débat récent sur Holocauste
n'a-l-il pas révèlé la persistance
du malentendu sur la portée et les
limites de l'action humanitaire dans
l'univers concentrationnaire? Et
cela précisément parce que l'infor-

mation manquait sur les données réelles du problème — ce qui ne permettait pas de mesurer la dimension de l'obstacle à l'intervention en faveur des détenus politiques — et sur les initiatives qui avalent été prises à l'époque.

Cependant, la conscience existe d'un llen entre les sapirations d'un peuple et l'action du Comité international de la Croix-Rouge.

Ge sentiment est particulièrement fort aujourd'hui. Parce que, dans une période de dégradation des rapports politiques et de généralisation de la violence. accroche ses espoirs de paix à l'action humanitaire. Mais aussi parce que le C.I.C.R. a accompli considérable pour se faire connaitre en Suisse, pour a'Implanter plus dément dans l'ensemble du pays et pour recuellir l'appul des diverses couches de la société. La réponse a été d'autant plus positive que le Comité prenait simultanément des initiatives et assumait des risques à l'extérieur. Son engagement au Cambodge, pour ne mentionner que la plus récente de ses entreprises, démontre qu'il est dé-cide à se charger de responsabilités considérables. Et l'opinion le suit.

la pression des bonnes volontés

serait devenue irresistible, transfor-

mant une institution indécendante

en un instrument des aspirations de

Il est évident que le C.I.C.R., bien

qu'il ne soit qu'uns institution huma-

nitaire parmi d'eutres, occupe en

Suisse une place à part. Il est le

porteur d'un message de paix et

d'humanîté qui part d'un pays neu-

tre. Son action est rendue possible

par la neutralità de la Suisse, mais

elle n'est pas et ne veut pas être

une légitimation de catte neutralité.

collaborateurs sont des citoyens

sulsses au service d'une mission

qu'ils se sont librement assignée at

que la communauté internationale

leur a progressivement reconnue.

ils ne sont pas les instruments d'un

gouvernement ou d'une politique

nationale, mais des intermédiaires

neutres entre des parties en conflit.

La neutralité à laquelle ils se rè-

distincte de la neutralité suisse. Une neutralité définie per l'objectif

des victimes de guerres. Lorsque

les gouvernements traitent avec eux c'est à l'homme de Croix-Rouge

Les membres du Comité et leurs

qu'ils e'adressent. Et s'ils le font c'est parce qu'ils ont la conviction que le délégué du C.L.C.R. ou le membre du Comité place sa mission humanitaire au-dessus de toute considération nationels. Ce qui est décisif, c'est la capacité d'indépendance de l'institution, et des hommes qui la servent, c'est son loyalisme à l'égraf des conventions de Genève qu'elle a pour mission de faire respecter.

L'indépendance, l'autorité, le rayonnement du Comité international de la Croix-Rouge ne reposent pas sur le fait qu'il est sujet de droit International, mals lis tiennant plus encore à la qualité de sea membres, ce qui a contribué à orienter son recrutement vers ce qu'on pourrait appeier des personnalités éta-blies. On a donc compté parmi ses membres d'anciens présidents de la Confédération, des parlementaires, des officiers généraux, des diplomates, de hauts fonctionnaires. La risque était réel d'un infléchissement de l'action de la Croix-Rouge par une vision trop . helvétique : du monde. J'ai jugé de mon devoir de le signaler il y a quelques années. Le fléchissement, heureusement, ne fut que momentané.

En fait, quiconque a vécu à l'intérieur du C.I.C.R., en contact direct avec la guerre, sait que les drames humains auxquéis il doit faire face le détachent des préoccupations de politique nationale en le contraignant à se placer dans la perspective fondamentalement différents de la politique humanitaire. C'est pourquoi on peut affirmer que les personnelités qui sont entrées au C.I.C.R. l'ont, pour la plupart, servi et le servent, quelles qu'alent été leurs fonctions antérieures, dans l'esprit de la Croix-Rouge, contribuant par leurs qualités mêmes, leur expérience et leur autorité, à en assurer l'indépendance vis-à-vis de la Suisse et à faire valoir son

rôle d'intermédiaire neutre . Qu'on ne s'y trompe pas. La bourgeoiste qui, au dix-neuvième siè-cie, a créé le C.I.C.R. et l'a fait accepter par les princes et les gouvernements ne défendait pas des intérêts. Son action était une ciment d'une société reposant sur la voionté de vivre en commun et qu'elle élargissait au-delà des frontières de la Suisse à la dimansion de la communauté înternationale. C'est ce civisme qui a transformé - et transforme - des résctions affectives, des émotions collectives en une politique humanitaire raisonnée.

JACQUES FREYMOND.

L'appui de l'opinion

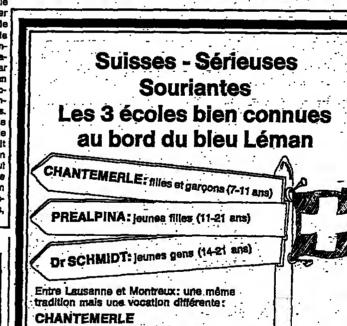
Cet appul de l'opinion et des pouvoirs publics ne conduit pas, et n'a lamais conduit à l'établissement d'un contrôle. Le C.I.C.R. agit en toute indépendance. Une indépendance que la conseil fédéral a toujours pris garde de respecter. On s'est étonné parfols de cette réserve qu'on a cru de facade. Le sentiment de propriété qu'éprouve peuple suisse et la fierté qui s'y ajoute et qui explique la cri-tique dont le C.I.C.R. a été parfois l'objet, auraient pu inciter l'exécutif ou la Parlement à prendre certaines affaires en main. Cela n'a pas été la cas.

En fait, la seule menace qui ait pesé sur le C.I.C.R., en Sulsse, a été celle de la désaffection. Les Sulsses pourraient se tourner vers d'autres institutions humanitaires qu'ils jugaraient plus utiles, plus efficaces. Amnesty international compte de nombreux adhérents. Terre des hommes a suscité un grand élan. Les actions de secours de la Société nationale de la Crobx-Rouge et d'autres organisations religieuses ou laïques ne sont certes pas négligeables.

Une concurrence existe qui est certainement bánéfique. To u t d'abord parce qu'elle contraînt le C.I.C.R. a réagir contre le danger d'isolement que crée la pratique de la dipiomatie discrète : l'appui de galement le C.I.C.R. à se ettuer par rapport aux autres, à redéfinir en permanence sa mission et ses objectifs. Elle l'a sans aucun douts encouragé à prendra des initiatives.

couragé à prendre des initiatives.

Mais elle lui rend également le grand service d'assurer sa liberté de mouvement. Car, si le C.I.C.R. avait disposé d'un monopole de l'action humanitaire et qu'il eût été le seul canal par lequel le peuple suisse aurait pu exprimer son désir et son besoin de venir en gide aux vioumes de guerres et de calastrophes,



Entre Lausanne et Montreux: une men tradition mais une vocation différente:

CHANTEMERLE
accueille filles et garçons (7-11 ans)
l'Institut PREALPINA
les jeunes filles (11-21 ans) et
l'Institut SCHMIDT

les journes gens (14-21 ans)
Vollà pourquoi l'un ou l'autre de ces 3 instituts
est tout naturellement cetul que vous cherchez:
car il s'agit de l'avenir de vos enfants.

Notre personnel enseignant - de haut niveau - s'attache à développer en chacun et chacune les traits distinctifs de caractère et de rayonnement qui conduiront nos jeunes élèves à leur plénitude physique, psychique et intellectuelle. Sur simple demande, toute notre documentation illustrée et nos programmes complets. Etudes primaires et secondaires selon le programme français de 6ème à terminale.

LAC de GENEVE

Ecole CHANTEMERLE - CH-1807 Blonay 16i. (021) 53 11 93 Institut PREALPINA - CH-1605 Chexbres tel. (021) 56 11 84 Institut Dr SCHMIDT - CH-1905 Lutry

téi. (021) 39 51 12

Spécialiste mondial des systèmes informatiques.

NOUS AIDONS LES HOMMES

DE LA CROIX-ROUGE A AIDER

secours que le Comité International de la Croix-Rouge a expédiés cette

rapide et efficace, le Comité International de la Croix-Rouge a choisi de

17.400 tonnes de matériel, 300 tonnes de médicaments, voilà les

Pour gérer cette masse considérable de secours d'une manière

NCR France-Tour Neptune-Cedex 20-92086 Paris-la Défense

NCR (Suisse) - Case postale 579 - 8301 Glattzentrum /ZH -

فكذا من الأصل

THÉATRE

«LA MOUETTE» au Conservatoire

Une mise en scène exemplaire

Au Conservatoire national d'art dramatique, les élèves de troisième année ont joué, du 13 au 15 novembre, la Mouette de Tchékhov, dans la belle traduction d'Eisa Triolet. Cette mise en scène, de Christian Benedetti et Claire Magnin, était neuve, claire, singulière, fidèle, très émouvante.

Peu de pièces sont aussi connues que La Mouette. Le mérite de cette mise en scène connues que la Mouette. Le est de n'avoir pas cholsi un opportunisme (freudien, structuraliste, politique) ou une extra-

opportunisme (freudien, structuraliste, politique), ou une extravagance (dérussification, onirisme décoratif), comme cela se fait si souvent aujourd'hui.

Benedetti et Magnin, avec une finesse et une fermeté pas banales, sont allès tout droit à deux choses essentielles : la vie des paroles qui sont dites là, devant nous, dans cette maison de campagne, et l'univers personnel, extérieurement exprime mais impénétrable aussi, de chacum des protagonistes.

mais impénétrable aussi, de chacum des protagonistes.

Alors, dès les premières
secondes, un petit miracle se
produit : le spectateur oublie ce
qu'il sait de la Mouette, il
oublie l'ensemble d'un scénario,
d'une « machine », et il reçoit.
comme si c'était la première
fols, des impressions vives,
fraiches, fortuites. L'œuvre est
comme libérée d'une brume culturelle, elle acquiert un naturel
de paysage après la pluie.

De grands panneaux peints
verticaux, dans la lignée BonnardVuillard, simples et beaux, des

Vuillard, simples et beaux, des accessoires francs, des costumes accessores francs, des costumes vrais et comme « portès », tout cela signé Marc Denize et Luc Benzald, habitent fragmentairement l'espace et suggèrent, avec nettelé, mais surtout avec liberté et beaucoup d'air, l'âme du lieu, en respectant les réveries, les réflexions.

Dans ces circonstances déten-Dans ces circonstances déten-dues, Benedetti et Magnin font

se lever, comme on dit que des brises se lèvent, une quantité de suggestions, d'idées de détail, qui ne don blent jamais le texte, qui l'éclairent, lui donnent des contrastes. Et comme les acteurs ont choisi des orientations pré-cises, foulliées, riches, pour cha-que personnage, nous savons tout de suite où nons sommes, oni est

cises. fouilièes, riches, pour chaque personnage, nous savons tout de suite où nous sommes, qui est là, et la pièce devient une suite de heurts. d'émergences, vifs et transparents, mystérieux, avec beaucoup de choses qui ne sont pas dites mais qui planent.

C'est une mise en scène exemplaire d'une œuvre rebatiue, qui retrouve sa jeunesse, et, à maintes reprises, sa discrète gateté. Christian Benedetti joue Trigorine, c'est une interprétation remarquable de richesse, d'intelligence, plusieurs plans du personnage étant profilés ensemble. Aurélien Recoing (le docteur). Serguei Raboukine (Sorine), donnent de Tchékhov une vue non convenue, attachante. Jean-Pietre Klein fait voir le jeune écrivain Constantin Treplev un peu comme on imagine Franz Kafka d'après sa correspondance, et ce n'est pas déplacé, au contraire. Le petit point noir est le jeu de Sylvie Orcier (Nina): cette comédienne est trop débutante encore pour agir en grande tragédienns inspirée, et, dans la célèbre scène du dernier acte, elle est mélo, mauvaise, alors que, elle est mélo, mauvaise, alors que, elle serait meilleure.

Cette mise en scène de la Mouette, plus forte et plus vivante que celles que nous avons

Cette mise en scène de la Mouette, plus forte et plus vivante que celles que nous avons vues ces temps-ci dans les « vieux » théâtres, confirme l'excellent travail désormats accompli au Conservatoire: responsabilité, travail, talent, découverte, éclatent à présent dans cette école. Citons en bloc le directeur, les professeurs, les élèves, à l'ordre du mérite dramatique, et remercions-les.

MICHEL COURNOT.

FORMES

LA LOGIQUE DU VISIBLE...

Le vrai peintre surréaliste, c'est Odilon Redon. Chaque fois que l'occi-sion nous est fournie d'un nouveau contact avec ses rèves (1), cette convicaux commus ness que les visions fanprofondeurs combien plus authentiques que l'insolite cultivé pour l'insolite. Pent-ètre est-ce son souci de sublimer rendue, de meure, diszir-il, « la logique du visible au service de l'invisible », qui donne son plein sens à l'adjectif surréel. Il est vrai qu'il n'y a rien de viscéral la-dedans, rien qu'une sura spirituelle enveloppant annur les figures astriques. Et il y en a! Voyez, ou revoyez les dessins inspirés, la Marique, le double profil d'Eroaston, et ces arbres campes dans leur solinide, et Pégase captét, les personnages wagnériens, les six estampes de Songes, dont les légendes s'accordent avec l'idéal mallarméen, comme le révèle Sophie Monneret. Ces crayons, ces fusains, ces sux contours ners qu eles visions fan-conleur — une couleur qui éclate au demeurant dans les pastels et leurs lumineux bouquets.

Sans vouloir ecraser Luc Gerbier (2) sous le poids d'un tel rapprochement, je trouve que dans ses gravures le fantastique nait aussi, et très simplement, des éléments naturels transfigures, du duel sans merci du noir et du blanc. Paysages de mer ou collines d'Espagne, on maint autre aspect du moode visible, tout traduit, du moins je le resseus ainsi, les remous d'une agiration intérieure. Les roiles (Gerbier est également peintre), d'une palette plaisante et moins contrastée, reflètent d'autres états

I.-P. Hamer (3) vs. de l'avant sans se préoccuper d'où le vent souffle ni raindre d'être traité de rétrograde, parce qu'avec un arr affermi il persiste à peindre des pommes, des oranges en leur coupe, des intérieurs et des extérieurs dont il éternise les formes lisibles dans l'ambiance d'un calme troripeur. Une sourde inquiérade, une tension quari doulourense les habitent. Ce sont elles sans doute qui provoquent des déchirures plus ou moins accusées dans des toiles colorées de préférence en demi-teintes : une intimité qui n'est pes aure chose que le langage un comr. Langage su second degré. Je ne suis en effet pas loin d'interpréter ces objets plutor comme des signes. Et puis, dans ces ceuvres intemporelles font

irrupcion des détails qui soudain les actualiseut : lampes ou fils électriques, appareils téléphoniques, tuyaux d'arrosage... Le roux baignant dans une atmosphère japonaise avonée. Hamer ne s'en cache pas. Deux ans d'un travail opiniatre se sont poursuivis parallèle-ment avec un approfondissement de la culture nippone, littéraire et picturale. Non pastichée, mais assimilée.

est de ure grande classe. Je dois l'avoir déjà dit l'autre année, et je voudrais le répéter avec plus de force, car ses sableaux récents, de même que ses encres et ses gousches, me semblent entore supérieurs aux précédents. On est fasciné par les vastes paysages — car ce sont, ce furent des paysages, n'est-ce pas: du moins on a le droit de les imaginer ainsi - ces écendres arides duremen éléments décomposés, parfois dominées par de rocheuses pyramides trouquées, par de rocheuses pyramides trouquées, ouveries sur des flaques bleues, et qu'animent des accords jaune indien. Roideur apparence : un ceil un pen autenti sera surpris par le raffinement extrême des gris qui envahissent, comme des nuages qui passent, les interstices de cer univers minéral éclaire de sa propre lumière. De a être peu à peu et socilement maîtrisé, l'arr de Claude Georges u'a rien perdu de son ardent dynamisme. Au contraire.

(167,5 × 167,5 cm.) que présente le jeune peintre québécois Richard Mill (5) sont élaborées sur un canevas identique : carré coupé en deux par une disgonale, et cette sire, celle de gauche, divisée à son tour par l'autre disgonale, divisée à son tour par l'autre diagonale stoppée en son milieu en deux nouveaux triangles. La rigueur même d'une telle armature laisse le champ libre à la creation, à cinq compositions différences d'une coloration subtile, à l'airemance ou mouvantes de l'émotion. Le cérébral et

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Le Bateau-Lavoir, 18, rue de eina. (2) Chez Claude Hemery, 3, place u Marché Sainte-Catherine. (3) Galerie Coard, 12, rue Jacques-(4) Galerie Regards, 40, rue de l'Université. (5) Centre culturel canadien. 5, rue de Constantine.

MUSIQUE

OUVERTURE DE L'OPÉRA DU NORD

Création du « Nez » de Chostakovitch à Tourcoing

On s'étonnera peut-être que la création française du Nez, opéraboujle de Chostakovitch, a après Gogol, ait eu lieu au Théatre de Tourcoing, mais cette ville, dotée d'une municipalité dynamique, a organisé cette année un « automne culturel » de quarante-quatre manifestations originales parallèlement au Festival de Lille, avec en particulier un cycle très remarquable de films hyriques.

Cette création marque surtout

Cette création marque surtout les débuts d'une entreprise ambitieuse, l'Opéra du Nord, subventionnée par les communes de Lille, Roubaix, Tourcoing, le conseil général du Nord et le conseil régional, pour doter este puissante agglomération d'un instrument lyrique de qualité. Cet Opéra, dirigé par Elie Delfosse, présente l'originalité de jouer dans quatre sailes ayant chacune sa vocation propre. Le Thédire Sébastopol sera consacré (au moins dans un premier temps) à l'opérette, le Grand Thédire de Lille aux opéras, tandis que Roubaix sera le centre de l'activité chorégraphique et Tourcoing le siège de l'Atelier lyrique et de création.

Ce premier spectacle était placé Cette création marque surtout

lier lyrique et de création.

Ce premier spectacle était placé sous le signe de l'espoir, car il était présenté par l'Atelier lyrique du Rhin, un précurseur en l'espèce, dont l'activité et la renommée ont largement dépasse, sous la direction de Pierre Barrat, les limites de Colmar où il est implante, et qui a réussi à allier des spectacles de recherche hardis (Aperghis, Pousseur) à des jètes musicales pour un vaste public.

Pierre Barrat a monté pour

Pierre Barrat a monté pour Tourcoing un speciacle plein de vitalité et d'humour, de grand relief scénique et musical.

relief scénique et musical.

Chostakovitch n'a que vingtquatre ans quand il écrit le Nez (1928). Il adore Prokofieo, Hindemith, Millaud et vien d'autres. Il pense qu'être révolutionnaire en politique c'est l'être aussi en ari, et se lance avec frénésie dans cette satire des fonctionnaires, des bureaucrates, de la police et des puissants, écrite par Gogol près de cent aus plus tôt. Mais sans doute lui-même a-t-il manqué de nez, car ces honorables corporations existent toujours dans la Russie d'Octobre. Son opéra est accueilli froidement, accusé de

formalisme, d'excentricilé scénique, d'illogisme affecté et comparé aux sabus hideux des cubistes s. C'est le premier des rappels à l'ordre qui falonneront sa carrière de musicien officiel, soumis mais finalement désespèré.

Ici, on le retrouve en liberté, joyeux, pugnace et dévorant la musique à belles dents : l'écriture perçante, repide, d'une précision cinématographique, fait mouche à tout coup docc ces courses boutfonnes, ces contrepoints ironiques d'instruments inattendus, ces solos de percussion trépidants. ces dialogues parodiques de personnages boutfis d'orguel, ces images-éclairs de joules en prière ou de promeneurs désœuvrés, des portraits aigus comme du Moussorgeky, sarcastiques comme du Prokoțieo. Le nez; emblème de la respectabilité perdue par un major qui le poursuit à travers mulle aventures droitiques, agit comme une sorte de révêlateur de la société et la met en péril.

Dans un décor de miroir narquois planté par Yannis Kokkos.

met en péril.

Dans un décor de miroir narquois, planté par Yannis Kokkos, Pierre Barrat fait surgir de l'ombre des scènes rapides, expressionnistes à la manière de Wozzeck, avec quantité de personnages (pas moins de vingi-huil) typés en un instant et comme décolqués sur la musique. Le spectacle a encore besoin d'être rodé tant au point de vue vocal que gestuel : certaines scènes sont peu intelligibles et devrant être explicitées, mais le ton est donné, celui d'un burlesque à la manière des Marz Brothers, avec parfois une âpreté très particulière et foncièrement russe.

Tous les chanteurs de l'Atelier

lière et foncièrement russe.

Tous les chanteurs de l'Atelier lyrique du Rhin doivent être associés dans le même éloge. Ives Prin a merveilleusement dirigé cette œuvre dans des conditions difficiles, avec l'orchestre de l'Opéra du Nord en pleine reconstruction, où l'on a particulièrement admiré le brillant percussionniste.

JACQUES LONCHAMPT.

A Dernière représentation le 25 no-vambre, à 15 h. 30. Le Nez sera repris en Alsace, ainsi qu'au Festival de Nanterre en février. Prochain spec-tacle de l'Opéra du Nord: le Trou-bère, mis en soène par Jean - Claude Auvray à Lille, le 7 décembre.

CINEMA

Mort de l'actrice Merle Oberon

L'héroine des « Hauts de Hurlevent »

L'actrice américaine Merle Oberon est morte à Los Angeles, vendredi 23 novembre, d'une crise cardiaque, à l'age de soixante-huit ans. Le grand rôle qui vient tout de

Meris Oberon est celui de Cathy dans les Hauts de Hurievent, film tourné par William Wyler en 1938. Elle était alors une actrice célèbre. Mais son Interprétation de l'héroine d'Emilie Bronte ful donna une gioire internationale, qu'elle porte ensuite un peu comme une légende.

Fille d'un officier de l'armée britannique, Estelle Merie O'Brien on naquit à Hobart en Tasmanie le 19 février 1911. Sa famille s'établit aux Indes en 1918 et alle fit ses premières études d'art dramatique à Calcutta. A seize ans, elle vint à Londres s'inscrire dans une école de danse et y débuta à l'élégant Caté de Paris du West-End. Figurante dans un film, elle attira, en 1931, l'attention du producteur et réalisaur Alexandre Korda, Hongrois ēmi-

qui était en train de se bâtir y empire cinématographique. Il lui ontia de petits rôles, lui signa un ontrat de cinq ans et la lança sous nom de Merie Oberon dans sa /ie privée de Henri VIII (1933), où elle joua Anne Boleyn, une des épouses du roi incarné par Charles

Brune, les yeux un peu étirés, iolie. gracile, Merie Oberon, Iaçonnée par Korda — il s'était épris d'elle et l'épousa en 1939. — lut envoyée par lui à Hollywood, où quelques films

STYX - LA CLEF OLYMPIC ENTREPOT



lut Interrompu, Merie Oberon aya idéale dans ce film d'ailleurs su fait? Elle y eut de bons moment tinguée, pour exprimer la passion

La sulte de sa carrière, pendar On en retlendra Lydia de Julies vie de Chopin où elle lut une blei curleuse George Sand), Berlin Express de Jacques Tourneur (1948) Vingt-Quatre Heures de la vie d'une fond de mon cœur de Stanley Dones

Divorcée, en 1945, d'Alexandr Korda, Merie Oberon avait épous Per la suite Lucien Ballard, directe de la photographie de films améri-cains, l'Industriel italien Bruno Paglia et l'acteur Robert Wolder, qu'elle evait connu lors d'un retour à l'écran en 1974. — J. S.

E L'ATAC (Association technique pour l'action culturelle), que M. Jean-Philippe Lecat envisagnai de décharger d'une partie de ser fonctions (le Monde daté 38 septembre-l= octobre) annonce, apre-une entrevue entre ses représentants et le ministre de la culture et d la communication, qu'elle va procéder, avec le ministère, à « un bilan » et à « l'étude de missions nouvelles » avant de préparer pour 1981 une « refonte générale ». Elle indique que M. Lecat la reconnaît comme « une association indépendants de concertation, de réflexion, de services techniques de la décentralisation et de l'action culturelle ».

. I .Les trente comités d'entrepris

(dont ils étaient trois, de Willian Wyler, 1936) lui assurèrent sa popu-larité. En 1937, Korda la rappela à Londres pour être Messaline auprès de Charles Laughton dans | Claudius réalisé par Joseph von Stemberg. Ce ilim très ambitieux, au budget élevé, été victime d'un grave accident d'automobile. Korda refusa de la remplacer et arrêta le tournage. L'enné sulvante, elle trouva la consécration à Hollywood dans les Hauts de Hurievent, film produit par Samuel Goldwyn et où elle eut pour partenaire Laurence Offivier. Fut-elle la Cathy romantiques, mais il semble qu'elle ait torcé sa nature, sa réserve dis

sauvage de ce personnage hors de Plus de vingt ane, fut assez banale Duvivier (1942), Jack l'Eventreur de John Brahm (1944), la Chanson di souvenir de Charles Vidor (1945, une

e de Victor Saville (1951), Au

qui avaient projete d'organiser leurs arbres de Noci sous le chapiteau de l'Americau Circus protestent confre a la désinvolture avec laquelle le ministre de la culture et de la com-munication a refusé le 28 novembre l'autorisation de mandée en l'ul in pour l'installation de l'American Circus sur la pelouse de Reulily n (le Monde du 23 novembre). Ce cirque devait donner une série de representations pour environ cent mille enfants, NOTES. Cinéma

> « Dracula » de John Badham

Après Travolta, Dracula, John Badham, qui fit naguere vibrer les foules avec la Flèvre du samedi soir, cherche ici à les faire frissonner en racontant, après tant d'antres, la très épouvantable histoire du vamnire des Karnates.

Cette fois, c'est en Angleterre, dans un château gothique, couronné de nuages et battu par la vent, que le sinistre comire accompilt ses for-faits. Maigré l'intervention d'un médecin qui ne cesse de brandir des crucifix à l'approche du monstre, deux demoisles du mellieur mondo sont victimes de ses morsures. À la fin du film, prucula file un mauvais coton : criblé de balles de révolver, happé dans le dos par un crochet de fer, il n'échappe au pieu fatal qu'en s'envolunt dans les airs. Bonne sé-quence, la scule où un peu de fan-taiste et d'humour éclairent le récit. Spécialisto du rôle au théâtre, Frank Langella compose un Dracula désinvoite et en joieur dont on s'étonne qu'il ait de si mauvais pen-chants. Les ieunes filles mordnes sont mignoupes. Sarprise majeure du film: l'interprétation de Lau-rence Olivier. Sous les traits du médecin, ce grand acteur nous révèle qu'il peut être exécrable.

JEAN DE BARONCELLI. . Voir les films nouveaux.

Danse

Dana Reitz et Deborah Hay

Soirée contrastée à la Chapell de la Sorbonne en raison même de la diversité des deux dansenses invi-tèrs. Dana Reita d'abord. On sa sonvient de ses avancés et reculés souvient de ses avances impe: arbables dans « Sinstein on the Beach ». A la Sorbonne; avec nantalons 52, tunique rose et ses par bouffants mauves, elle semble des-cendre tout droit d'un tableau qui lui sert de fond de scène, une vaste fresque gesticulatoire : « la Théo-

logie 3.

Dire que Dana Reits danse i Elle bouge plutôt, mais elle bouge blen. C'est une anite de phasses plus ou moins longues, entrecoupées de pauses. L'attaque est brutale; la geste ses, L'attaque est brutate; la grace bondit et cingle l'espace comme un coup de fouet. Pendant la yanse, la dansense se concentre, ramasse, son esprit, puis repart de nouveau à la manière d'un calligraphe Japo-

un seul coup de pinceau. Deborah Hay se situe any anti-podes. Vêtue d'un pyjama jaune vif, une fleur rouge dans ses cheveux houclés, elle ferait plutôt penser à queique vahiné. Une sensualité emane d'eile, qui n'est pas habituelle dans ces performances. Son solo est une vraie danse, avec une recherche de rythmes, de pas, de couleurs, et un manière un peu naive de retourner aux gestes pri-mitits, d'osciller comme un cisezu ivre, de se laisser posséder par le mouvement qui n'est pas sans charma. Bill Jeiters l'accompagne au

MARCELLE MICHEL

* Chapelle de la Sorbonne, 24 no-vembre, 20 h. 30.

Variétés

Nicoletta

A Bobino, Nicoletta presente le A BODINO, Pricultie interior and meilleur spectacle qu'elle alt jamais offert. Sûre d'elle-même, souple comms un félin, maîtrisant, en o professionnelle, ses moyens, tempérament et la tessiture son temperament et la testiture exceptionneile d'une voix considérée comme un instrument et utilisée avec intelligence, épousant une large gamme d'émotions, jouant l'éclat, s'appuyant sur un selide sens du rythme, Nicoletta montre une vitalité épaneule dans des ballades, dans des rengaines bien fice-lées et d'une qualité an-dessus de la moyenne, dans un bon rock tra-ditionnel qu'elle enière haut la

Son tour de chant bien ordonné, vif. mis en scène avec juste ce qu'il fant de l'oritures, est un hon-heur. Nicoletta prend elle-mente un énorme plaisir, et elle fait vite oublier aux spectateurs la médiocrité de la première partie.

CLAUDE FLEOUTER * Bobing 20 h. 30.

ROCK

Kockpile et les Modettes

trement de l'émission Charps ont précédé la prestation des Strau-giers la semaine dernière, a lieu désormais devant une audience restreinie, — un concert de Rockpile atteint la perfection et apparaît comme ce que l'on peut catendre de plus affirmé dans la tradition du rock'n roll blanc. Rockpile, c'est l'association opportune et essential ement scénique de deux masiciens, Nick Lowe (basse et chant) et Dave Edmunds (guitare et chant) — sug-mentée d'un guitariste et d'un batteur — qui caregistrent des disques sous leurs noms respectifs pour deux compagnies discographiques distinctes : par ailleurs, Nick Lowcomme l'an des producteurs les plus astucieux avec des gens tels qu'Elvis Costello. Deux musiciens anglais qui

participent à la légende du rock'n roll dépuis plus d'ans décennie et commencent à consaître un succès substantiel and Stats-Unis. Its out assimilé en profondeur, au Ils out assimilé en profondeux, au fil des aus, les principales tendraces, blues, rhythm'n blues; country, quiont marqué cette musique. Rockpile a su retrouver la magie du début des aunées 88, celle des Heatles, des Kings, sans pour antent tomber dans le pastiche. Ou réconnaît le goût de Nick Lowe pour un esprit poy dans les thèmes, in richesse des harmonies, les subdités d'exécution. De som côté, Dave Edmunds révèle l'influence des plouniers du rock'n roll fluence des plouniers du rock'n roll avec un jeu de guitare plus nerveur. Bockpile exécute la version de g Jalibouse Rock » la plus milsfairante, pour ne pas dire la senie Tout est là : le balancement sen-suel sur un tempo dépoullé, les riffs tranchauts comme la lame d'un campe-choux et les trémoles dans la voir. Les Modettes ont donné den

concerts les 22 et 21 povembre aux Bains-Douches, Quaire filles qui ont ACTION RÉPUBLIQUE

Comme on a pu le constater le profité du retour de le vague undi 19 novembre pour l'enregis- « Mods » en Angieterre pour prendre des instruments et former un ui, en raison des échauffourées qui groupe. C'était intéressant en 1977, c'est désespérant aujourd'hui, d'autant que l'énergie ne sert même pius de support. Les compositions sont seus substance, les musiciennes sont sans substance, les magicirmes sont plutôt laides et n'out même pas l'excese de gavoir jouer, ou peut-être est-ce l'inverse? Heureusement, elles n'ont pas encore enregistre.

† Discographie : Nick Lowe chez ladar (distribution WEA) ; Dave idmunds ches Swensong (distribu-

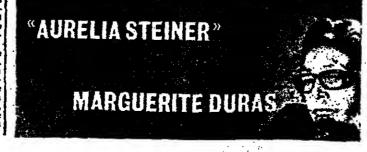
ALAIN WAIS.

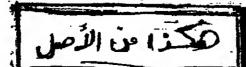
CALENDRIER

Edwin Star, le mardi 27 novembre, au Palace; Bill Haley, le mercredi 28 novembre, à 22 h. au Palace; Pierre Moerien'sgong, le 29 novembre, au Bataclan; « Mama, » Bea Tekleiski, le 29 novembre, à Strasbourg (Hall Tiboli), le 30, à Mulhouse (Maison de la culture), le 2, à Audincourt (Foyer numicipal); ACDC. le 6 décembre, à Metz (Parc des expositions), le 7, à Reims (Palais des sports), le 8, au Pavillon de Paris; John Mar-Edwin Star, le mardi 27 noveman Pavilion de Paris; John Mar-tyn, le 6 décembre, à 19 h. 30, au Bataclan; Talking Heads, les lundi 10 et mardi 11 décembre, au Palace.

Cartoucherie, sons chapiteou LES. CLOWNS . MACLOMA prolongent lear spectacle - DARLING DARLING . jusqu'au 27 povembre Réservation : 365-91-40









JAZZ A LA CHAPELLE DES LOMBARDS à 20 h. 30

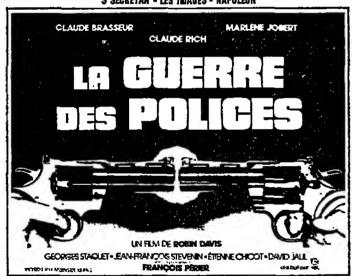
Jean-Pierre MAS (piano) Cesarius ALVIM (contrebasse)

Paulo LAJAO (batterie)

62, rue des Lombards - 236-65-11

Jusqu'au 27 novembre

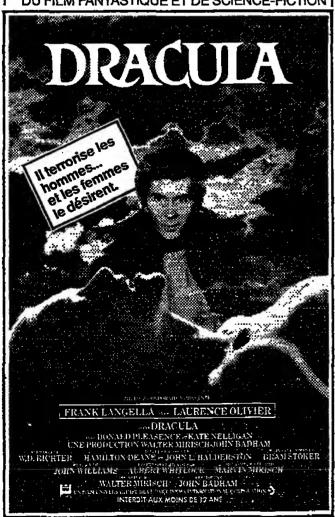
DGC NORMANDIE - REX - CAMED - UGC OPERA - UGC DANTON RRETAGNE - MISTRAL - UGC GOBELINS MAGIC-CONVENTIOR - UGC GARE DE LYON - 3 MURAT 3 SECRETAN - LES IMAGES - NAPOLEON



PARLY 2 - C2L ST-GERMAIN - MELLES MONTREUIL - CARREFOUR PANTIN ARTEL ROSNY - ARTEL NOGENT - ARTEL CRETEIL - FLANADES SABGELLES - ARGENTEUIL FRANÇAIS ENGHIEN - PARAMOUNT LA VARENNE - BUXY VAL DYERRES CERGY PORTOISE - ARCEL CORBEIL - MEAUX 123 - DOMINO MARTES - ULIS 2 ORSAY

PARAMOUNT CITY, y.o. - BOUL'MICH, v.o. - PARAMOUNT OPÉRA, v.f. PARAMOUNT MAILLOT, v.f. - PARAMOUNT MONTPANASSE, v.f. PARAMOUNT ORLÉANS, v.f. - PARAMOUNT GOBELINS, v.f. PARAMOUNT MONTMARTRE, v.f. - PARAMOUNT MARIVAUX, v.f. CONVENTION SAINT-CHARLES, v.f. - PASSY, v.f.

SÉLECTION OFFICIELLE FESTIVAL INTERNATIONAL DE PARIS DU FILM FANTASTIQUE ET DE SCIENCE-FICTION



LA CELLE-SAINT-CLOUD Paramount Elysées 2 - ORLY Paramount LA VARENNE Paramount - BOUSSY-SAINT-ANTOINE Buxy - NEUILLY VILLENEUVE Artel - NOGENT Artel - MONTREUIL Méliès

SPECTACLES

théâtres

Les salles subrentionnées

et municipales Opéra (073-57-50): Sylvia (sam., 19 h. 30); Concert (dim., 18 h. 30); Récital Pavarotti (dim., 20 h. 30). Salle Favart (742-59-68): Solrée Stockhausen (sam., 20 h.). Comédie - Française (296-10-20): le Misanthrope (dim., 14 h. 30); le Misanthrope (dim., 14 h. 30); le Misanthrope (dim., 14 h. 30). Chaillot, Grand Théâtre (727-81-15): Gligameah (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.). — Gémier (505-14-50): le Pic du Bossu (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.). — Gémier (505-14-50): la pic du Bossu (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.). T.E. F. (797-96-06): On he badine pas avec l'amour (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.). Petit T.E.P. (797-96-06): Karl Valentin (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Valentin (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Centre Pompidon (277-12-33): Pilms documentaires sur P. Soulages, C. Bryen et H. Hartung (sam. et dim., 15 h.). — Theatre: ia Dame au petit chien, de L. Kolinski (sam. et dim., 15 h. et 20 h. 30).

Carré Silvia Moniori (531-28-34): Cirque Gruss à l'ancienne (sam., 16 h. 30; dim., 14 h. et 16 h. 30); la Fourmi dans le corps (sam., 21 h.; dim., 17 h. 30).

Théatre de la Ville (274-11-24): Anna Prucnal (sam., 26 h. 30; dim., 14 h. 30).

Centre culturel du Marnis (278-68-65): Magnum (Japanese Modern Dance Theater) (sam., 20 h. 30).

Les autres salles

Aire libre (372-70-78) : Croix de sang (aam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.) ; Saile d'attente (sam., 22 h.; dim., (aam. 20 h. 30; dim., 17 h.); Salie d'attente (sam., 22 h.; dim., 18 h. 30).

Antoine (208-77-71) : le Pont Japonais (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).

Athénée (742-67-27) : la Fraîcheur de l'aube (sam., 21 h.; dim., 15 h. 30 et 21 h.).

Bouffes - Parisiens (298-60-24) : le Charlatan (sam., 21 h.; dim., 15 h.).

Cartoucherie de Vincennes, Théatre de l'Aquarium (374-99-61) : Pépé (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théatre du Soleli (374-24-08) : Mépphisto (sam., 14 h. 30 et 20 h.; dim., 15 h. 30).

Emera d'art ceitique (254-97-62) : Barzaz Breiz (sam., 30 h. 30).

Clié internationale (559-38-69), Grand Théatre : le Mariage (sam., 20 h. 30).

Clié universitaire, a uditorium Deutsch-de-la-Meurine (589-38-33): les Caprices de Mariane (sam. et dim., 20 h. 30).

Clié universitaire, a uditorium Deutsch-de-la-Meurine (589-38-33): les Caprices de Mariane (sam. et dim., 20 h. 30).

Clié universitaire, a uditorium 15 h.).

Dannou (261-69-14) : S.O.S. Tendresse (sam., 16 h. et 21 h.; dim., 15 h.).

18 h.).

Bdouard-VII (742-57-49): le Piège (sam. et dim., 21 h.; dim., 15 h. 30).

Basgion (278-48-42): Audience; Vernissage (sam., 21 h.).

Foutains (874-74-40): Avec Colette (sam., 18 h. 30); les Jeonne (sam., 21 h.). (sam., 18 h. 30): les Jeanne (sam., 21 h.).
Forum des Halles (297-53-47): Tit Bonhomme l'est pas très mort (sam., 20 h. 30).
Gymnase (246-78-79): No man's land (sam., 20 h. 30).
Huchette (325-38-99): la Cantatrice chauve: la Leçon (sam., 20 h. 30).
Il Teatrino (322-28-92): la Malade par amour (sam., 21 h.; dim., 15 h. 30).
La Bruyère (874-75-99): Un rol qu'a des maiheurs (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Lucennaire (544-57-34), Théatre noir : les Epiphanies (sam., 13 h. 30); Stratègie pour deux jambons (sam., 20 h. 30); la Poube (sam., 22 h. 30). — Théàtre rougs: Marie de l'Incarnation (sam., 19 h.); Série blême (sam., 20 h. 30); A la nuit la nuit la muit tam., 22 h. 35).
Madeleine (265-07-09): Tovaritch (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Maison des Amandiers (293-54-39): les

Maison des Amandiers (233-54-39) : les Mystères de Marseille (sam., 21 h.). 21 h.).

Mathurins (285-35-02) : les Prères
ennemis (sam., 20 h. 30; dim.,
1S h.).

Michel (285-35-02) : Duos sur canapé 18 h.).

Michel (285-35-02): Duos sur canapé (sam., 21 h. 15; dim., 15 h. 15 et 21 h. 15).

Michodière (742-95-22): Coup de chapeau (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. to 20 h. 30).

Montparnasse (320-89-90): les Larmes amères de Petrs von Kant (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Nouveautés (770-52-76): Un clochard dans mon jardin (sam., 21 h.; dim., 16 h. et 19 h.).

Oblique (355-02-94): Un garçon de chez Very; Embrassons-nous Folleville (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).

hiver (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).

hiver (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).

Orsay (548-38-53): Zadig (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30);

Apparences (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Palais des congrès (758-27-78): Danton et Robespierre (sam., 15 h. 30

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

 LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures. sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 24 - Dimanche 25 novembre

et 20 h. 45; dim., 14 h. 30 et 18 h. 30).

Palais des glaces (607-49-93): Lionel Bocheman (sam., 20 h. 45).

Palais-Royal (297-59-51): le Tout pour le tout (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30). Piaisance (320-00-06) : Un auteur nommé Tennassee (sam., 15 h. et 20 h. 30, dernière). Poche (548-92-97) : Neige (sam., 20 h. 30 et 22 h. 15; dim., 15 h. 30).
Potiniëre (261-44-16) : Le Volcan de la rue Arbat (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Ranciagh (288-54-44) : le Monstre du lac (dim., 20 h. 15) ; Square Cour-teline (dim., 15 h.).

Théatre des Deux-Portes (296-27-86):
Miguel Manara (dim., 14 h. 30).
Studio-Théatre 14 (700-19-31): les
Contes du chat perché (sam.,
20 h. 30).
TAI - Théatre d'Kssai (274-11-51): la
Métamorphose (sam., 20 h. 45;
dim., 15 h.). dim., 15 h.).
Théatre d'Edgar (322-11-02) : B. Garcin (sam., 20 h. 45).
Théatre 18 (223-09-27) : les Chaises (sam. et dim., 20 h. 30).
Théatre du Marais (278-03-53) : les Amours de Don Perlimpin (sam., 20 h. 30).
Théatre-en-Bond (387-38-14) : Sylvie Joly (sam., 21 h.)
Théatre-Marie-Stuart (508-17-80) : Est-ce que tu m'aimes ? (sam., 20 h. 30) : la Sainte Trinité (sam., 22 h. 30).
Théatre 13 (250-13-54) : la Belle Sarrasine (sam., 21 h.).
Théatre de l'Union de Paris (770-90-94) : Ubu (sam., 30 h. 45; dim., 16 h.).
Tristan-Bernard (522-08-40) : Comédie pour un meurtre (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Variétés (233-09-92) : la Cage aux folies (sam., 20 h. 30); dim., 15 h. et 18 h. 30).
Le 28-Eue-Dunois (584-72-00) : les Isons et les Millques (sam., 23 h.).
Festinal Poutonese. Théâtre d'Edgar (322-11-02) : B. Gar-

Festival d'automne 298-12-27

EXPOSITIONS

cousee d'art moderne : Tendan-ces de l'art en Prance, 1968-1978-79 (sam. et dim, de 10 h. à 17 h. 45) Chapella de la Sorbonne : Ecri-tures musicales (sam. de 12 h. 30 à 18 h ; dim., de 11 h. à 17 h.)

MUSIQUE Chapella de la Sorbonne : Dana Reitz, Deborah Hay (sam., 20 h. 30) : C. Heiffer (Debussy, Stockhausen, Manoury, Bee-thoven) (dim., 18 h)

THEATRE

THEATRS

Chaillot: Gligamesh (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.)
Cartoucherie, Théatre de la Tempète (328-35-36): Andalucia Amarga (Cuadra de Séville) (sam., 20 h. 30; dim., 16 h.)
Centre Pompidou: la Dame au petit chien (sam. et dim., 16 h. et 20 h. 30).
Porte-Saint-Martin: Dom Juan (sam., 14 h. 30); le Tartuffe (sam., 20 h. 30); le Masanthropa (dim., 14 h. 30)
Centre américain: Stuart Sherman (sam., 21 h.)
Gennevillers, Théatre: Et pourtant e silence ne pouvait être vide (sam., 20 h. 45; dim., 17 h.)
Nanterre, Malson de la culture: Nanterre, Maison de la culture : C. de Heidelbronn (sam., 21 h.; dim., 16 h.)

DANSE Théatre des Champs-Elysées : Ballet national de Cuba (sam., 20 h. 30; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).

La danse

SAUMORT COLISEE VO . ELYSEES LINCOLN VO . QUARTIER LATIN VO . QUINTETTE VO

LES PARNASSIENS 70 - 14 JUILLET BASTILLE VI - 14 JUILLET BEAUGRENELLE VI MONTPARNASSE PATHE VF - FAUVETTE VF - GAUMONT SUB VF - LES NATION VF SAUMONT BERLITZ VF - CLICKY PATHE VF - GAUMONT LES HALLES VF

GAUMONT presente

UN FILM DE LUIGI COMENCINI

LE GRAND

EMBOUTEILLAGE

ALBERTO SORDI • ANNIE GIRARDOT FERNANDO REY • PATRICK DEWAERE

ANGELA MOLINA . HARRY BAER

MARCELLO MASTROIANNI STEFANIA SANDRELLI

UGO TOGNAZZI MIOU MIOU GERARD DEPARDIEU

PARLY 2 VF - ASHIERES Tricycle VF - THIAIS Bolle Epine Pathé VF - EVRY Gament VF CHAMPIGNY Mottiché Pathé VF - RUEIL Ariel VF - ENGHIEN Français VF LE BOUBSET AVIATIG VF - AULINAY PARIOOF VF - ARGENTEUIL VF

Galerie A. Oudin (271-83-85); M.-C Cheorghui (sam., 19 h. 30) Palais des sports (323-40-10): Man-fred (sam., 15 h. et 20 h. 30; dim., [7 h.] Théatre Oblique (355-02-94): Ballets de la Cité (aam. et dim. 20 h. 45) Théatre d'En-Face (238-16-78): Dou-ble sans unique (aam., 20 h. 30)

Les concerts

Lucernaire: S. Milbert, M. Motts, R. Cl. Barros dos Santos (Villa-Lobos) (sam., 18 h. 30); Ensemble Tétrapoly (Haydn, Mozart, Beetho-ven, Martinu, Debussy) (sam., 21 h. 20).

21 h. 20).

Grand Palais: A. Ruiz-Pipo (Albeniz, Ohana) (sam., 15 h.).

Salle Gaveau : Quatuor Emetana.

J. Tailch (Mozart, Dvorak, Feld)
(sam., 17 h.); Orchestre des
Concert Colonne, dir. H. Yazaki,
sol. R. Ricci (Bizet, Sarratase,
Paganini, Schumann) (dim., 18 h.). Théatre d'Orsay : Vermeer Quartet (Schubert, Bartok) (dim., 10 h. 55). Notre-Dame : M.-B. Cadiot (Beath, Franck, Dupré, Grünewald) (dim., 17 h.45). Franck, D 17 h. 45).

Salle Pleyel: Orchestre et Chorale
P. Kuentz. Chorale A. Roussel
(Vivaldi) (dim., 17 h. 45).
Conciergerie: Musique de l'Inde du
Nord (sam., 17 h. 45).
Théâtre des Champs-Elysées:
Orchestre nalional de France, dir.
L. Mazel (Mozart) (sam., 17 h.);
Orchestre B. Thomas (Bach) (dim.,
17 h. 45).
Relise Saint-Mozart 17 h. 45). Eglise Saint-Thomas-d'Aquin :

M. Leclerc, orgue (dim., 17 h. 45).
Eglise des Billettes : Lleder Quartet.
C. Ivaldi, N. Lee (Brahms) (dim.,
17 h.).

Egise des Billettes: Lieder Quartet.
C. Ivaldi, N. Lee (Brahms) (dim., 17 h.).

Egise Saint-Julien-le-Pauvre:
W. Parrot, C. Zibi (Bach, Talemann, Bartok) (sam., 20 h. 45).

RCAM, Espace de projection:
Ensemble intercontemporain, dir.
P. Eötvos, V. Globokar (Machover, Wessi, Globokar, Gersso, Causse) (sam., et dim., 20 h. 30).

Egise Saint-Merri: Kibbutz Chamber Orchestre (Haendel, Mozart) (sam., 21 h.); (Mozart, Bach, Schubert) (dim., 18 h.).

Centre culturel de la Rose-Croix:
J.-C. Pennetier (Bach, Beethoven, Soriabine, List) (sam., 20 h. 30).

Heure musicale de Montmartre:
G. Joly (Rameau, Dutiliux, Bartok) (sam., 17 h. 45).

Théâtre-en-Eond: Quattor Parennin (Bartok) (sam., et dim., 18 h.).

Salle de l'Ancien Conservatoire:
S. Rose (Porqueray, Duphly) (sam., 21 h.); H. Dreytus (Couperin, Scarlatti) (dim., 18 h.).

Scarlatti) (dim., 18 h.).

Musée d'art moderne: Quattor Margand (dim., 18 h.).

Hôtel Héronet: E. Matiffe, B. Berstel (Couperin, Bach) (dim., 18 h.).

Hôtel Héronet: E. Matiffe, B. Berstel (Couperin, Bach) (dim., 18 h.).

Eglise luthérienne de la Rédemption:
Chorale de Pentemont, dir. E. Oelschläger: Enzemble 12 (Bach) (dim., 17 h.).

Jasz, pop', rock. folk

Jasz, pop', rock, folk

Campagne - Fremière (222-75-93):
Biackstage (sam., 20 h. 30); M. Edelin (sam., 22 h. 30); M. Edelin (sam., 22 h. 30).
Cavean de la Huchette (328-65-05):
B. Vasseur et F. Guin Quartet (sam. et dim., 21 h. 30).
Cavean de la Montagne (354-82-39):
M.-A. Martin, Ph. Lacarrier (sam., 22 h.).
Chapelle des Lombards (328-65-11):
C. Alvim. J.-P. Mas, P. Lajao (sam., 22 h.).
Dreher (233-92-80): C. Escoude (sam., 22 h. 45).
Dreher (233-92-80): C. Escoude (sam., 22 h. 45).
Galerie (261-38-94): Hamsa Music, avec Sonny Grey (sam., 21 h. 30).
Gibus (100-78-88): Eudi (sam., 22 h.).
Golf Drount (170-47-25): Hibiscus 22 h.).

Golf Drouot (770-77-25): Hibisons (sam., 22 h.).

Palace (246-10-87): Billy Lee Riley at Warren Smith (sam., 14 h.).

Patio-Méridien (758-12-30): Dorothy Donegan (sam. et dim., 22 h.). Pavillon de Paris (205-44-12) : Johnny Hallyday (sam., 16 h. et 21 h.; dim., 17 h.). Finiche (205-0-39): Castelhemis (sam. et dim., 20 h. 30); la Grand Nébuleux (sam. et dim., 22 h. 30). Petit-Journal (328-28-59): Swing Combo (sam., 22 h.).

Petit-Opportum (235-01-36): R. Urtreger, M. De Villers (sam. et dim., 23 h.). Ranelagh (288-84-44) : R. Dyens (dim., 18 h.). Riverbop (325-83-71) : Quintette Amazonie (sam., 22 h.). Slow - Cinb (223-84-30) : Claude Luther (sam., 21 h. 30). Thésire Noir (787-85-14) : Musique brésilienns (sam. et dim., 20 h. 30); Michael Silver (sam. et dim., 22 h. 30).

Le 26 - Rus - Dunois (584-72-00) : J. Moltié (sam., 18 h. 30).

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (*) aux moins de diz-huit ans.

algérien ; l'Opium et le Baton, d'A. Bachsoil.

Beaubourg (278-35-57), sam., 15 h. et 19 h., Rétrospective du cinéma soviétique (15 h. : le Culrassé Potemirine, de S. M. Eisenstein; 19 h. : le Député de la Baitique, de J. Khalfitz); 17 h. : les Bushmen du Kalahari; 21 h. : India Song, de M. Duras. — Dim., 15 h. et 19 h., Rétrospective du cinéma soviétique (15 h. : le Culrassé et 19 h., heurospective du cinema soviétique (15 h. : le Culrassé Poyemkine, de S.M. Eisenstein ; 17 h. : les Bushmen du Kalahari ; 19 h. : Débuts, de G. Panfilov) ; 21 h. : le Diabie probablement, de

Les exclusivités

ALIEN (A., v.o.) (*): Concorde, 8° (359-92-84). — V.f.: Français, 9° (770-32-88).

AFOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*):

**Transfamille, 5° (533-79-58); Am-Hautefeuille, 6° (633-79-38); Ambassade, 8° (359-19-08); Parnassians, 14° (329-83-11); Broadway, 16° sians, 14 (329-33-11); Broadway, 16° (527-41-16). — Vf.: Gaumont Les Halles, 16° (297-49-70); A.B.C., 2° (225-55-54); Montparnasse-Pathé, 14' (322-19-23); Gaumont-Sud, 14' (331-51-16); Clichy-Pathé, 18° (522-37-41).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (Fr.); Madeleine, 8° (142-03-13); Studio Easpail, 14° (320-38-98).

MUNCHAUSEN (Fr.); Maceline.

8 (142-03-13); Studio Easpall, 14
(320-38-88).

40 REVOIR. A LUNDI (Fr.); Epésde-Bois. 5 (337-51-47).

BLOODY CRAZY WAVE (A., V.O.); Vidéotone. 6 (325-60-24).

BOBO JACCO (Fr.) (*); Berlitz. 2*
(742-60-33); Montparnasse 83. 6*
(344-14-27); Comcorde. 8* (339-92-82).

CAMOUFLAGE (Pol., V.O.); Forum des Halles. 1** (297-53-74).

CEDDO (560., V.O.); Marals. 4*
(378-47-86).

LE CHAMPION (A., V.O.); Elysées Point Show. 8* (225-67-29). — V.f.; Bichelleu. 2* (233-56-70).

LES CHARLOTS EN DELIRE (Fr.); Berl. 2* (236-83-43); Ermitage. 8*
(359-15-71); Caméo. 9* (246-86-44); Miramar. 14* (320-88-25).

CHER PAPA (Tt., V.O.); Hautsfeuille. 6* (333-79-38); U.G.O. Marbeuf. 8*
(225-18-45)

CLAIR DE FENNME (Fr.); U.G.C. Opérs. 2* (261-50-32); Cinochessaint-Garmain. 6* (533-10-82); U.G.C. Marbeuf. 8*
(533-10-82); U.G.C. Marbeuf. 8*
(544-14-27); U.G.C. Marbeuf. 8* (245-47-19); Calypeo, 1** (350-30-11).

CORPS A CŒUR. (Fr.): Le Seine.

CORPS A CORUR (Fr.) : Le Seine, ORFS COURS (FI.): Be Senter (FI.): Be Senter (FI.): Be Senter (FI.): Be Senter (FI.): Gaumont-less Hallas, 1= (307-49-70), Eichellen, 2* (233-58-70), Berlitz, 2* (742-60-33), Baint-Germain Studio, 6* (354-42-73), Colinèe, 8* (359-29-45), Biarritz, 8* (723-89-23), Athàns, 12* (243-07-48), Gaumont-Sud, 14* (331-51-18), Montparnasse-Pathá, 14* (322-19-23), Cambronne, 15* (734-42-96), 14 Juillet-Beaugrenelle, 15* (575-79-79), Victor-Bugo, 15* (727-49-79), Wepler, 18* (387-80-70), Palais des Arts, 3* (272-82-88), Espace-Gaitá, 14* (320-98-34), LES DEMOISELLES DE WILKO

52-85), Espace-Gatté, 14° (320-98-34).

LES DEMOISEILLES DE WILKO (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5° (354-34-83).

DE LA NUEE A LA RESISTANCE (It., v.o) : Pagode, 7° (705-12-15).

LA DEROBADE (Fr.) (*) : U.G.C. Opèra, 2° (281-50-32), U.G.C. Odéon, 5° (325-71-98), Publicis-Champe-Elysées, 8° (720-76-23), Caméo, 9° (246-68-44), Max-Linder, 9° (770-40-94), U.G.C. Gare de Lyon, 12° (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13° (326-23-44), Mistral, 14° (539-52-43), Magic-Convention, 15° (528-20-64), Belinvenüe-Montparnasse, 15° (344-25-02), Paramount-Montmartre, 18° (606-34-25).

DON GIOVANNI (Fr.), v.o. ttal : Gaumont-les Halles, 10° (227-49-70), Impérial, 2° (742-72-52), Hautefeuille, 8° (533-73-38), Caumont-Rive Gauche, 6° (548-25-36), Le Pagode, 7° (705-12-15), Gaumont Champe-Elysées, 8° (359-04-67), Gaumont-Convention, 15° (348-36-38).

DOS SUE CANAPE (Fr.) U.G.C. Danton 6° (229-42-67), U.G.C. Danton 6° (229-42-67), U.G.C.

Gaumont-Convention, 15* (348-28-36).

DUOS SUE CANAPE (Pr.): U.G.C. Danton, 6* (329-42-82), U.G.C. Opéra, 2* (221-50-32), Ermitaga, 8* (339-15-71), Maxéville, 9* (770-72-86), U.G.C. Gare de Lyon, 12* (343-01-59), U.G.C. Gobelina, 13* (343-01-59), U.G.C. Gobelina, 13* (343-01-59), U.G.C. Gobelina, 13* (343-01-59), U.G.C. Gobelina, 13* (345-32-44), Mistral, 14* (326-35-52), Napoléon, 17* (330-41-46), Secrétan, 19* (208-71-33), L.ECOLE EST FINIE (Pr.): Capri, 2* (508-11-69), Ternez, 17* (380-10-41).

ET LA TENDRESSE ? BORDEL 1 (Fr.): Marbeuf, 8* (225-18-45).

L.EVADE D'ALCATRAZ (A., v.O.): Studio Alpha, 5* (334-39-47); Paramount-Odéon, 6* (325-55-83); Mercury, 8* (225-73-90). — V.I. : Capri, 3* (508-11-63): Paramount-Marivaux, 2* (296-80-40); Paramount-Opéra, 9* (742-56-21); Paramount-Opéra, 9* (742-56-21); Paramount-



15733

1.

ARGOS FILMS et le KINOPANORAMA invitent les lecteurs du « Mande » à la projection du film de Volker SCHLONDORFF

LE COUP DE GRACE

avec Matthias HABICH et Margarethe VON TROTTA d'oprès l'œuvre de Marguerite YOURCENAR le mardi 4 décembre 1979 à 20 h. 30

60, avenue de la Motte-Picquet, 75015 Paris Les invitations seront envoyées au jur et à menure des demandes en jonation des places disponibles.

LE COUP DE GRACE -

INVITATION pour 1 personne - 2 personnes (*)

et adresse.

(*) Rayer la mention tructile.

1768 NA . W

· "一个一个一个一个

THE ENGINEERS ...

S to stage the T.

** ** ** *** *** ***

By Forth Burgary

. ...

Marine Commence

The second

Man lame.

S4-25).

FLIC OU VOYOU (Fr.) : MoulinROUES, 18- (608-63-25).

GALACTICA, LES CYLONS ATTA-QUENT (A. vo.): Paramount-City. 8 (225-45-75). — v.f.; Para-mount-Marivaux, 2 (265-55-33); Paramount-Opéra, 9 (242-58-3); Paramount-Opéra, 13 (580-18-03); Paramount-Montparnassa, 14 (323-30-10).

Paramount-Montparnassa, 14 (329-30-10).

LA GUERRE DES POLICES (Fr.) (*): Res., 2* (236-83-93); U.G.C.-Opéra, 2* (261-50-82); U.G.C.-Danton, 6* (329-42-62); Bretagna, 6* (222-57-97); Normandia, 3* (339-41-18); Caméo, 9* (246-66-44); U.G.C.-Garé de Lyon, 12* (343-01-59); U.G.C.-Gobelina, 13* (338-23-44); Mistral, 14* (539-52-43); Magic-Convention, 15* (228-20-64); Murat, 16* (651-69-75); Napoléon, 17* (380-41-46); Images, 18* (522-47-94); Secrétan, 19* (206-71-33). HAIR (A., v.o.); Palain-des-Arta, 3* (277-62-96); U.G.C.-Marbeuf, 8* (225-18-45).

LES FILMS NOUVEAUX ALYAM ALYAM, film marocain

d'Ahmed El Maanouni. V.O.: Styx. 5- (633-08-40); La Clef. 5- (337-90-90); Olympic, 14-

d'Ahmed El Maanouni, V. O.; Styx. 5e (633-08-40); Le Clef, 5e (337-90-90); Olympic, 14e (542-67-42)

LA BOURGEOISE ET LE LOUBARD, film français de Jean-Louis Dantel (**); Grands-Augustin, 5e (533-22-13); Balzac, 8e (561-10-60); Saint-Lazare-Pasquier, 8e (337-33-43); Maxèville, 9e (770-72-85); Fauvette, 13e (331-58-85); Clinhy-Pathé, 18e (522-37-41).

LES BRONZES FONT DU SKI, film français de Patrice Leconte ; U. G. C. Opéra, 2e (221-50-32); Rez, 2e (226-82-99); U. G.C. Odéon, 6e (325-71-08); Biarritz, 2e (328-42-33); Rrmitage, 8e (239-15-71); Helder, 9e (770-11-24); U. G. C. Gars de Lyon, 12e (343-01-58); U. G.C. Gobelins, 13e (326-32-44); Miratar, 14e (320-89-52); Magic Convention, 15e (838-20-44); Murat, 16e (851-99-75); Paramount-Montmartre, 18e (508-34-25); Secrétan, 19e (208-71-33).

DES NERFS D'ACIER, film américain de Steve Carver, V. O.; Quintette, 5e (354-35-40); Murat, 19e (351-38-40); Murat, 19e (374-42-98); Gambetta, 20e (797-02-74).

AURELIA STEINDER, film français de Marguerite Duras, Action République, 11e (805-51-33).

LE GRAND EMBOUTEILLAGE, film français de Marguerite Duras, Action République, 11e (805-51-33).

LE GRAND EMBOUTEILLAGE, film français de Marguerite Duras, Action République, 11e (805-51-33).

51-33).

LE GRAND EMBOUTRILLAGE, film franco-italien de Luigi Comemeint (*). V.O.: Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70); Quartier-Latin, 5e (326-34-55); Quintette, 5e (354-35-40); Clicke, 8e (359-29-46); Elysées-Lincoin, 8e (359-38-14); 14-Julliet-Beatulle, 1l* (357-90-81); Parnassiens, 14e (329-83-11); 14-Julliet-Beatugrenelle, 15e (575-79-78). — V.F.: Berlits, 2e (742-60-33); Nations, 12e (343-04-67); Fauvette, 13e (331-56-88); Gaumont-Sud, 14e (322-18-23); Clichy-Pathé, 18e (522-37-41). DES MORTS, film franco-beige de Jean-Poi Ferbus (**); U.G.C. Danton, 8e (329-42-62). DRACULA, film américain de John Badham (*). V.O.: Boul' Mich, 5e (354-48-29); Paramount-City, 8e (225-45-76). — V.F.: Paramount-Montparmount-Gobelins, 13e (707-12-28); Paramount-Montparmount-Orjéans, 14e (349-45-91); Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00); Passy, 16e (288-62-34); Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Paramount-Maillot, 17e (758-24-

52-34); Paramount - Maillot, 17° (758-24-24); Paramount-Montmartre, 18° (508-34-25), 18'W OLD, film français de Pierre Clementi : Le Seine, 5° (325-93-99).

Galaxia, 13 (580-18-03):
Paramount-Orléana, 14 (540.
45-91): Paramount-Montparnassa, 14 (540.
14 (329-90-10): ConventionSaint-Charles, 18 (579-33-69):
Paramount-Montparnassa, 18 (579-33-69):
Paramount-Montparnassa, 18 (508-33-69-31):
Paramount-Montparnassa, 18 (608-33-69-34):
Paramount-Montparnassa, 18 (608-34-24):
Paramount-Montparnassa, 18 (608-34-24):
Paramount-Montparnassa, 18 (608-34-24):
Paramount-Opéra, 9 (742-56-31):
Paramount-Opéra, 9 (742-56-31): BACEMA (Br., v.o.): La Cief, 5° (337-90-90).

JANE SERA TOUJOURS JANE (All., v.o.): Maraia, 4° (278-47-86).

LA LUNA (Ti., v.o.) (°°°): U.G.C.-Danton, 6° (328-42-62); Biarritz, 8° (723-69-23); Colisée, 8° (359-29-46).

— V.f. Impérial. 2° (742-72-52); Montparnasse-Pathé, i4° (322-19-23).

LE MALIN (A., v.o.): Quintette, 5° (354-35-40); Elyaées-Point-Show. 8°

L6 MALIN (A.; v.o.): Quintette, 5° (354-35-40); Elysées-Point-Show, 8° (225-67-29); Olympie, 14° (542-67-42); Parnassiena, 14° (329-83-11). MAMAN A CENT ANS (Esp., v.o.): Saint-Germain-Villaga, 5° (633-87-58); Monte-Carlo, 8° (225-69-83); 14-juillet-Bastille, 11° (357-90-81); Parnassiena, 14° (329-83-111; 14-juillet-Beaugreneile, 15° (575-79-78); v.f.; Madeletira, 6° (742-03-13); Şaint-Lazare-Fasquier, 8° (387-33-43); Natlons, 13° (243-04-67); Convention, 15° (828-42-27). MOLIERE Fr.): Bilboquet, 8° (222-87-23).

04-57); Convention, 15° (828-42-27).

MOLIERE Fr.); Bilboquet, 8° (222-87-23).

MOONRAKER (A. V.O.); Normandie, 8° (328-41-18); Publicis-Champs-Elysées, 8° (720-76-23); V.I.; Rez., 2° (228-83-93); Bretagne, 5° (222-57-97); Publicis-Matignon, 8° (339-31-97); Paramount - Opère, 9° (742-58-31); Paramount-Matignon, 15° (520-18-03); Paramount-Matignon, 15° (520-18-03); Paramount-Maillot, 17° (738-24-24); Tourelies, 20° (535-51-98).

NORTHERN LIGHTS (A. V.O.); Saint-Séverin, 5° (354-90-31).

L'OCCUPATION EN VINGT - SIX IMAGES (700E, V.O.); Quintette, 5° (354-25-40); France-Blysées, 8° (723-71-11); V.I.; Berlitz, 2° (742-50-33); Clichy-Pathé, 18° (522-37-41).

PASSE TON BAC D'ABORD (Fr.); Studio Guias, 5° (354-83-22).

LES PETITES PUGUES (Suia.); La Clef, 5° (337-90-90); Saint-Andrédes-Arts, 6° (236-48-18); Studio de l'Etolie, 17° (380-19-23).

LE PIEGE A CONS (Fr.); Royal-Rivoll, 4° (272-61-44).

LE POINT DOULOUREUX (Fr.): Le Seine, 5° (325-95-99).

POURQUOI (Fr.) (**), Madeleine, 8°

Seine, 5- (325-95-99), Pourquoi (Fr.) : Le (742-03-13); Daumesnil, 12- (343-53-97).

\$2-97).

PROVA D'ORCHESTRA (It.) (VA.):
Lucernaire. 6° (544-57-34). A.-Basin.
13° (337-74-39)

LE FULL-OVER ROUGE (Fr.):
Caumont-Richellou. 2° (233-56-70)
Paramoun'- Marivan. 2° (266-55-33). Quintette. 5° (354-35-40).
Publicis-Saint-Germain. 6° (225-47-80). Paramount-City. 8° (235-47-40). Paramount-City. 8° (359-92-82).
Paramount-Galaxie. 13° (539-92-82).
Paramount-Gosparasse. 14° (32°-Paramount-Galarie, 13° (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14° (32°-90-10). Oaumont-Convention, 15° (528-42-27). Paramount-Maillot, 17° (758-24-24), Chichy-Pathé, 18° (522-37-11), Gambetta, 30° (797-02-74). QUELQUE PART EN EUROPE (Fr.-HONG). (vf.): Vendôme, 2° (742-97-52). RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUIANLES (ANE.) (vg.):

REMARQUABLES (Ang.) (vo.): U.G.C Odéon, & (325-71-08), Bigritz, & (329-41-33); v.f.; U.G.C.-Opéra, & (261-50-32), EUCKERS (A, vo.: Luxembourg, &

(633-97-77)

LE RABSIN AU FAR-WEST (A.)
(v.o.): Médicis. 5° (833-25-97).

RACE D'EF (Fr.) (°°) 'Qacine, 6° (632-63-71), 14-Juilist-Parnasse, 6° (326-58-00). 14-Juilist-Parnasse, 11° (357-90-81).

RUE DU PIED DE GRUE (Fr.): Impérial, 2° (742-72-52). Grumont-Les Halles, 1° (227-49-70), Studio Easpail, 16° (320-38-98). Cambronne, 15° (734-42-96). Gambetta, 20° (787-02-74).

SANS ANSSTESSIE (POL) v.o.

(Fr.-Esp., v.o.): Clumy-Ecoles, 5° (354-20-13); Biarriz, 8° (359-42-33). — v.f.: U.G.C. Marbeuf, 8° (225-18-45). STILLEBEN (Suisse, v.o.): Epée-de-Bois, 5° (337-57-47).
LE SYNDROME CHINOIS (A., v.o.): Studio Cujas, 5° (335-89-22).

90-10). TAPAGE NOCTURNE (Fr.) (**) :

90-10).

TAPAGE NOCTURNE (Fr.) (**):
Saint - Laiare - Pasquier. 8* (38735-43): Calypso, 17* (380-30-11).

TESS (Fr.-Brib., V.O.): SaintCermain-Huchetts, 5* (633-87-59):
Hautefulle, 6* (633-79-38):
Elysées-Lincoin. 3* (358-38-14):
Marignan, 3* (359-32-82): P.L.M.Saint-Jacques, 14* (589-88-42):
Parnassiens, 14* (229-83-11). —

V.f.: Gaumont-Les Halles, [**
(237-99-70): Elchelitut, 2* (23356-70): Saint-Lazare-Pasquier, 3*
(387-33-43): Prançais, 9* (77033-88): Nation, 12* (343-04-67):
Caumont-Sud, 14* (327-64-50):
Montparnass-Pathé, 14* (32719-23): Cambroune, 15* (73442-86): Mayfair, 16* (525-77-06):
Cilchy-Pathé, 18* (522-77-06):
Cilchy-Pathé, 18* (522-77-11).

THE BIG FIX (A. 7.O.): Luxembourg, 6* (533-97-77): ElyséesPoint Show, 8* (225-67-29).

LE TOUBIE (Fr.): Richellen, 2* (233-56-70): Saint-Michel, 5* (33579-17): Montparnasse-83, 6* (54414-27): Blarrize, 8* (239-42-23): Concorde, 8* (359-28-4): Caméo, 9* (246-58-44); Mistral, 14* (53952-43): Gaumont-Convention, 15* (826-42-27); Murat, 16* (65199-75): Wepler, 18* (337-50-70).

LA VILLE DES SILENCES (Fr.):
Bonaparte, 6* (326-12-12): Paramount-Elysées, 8* (359-12-12): Paramount-Elysées, 8* (359-12-12): Paramount-Elysées, 8* (359-12-12): Paramount-Elysées, 8* (359-12-12): Paramount-Elysées, 8* (359-14-34);
Paramount-Montparnasse, 14* (33990-10).

LES VISITEURS D'UN AUTRE
MONDS (A., v.O.): Napoléon, 17* (380-41-46).

ZOO ZERO (Fr.): Le Seine, 5* (325-95-99); Palals des Arts, 3* (278-62-68).

Les grandes reprises

Les grandes reprises

AGATHA (A. v.o.) : La Clef. 5º (337-AGATHA (A., v.o.): La Clef. 5° (33780-90), J., S., L.
A CHILD IS WAITING (A., v.o.),
Action Christine, 6° (325-85-78).
ANNA ET LES LOUPS (Eap., v.o.),
Parnassiens, 14° (329-83-11).
ANNIE HALL (A., v.o.), Cinoches
Saint-Germain, 6° (533-10-52).
L'ARBRE AUX SABOTS (IL, v.o.),
Templiers, 3° (272-94-56).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.).
CIUDY-Palace, 5° (354-07-76).
BEN HUR (A., v.i.), Haussmand.
9° (770-47-55).
LES CHASSES DII COMTE ZAROFF (A), Contresarpe, 5* (325-78-37).

COVER GIRL (v.o.), Action Ecoles, 5* (325-72-07); Mac-Mahon, 17* (380-24-81).

LES CONTES DE CANTERBURY (IL.,

brone. 15° (734-42-96). Gambetta. 20° (737-02-74).

SANS ANESTHESIE (Pol.) vo. : tambules, 5° (354-23-4).

SANS ANESTHESIE (Pol.) vo. : tambules, 5° (354-23-4).

Balot-André-des-Arts, 5° (324-87).

Salot-André-des-Arts, 5° (326-43-87).

Salot-André-des-Arts, 6° (326-35-1).

14-Juillet-Beaugrenelle. 15° (575-79-79)

S'IL VOUS PLAIT. LA MER? (Fr.):

Marais. 4° (278-47-86).

SCHUBERT (Aul.) vo.: Le Scine. 5° (354-20-12).

LES SEPT JOURS DE JANVIER (Fr.-Esp., vo.): Cluny-Ecoles, 5° (337-90-90).

(544-57-34). LES VALSEUSES (Fr.) (**): Ro-tonde, 6* (633-08-22); Cinémonde, 9* (770-01-90).

Les festivals

Gaile, 14 (323-93-3): 123 As d'Oxford (sam.); Sous les verrous (dim.).

WIM WENDERS (v.o.), 14-Juillet-Parnesse, 6* (326-58-00): Faux mouvement (sam.); la Lettre écarlote (dim.).

HUMPHREY BOGART (v.o.), Action Christine, 6* (325-85-78): le Port de l'angoisse (sam.); l'Odyssée de l'African Queen (dim.).

LES STARS D'HOLLYWOOD (v.o.), Action La Fayette, 9* (878-80-50): le Prince et la Danseuse (sam.); le Milliardaire (dim.).

FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE ET DE SCIENCE-FICTION (v.o.), Rex. 2* (236-83-93): Zomble 2; Study in Terror; Old Dark House (sam.); la Belle et la Bête (dim.).

MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5* (325-72-07): Un jour aux courses (sam.); Une nuit à l'Opéra (dim.).

ALBERT LAMORISSE, Palace Croix-Nivert, 15* (374-95-04): en alternance: Crin-Blanc; le Ballon rouge; Voyage en ballon.

STUDIO 28, 18* (806-36-071: Délivrance (sam.); Folle, folle, (dim.).

LYWOOD (A.): Espace-Gallé, 14° (320-99-34).

LES NOUVÉAUX MONSTRES (IL. v.o.): Studio Bertrand, 7° (783-54-50).

ORANGE MECANIQUE (A. v.f.)

-(**): Haussmann, 9° (770-47-55).

REPULSION (A. v.o.) (**): Clumy-Falace, 5° (334-20-12).

SA MAJESTE DES MOUCHES (An. v.o.): Grands-Augustine, 6° (633-22-13).

THE SERVANT (A. v.o.) (**): Studio Logos, 5° (354-26-42): Action-la Fayette, 9° (878-80-50).

TOUT CB QUE YOUS AVEZ TOU-JOURS YOULU SAVOIR... (A. v.o.) (**): Cinoches Saint-Germain, 6° (533-10-82).

UN ETÉ 42 (A. v.o.): Lucernaire, 6° (544-57-34).

CALIBRE 38 (v. o.), Olympic, 14:

CALIBRE 38 (v.o.), Olympic, 14(542-67-42) : Au bout portant
(sam.); les Carrefours de la ville
(dim.).
GRANDS CLASSIQUES DU FILM
NOIE (v.o.), Olympic, 14(54267-42) : la Femme au portrait
(sam.); Je suis un évadé (dim.).
EXPRESSIONNISME A L L E M A N D
(v.o.), Olympic, 14(542-67-42) :
le Cabinet du docteur Caligari
(sam.); Métropolis (dim.). —
Studio Git-le-Cœur, 8(336-80-25) :
Métropolis (sam.); Nosferatu le
vampire (dim.).
LAUREL ET HARDY (v.f.), EspaceCalté, 14(320-99-34) : les As
d'Oxford (sam.); Sous les verrous
(dim.).
WIM WENDERS (v.o.), 14-Juillet-

tiques ».
De son côté, dans un éditorial,

notre vie.» « Nous prenons le relais, ajoute M. Médecin, avec de très faibles

Interrogé sur l'initiative prise par le maire de Nice. M. Bavas-tro nous a déclaré : « Je ne pou-pais émettre d'objections dans la mesure où cette initiative était destinée à pallier notre carence. Fort courtoisement. M. Médecin,

LE CONFLIT DE « NICE-MATIN >

Quand M. Médecin prend le « relais »...

De notre correspondant régional

Nice. — Au treizième jour du conflit de Nice-Matin, les lecteurs du journal niçois ont trouvé dans leurs kiosques, ce samedi 24 novembre, un titre de a remplacement s, l'Action-Nice-Côte d'Azur.

In situation créée par la substitution de l'Action à Nice-Matin et l'aide objective ainsi apportée à M. Bavastro par le maire le mensuel d'information regio-nale du député (P.R.) et maire de nale du député (P.R.) et maire de Nice, M. Jacques Médecin, paraissant exceptionnellement sous la forme d'un quotidien. Comme prèvu, en effet (le Monde du 24 novembre), l'Action-Nice-Côte d'Azur a été tire dans la nuit de vendredi à samedi à 80 000 exemplaires pour être distribue sur la ville de Nice. En signe de solidarité avec les ouvriers du Livre, les employès C.G.T. des messageries Hachette ont cependant refusé d'assurer cette distribution, qui a êté prise en

tribution, qui a été prise en charge par des «amis» du men-suel de M. Médecin. De format tabloid et barré par un titre en rouge, le premier numéro de l'Action - Nice - Côte d'Acur quotidienne comprend d'Azur quotidienne comprend huit pages, qui sont consacrèes essentiellement à des informations de services : programmes T.V., spectacles, météo, appeis urgents, week-end sportif, etc. Le journal publie également à la « une » une în terview du P.-D.G. de Nice-Matin, M. Michel Bavastro, dans laquelle celui-ci estime notamment que le motif invoqué par les ouvriers du Livre (le refus de se soumettre à un contrôle informatique de la production) « n'est qu'un jaux préduction) a n'est qu'un faux pré-texte qui ne peut cacher la volonté de porter atteinte a Nice-Matin à des fins strictement poli-

De son côté, dans un éditorial, le maire de Nice écrit notamment : «Nice-Matin a le mérite d'être notre journal, de juger sans concessions, mais aussi sans excès, la réalité nicoise et acuréenne. D'être une sorte de contrepoids raison nable aux fabricants de sensation et de scandales. Provisoirement, Nice-Matin s'est tu. Ce silence nous foit rendre consectione de la la consectione. fait prendre conscience de la futilité des escarmouches et nous permet de mesurer la place qu'un grand quotidien peut tenir dans

moyens (...). Nous relournerons sagement à notre formule periodique aussitôt que Nice-Matin aura repris se parulion, que nous souhaites servicies e servicies propilires propili souhaitons reguliere. »

Une bonne opération

La situation crèce par la substitution de l'Action à Nice-Matin
et l'aide objective ainsi apportée à M. Bavastro par le maire
de Nice ne manquent pos d'un
certain piquant. Après les èlections municipales partielles de
Nice, on octobre 1978, l'ActionNice-Côte d'Azur — et donc
M. Médecin — avait adopté une
artitude très bostile à l'écard de attitude très hostile à l'égard de Nice-Matin, et plus particulicre-ment de son P.-D.G. qualifie notamment de « pairon revannotamment de a patron tecun-chard ». Récemment encore, à propos des problèmes du Falais des congrès de Nice, le quotidien de M. Bavastro avait refusé de publier une déclaration de M. Mé-decin, qui avait du resourir à des affiches pour s'adresser à la regulation locale.

population locale. En suppléant ainsi Nice-Matin, En suppleant ainsi wice-narm, M. Médecin réalise une excellente opération politique dans la mesure où il peut espèrer que son èlectorat niçois lui saura gré, le moment venu, d'avoir rétabli dans la ville une fonction économique et sociale essentielle. Le maire de Nice falt également, d'une certaine manière, de M. Bavastro son obligé pour de futures et difficiles batalles électorales. Il est probable enfin, si le conflit devait se prolonger, que le maire de Nice ne sera res financière. de Nice ne sera pas financière-ment perdant, puisque l'agence Havas a déjà conclu un accord avec l'Action - Nice - Côte d'Azur concernant la règie publicitaire

GUY PORTE.

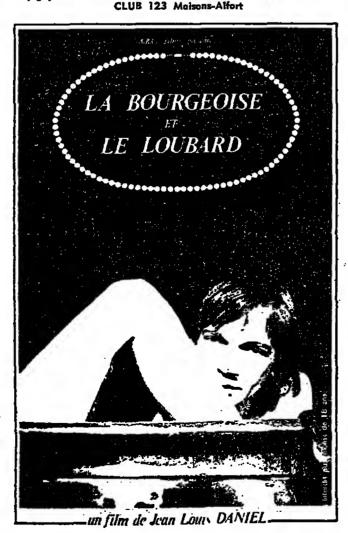
● Aucun des quotidiens du groupe ale Progrès-le Dauphiné liberi's n'a paru samedi 24 no-vembre, pour le troisième jour consecutif. Au terme des discus-sions qui se sont poursuivles tard dans la nuit, l'intersyndicale a dècidé de reconduire son mouve. décidé de reconduire son mouve-ment de grève, déclenché mercredi, pour l'ouverture d'une négociation tripartite.

du journal

● La rédaction de « l'Aurore » quittera les locaux de la rue Richelieu pour ceux de la Sirio ile Pigaro), rue du Louvre, le samedi 8 décembre. On apprend, d'autre part, que le lancement de L'aurore - dimanche, prèvu le 16 septembre, puis retardé pour des raisons techniques, est de nouveau repoussé. « en janvier prassemblablement ».

• Les éditions Atlas viennent de lancer une nouvelle enyclo-pédie par fascicules, paraissant chaque mercredi. Le premier a paru is 7 novembre. Pendant quatre-vingts semaines, cette épo-pée de la Résistance, signée par le colonel Rémy, sera mise en vente en kiosque au prix de 7 Iranes. Elle raconte « la résis-iance des obscurs, des sans-orade. Fort courtoisement. M. Medecin, avec qui, rous le savez, je n'ai pas de relations très suivies, a indiqué que la parution de son journal était strictement limitée à la durée du conflit. Il m'a offert enfin de donner mon point de vue, et je ne vous cache pas que je suis très satisfait de pouvour répondre à des questions quatre-vingts semaines, cette époper de la Résistance, signée par pec de la Résistance, signée par le colonel Rémy, sera mise en vente en kiosque au prix de 7 francs. Elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs. Elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs. Elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs. Elle raconte « la résistance, signée par vente en kiosque au prix de 7 francs. Elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs. Elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs. Elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle raconte « la résistance signée par vente en kiosque au prix de 7 francs elle racont

BALZAC - MAXEVILLE - CLICHY PATHE - GRANDS-AUGUSTINS FAUVETTE - SAINT-LAZARE PASQUIER - ARGENTEUIL PATHÉ
Champigny - LES 3 VINCENNES - AVIATIC Le Bourget - SARCELLES



PARAMOUNT SLYSEES - PARAMOUNT OPERA PARAMOUNT MONTPARMASSE - BOXAPARTE

FIGARO MAGAZINE

Œuvre d'une originalité clnématographique propre-ment enthousiasmante... Un chef-d'œuvre_ MICHEL MARMIN

LE MONDE

Jean Marbœuf aime les lmages fulgurantes et dé rangeantes... C'est un film de colère et de miroirs JACQUES SICLIER

LE PARISIEN LIBÉRÉ

Œuvre puissante, originale et passionnante. ÉRIC LEGUEBE

L'HUMANITÉ DIMANCHE Film d'atmosphère, film de nuit qui fait penser à Mel-

SAMUEL LACHIZE

ville ou Clouzot



UGC BIARRITZ vo - UGC ODEON vo - UGC OPERA vo



\varTheta Ambiance musicale 🗷 Orchestre - P.M.R. ; prix moyen du repas - J... h. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

ASSIETTE AU BŒUF - POCCARDI 9. boulev. des Italiens, 2º. T.I.Jrs s ASSIETTE AU BŒUF T.l.jrs Face eglise St-Germain-des-Prés, 6 BISTRO DE LA GARE 59, bd du Montparnesse. 5°. T.i.jrs LAPEROUSE 326-58-04 51, q. Grands-Augustins. 6. P/dim BISTRO DE LA GARE 73. Champs-Elysées. 8°. ASSIETTE AU BŒUF 123. Champs-Elysées. 8°.

BISTRO DE LA GARE 28, bd des Italiens, 9°. PAGODA 50, rue de Provence, 9e LE GEAND CHINOIS . 723-98-21 6. avenue de New-York, 16e. LE CONGRES, Porte Maillot, T.Lj. 80, av. Grande-Armée, 17e. 574-17-24

Propose une formule Boar pour 31,50 F s.n.c. le soir jusqu'à 1 heurs du matin avec ambiance musicale. Grande carts desserts. Ouv. dim. Propose une formule Bouf pour 31,50 P s.n.c. le goir jusqu'à 1 beure du matin avec ambiante musicale. Grande carte desserts. Ouv. dim. 3 hors-d'œuvre. 3 plais, 31.50 P s.n.c. Décor classé monument histo-rique. Grande carte desserts. Jusq 1 h. du matin. Ouvert le dimanche On sert jusqu'a 23 h. 30. Grande carte. Ses salons de deux à cinquante couverts Cadre ancien de reputation mondiale. Propose 3 hors-d'œuvre, 3 plats 31,50 F s.n.c. Grande carte desserts, Lesoir jusq. 1 h. du matin. Décor d'un bistrot d'hier, Ouv. le dimanche Propose une formule « Bœuf » pour 31,50 F s.n.c., le soir jusqu'à 1 heure du matin. Grande carte desserts. Ouvert le dimancha. 3 hors-d'espyre, 3 plats, 31,50 F s.n.c., son feuilleté chaud, le fameux « Paillard » de veau et les autres choix. Jusq. 1 h. du mat. Ouv. dim. Prix Baguettes d'Or de la gastronomie chinoise et médaille d'argent de Paris. Spécialités crevettes et canard laqué. Tous les jours. Prix Crustacé de Vermeil de la gastrouomie chinoise. Pruits de mer à la chinoise et Canard laqué pékinois. Permé lundi. J. 2 h. BANC D'HUITRES toute l'année et poissons. Spèc. de viandes de Bœuí de premier choix grillées à l'os, plats et desserts du jour.

SOUPERS APRÈS MINUIT

RESTAURANT DU PARC MONTSOURIS LE JARDIN DE LA PARESSE

20, rue Gasan, 14°. Ouvert LLjrs jusqu'à 2 h. du matin. - 588-38-52. BAR - BRASSERIE. HUITRES - MENU A 73.50 P.

ANGE & PARIS

is urgences du dimandia

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 24 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

- 18 h 40 Macazine suto-moto. 19 h 10 Six minutes pour vous détendre.
- L'actualité de la consommation.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Les inconnus de 19 h 45. 20 h Journal.
- 20 h 35 Numéro un : Jacques Villeret. Emission de variétés de Maritus et Gilbert Carpentier.

 Avec le groupe Téléphone, les Ballets d'A.
 Plassohaers, Fechner (magicien), Fr. Gall,
 FOrch, du Splendid et S. Gainsbourg et
 E. Mitchell en duo avec J. Villeret.
- 21 h 35 Série : Colombo

Avec un magnétoscope Akaï Faites-vous votre cinémathèque à vous. En enregistrant sur votré magnétosope

Akai tous les grands films classiques programmes à la télévision. 22 h 58 Télé-foot 1.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

- 17 h 55 Course autour du monde. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales. 20 h Journal. 20 h 35 Série : le Journal (2º épisode).
- 21 h 35 Variétés : Collaroshow.

 Avec Village People, Annie Cordy, Nicole Rieu, Louis Chédid...



le jeu "Tonton Collaro" est sorti ...Demandez le à votre marchand de journaux!

22 h 25 Pourquol pas vous : Un raid à skl. 23 b 15 Journal

TROISIÈME CHAINE : FR 3

- 18 h 30 Pour les Jeunes. Thierry in fronds; La cuisine voyageuse. 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales 19 h 55 Dessin animé.
- Bucky et Pepito. 20 h Les jeux
- 20 h 30 Dessin animé. Les Shadoks
- 20 h 35 Grâce à la musique : Jean-Sébastien

22 h 55 Cavalcade.

FRANCE-CULTURE

- 19 h. 30, Inde, musique populaire du Rajas-than : Aladin.
- than 1 alson.

 28 h., Train de nuit, de L. Kobrynski. Avec A.
 Cuny. F. Darbon, M. Octobre, J. Topart...
 réal. G. Peyrou.

 21 h. 55, Ad üb. avec M. de Bretsuil.

 22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- 19 h., Concert-lecture : Bartok (musique pour cordes, percussion et célesta), par le Nouvel Orcheste philharmonique de Radio-France, dir. G. Amy.
- 20 h., Concours international de guitare. EU h., Concours international de guitare.

 20 h. 38, Concert en l'égliss de Long (V° Festival
 des cathédrales eu Picardis 1979) : récital
 d'orgue, avec K. Lunders et G. Lartigan Fantaisis en la majeur (Franch); « Fantaisis, Frière et Fugue » (création en Europe)
 (Loffier); « Fantaisis à quatre mains et
 quatre pieds » (Hesse); Toccata « Tu es
 petra » (Mullet).
- 22 h. 30, Ouvert la nuit : La musique se livre ; 23 h., Hommage à Nadia Boulanger.

Dimanche 25 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

- 9 h 30 La source de vie.
- Emission du rabbin Eisenberg. Etre Juif en France. h Présence protestante.
- Culte en l'Erlise Réformée du Raincy. 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Messe du Christ-Roi en la chapelle du Carmel de Flavignerot à Marsannay-la-Côte, près de Dijon (Côte-d'Or).
- Prédicateur : Père B. Bro. h La séquence du spectateur. 12 h 30 TF 1 - TF 1.
- 13 h Journal
- 13 h 20 C'est pas sérieux.
- 14 h 15 Les rendez-vous du dimanche. De Michel Drucker.
- 15 h 30 Tiercé.
- 15 h 35 Série : l'ile fantastique. 16 h 30 Sports première.
- 17 h 50 Cinéma : la Beauté du diable. M. Simon, G. Philips, N. Beanard, S. Valère, R. Coxty, C. Minchi, P. Stoppa. (N. Redif-huston.)
- A CORTY, C. Mindia, F. Sweppe in a fusion.)
 En 1830, dans une principauté téalienne, un envoyé de Lucifer cherche è s'emparer de l'âme d'un veux suvant.
 Laborieuses variations sur le thème de Faust. Réflexions perantes sur l'avent de la science et de l'humantié. La mise en scène manque de jantaisie et Gérard Philipe ne jait pas le poids à côté de Michel Simon.
- Konrad Lorenz, un été des oles cendrées
- 20 h Journal 20 h 35 Cinéma : Un homme et une femme h 35 Canems: Un homme et une tenume. Film français de C. Lelouch (1966), avec A Aimee, J.-L. Trintignant, P Barouh, (Rediffusion.). Un coureur automobile veuj, une scripte de cinéma veuve se rencontrent à Deauville, où leurs jeunes enjunis respectifs sont en nomion.
 - pension. Une écriture vinématographique dite « mo-derne » assez tapageuse pour un mélodrame

sentimental qui connut un énorme succès. Il est vrai que l'histoire est émouvante et que les interprêtes sont convaincants. 22 h 15 Les granda mystères de la musique. Arthur Honegger. Emission de B. Gavoty.

23 b Journal

- DEUXIÈME CHAINE : A 2 11 h On we go.
- 11 h 15 Concert Symphonia n° 97 » de Haydn, par le Nou-vel Orchestre philharmonique, dir. A. Myrat.
- 11 h 45 Chorus.
- 12 h 25 Tremplin 80, variétés. 12 h 45 Journal
- 13 h 20 Série : Têles brûlées.
- 14 h 15: Des chittres et des lettres pour les jeunes.
- 15 h 5 Des animaux et des hommes. 15 h 55 Majax : passe passe.
- 16 h 40 Série : la Corde au cou.
- 17 h 45 Rencontres internationales du cirque.
- 18 h 40 Top club. 19 h 45 Stade 2.
- 20 h Journal
- 20 h 35 Série : le Retour du Salut (le béros). 21 h 30 Littérature et politique : Drieu La Rochelle.

Magazine : Volr. 22 h 50 Journal.

- TROISIÈME CHAINE : FR 3 Emission de l'i.C.E.I. destinée aux tra-
- valileurs immigrés.
- Images du Marod.

 10 h 30 Mosaïque.

 Table ronde: l'émigration espagnole en France; Musique: Ana Belene, le groupe Alameda, les ballets de Galicie « Bey de Vians ».
- 16 b 30 Prélude à l'après-midi.
- « Les Quatre Saisons », de Vivaidi, par l'Or-chestre philharmonique d'Israël, dir. P. Salinger, sol L Stern.
- 17 h 30 Robert Dalban ift Bialse Cendrars. 18 h 30 L'Invîté de FR 3.
- Les mystères du ciel : les OVNI.
- 19 h 45 Spécial DOM-TOM. 20 b Festival International du jazz.
- Count Basie. 20 h 30 Dessin animé.
- 20 h 35 Série : La mémoire du peuple noir. N° 1. L'aventure américaine. De Claude Flécuter.
- Premier épisode d'une série qui tente de retracer quelques-uns des chemins de la mu-sique noire dans le monde à travers l'his-toire des hommes qui la font, l'Aventure américaine parle du blues.
- 21 h 20 Journal.

magnétoscope Akaï

Tous les grands matches et tous les grands moments du sport?.. Enregis-trez-les sur votre magnétoscope Axai, pour les revoir quand vous le voulez.

21 h 30 Encyclopédie sudiovisuelle du cinéma : La nouvelle vague.

Ciné-recards.

- Hommage & Gérard Philipe. 22 h 30 Cinéma de minuit : « Wait thi the Sun shines, Neille ».
- Film américain de H. King (1952), avec D. Wayne, J. Peters, H. Mariowa, A. Dekker, T. Morton, H. Stanley (v.o. sous-titrés). De 1835 à 1945, dans une bourgade de Filisnois, la via, traversés de drames familianz, d'un barbier resté attaché à des valeurs traditionnelles. ditionnelles. Curieux film tenant à la fois du mélodrame et de l'étude de maura, où se trouse exalté l'esprit conservateur de la province améri-caine, tous les mulheurs venant de Chicago.

FRANCE-CULTURE

- FRANCE-CULTUKE

 7 h. 7, La femètre ouverte.
 7 h. 15, Horizon, magazine religieux.
 7 h. 48, Chasecurs de son.
 8 h., Orthodoxie et christianisme exiental.
 8 h. 30, Protestantisme.
 9 h. 18, Ecoute Israël.
 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemponine : l'Union rationaliste.
 13 h., Messe à Erunoy, dans l'Essonne.
 11 h., Regards sur la musique.
 12 h. 5, Allegro.
 12 h. 45, Disques rares : Jean Bibelius.
 14 h., La Comédio-Française présente : « Magie rouge », de M. de Ghelderode.
 15 h. La Comédio-Française présente : « Magie rouge », de M. de Ghelderode.
 16 h. Le briscope : à propos de l'opéra de Chostakovitch, « le Nes ».
 17 h. 38, Beneontre avec...
 18 h. 39, Ma non troppo.
 19 h.10, Le cinéma des cluéastes.
 20 h., Albatros.
 21 h. 40, Atelier de création radiophonique.
 21 h. Musique de chambre : « Variation en ut
- h., Albatros.
 h. 68, Atelier de création radiophovique.
 h. 68, Atelier de chambre : « Variation en ut
 mineur »(Pierné), par D. Wurmer-August,
 piano ; « Quatuor op. 45 en ml bémoi majeur » (Lelo), par la Quatuor Parrenin.

FRANCE-MUSIQUE

- . 3. Musique Chantilly :
- 7 h. 3. Musique Chantilly :
 8 h. Cantate pour le vingt-quatrième dimanche après la Trinité.
 9 h. 2. Sélection concert.
 9 h. 7. Charles Tournemire (échanges internationaux) : « L'orgue mystique », avec Georges Delvaliée à l'orgue de l'Eglise Samte Clotilde.
 8 h. 30. Vocalises : Actualité lyrique dans la monde.
- morde.

 11 h. Concert en direct du Théâtre d'Orsay :

 Quatuor en si bémoi majeur opus 168 >

 (Schubert) : Quatuor opus 7 n · 1 > (Bartock), avec le Vermeer Quartet des Étate-
- Cale. Equivalences (interpretes et/ou composi-teurs aveugles) : Garres de Landini, à de Cabeson, J. Richafort, C. Paumann et ano-
- Cabeson, J. Richafort, C. Panmann et anonymss.

 12 h. S. Opérs-Boufton : « Les Deux Veuves »
 (fin) de Smetana, avec M. Machoktova,
 N. Sormovs, J. Zahradnicek, J. Horscek, Z.
 Zvehls, D. Sounovs, le Chown et l'Orahestre
 du Théâtre national de Pragus, dir. Franticek Jilek.

 14 h., La tribune des critiques de disques :
 « Sonate pour deux planos en ré majeur
 K. 448 », de Mozar.

 17 h., Concert (cycle d'échanges franco-allemands): Chuves de Takamitsu, Saint-Salus
 et Chostakovitch, avec l'Orchestre radiosymphonique de Sarrebruck, dir. H. Iwaki,
 solista, Silvis Markovici, violon.

 19 h., Musiques chorales : Ensemble polypho-

- soliste, Silvis Markovici, violon.

 19 h., Musiques chorales : Ensemble polyphonique de Paris, dir. Ch. Easier (« Chansons à quatre », d'O. di Lasso).

 19 h. 23. Jans vivant : Les grands orchestres de Woody Hermann et de Clark Terry.

 20 h. 38. Concert de musiques traditionnelles : Turquis Concert-encontre musique soufi.

 22 h. 39. Ouvert la unit : Nouveaux talanta, premiers stilons : Y. Le Galllard, claveciu (Couperin, Bach); 23 h., Portrait par petites touches : « Concerto pour deux planos », de Stravinski; 0 h. 5. Comment l'antendezvous? : Frédéric Chopin, par Michel del Castillo.

La télévision de la R.F.A. à Beaubourg

(Suite de la première page.) Quant à l'autre, soucieux d'éviter précisément la mainmise du gouvernement sur cet Instrument privilégié, il laisse les deux princi-paux partis se le disputer, au risque - c'est le cas en ce moment en Basse-Saxe, au Schlesig-Holstein et à Hambourg — de le cosser. Deux de ces Länder, les principaux (ils comptent 80 % des téléspectateurs), sont maintenant acquis à la C.D.U. Du coup, ils accusent la N.D.R., l'une des neuf stations régionales qui composent la première chaîne, de manquer d'objectivité et de faire preuve de parti pris, le parti de M. Sschmidt. Et ils exigent de la couper en deux parts inégales, de prendre la plus grande sous leur coupe et de

● Les priz du film scientifique de telerision. — En même temps que les quatrièmes Rencontres internationales de l'audio-visuel scientifique (le Monde daté 18-19 novembre) a eu lleu à Paris, du 16 au 22 novembre, le quatrième Festival international de l'emission scientifique de télémision qu'a parmie de voir trente vision qui a permis de voir trente emissions realisses dans dix-huit pays. Le grand prix a été décerné à la Vie dans les arbres de David Attenborough et John Sparks (B.B.C.); le second prix a recompensé les Privations sensorielles de Françoise Wolff, Paul Dambion et Jacques Laurent Radio-Télévision belge d'expres-sion française); le troisième prix à Point 2000 : les graphes de France Renucci et Yves Kovacs (Antenne 2, France) ; le prix spe-cial du jury à *Relativité* de Judith Kopper et Janos Rozsa (télévision hongroise).

● Les deux tiers des parlemen-taires néerlandais ont demandé à leur gouvernement de ne pas autoriser la transmission des programmes de la télévision commer-ciale luxembourgeoise R.T.L. sur le réseau par cable des télécommunications néerlandaises.

Les représentants des partis chrétien-démocrate et socialiste ont attire l'attention du gouvernement néerlandais sur les plaintes contre R.T.L. déposées à la Cour européenne à Luxembourg par l'Association beige des consommateurs. — (A.F.P.)

laisser la plus petite à la S.P.D., de l'entretien peut rétablir à ses toujours bien placée à Hambourg. On a pu apprécier, à Beaubourg,

au fil de nombreux extralts de magazines et de journaux, la différence de contanu et de style entre nos Informations quotidiennes ou hebdomadaires et celles des Allemands de l'Ouest. Nous vous en avons souvent parlé icl. Rappelons simplement que les actualités présentées à des heures différentes sur les deux chaînes sont très largement tournées vers les affaires étrangères. Beaucoup de films, assez longs, souvent remarquables, Et, sage précaution, le résume en un mot, inscrit au tableau noir de l'écran, du sujet traité. De récentes enquêtes ont fait apparaître, en effet, que la

compréhension est meilleure quand l'écriture vient étayer l'illustration et le commentaire. Dans les magazines, les politiciens les plus connus, je pense au secrétaire général de la C.S.U., Herr Streuber, sont présentés comme s'ils arrivaient de Patagonie, comme si les Allemands ne savaient rien de leur carrière et de leur vie. On reprend tout de zéro, on explique, on rappelle inlassablement et on a mille fois raison.

Un ton d'égal à égal

Autre signe distinctif: le ton qu'emploient les journalistes avec les grands de ce monde, fussentils allemands! Un ton d'égal à égal, volontiers incisif et parfaitement décontracté. Chez nous, c'est impensable. Les parlementaires, les grands de l'audio-visuel, les observateurs des deux pays, réunis l'autre soir sous la houlette de M. Alfred Grosser pour évoquer les rapports de la politique et de la télé ici et là, l'ont tous souligné. En le déplorant. Sauf M. Bortoli d'Antenne 2 ! Il prétendait lui que les Français sont comme ça par définition et pour l'éternité : ils

exigent le respect. Le fait de donner du « Monsieur le président » au détour de chaque phrase (et même, cher Bortoll, du · Votre majesté impériale », au temps glorieux de M. Bokassa (**) temoigne d'un certain empressement certes. Cependant, un reportage un rien agressif sur le sujet

yeux l'équilibre. Sourires dans la

Quelqu'un a demandé qu con respondant à Paris de la deuxième chaine allemande si la Z.D.F. aurait traité ou plutôt non traité l'affaire des diamants de la même façon. Sûrement pas I Le chance lier Schmidt n'est pas assis sur un trône, entouré d'un cordon de velours. On lui parle et on le critique librement.

Quant au temps d'antenne

réservé à tous les partis et syndi-cats de différentes obédiences, il est calculé chronomètre en main avec un soin maniaque, tant en France qu'en Allemagne, où le « Proporz », la stricte représentation de la majorité et de l'opposition au sein des consells d'administration et de gestion et dans les différents départements des sociétés de télévision , est évalué au plus juste. Du haut en bas de l'échelle, chacun doit être en mesure de présenter avec sa carte d'identité sa carte d'adhérent à l'un des partis qui se partagent jalousement le gâteau. Cela vaut mieux, disait l'un des participants, que de voir le gouvernement se l'approprier tout entier. Vroi. Mais, enfin, on ne peut nier que les pasanteurs des appareils politiques et administratifs entravent de plus en plus le génie créateur et, oul,

combatif de la télévision allemande. Enfin, la tentation de céder une partie du monopole à des entreprises privées pousse vite à l'ombre grandissante des satellites qui balayeront bientôt nos deux pays. A Bonn, elle semble n'avoir d'autre rempart que les sociaux-démocrates. Du côté des Länder gagnés à l'opposition on paraît très désireux de sauter le pas, sans même attendre l'inévitable et redoutable invasion des ondes par le Luxem-

A Paris, c'est autre chose. Le pouvair aime trop s'étaler à l'écran pour abandonner l'une de ses chaînes à qui ne se sentira aucunement obligé d'installer à tout bout de champ ses coméros sous les lambris ou sur la perron de l'Elysée. A quelque chose mol-

CLAUDE SARRAUTE

SPORTS

Jeux olympiques TAIWAN PORTE PLAINTE

CONTRE LE C.I.O. Taipeh. - Taiwan a déposé

Taipeh. — Taiwan a déposé une plainte contre la Comité international olympique (C.I.O.) qu'il accuse de limiter ses droits aux Jeux olympiques, a annoncé, le 23 novembre, à Taipeh, M. Li Yen, secrétaire général du Comité olympique de son pays, de retour d'un voyage en Sulsse.

Reçue par un tribunal civil de Lausanne, siège du Comité International olympique, cette plainte est le dernier recours formosan avant l'annonce, lundi 26 novemest le dernier recours formosan avant l'annonce, lundi 26 novem-bre, des résultats du vote des quatre-vingt-neuf membres du CLO. qui doit décider du retour de la République populaire de Chine au sein du mouvement olymplque. Les Formosans ne se font aucune illusion sur l'issue de ce vote, qui bannira l'usage de leur hymne et de leur drapeau aux Jeux olymploues. aux Jeux olympiques.
Cette décision prise par la com-mission exécutive du C.L.O., à

Nagoya (le Monde du 27 octobre), est. selon M. Li, contraire à la charte olympique. — (A.F.P.)

● L'Union syndicale des jour-nalistes sportifs de France a adressé au Comité international olympique une lettre de protestation contre l'insuffisance du contingent d'accréditations alloué contingent d'accréditations alloué à la France pour la « converture » des Jeux olympiques de Moscou.

Le président de l'U.S.J.S.F.,
M. Maurice Vidal, a attiré l'attention de M. Juan Antonio
Samaranch (Espagne), président de la commission de presse du C.I.O., sur les chiffres de quatrevingt-treize journalistes et douze photographes nationaux accrédiphotographes nationanx accrédi-tés qui « désavantagent la France

par rapport à des pays comme l'Italie ou l'Allemagne de l'Ouest ».

AUTOMOBILISME

Prost chez les grands

Alain Prost est champion d'Europe de formule 3. On dit qu'il est aussi le plus doué de la - jeune - génération et qu'il pourrait faire un « maiheur » en formule 1, à condition de trouver le bon constructeur, c'est-à-dire la bonne volture. Or nombreuses et les constructeurs ont plutôt tendance à les confier aux pliotes confirmés.

Rien de plus normal.

En quelques semaines, Alain Prost'a frappé à beaucoup de portes. On l'a vu, en fin d'année, sur les circuits européens et nord-américains, où se sont disputés les grands prix du championnat du monde. Ce sont les tribulations habituelles des Jeunes qui cherchent un volant. Il a été question qu'il obtienne d'abord une Ligier, puis une Aujourd'hui, tout porte à croire, à propos de Mac Laren, que les trois parties sont tombées d'accord. En formule 1, les trois parties cont le constructeur, le pilote et le commanditaire du constructeur.

Alain Prost a produit la plus forte impression eur l'équine Mac Laren, qui n'est pas la première venue et en a vu d'autres, notamment avec ses deux champlone du monde,

Hunt. Prost a pourtant réusel à les étonner. Discrètement. En queiq:es tours de roues seulement. Arrivé au circuit du Castellet, Il a sagement attendu que la permission lui soit donnée de se glisser dans le cockpit. Juste avant, John Watson, le premier pllote de l'écurie, avait montré ce qu'il savait

Le tour de Prost venu, tout a été promptement réglé : la voiture, les temps réalisés, l'opinion de l'état-major de Mac Laren. Sans avoir l'air d'y toucher, Prost a simplement demandé que l'on modifie ceci et cels. Peu de choses en vérité. Et 11 a tourné plus vite que Watson, sans même disposer des

Pour Teddy Mayer, le patron de l'écurie Mac Laren, l'affaire était entendue. C'était Prost qu'il voulait. Il ne reste plus qu'une signature à apposer au bas d'un contrat. Et à faire en sorte que les nouvelles Mac Laren solent compétitives en 1980, contrairement à ce qu'elles ont été cette année. Si tel est le cas, Prost en étonnera d'autres que Teddy Mayer. Et

FRANÇOIS JANIN.

douleurs baume algipan rhumatismales la chaleur bienfaisante

--a risks to second the deposits ----.... B the westmann the me will to I have to I My the toler A CHARLE OF THE ----4 5-4 F MAR TOROLOGIE STRUME T





AIDE SOCIALE

Andrew Programme

Mary and a second

The state of the s

7974 :

The state of the state of

- VIVRE A PARIS ----- MOTS CROISÉS -Les urgences du dimanche

• UN SECOURS D'URGENCE - Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 587-50-50; pour l'Essonne, au 068-33-33 : pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11 : pour la Seine - Saint-Dents, au 830-82-50; pour le Valde-Marne, au 207-51-41 ; pour le Val-d'Oise, au 464-52-63; pour les Yvelines, au 958-83-83; pour la Saine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui trans-mettent l'appel au SAMU.

• UN MEDECIN. - A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-99-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04) ou S.O.S.-Médecins (707-77-77).

• UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS : 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal). TRANSPORTS

● AEROPORTS. — Renseignements sur les arrivées et départs à Orfy (887-12-34 ou 853-12-34) ; Roissy - Charles - de - Gaulle (862-12-12 ou 862-22-80).

COMPAGNIES AERIENNES. - Arrivées ou départs des avions : Air France (320-12-55 ou 320-13-55); U.T.A. (775-75-75); Air Inter (687-12-12). Renseignaments, réservations : Air France (535-61-61); U T.A. (776-41-52); Air Inter (539-25-25).

• S.N.C.F. - Renseignements : 261-50-50. **ETAT DES ROUTES**

INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 858-33-33 Pour des renseignements plus

MÉTÉOROLOGIE -

Evolution probable du temps en

Le perturbation étroite, qui avait atteint samedi au début de la mati-née les régions s'étendant de l'em-bouchure de la Loire aux Ardenues, continuera à se déplacer vers le sud-est, mais elle perdra peu à peu de son activité et preudra essentielle-ment un caractère brumeux. Ce

caractère brumeux sers également entretenu sur une grande partie du pays avec le développement vers la France des hautes pressions du prochs-Atlantique.

Dimanche matin, la perturbation

SITUATION LE 24.44.79 A O h G.M.T.

Metz (87) 62-11-22 ; Rennes (99) P.T.T. bureaux de ; - Parls recette principale

Sont ouverts le dimanche les

centres régionaux d'information

routière. Bordeaux (56) 96-33-33 :

Lille (20) 52-22-01; Lyon (78)

54-33-83; Marseille (91) 78-78-78;

(52, rue du Louvre, 1º1), ouvert de 0 heure à 24 houres : - Paris 08, annexe 1 (71; avenue des Champs-Elysées), ouvert de 10 houres à 11 houres et de

14 heures à 20 heures; - Paris 07, Invalides (3, rue de Constantine), ouvert de 7 houres à 21 houres;
— Orly, aérogare Sud, annexe 1, ouvert en perma-

- Orty, sérogare Ouest. annexe 2, puvert de 6 heures à 23 heures: Roissy principal, annexes 1

et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle),

ouverts de 8 h. 30 à 18 h. 30. La Recette principale de Paris assure aussi le palement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des let-tres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

OUN VÉTÉRINAIRE au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures). LOISIRS

• L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français su 720-94-94 : en anglals au 720-88-98. S.O.S. - AMITTÉ

Vingt-quatre houres our 24 à l'écoute au 825-70-50. 5.0.S. - 3º AGE

De 9 heures à 19 heures au précis, on peut s'adresser aux 340-44-11.

PROBLEME Nº 2549 HORIZONTALEMENT .

I Appelées dès qu'il y a quelque chose à éplucher. — II. Ne fait pas un grand bien; Sortes de puits; Place de grèves. — III. Savent tirer parti des mauvaises affaires; N'est pas difficile à franchir. — IV. Opération postale; Deuxième d'une série; Plus facile à l'appendique de l'appendi

II extraire quand on a une table devant soi. — V. Domine Plantre; Un baron
ne lui fait pas peur;
Qualifie un combat
qui se déroule sur
une nappe. — VI
Remontent après la
sortie; Ohlige à
mettre quelque cho mettre quelque cho-se de côté — VII. Une bonne couche: IX XIII XIII XIII XIV

Une bonne couche:

Qu'on ne laisse donc
pas vieillir; Sorte
d'épreuve. — VIII.

Pas acquises; Avoir
une intuition. — IXI
Avant l'heure; Mot
qui peut faire venir
le berger; Meurties
comme des duchesses. — K. On y
fabrique de la sole; Pas acquitté;
Fit une conduite. — XI Obliger
à rendre les couverts; Double,
pour un plat. — XII Peuvent
donner une indication sur notre
âge; On peut dire bis quand il
est soutenu. — XIII. Peut être
bleue dans le noir; Pas fin;
Personnage biblique. — XIV.
Peuvent faire fuir des cousins;
Ile. — XV. Qui ne supporterait
pas d'être négligée; On y trouve
des anémones.

VERTICALEMENT

VERTICALEMENT

1. Qualità qui permet d'enlever le morosau; Qui peut donc facilement cuire. — 2. Endroit où l'on peut saigner; Qui peut faire penser à l'argent. — 3. Susceptible de nous transporter; Pas annoncées. — 4. N'aura pas besoin de retouches; Dieu; Un tissu précieux. — 5. Utilisés pour un croisement; A sa place parmi les grands canards; Un vague sujet. — 6. Ne peut pas contenir une somme importante; S'en va parfois de la poitrine. — 7. Flères chandelles; Quand 11s sont

PRÉVISIONS POUR LE 25-X1-79 DÉBUT DE MATINÉE

cassés, on peut avoir droit à une réduction; On en a piein les mains; Adverbe.— 8. Qui ne se laissent donc plus toucher; Vieux (épelé); Pour faire l'appel.— 9. Qui n'ont donc pas circulé; Nom de maison; Pronom; A sa clé.— 10. Crier comme un pauvre hère; Se livrer à une opération qui exige bon pied et bon cell; Sorte d'argile.— 11. Comme un lion sortant du champ; Pour faire is peau; On en fait des robes.— 12. Est moins faible que la chair.— 13. Peut servir à corriger; Compagnons de jeux.— 14. Endroit où l'on se fait wraiment suer; Borte de rayon.— 15. Méprisées par ceux qui n'aiment pas le gratin; Faire la pianche, par exemple.

Solution du problème n° 2548 Horizontalement

I. Services. — II. Epsulettes. — III. Rivé; Lear. — IV. Edesse; Ro. — V. Né; Irais. — VI. Ample; Us. — VII. Direct; Et. — VIII. Equilibre. — IX. Un; Ere. — X. Réel; Eson. — XI. Sereine.

Verticalement

1. Sérénade; Ru. — 2. Epidé-mique. — 3. Rave; Prunes. — 4. Vues; Lei; Lé. — 5. II; Siècle. — 6. Céler; Tirés. — 7. Eté; Au; Bési. — 8. Stariser; On. - 9. Eros; Terne.

GUY BROUTY.

La grille spéciale des mots croisés de Guy Brouty sera, désormais, publiée dans notre numéro du samedi (daté dimanche-lundi) et non plus du vendredi. Ce jour-lè, nos lecteurs continueront à trouvei dans le supplément « loisirstourisme » une page entière de jeux, y compris la grille de François Doriet.

PARIS EN VISITES-LUNDI 26 NOVEMBRE

LUNDI 26 NOVEMBRE

« La Salpètrière », 15 h., 47, boulevard de l'Hépital, Mms GarnierAhlberg.
« Le quartier Maubert », 15 h.,
24, rus de Poissy, Mms Legregecia.
« La Bourse de Paris », 15 h., mâtro Bourse, Mms Oswald.
« Avant Viollet-le-Dus », 15 h.,
62, rus Saint-Antoine, Mms Pannec.
« Collection du musée Picasso »,
15 h., Grand Palais (Approche de
l'Art).
« La Franc-Magonnerie », 15 h.,
15, rus Cadet (Connaissance d'ici et
d'ailleurs).
« Figures de croisés », 15 h., musée

« Figures de croisés », 15 h., musée des Monuments français (Histoire et archéologie).

archeologie).

« L'art européen à la Cour d'Espagne au XVIII siècle », 15 h. 30, Grand Palais (Touriame culturel).

« Les plus beaux hôtels du Marais », 15 h., 2, rue de Bévigné (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES-

15 h., 107, rue de Rivoli, Mme Françoise Autrand : « Le bon temps du roi Saint-Louis ». 20 h. 45, Centre Varenne, 18, rue de Varenne : « Siddha Yoga : la quête de la perfection » (entrée libre).

JOURNAL OFFICIEL-Sont publiés au Journal officiel du 24 novembre 1979 :

DES ARRETES

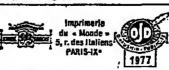
Fixant la valeur de reprise des obligations 4,5 % à capital

garanti; Relatif aux subventions du fonds forestier national allouées pour travaux nécessaires à l'éta-blissement de plans simples de

gestion: Modifiant ou abrogeant cer-tains articles du code des pensions militaires d'invalidité et des victi-

Edité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants : acques Fauvet, directeur de la publica lactures Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire 'nº 57437.

- Richard EMICA, riis de Mme Janine Pialouz, avocat à la cour d'appel de Paris, et de M. François Emica, journaliste, fait part de son mariage avec Annabel ROSIER, qui a été célébre le 3 novembre 1979

Heiston. 3, rue Brés, Paris (6°), Boswarden Manaccan par Heiston. Cornouallies (Angleterre).

Décès

FRANCINE LEFEBYRE Les amis et camarades socia-listes de la Fédération du Rhône ent la tristesse de faire part du

Francine LEFEBVRE, ancien député de Paris
et premier adjoint
de Saint-Etienne-la-Varenne,
Les funérallles de Francine
Lefabvre ont eu lieu le vendredi
23 novembre, à 14 h. 30, à SaintEtienne-la-Varenne.

Etienne-la-Varenna.

[Néo lo 15 mars 1808 à SaintEtienne-des-Oullières (Rhône), ancienne ouvrière en chocolaterie-confiserie, Mme Prancins Lefebre
avait été membre des diverses assemblées constituentes (1945-1946),
puis député de la Seine Jusqu'en
1856. Vice-présidente du groupe
MRP. elle avait siégé au comité
directeur de ce mouvement démocrate-chrétien. Mme Lefebvre présidait l'Union contre le trafic des êtres
humains.]

— Nous apprenons le décès de notre confrère

Georges DUFLOT,
de l'Agence France-Presse,
décédé le 20 novembre, à l'âge de cinquante-huit ans.
Ses obséques ont eu lieu vendredi
23 novembre, à Cachan (Val-de-Marne).
Iné le 13 juin 1921 à Paris, Georges Duiviet est engagé à l'A.F.P. en décombre 1944. Après une longue collaboration au service des informations étrangères, il enire en 1942 au service économique, où il travaillait encore eu moment de sa mort.]

- Henri Gosselin, Jean - Paul at Marie - Françoise Gosselin, Jean - Marie et Marie - Dominique

Schmit,
ses enfants,
Marc. Antoinette, Odile, Pierre,
Marie-Anne Gosselin.
Benédite, Anne-Laure, FrançoisXavier, Damien, Christophe Schmit,
ses petitz-enfantz,
Mine Raymond Caliloux, sa sœur.
Et toute la famille,
font part du rappel à Dieu, le
22 novembre 1979, à l'âge de quatrevingt-quatre ans, de

Mme Lucien GOSSELIN. nee Madeleine Fromentin, pharmacienne.

La cérémonie religieuse aura lieu lundi 25 novembre 1979, à 9 heures, en l'église de Baint-Cyr-l'Ecole, sa paroisse, suivis de l'inhumation à Vaux-Champagne (Ardennes).

— M. et Mme André Chastel,
M. et Mme Louis Chastel et leur
fille Charlotte,
M. Laurent Chastel,
Ont la douleur de faire part du
décès de

décès de Mme veuve Léonard GRAND, née Yvonne Pelou, née Yvonne Pelou, leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère, survenu le 18 novembre, dans sa quatre-vingt-sixième année. Les obsèques ont eu lieu le 20 novembre, en l'égilse Saint-Etienne de la Cité à Périgueux, sa paroisse.

11, rue de la Cité, 24000 Périgueux.

— La comtesse de Kersaint, née:
Magdeleine de la Bédoyère, son
épouse,
Le comte et la comtesse Charles
de Kersaint et leurs enfants,
Le vicomte et la vicomtesse Hervé
du Fontavice de Heusedy et leurs
enfants,
Le comte et la somtesse Armand.

Le comte et la comtesse Armand de Kersaint et leurs enfants,
Le comte et la comtesse Henry de Kersaint et leurs enfants,
Le baron et le baroune Armand de Coulange et leurs enfants,
ses enfants et petite-enfants, ont la grande douleur de faire part du décès du

du décès du
comte de KERSAINT,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
ancien déporté,
médaille de la Résistance,
ancien maire de Versigny,
ancien conseiller général de l'Oise,
ancien député suppléant de l'Oise,
survenu à Versigny, le 22 novembre 1979, dans sa solvante-treixième
année.

La cérémonie religieuse et l'inhu-mation auront lieu le samedi 24 co-vembre, à 15 heures, en l'église de Versigny (Oise). Le présent avis tient lieu de fairepart. 60440 Versigny. Nantauil-le-Haudouin.

— M. et Mme Monneret ont la douleur de faire part du décès de leur chère enfant Ava MONNERET.

Les Groseilles, Saint-Eusèbe, 71210 Montchanin.

— Mile Janette Perret, M. et Mme Robert Aladenyse, Mme Marthe Amourier, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès du

commissaire général de division aérienne (C.R.) Joseph PERRET,

de la Légion d'honneur, ancien disecteur géoéral et président d'honneur de l'ANCA

leur père, frère et parent, survenu à Paria, le 21 novembre 1979. Les obsèques ont eu lieu à Viens (84500). Cet avis tient lieu de faire-part. 19, rue de Belleville, 75019 Paris. 37, route d'Agde, 31006 Toulouse.

— Sœur Marie-Anne et Dominique Darbois font part du décès de leur mère

Mme STERN,
dite Madeleine Sabine,
née Meyer,
survenu le 23 novembre 1979, dans

as quatre-vingt-douzième année.
L'inhumation aura lieu au cime-tière de Passy le lundi 26 novembre 1979, à 15 h. 30.
Le présent avis tient lieu de faire-part DATE. 32, rue des Volontaires, 75015 Paris.

Mariages

M. Jean-Michel Taillefor, M. et Mms Olivier Delourme Mms Anne-Marie Taillefor, Mine Anne-Marie Valleter, et leurs enfants, Taillefer, Pages, Les familles Taillefer, Pages, Rennult, Leghet, Girod, parents et allés, ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle et couain,

M. Georges TAILLEFER.

proviseur honoraire du lycés Maszéna à Nice, chevaller de la Légion d'honneur, officier du Oulssam Alanuite, croix de guerre 1914-1918, commandeur des Palmes académiques,

décédé le 22 novembre 1979, à Nice. Les obsèques auront lleu mardi 27 novembre à Fabrezan (Aude).

12. avenue Général-Estienne, 06 Nice.

Remerciements

— Mme Jean Bessou.

M. et Mme Serge Lalie et leurs enfants,
remercient les personnes qui se sont associées à leur deuil.

Anniversaires

- Pour le premier anniversaire du décès de

Gérard FAURE, son épouse demande une affectueuse pensée à tous ceux qui l'ont connu et aimé, et qui sont restès fidàles à son souvenir.

Bienfaisance

— Les souvenirs philatéliques de l'emission des timbres de Noél de la Croix - Rouge française à Rouen sevont vendus, comme tous les ans, en exclusivité, à la mairie annexe du neuvième arroudissement de Paris, place Armand-Carrel, cutrée rue Antoine-Dubois, métro Laumière, par la Croix - Rouge française du neuvième arrondissement au profit de son œuvre de parruinage des personnes âgées, les samedi 1st decembre, de 17 à 19 heures, et le dimanche 2 décembre, de 10 à 19 heures.

Communications diverses

— Conférence de M. J.-T. Decaris sur le thème : «Le yoga, le zen, la méditation transcendantale. Philo-sophies et mystiques occultes des-tructives», le dimanche 25 novem-ve, à 16 heures, saile de conférences, 20, passage du Mont-Cenia, à 40 mè-tres du mètro Porte-de-Clignancourt (sortie rue Championnet). Entrés gratuite.

Pour les amateurs de SCHWEPPES il y a SCHWEPPES et SCHWEPPES.

Indian Tonic > et SCHWEPPES Lemon

RELIGION

LE PÈRE ARRUPE DEMANDE AUX JÉSUITES DE PROCÉDER SANS TARDER A LEUR AUTOCRITIQUE

Le Père Pedro Arrupe, général de la Compagnie de Jésus, a invité les trente mille jésuites dispersés à travers le monde à faire leur autocritique,

19 novembre dernier aux superieurs provinciaux de la Compagnie, le Père Arrupe leur demande de convoquer des réunions extra-ordinaires à tous les niveaux, pour répondre aux préoccupations du pape sur des questions telles que « les tendances à la sécularisation de l'ordre, la discipline de la vie religieuse et communautaire, la fidelité au magistère en matière doctrinale et le caractère sacer-dotal du travail apostolique ». Le Père Arrupe souligne que le « renouvellement projond » souhaité depuis plusieurs années se fait à un rythme « trop lent » et demande que soient examinées

avec attention « les situations personnelles ou collectives pou-vant apparaître ambigues ».

DÉFENSE

 RECTIFICATIF. — Une erreur typographique nous a fait écrire dans nos premières éditions du 24 novembre, en page 25, que le taux moyen de délinquance de la légion étrangère était de 0.8 %. Il s'agissait de 0,08 %, au lieu de 0,61 % dans l'armée de terre.

VENTE UN LOT TAPIS ORIENT et CHINOIS SOLDE 50 % SALLE DE VENTE

185. avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY - Tél. : 745-55-55

Jusqu'au 30 nov. inclus

10 & 12 h 30 et de 15 à 19 h 30

Ae Monde Des

Sur le reste de la France, le temps sera le plus souvent très brumeux ou très nuageux le matin. Les brouillards pourront être encore givrants par endroits dans l'intérieur. Dans la journée, des éclairetes se dévalopperont, mais les formations brumeuses risquent d'être plus persistantes dans certaines vallées. En soirée, quelques bruines sont à prévoir sur les côtes de Bretagne et de la Manche occidentale. Les gelées seront moins fortes le matin que les jours précédents et moins gênéralisées dans l'intérieur. Les températures maximales varieront peu. Samedi 24 novembra, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1021,4 millibars, soit 766,1 millimètres de mercure. précités laissers encore des nuages abondants du Massif Central aux abondants du Massir Central aux Alpes, où quelques faibles préspi-tations éparees tomberont encore (neigs à basse altitude et quelques formations vergisçantes). Dans la Journée, les précipitations cesseront et quelques éclaircles locales pour-ront se développer.

Le Monde

ARONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 135 F 278 F 385 F 306 F TODS PAYS ETRANGEES
PAR VOIE NORMALE
260 F 480 F 700 F \$20 F ETRANGER

L — RELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-RAS 181 F 325 F 468 F 610 F 11 - SUISSE - TUNISIE 238 P 428 F 612 F 886 F Par voie aérienne Tarif sur demande

Les abonnés qui paient per châque postal (trois voleta) von-dront blen joindre es châque à laur demands. Changements d'adresse

avant leur départ.

nitifs ou provisoires (deux semaines ou plus); nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins

Venilles avoir l'obligoance de rédiges sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

BREF -

mètres de mercura. Températures (le premier chiffre

volution probable du temps en Sur les régions méditerranéennes, indique le maximum enregistré au on noters des éclaireles avec quel-ques nuages passagens, mais les vents le second, le minimum de la nuit du de nord à nord-est deviendront 73 au 24) : Aleccio, 15 et 4 desrés ;

modérés et irréguliers. Sur ces régions, les températures varieront

AIDE SOCIALE tion sociale et culturelle Espace 4, aménagé dans le forum des Halles Paris, vient d'être officiellement Inauguré. Cet emplacement doit notamment tacliter les rencontres dans le quartier et devenir un service d'acqueil et d'information

Le financement en a été assuré partiellement grâce à une subvention du ministère de la santé. Six association et « Que choisir ? » ont été à l'origine de cette initia-

pour les éducateurs, les parents,

es personnes handicapées, les

EXPOSITIONS

FOIRE AUX LIVRES A COURSE-VOIE - La Maison des Jeunes et de la culture de Courbevois organise une foire aux livres et aux disques samedi 1º décembre, de 14 heures à 19 heures, dimanche 2 décembre, de 10 houres à 19 houres.

* 184, boulevard Saint - Denia, 92400 Courbevole, tcl.: 333-58-24.

I IRRAIRIE

73 an 24): Ajaccio, 15 et 4 degrés; Biarriz, 10 et 2; Bordeaux, 5 et -3; Brest, 10 et 4; Caen, 9 et 8; Cherbourg, 10 et 6; Clermont-Ferrand, 6 et -6; Dijon, 4 et -2; Grenoble, 9 et -3; Lulla, 6 et 3; Lyou, 7 et -4; Marsellle, 11 et -1; Nance 1 et -2; Nantes 6 et 8;

Nancy, 1 et —2; Marsesille, 11 et —1; Nancy, 1 et —2; Nantes, 6 et 0; Nice, 14 et 5; Paris-Le Bourget, 5 et 2; Pan, 10 et —2; Perpignan, 11 et —1; Rennes, 7 et 2; Strasbourg, 4 et 0; Tours, 8 et —1; Toulouse, 6 et —4; Pointe-s-Pitre, 30 et 24.

6 et —4; Pointe-è-Pitre, 30 et 24.
Températures relevées à l'étranger.
Alger, 16 et 8 degrés; Amsterdam,
6 et 2; Athènes, 18 et 11; Berlin,
6 et 3; Le Caire, 26 et 15; Iles
Canaries, 21 et 17; Copenhague, 6
et 5; Genève, 5 et —3; Lisbonne,
14 et 5; Londres, 11 et 1; Madrid,
9 et —4; Moscou, 6 et 6; Nairobl,
26 et 14; New-York, 15 et 10;
Palma-de-Majorque, 15 et 2; Rome,
18 et 5; Stockholm, 10 et 5; Téhéran, 19 et 9.

UN CENTRE D'ANIMATION AUX L'INTIATION A LA FORÊT. — HALLES. — Le Centre d'anima- Apprendre à conneître la forêt pour mieux la protéger : tel est l'objectif que s'est fixé Hachette en publiant une « initiation à la forêt .. Ce quide pratique de

de croquis en noir répond en termes très clairs aux questions élémentaires que se pose le citadin : Qu'est-ce qu'un arbre? Comment vit-ii?

tédérale d'Allemagne n'accep date, d'enregistrer les commun

★ «Initiation à la forêt» par Louis-Paul Delplanque et Michèle Roux-Saget. Collection « Prati-ques », Hachette. PLUS DE P.C.V. POUR L'ALLEMA-

GNE. — A partir du 1er janvier 1980, les P.T.T. de la République ront plus les communications téléphonloues demandées à l'étranger et payables par un abonné allemand. L'administration française des télécommunications ne sera donc plus en mesure, à cette cations . en P.C.V. . à destina tion de la R.F.A.

Prost they les gran

4.00

Carren San

9

....

X 4 34

ont appris à se connaître « du ma-

nœuvre à l'ingénieur ». Des rapports

-forts et loyaux -, si l'on en croît la

Mals le soleil n'a pas toujours

brillé dans le ciel syndical, et l'unité.

tant vantée et somme toute réalisée

jusqu'au bout, a failli être rompue à

plusieurs reprises. La C.G.T. et la

C.F.D.T. ont répercuté au plan local

leurs dissensions nationales, et cette

sourde lutte a été encore aggravée.

non seulement par la proximité

du scrutin prud'homal, mais encore

par les élections professionnelles qui

devalent avoir lieu en novembre et

qui ont été reportées en raison de la

grève. La C.G.T. (58 %) est majori-

taire dans l'entreprise franc-comtoise, mais le C.F.D.T. (30 %) entend blen

progresser, et le plupart de ses opé-

mées au cours de ce conflit, ont été

Les cégétistes n'ont pes formelle

ment accusé leurs camarades de

la C.F.D.T., lors des exactions com-

mises dans l'entreprise, préféran

reconnaître la main des milices pa-

tronales dans l'acte de sabotage

perpétré contre la motrice du trais

à grande vitesse (les dégâts se sont finalement révélés peu impor-

tants) et dans le saccage des

bureaux de méthode et d'ordonnan cement. Mais la suspicion a régné

notamment au moment de la décou-

verte du stock d'explosifs et de cocktalls Molotov dans le hall 2000.

Les piquets de grève, où s'étalent

Infiltrés, au fil des jours, des « élé

ments incontrôlés », et pour tout dire

des militants d'extrême gauche, ont

It faudra du temps, moins pou

permettre l'entreorisa belfortaine er

état de fonctionner normalement -

una quinzaine de jours - que pour

laisser se décanter les états d'âme

de checun. Après avoir opposé une

défense à la Denfert-Rochereau, non

sans succès, personne, ici, n'a parlé

de victoire. Les grévistes reprennen

ment d'insatisfaction. On ne reprend

pas impunément le même harnais

après le « discours-pro-

gramme du président de la République à Mazamet, les

trois présidents des conseils

régionaux concernés par le

plan décennal de développe-

ment du Grand Sud-Ouest

se sont rénnis à Toulouse

pour confronter leurs

réflexions. Assistaient aussi à

cette réunion plusieurs prési-

dents des conseils généraux.

Pour M. Alain Savary, député P.S. de la Haute-Garonne et pré-

Pour M. Alain Savary, depute PS. de la Haute-Garonne et président du conseil régional de Midi-Pyrénées, les propositions de M. Giscard d'Estaing sont « temporairement positives car le chej de l'Etai a retenu la nécessité du rattrapage ». « Mais. a-t-il alouté, il ne s'agit pas là d'un véritable plan car il y a trop de lacunes ». M. Edgar Tailhades, sénateur PS. du Gard, président du conseil régional du Languedoc-Roussillon, a constaté que « le président de la République avait totalement négligé de rechercher les causes de la détresse qui règns dans les pays du Sud-Ouest, de Patilantique à la Méditerranée ». Pour M. André Labarrère, enfin, député PS. des Pyrénées-Atlantiques, président de la région Aquitaine, « le discoura de Mazamet a été un morceau de bravoure électoraliste qui n'a déjire aucune priorité et a négligé le rôle de l'industrie régionale ». Le maire de Pau craint aussi qu's à travers le plan du Grand-

qu's à travers le plan du Grand-Sud-Ouest on cherche tout sim-plement à enterrer l'institution

régionale ».

MICHEL CASTAING.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

constatent les trois présidents des conseils régionaux

De notre correspondant régional

Toulouse. — Une semaine près le discours-pro-gramme du président de la tépublique à Mazamet, les rois présidents des conseils égionaux concernés par le

après deux mois d'arrêt...

été gérieusement épurés.

rations - coup de poing -, program

aussi organisées dans ce but.

C.G.T., se sont Instaurés.

SOCIAL

LA REPRISE DU TRAVAIL LUNDI CHEZ ALSTHOM-BELFORT

« Plus rien ne sera comme avant »

comme avant à l'usine Aisthom. -Tel était le sentiment général, samedi 24 novembre à Belfort, quarante-huit heures avant la reprise du travail, décidée, vendredi, par 75 % des votants (1). Le plus dur conflit qu'ait connu depuis plus de vinot ans l'établissement belfortain laiseera des traces durables non seulement dans l'entreprise, mais aussi dens la société franc-comtolse, car toute une région et, a tortiori, tout un département ont été affectés per ces huit semaines de grêve : avec ees quelque sept mille trois cents salariée, Aisthom est le premier employeur du territoire et le deuxième de Franche-Comté, derrière Paugeot. Sans même parier des retombées psychologiques, ce sont près de 6 millierde de centimes (montant des salaires non versés) qui n'ont pas été injectés dans l'économie régionale.

Lundi 26 novembre, à 8 heures, le Lion de Belfort de Bartholdi, pourtant taité dans le roc. versera une larme : l'émotion sera grande, en effet, lorsprécédés des membres de l'Intersyndicate C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. se présenteront devant l'entrée principale de l'usine, après solxante jours d'absence ». « Nous rentrerons tous et de cadeau. Deux mois après, on ensemble, la tête haute et unis », en parle encore à Beffort.

« Le caporalisme n'a plus dreit de cité »

Un mur d'incompréhension, plus épais que les dépenses dressées loi par Vauban, existait avant cette affaire, entre les directions locale et générale d'Alathom-Atlantique et le personnel franc-comtols, cadres compris. Question de structures peut-être, question d'hommes eurement. MM. Schulz et Dufour, respectivement P.-D.G. d'Alsthom-Atlantique et directeur de l'établissement balfortain, portent une responsabilité certaine dans ce processus de dégradation des relations sociales lie ont commis, l'un et l'autre, de graves

D'abord M. Dufour, lorsque, quittant la SNIAS à Toulouse II y a deux ans, il a parachuté ses prop collaborateurs d'alors à la tête des ennemis parmi les ingénieurs de renommée internationale out s'estimaient dignes des postes de commandement. Dès lors, les cadres locaux - ils sont un demi militar étaient tenus à l'écart des grandes décisions et c'est ce qui explique la combatitivité de la C.G.C. dans cette grave. Son responsable, M. Bey. qui a été la « révélation syndicale » de ce conflit, a été très sévère, leudi, en parlant de la direction : - Le caporalisme dans les détails. accompagné du flou dens l'essentiel, n'a plus droit de cité en 1980. » M. Schulz ensuite, en raison surtout de son attitude intransigeante tout au long de cette grève. Le patronat de l'U.I.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières) est connu pour sa rigidité, et critiqué au sein même du C.N.P.F. Le retus hautain de négocier n'est plus de mise dans une France où les dirigeants politiques vantent à longueur d'ondes les mérites de la concer-

M. Schulz avalt été chapitré au début du conflit per Robert Boulin. Il a dû s'incliner devant M. Matteoli. Le nouveau ministre du travail et de la participation marque incontestablement, dès son entrée en tonotions, un point important aux yeux de l'opinion. Mais il faut savoir que le poids de Matignon — qui avait été mesuré à Robert Boulin - a entraîné la reddition de M. Schulz, Le communiqué rageur publié mercredi per la direction générale d'Alsthom-Atiantique contient à cet égard une

De notre envoyé spécial déclarait au micro, vendredi, un syn-

dicaliste après le vote. Certes les revendications matépations des prévistes. Quand on a le sentiment de trevailler pour une riche multinationale (la puissante Compa-gnie générale d'électricité est le principal actionnaire du groupe Alsthom-Atlantique) et que l'on a, en 1979, un salaire de base mensuel brut de 2.251 franca, on a la droit d'être regardant sur le prix du pakt. Et ce n'est sûrement pas par pure charité que le ministre du travail et de la participation a fixé, de manière autoritaire, avec l'accord de l'hôtel Mationon. la rémunération minimele à

Mais una autre dimension a donné une valeur d'exemplarité à ce conflit : le souci des travailleurs d'être « écoutés et respectés ». On a en mémoire ce qui a décienché les hostilités : les lêtes du centenaire de l'usine belfortaine, qui devaient être célébrées le 27 septembre. Des invités du monde entier, M. Poniatowski, ambassadeur itinérant, faisant office de comac. Pour le personnel, un stylo en guise de remerciement

menace à l'adresse du gouvernement : « Les mesures recommandées ainsi que les conséquences qui en résulteront vont au-delà de ce qu'elle (la direction) estimait possible d'accepter pour préserver l'équilibre d'exploitation de la société et Templol futur. » Autrement dit, si Aisthom-Atlantique licencie dans les mois à venir, ce sera la feute des pouvoirs publics. De bonne source, on salt que M. Matteoli n'a pas du tout apprécié cet « avertissement ».

Contrainte par le gouvernement, affaire par le monde bancaire, la direction générale d'Alsthom-Atlantique n'a pas été plus soutenue par la justice. Le tribunal de Belfort lui voir, en se déclarant incompétent et la cour d'appel de Besançon a cuation des locaux.

Réagissant en sous-main de façon épidermique en exerçant notamment de vives pressions sur le Trop de lacunes dans le plan du Grand Sud-Ouest presse locale, MM. Schulz et Du four, peu familiarisés avec l'alchimie des rapports sociaux (on ignore quelle est l'influence dans ce conflit de M. Ambrois Roux, P.-D.G. de la C.G.E.), ont multiplié les erreurs de Jugement. Un simple exemple parmi d'autres : persuadés, lors de la consultation du personnel qui était organisée le 8 novembre dernier, qu'une majorité se dégagerait en faveur de la reprise du travail, les négociations avaient remis en circulation pour la première fois depuis le déclenchement des hostilités les cars de remassage. Effectivement, plus de cinq mille travailleurs sont venus voter. Et près de 62 % d'entre eux se sont pronor verdict a pesé très lourd dans la balance : il aurait même déterminé la position gouvernementale, eu égard eu rapport de forces : on n'envois pas les gendarmes mobiles contr trois mille travaliteurs décidés.

« Plus rien ne sera comme avant » en deux mals de grève mieux qu'en dix ans de travail, les alsthomlens

(1) Par 3 503 voix contre 1 131, soit exactement 75,75 % des 4 624 suf-frages exprimés. Il y s eu 4 658 vo-tants sur 7 393 inscribs.

La C.G.T. dénonce les projets «iniques» du gouvernement en matière de protection sociale

• Ce premier projet prévoit d'instituer une cotisation-maladie (1%) prélevée sur les retraites. du règime général et sur la préretraite. Cette cotisation, qui toucherait les retraités, et aussi les retraites complémentaires (2%), constituerait une ponction sur la pouvoir d'achat, déjà très insuf-fisant, des retraités. « En même temps, le gouvernement présoit que les médecins conseils seront recrutés selon des modalités fixées par décret, c'est-à-dire qu'on peut craindre une mainmise du pouvoir sur ces méde-cins », estime la C.G.T.

● Le second projet adopté à la protection sociale des chômeurs : inclus dans le projet de l'Assemblée nationale porte sur dénonce le fait que seront désor-

Au cours d'une conférence de presse tenue le 22 novembre, la C.G.T. a dénoncé plusieurs projets de loi du gouvernement qui viseraient à réduire la protection sociale existante :

Mais exclus de la protection sociale (sécurité sociale) tous les demandeurs d'emploi qui ne bénéficient pas d'une indemnisation de chômage, après un sociale existante : lèseraient une population della très touchée, puisqu'elle devrait alors recourir à une assurance

régionale ».

Les trois présidents ont calculé que les crédits nouveaux impusurement d'ordre public pour tous les frais de santé, ce qui signifie que les salariés, même mutualistes, ne pourront plus bénéficier d'un remboursement intégral de ces frais. Cela constituerait une atteinte intolérable » aux libertes mutualistes, alors que les mutualistes en France ne coûtent régionale ».

Les trois présidents ont calculé que les crédits nouveaux impusure les sur plan ne sont ni de 30 mi de 15 milliards de francs, mais, au maximum, de 5 milliards pour les cinq premières années. Dans le même temps, les présidents ont calculé que les crédits nouveaux impusure tables su Plan ne sont ni de 30 mi de 15 milliards de francs, mais, au meximum, de 5 milliards pour les cinq premières années. Dans le même temps, les présidents ont calculé que les crédits nouveaux impusure tables su Plan ne sont ni de 30 mi de 15 milliards de francs, mais, au meximum, de 5 milliards pour les cinq premières années. Dans le même temps, les présidents ont calculé que les crédits nouveaux impusure tables su Plan ne sont ni de 30 mi de 15 milliards de francs, mais, au meximum, de 5 milliards pour respect que le nombre de chômetre que le nombre de chômetre que les crédits nouveaux impusure tables su Plan ne sont ni de 30 mi de 15 milliards de francs, mais, au meximum, de 5 milliards pour les crédits nouveaux impusure tables su Plan ne sont ni de 30 mi de 15 milliards de francs, mais, au meximum, de 5 milliards pour les cinq premières années. Dans les tualistes en France ne coûtent pas plus cher en dépenses de maparticulièrement choqués du dis-cours sur la «nouvelle croispas prus ener en depenses de ma-iadie que les autres assurés. De plus, une disposition de la loi de finances vise à imposer la taxe professionnelle aux œuvres sani-taires, médicales et sociales de la mutualité, ce qui risque de les asphyxier. Cours sur la riouvelle crois-sance, alors que en fait de croissance, disent-ils, les régions n'ont enregistré, ces dernières années, que celles du chômage, de licenciements collectifs et des faillites d'entreprises. En évitant d'analyser avec sérieux les cau-

ÉNERGIE

Pour les fêtes de fin d'année Les compagnies aériennes à l'heure des économies

LES ÉCLAIRAGES PUBLICS SERONT MOINS ABONDANTS

Une réglementation plus sévère de l'utilisation de l'électricité pour l'éclairage des annonces publicitaires et des décorations lumineuses sur la vole publique à été décidée pour l'ensemble de la France par un arrêté du ministre de l'industrie publié le 23 novembre au « Journal officiel ».

public le 23 novambre au c Journal officiel a.

Du 29 décembre au 2 janvier, les éclairages spéciaux des magasins et des rues sont interdits de 1 heure à 7 heures du matin. Jusqu'à présent, la réglementation en vigueur depuis décembre 1974 permetasit ces éclairages pendant cette période Les illuminations sont possibles toutefois pour les nuits de Noël et Nouvel An, prévoit l'arrêté ministériel. Les préfets peuvent également accorder des dérogations temporaires, notamment à l'occasion de manifestations artistiques, culturelles ou commerciales.

res, notamment à l'occasion de manifestations artistiques, calturelles
ou commerciales.
Pour le reste de l'année, la réglementation mise en vigneur en 1974,
au lendemain de la première crise
du pétrola, continue à s'appliquer:
pas d'éclairage des vitrines et des
panueaux publicitaires de 22: heures
à 7 heures du matin sauf pour les
locaux professionnels en activité
(cafés, restaurants, boîtes de nuit,
etc.). L'agence pour les économies
d'énenje déclare n'avoir relevé que
de 2 % à 3 % de contrevenants à ces
dispositions.

A Paris, la mairie a décidé d' ne
pas installer cette aunée de guirlandes lumineuses sur la tour Effel pour les fêtres de fin d'année. La
tour restera donc seulement éclairée
par les depuis queique temps d'ampoules quatré fois plus « économes ».
Cette année encore, précise-t-on
à la mairie, les Champas Fraise. pa

poules quatre fois plus a économes ». Cette année encore, précise-t-on à la mairie, les Champs-Elysées ne feront pas l'objet d'illuminations particulières, les commerçants n'ayant pas voulu apporter la contribution financière nécessaire. Le régime d'illumination des fontaines et monuments publics de Paris ne change pas : l'éclairage est autorisé jusqu'à minuit (1 heurs du matin les samedis et veilles de fêtes).

ENVIRONNEMENT

 Manifestation écologique franco-allemande. — Une mani-festation franco-allemande de protestation contre la pollution chimique de deux petites rivières alimentant le bassin minier de Meriebach en Moselle, et les loca-lités frontalières sarroises en Allemagne fédérale a été orga-nisée le 23 novembre à la Petite-Rosselle en Moselle.

Ces causes, les responsables des assemblées régionales les expli-quent ainsi : tendance constante des entreprises à concentrer leurs activités dans les grands centres

développés ; accentuation de cette tendance par la centralisa-tion institutionnelle, administra-

rive et donc économique de la France, où les régions sont placées en état de dépendance : accom-

pagnement de cette concentration par l'Etat, qui consacre l'essentiel

de ses crédits à équiper les zones

développées au détriment des régions périphériques et rurales.

« Une répartition plus juste

des richesses naturelles »

Après s'être étonnés que l'on présente le discours de Mazamet comme un plan, alors que l'on enterre la planification nationale et que l'on qualifie ce plan de régional alors que l'on refuse la régionalisation, les trois présidents socialistes jugent indispensable de réaffirmer que le dévelonnement suppose que rénarif.

sable de reaffirmer que le deve-loppement suppose « une réparti-tion plus juste des richesses naturelles par l'État qui permette le raitrapage et le rééquilibrage du Sud-Ouest avec la France développée ; la décentralisation vers les régions et les collection-tés locales de rouvoir économique

tés locales de pouvoir économique, actuellement confisqué par l'Etat; une répartition volontaire des activités sur l'ensemble de l'espace

national pour permetire à chacun de vivre, de travailler, de décider

Après avoir rappelé que, par rapport aux propositions des ré-gions, de trop nombreuses lacunes subsistent, que, dans le plan, trop

de dossiers-clès concernant les trois régions n'ont pas été abor-dés, les présidents des conseils régionaux ont déclaré qu'ils at-tendaient de véritables innova-

tions, comme la création d'instituts régionaux de développement, « car,

disent-ils, la plus grande maîtrise de l'épargne régionale au profit

des entreprises et des créations d'emplois dans nos régions est la condition indispensable au décol-lage économique du Grand Sud-

LEO PALACIO.

au pava. >

L'Association du transport aerien international (IATA), qui rassemble cent six compa-gnies mondiales, vient de publier le rapport de son directeur général, M. Knut Hammarskjöld, sur la situation de l'industrie du transport aérien.

Le diagnostic général est connu : 1978 a été une bonne année; les compagnies ont réa-lisé un bénéfice d'exploitation équivalant à 6,7 % de leurs recettes. 1979 se présente sous des aspects plus sombres. Les comaspecis plus sometes. Les com-pagnies à seront tourdement frap-pées par les hausses affrayantes des priz du carburant et par la spirale inflationniste qui ne man-quera pas de suipre ».

Un long chapitre est consacré à cette question essentielle du carburant, de plus en plus rare, de plus en plus cher.

de plus en plus cher.

On note des insuffisances d'apprevisionnement sur presque tous les grands aéroports, où les compagnies aériennes peuvent toutefois acquérir du carburant à un prix supérieur à la normale. Les compagnies pétrollères qui ont des contrats avec les compagnies aériennes ont mis au point un « système d'attribution » en vertu duquel chaque transporteur se duquel chaque transporteur se voit garanti d'avance un certain volume de carburant, mais ces attributions ne tiennent aucun compte des fluctuations de la demande de transport.

Les prix du kérosène ont évi-demment beaucoup augmenté (45 cents le gallon fin 1978, 87 cents fin 1979) et augmen-teront; ce qui a conduit et conduira les compagnies à re-chercher toutes les mesures per-mettent d'écomplies le remettant d'économiser le car-

 Un nouveau président pour El Al. — Le conseil d'adminis-tration de la compagnie aérienne israélienne vient d'approuver la nomination d'un nouveau prési-dent M. Avraham B. Shavit. M. Mordehal Ben-Art, l'ancien président, avait offert sa démis-[Né en 1927, M. Shavit est actuel

des industriels, président du bureau de coordination des institutions éco-nomiques, membre du conseil d'ad-ministration de l'université tech-nique de Haire et des Amis de l'Ins-titut Welzmann]

LA COUR DES COMPTES

VA EXAMINER LA GESTION

DU PONT DE SAINT-NAZAIRE

ques, à la privatisation des béné-fices et à la négation même de la notion de service public », a dé-claré M. Chénard, qui préalable-ment à la nationalisation que son

groupe propose, a suggéré l'ouver-ture d'une enquête par la Cour

des comptes.

La commission de la production et des échanges a donc
transmis sa demande à la
commission des finances de
l'Assemblée nationale, seule habilitée pour saisir la Cont des

● Les morts sur la route. — Mille cent vingt-neuf personnes ont été tuées sur les routes au

coure du mois d'octobre, soit 2,5% de mois qu'en octobre 1978, « le mois d'octobre 1979 ayant été le mois meuririer depuis 1964 ».

le moins meuririer depuis 1964 », annonce le ministère de l'intèrieur. D'autre part, il y a eu, du ler janvier au 31 octobre, 208 809 accidents de la circulation qui ont fait 10 253 tués et 288 308 blessés, soit par rapport à la même période de 1978 une augmentation de 2 % du nombre des tués et de 2,9 % du nombre des blessés.

des comptes.

comptes.

CIRCULATION

Certaines de ces mesures ont pu être adoptées par décision purement interne des compa-gnies, d'autres exigent la coopé-ration des services gouvernemen-taux, notamment du contrôle de ration des gerviers gouvernementaux, notamment du contrôle de la circulation aérienne. Elles comprennent principalement: la réduction des viteses de croisière, l'augmentation de la capacité en passagers, l'adoption de procédures de descente permettant une utilisation efficace du carburant ou de procédures d'approche à faible puissance, l'élimination quasi totale de l'entrainement en voi par l'emploi de simulateurs, la mise en route retardée des moteurs lorsqu'il y a des files d'attente au décollage, la circulation au soi avec un ou plusieurs moteurs coupés, l'emploi d'ordinateurs de gestion des vois, l'adoption de routes aériennes plus directes et la suppression des « crochets » sur les routes existantes, etc.

Nouvelles routes

La plupart de ces mesures ont déjà été exploitées à fond, déclare M. Hammarskjöld, et l'on ne saurait attendre de nouveaux gains grâce à elles, mais il reste cependant de vastes possibilités d'amélioration en ce qui concerne l'efficacité d'utilisation du car-burant dans deux domaines au moins : l'amélioration de la structure des routes aériennes et l'efficacité du contrôle de la cir-

L'année dernière, un gain spec-taculaire a été réalisé dans le Sud-Est asiatique grâce à la réouverture de trois routes aériennes entre Bangkok et Hong-kong et entre Bangkok et Manilie Plus récemment, la République populaire de Chine a ouvert une nouveile route aérienne survolant le sud de la Chine pour relier plus ou moins directement Hong-kong à partir d'un point situe sur la frontière sino-birmane. On s'efforce maintenant d'obte-

nir d'importantes améliorations de la structure des routes dans trois régions où cela semble pos-sible : la mer Egée, la mer Noire et la frontière indo-pakistanaise. En outre, les experts tentent de « redresser » plus d'une centaine de routes sériennes, dont sucune, prise individuellement, ne perspectaculaires, mais qui, prises collectivement, peuvent revêtir une grande importance. Blen entendu, la mise en ser-

vice progressive des avions à réaction gros porteurs, dont la consommation est très inférieure consommation est très inférieure à celle des appareils précédents, a sussi permis d'améliorer grandement le rendement des compagnies, note le directeur général de l'TATA, qui annonce et souhaite que cette amélioration continue dans les prochaines années.

LA CONSTRUCTION DE RÉACTEURS DE 1300 MW La commission de la produc-tion et des échanges à l'Assem-blée nationale vient de demander que la Cour des comptes enquête sur la gestion de la société d'éco-nomie mixte du Pont de Saint-Nazaire-Saint-Brésin

A CATTENOM TRRITE LES PAYS VOISINS

sur la gestion de la société d'économie mixte du Pont de Saint-Nazaire-Saint-Brévin.

Cette décision a été prise, le jeudi 22 novembre, au cours d'une réunion consacrée à la discussion de la proposition de loi présentée par le groupe socialiste et tendant à la nationalisation du pont de Saint-Nazaire.

M. Alain Chénard, député (P.S.) de Loire-Atlantique et maire de Nantes, rapporteur de la proposition, a fait valoir que ce pont était le seul ouvrage de cette nature géré par une société d'économie mixte. Il a souligné certaines anomalies dans les conditions de l'utilisation et d'exploitation du pont : la construction aurait été confiée, sans appei à la concurrence, à des entreprises actionnaires de la société exploitante de l'ouvrage. D'autre part, celle-ci percevrait une subvention destinée, semble-t-il, à assurer une rentabilité minimum du capital investi contraire à la règle d'exploitation « aux risques et périls du concessionnaire ».

«Le système ainsi mis en place aboutit à la socialisation des trisques, à la privatisation des béné-La construction de la centrale nucléaire de Cattenom, près de Thionville (Moselle), a fait l'objet le 23 novembre d'un entretien à Luxembourg entre les ministres

à Luxembourg entre les ministres luxembourgeois des affaires étangères et de l'économie, M. Thorn, et le vice-président du gouvernement de la Sarre, M. Klump.

L'augmentation de la puissance des deux premiers réacteurs du site — de 900 à 1 300 MW, — décidée récemment par le gouvernement français, a « surpris » les autorités luxembourgeoises et sarroises, alors que la centrale qui sera la plus importante d'Europe (5 200 MW) sera située à quelques kilomètres des fronà quelques kilomètres des fron-

territoires.

M. Klump, qui a déclaré n'être M. Klump, qui a deciare n'eire pas un opposant au nucléaire, estime qu'il ne peut s'agir d'une affaire purement interne à la France. « Dans le cas précis de Cattenom, a-t-il dit, il aurait jallu que Paris consulte les pays

 Deux pétroliers pour B.P. —
 La British Petroleum annonce qu'elle va passer sa première commande de pétroliers depuis le début de la récession maritime en 1973. Il s'agit de deux navires du moyen tonnage (109 000 tonnes) dont la construction a été confiée aux chantiers nationalisés britanniques pour livraison fin 1981. La valeur de la commande dépasse 40 millions de livres (360 millions de francs).

PECHE

ordonnance signée par le ministre des transports et communica-tions. Les licences seront délivrées par le sous-secrétariat à la pêche et à la marine marchande aux bâtiments des seuls pays qui, précise l'ordonnance, « auront obtenu, par négociation avec le gouvernement espagnol, l'assigna-tion d'un quota de capture dans la zone économique » — (AFP.)

sprepositions d'economies du

in reflect spirit die \$6 % neitenst in refle den versiche gewat 150 aufgeben geben der Gestlende

Action of the property of the control of the contro

A CAME OF COMME

En repoussant massivement cet amendement et en adoptant ensuite à une nette majorité l'article 25 qui avait été si contro-versé à l'Assemblée (cet article, l'article 25 qui avait été si controversé à l'Assemblée (cet article, dit d'équilibre, regroupe l'ensemble des dispositions de la première partie et prévoit pour 1980 un déficit de 31 millards), le Sénat a marqué sa volonté de concertation et de cohérence, son soud, aussi, comme l'a dit M. CHAUVIN, président de l'intergroupe UDF, « de ne pas précipiter le pays dans une grave crise politique. » Soutenant son amendement qui reprend les termes de celui déposé à l'Assemblée. M. JACQUET a critiqué la procédure d'élaboration du budget.

M. POUILLE (R.L. Meurine-

M. POUILLE (R.I. Meurthe-et-Moselle) souligne l'incohérence de la demande R.P.R.: « Deux milliards d'économies (...). Mais rien que cette nuit nous avons voté près d'un milliard de dépenses nouvelles! » Avant les deux scrutins (sur l'amendement R.P.R. et sur l'ar-ticle 25), les sénateurs avaient voté les principales modifications suivantes:

• Article 5. visant à assujettir Article 5, visant à assujettir à l'impôt sur les sociétés dans les conditions du droit commun la caisse centrale et les caisses départementales de Crédit mutuel Par 152 voix contre 107, le Sénat a repoussé cet article au terme d'une longue discussion. Défendant cet article, notamment contre M PONCELET (R.P.R.) contre M. PONCELET (R.P.R.). contre M. PONCELLST (R.P.R.), M. MONORY, ministre de l'éco-nomie, avait déclaré : « Si l'on compare la période du 1º jan-vier au 30 septembre 1979 à la période correspondante de 1978 dans les cuisses d'épargne, les serviris l'est emporté de 828 % dans les caisses d'epargne, les retraits l'ont emporté de 6,26 % sur les dépôts; dans le Crédit mutuel, les dépôts l'ont emporté de 61,22 %. Pourquoi ? Parce que les avantages ne sont pas les mêmes. Or 50 % des jonds des caisses d'épargne vont à la Caisse des dépèts qui rand d'immense. des dépôts, qui rend d'immenses services à l'économie : finance-ment des investissements locaux, soutien de la Sécurité sociale entre autres. Alors, vous ne pourez pas laisser se développer des avan-tages exorbitants du droit com-mun au profit de certains orga-

de-Seine) avait apporté son soutien, avec quelques réserves tou-tefois), à son successeur rue de

M. GIRAUD (R.P.R., Val-de-Marne) a défendu l'amendement de M. Poncelet.

En délinitive, cet article, dont la suppression était également demandée par les socialistes et les communistes, est repoussé après une tentative d'amendement due à l'initiative de M. SCHIELE (Un. centr., Haut-Rhin). M. MO-NORY s'était pourtant engage à relever le plafond du livret du Crédit mutuel au-dela de 41 000 F s'il apparaissait que la collecte de cet organisme tombait en dessous de la movenne nationale.

 Majoration des droits indi-rects sur les alcools :
 Le Sénat adopte un amende-ment de M. EBERHARD et des membres du groupe communiste, limitant cette majoration et rétablissant la franchise des dix litres. Cet amendement dispose que, « en dehors de l'allocation,

dont la teneur alcoométrique atteint 40 degrés minimum à la mise à la consommation et qui ont été distillées à 75 degrés ont ete aistulees à 75 degrés maximum sans coupage avec de l'alcool d'autres origines. Les produits composés, élaborés exclusivement avec de telles eaux-de-vie, liqueurs, fruits, sucres, pommes et les rhums, crème de cassis, alcool utilisé pour la fabrication de vins de liqueur; - 4500 F pour les autres produits;
- 6 500 F pour les alcools dis-

illes hors du territoire national, ».

Exonération des droits de mutations

Plajonnement des exonéra-tions de droits de mutation à titre gratuit : les sénateurs repoussent un amendement de M. LE PORS qui reprenait la disposition initiale proposée par le gouvernement mais remettait en cause les programments de En faveur du sport, un amendement de M. FRANCOU (Un. Cent., Bouches - du - Rhône), appuyé par tous les groupes, a été adopté par 148 voix contre 127. Il précise que le gouvernement est autorisé à affecter à ce fonds national pour le développement du sport un prélèvement au taux maximum de 0.5 % sur les mises des enjeux des paris mutuels. le gouvernement mais remettait en cause les engagements du ministre devant l'Assemblée nationale. Ils ont adopté un amendement de M. DE MONTALEMBERT (R.P.R., Seine-Maritime, à propos duquel le ministre fait la déclaration suivante : « Je propose un plafond d'exonération de 500 000 F quel que soit le degré de parenté des héritiers, plafond auquel s'ajouteraient 500 000 F pour le conjoint et pour chacun des enfants. Ainsi, pour un conjoint survivant avec trois enfants, le plafond d'exonération serait de 2 millions et demi; soit i million de plus qu'avec le système actuel. » La somme correspondante sera prélevée sur la part réservée aux parieurs gagnants. En revanche, un amendement proposé par M. ROLAND RUET (R.I., Ain) tendant à prélever un pourcentage sur le Loto pour le développement du sport a été repoussé à main levée.

Un amendement de M. SERA-MY (Un centr., Seine-et-Marne) concernant les donations-parta-ges et étendant l'application des dispositions autéen tréadment dispositions votées précédemment dispositions votées précédemment, est aussi voté, contre l'avis du ministre (qui estime que cet amendement favorisera l'évasion fiscale) et contre l'avis de M. BLIN, rapporteur général.

Par 125 voix contre 61, un second a mendement de M. DE MONTALEMBERT est arionté tendant à fevoriser les

adopté, tendant à favoriser les groupements fonciers agricoles en cas de donation-partage. Un amendement, présenté par le rapporteur général, et dû à l'initiative de M. FOURCADE en

l'initiative de M. FOURCADE en commission des finances, fixe que la réduction de 25 % prévue par le code des impôts pour les donations-partages est ramenée de 25 % à 20 %. D'autre part, la référence à l'âge est supprimée. L'avantage fiscal résultant de la donation-partage est donc maintenu quel que soit l'âge du maintenu quel que soit l'âge du donateur.

.Parmi les autres modifications adoptées : En faveur des chauffeurs de taxis et des voyageurs de commerce, les Sénateurs ont voté deux amendements stipu-lant, d'une part, que les taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers grevant les carburants utilisés par les chauffeurs de taxis sont réduits de 100 % dans la limite de 5 000 litres par an et sera institué un contingent maximum annuel de carburant détaxé pour tout emploi de voyageur de

Ce contingent attribué ne pourra dépasser 4 000 litres pour une année civile.

Il est créé une taxe de 1 % sur le chiffre d'affaires hors taxes des compagnies pétrolières étrangères exercant leur activité en France.

En ce qui concerne la taxe différentielle sur les véhicules à mo-teur — (deux roues) — vignette, — les sénateurs ont modifié la disposition votée par les députés en ramenant de cinq à deux ans l'âge des motocyclettes bénéfi-ciant des 50 % de la taxe.

(Publicité) -

COMITÉ FRANÇAIS D'ÉLECTROTHERMIE

IMPORTANT : n'oubliez pas de vous inscrire aux Journées d'Études

6-7 décembre 1979 - PALAIS DES CONGRES DE VERSAILLES

SUR LE THÈME :

DANS LE CHAUFFAGE DES BATIMENTS NEUFS OU EXISTANTS

NOUVELLE CONTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ A L'EFFORT

NATIONAL POUR SURMONTER LA CRISE DE L'ÉNERGIE

Les journées d'études sur le chauffage et la climatisation des locaux sont, chaque année, une occasion exceptionnelle de rencontre les partenaires du bâtiment, les pouvoirs publics et les professionnels.

Ces X° Journées apporteront de nombreuses réponses aux ques-tions posées tant par l'évolution et l'adaptation de nouvelles techni-ques que par les perspectives qui se précisent pour les professions du chauffage.

A noter parmi les sujets d'actualité qui seront examinés et discutés durant ces deux journées :

- un exposé du Directeur Général de l'Energie sur la politique énergétique de la Prance dans la conjoncture actuelle; - une importante étude statistique de la consommation éner-gétique des logements individuels chauffés à l'électricité, au gaz ou au mazout;

de nouvelles précisions sur la pérennité des heures creuses en tarification d'électricité basse et moyenne tension ;

de nouveaux développements des facteurs d'économie de la puissance électrique nécessaire au chauffage des bâtiments.

Une table ronde rassemblant les représentants de l'administration, de la construction, des professionnels de divers modes de chauffage, et des consommateurs s'afforcera de répondre à la question :

QUEL CHAUFFAGE DEMAIN ? >

Inscrivez-vous sans plus tarder au : Comité Français d'Electrothermie, 79, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : 522-81-68 - 387-53-29.

AGRICULTURE

L'activité du Fonds des industries du bois 14 projets retenus en 1979 et 30 autres à examiner pour 1980

MM. Giraud et Méhaignerie, ministres de l'industrie et de l'agriculture ont présenté les résultats des travaux du comité de gestion du Fonds de développement des industries du bois. Ce fonds, mis en place le 30 août, regroupant les divers moyens financiers existants (Fonds forestier national. crèdits d'investissements de l'ONF., prèts du F.D.E.S., du FIAT, du Crèdit agricole, crédits des E.P.R., crédits à l'innovation, taxes parafiscales sur l'ameubletaxes parafiscales sur l'ameuble-ment et le papier, etc.) sera doté en outre, en 1980, de ressources propres de 25 millions de francs. Le comité de gestion a retenu quatorze projets industriels qui devraient dans leur majorité être mis en œuvre d'ici à la fin de

Ils concernent notamment des entreprises de lamellé-collé, de sclage de petits bois, de mobiller massif, de construction d'élèments préfabriqués pour maisons de carbonisation dans le Massif Central. L'ensemble de ces investissements s'élève à 100 millions, l'aide de l'Etat oscillant, selon les projets, entre 20 et 35 %. Le comité de gestion a également à examiner pour 1980 une liste de trente autres projets industriels, correspondant à un investissement de 250 millions de francs. Ils concernent notamment des

francs. Interrogé sur le montant des crédits disponibles pour la fillère

Quarante-hult heures après la bols pour 1979 et 1980. M. Giraud présentation du projet de loi a indique que cette estimation ne concernant la gestion de la forêt serait disponible que d'ici trois à tle Monde du 22 novembre. quatre mois. M. Méhalmerie pense que les crédits disponibles seront dans l'ordre de grandeur des chiffres proposès par le rap-port de MM. Méo et Betolaud tle Monde du 20 novembre), soit : 300 à 400 millions de francs.

M. Méhaignerie a encore déclaré que les rommissions de la

ressource que président les délè-gués de massif (trois sont nom-més, M. Dumas pour le Sud-Est, M. Leroy pour le Nord-Est et M. Prévôt pour le SudOuest) avaient pour objet de mettre face avaient pour objet de mettre lace à face les industriels qui se plaignent de ne pas avoir de bois disponible et les forestiers de ne pas avoir d'industrie. A ce titre, un débat est engagé sur un éventuel raccourcissement de s rotations de l'exploitation des pins dans le Sud-Ouest, un autre sur l'insuffisante mobilisation des ressources forestières dans le Nord

pas encore prise a mais, a-t-il ajouté, ir souhaite que cette affaire reste française, le ruchat par une entreprise française garantissant un meilleur développement pour l'ensemble de la branche industrielle ». Ainsi, la Cellulose du Pin, filiale du groupe Saint-Gobain, semble-t-elie devolr

Aux États-Unis

LES AVOIRS OFFICIELS ÉTRAN-

GERS ONT AUGMENTÉ DE

Washington (A.P.P.). - Les avoirs

officiels étrangers déposés aux États-Unis ont augmenté de 5.3 millards

de dollars pendant le troisième tri-mestre, indiquent les statistiques sur les transactions internationales

publiées le 21 novembre par le dépar-tement américain du commerce. Cette

augmentation, qui contraste avec la

liards de dollars, après avoir été pratiquement stables au cours du

De juillet à septembre, les dettes

iques américaines à l'égard

trimestre précédent.

Un plan quinquennal pour produire davantage de viande de bœuf

(Suite de la première page.)

a Personne ne connaissant de quoi l'aveni reera fait, a déclaré M. Barre, il est nécessaire que l'Europe comerve la sécurité de son approvisionnement alimen-

Après les affirmations, les faits : le plan de développement de l'élèvage qui sera mis en œuvre dès le 30 avril ne prévoit pas de crédits supplémentaires ; on cher-chera simplement à redéployer les chera simplement à redéployer les crédits existants. On croit savoir — mais M. Barre ne l'a pas dit — que la France utilisera pour ces actions les crédits du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantle agricoles) destinés initialement à subventionner la consommation de beurre. C'est grâce au déblocage d'un crédit de 20 millions de francs du FEOGA que les primes d'abattage des animaux brucelliques en attente seront payées avant le 15 décembre. A l'avenir, le délai de palement ne devra pas excéder de palement ne devra pas excéder deux mois, mais la prime elle-même ne sera pas revalorisée comme le demandaient les orga-

15 millions de TEP dans dix ans

Des faits encore concernant les autres volets de l'ordre du jour de la conférence annuelle :

Avant le 30 avril, une direc-♠ Avant le 30 avril, une directive du ministère de l'agriculture fixera les actions à mettre en œuvre pour les cinq ans à venir en matière de formation, de recherche appliquée, d'expérimentation, ainsi que de diffusion des techniques des méthodes de gestion. Cette directive sera fondée sur trois orientations: mise en place d'un système d'éducation permanente, création d'un réseau national d'expérimentation et de démonstration par secteur de démonstration par secteur de production qui regroupera les initiatives publiques et profes-sionnelles dont la coordination est actuellement insuffisante. 5 MILLIARDS DE DOLLARS PENDANT LE TROISIÈME TRI-

• Seront également créées des conférences départementales de l'agriculture et du développement, qui auront pour tâche de faire le llen entre les actions secto-rielles (par type de production) et les actions d'assistance technique aux exploitants agricoles.

● Enfin, un « programme vert » faisant partie d'un programme « biomasse » en vole de préparation devrait permettre à l'agriculture de fournir, soit en économisant l'énergie, soit par production d'énergie, 6 millions de tonnes d'équivalent pétrole (TEP) d'ici à cinq ans et 15 millions de TEP d'ici à dix ans, « ce qui représentera alors le quart de l'énergie nucléaire disponible en France », a précisé M. Giraud, le ministre de l'industrie, qui participait à cette conférence annuelle.

A l'issue de cette négociation,

A l'issue de cette négociation, qui, selon M. Guillaume, a été la plus difficile qu'il ait connue de-puis la création en 1971 de la conférence annuelle, le président de la F.N.S.E.A. a indique qu'il maintenait la revendication d'une session spéciale du Parlement pour l'examen du projet de loi d'orientation, de l'augmentation de la prime d'abattage des animaux brucelliques, du paiement d'une prime pour le troupeau allaitant. En d'autres termes, gouvernement et organisations pro-fessionnelles, au soir de la confé-rence annuelle, étalent satisfaits

les négociations continuent.

JACQUES GRALL. ● Après la guerre du mouton, celle du lait. — La Cour euro-péenne de justice statuera sur le blocage des importations de lait par la Grande-Bretagne d'ici quelques semaines. Le Royaume-Uni justifie ce blocage par deux arguments: les embal-lages des produits laitiers en pro-renance du continent ne seront légaux qu'après le 1º janvier, car le pays n'a pas achevé sa conver-sion au système mètrique. D'au-tre part, les normes d'hygiène continentales seraient inférieures aux normes britanniques. En fait,

ETRANGER

La conférence des Nations unies sur le commerce international

Les sociétés multinationales dominent les échanges mondiaux

De notre correspondante

Genève. — Dès la séance d'ouverture de la conférence des Nations unies sur les pratiques commerciales restrictives (« le Monde » du 21 novembre), qui réunit depuis le 19 novembre les délègués de soixante-treize pays. M. Corea, secrétaire général de la CNUCED, a déclaré que 80 % du chemin avaient déjà été parcourus. Il n'a pas manqué de voir là un signe encourageant pour l'issue de négociations qui devraient aboutir à l'adoption d'un ensemble de règles équitables relatives à un contrôle des pratiques commerciales restrictives. La conférence n'a plus à démontrer combien de telles pratiques sont préjudiciables aux échanges internationaux et, plus précisément, au développement des pays pauvres.

Les représentants de la Com-munauté européenne ont, pour leur part, insisté sur l'importance de la promotion d'une coopéra-tion dans ce domaine, afin que tion dens ce domaine, and que le commerce puisse se développer dans des conditions de concutrence loyale. Il paraît clair pour la CEE, que le code devrait contenir des dispositions — non contraignantes — anti-cartels, adressées aux gouvernements et aux sociétés commerciales, et un

appel à la coopération inter-nationale sous forme notamment de consultations entre Etats et d'assistance technique aux pays en voie de développement.

Il n'en reste pas moins que des difficultés subsistent pour parvenir à un accord sur certains points importants, principalement sur ceux qui ont trait aux rela-tions dans les sociétés multi-nationales entre les maisons mères et leurs filiales. Ces sociétés assurent, comme l'a fait remar-quer M. Bahadian (Bresil) porte-parole du groupe des «77 » la moitié du commerce inter-

national. Selon les experts de CNUCED, ce commerce a en effet tendance à se concentrer en un nombre relativement restreint d'entreprises, le marché étant ainsi dominé par des oligopoles, voire des monopoles. Sauf pour certains produits agri-coles ou minéraux, commercialisés directement par des firmes publiques, les échanges mondiaux se font essentiellement par le truchement des grandes sociétés privées, avec parfols une parti-cipation de l'Etat. Ainsi d'après le secrétarist de le CNICED le secrétariat de la CNUCED, près de la moitle des impor-tations des Etats-Unis étalent, en 1977, effectuées par des ache-teurs liés aux vendeurs par une participation d'au moins 5 %.

Inégalités

Cependant les conflits de com-pètence, qui ne manqueront pas de surgir entre les diverses légis-lations nationales en vigueur et les codes de conduite internatio-naux à élaborer, sont évidents. Les conceptions relatives aux traitements préférentiels en faveur des pays les plus durement touchés du tiers-monde divergent

également.

L'inégalité des potentialités commerciales, qui ne fait qu'augmenter entre les divers pays du groupe des « 77 ». n'est pas faite pour faciliter les travaux. On ne saurait oublier que des pays pro-ducteurs de pétrole sont richis-

diminution euregistrée au cours des deux précédents trimestres, a été composé, en principe des pays industrialises, mais qui comporte, néanmoins, des États dont l'actidue aux interrentions des pays occi-dentaux pour freiner la baisse du dollar et à l'augmentation des revevité sur le marche mondial n'est pas précisement florissante. Pour nus des pays de l'OPEP, à la suite de la hansse des prix du pétrole décidée en juillet. Les avoirs améne citer qu'un exemple, la Turquie n'a pas caché ses velléités de se détacher du groupe B pour re-joindre les « 77 ». ricains à l'étranger ont, dans la même période, diminué de 2,8 mil-

ISABELLE VICHNIAC.

Selon l'ONU

LA DETTE EXTÉRIEURE DE L'EUROPE DE L'EST EST DE L'ORDRE DE 50 MILLIARDS DE DOLLARS

Genève (A.F.P.). - La dette to tale de l'Europe de l'Est à l'égard des pays occidentaux atteignait, à la fin 1978, environ 47 milliards de doilars contre 40 milliards à la fin 1977. en augmentation de 17,5 %, Indique un rapport de la commission économique pour l'Europe des Nations unies (C.E.E. - ONU). Selon d'autres estimations, cette dette s'élevait à quelque 55 milliards de dollars à la

fin de 1978. Comparée au produit national brut, la dette reste - relativement falble environ 4%, reiève la C.E.E. - ONU. oul prend en considération le montant de 47 milliards. Quant au service de la dette, il est - élevé -, mals demeure « dans des limites accep-

Les perspectives du commerce est-ouest pour 1979 - restent incertaines » Indique la commission.

La hausse des prix des combu tibles et de l'or • sera peul-être un adjuvant à la balance globale de Europe orientele, en particulier de l'Union soviétique ., mais « le défich lui-même sera un frein important è la croissance des importations de la région pendant les prochains mois : relève le rapport. Ce déficit à l'égard de l'Occident a atteint globalemen environ 8 milliards de dollars en 1978 contre 6 milliards en 1977 et près de 10 milliards en 1975. Pou 1979, la commission estime qu'il

de l'étranger se sont accrues de 14,2 milliards de dollars (après une augmentation de 11,1 militards le trimestre précédent). Cette évolu-tion reflète des emprunts importants des succursales étrangères de ces banques à la suite de la forte hausse des taux d'intérêt et de la demande importante de liquidités notées aux Etats-Unis, De leur côté, les dettes de l'étranger à l'égard des banques américaines ont augmenté de 11.9 milliards de dollars (la pro-gression avait été de 7,1 milliards le trimestre précèdent). Cette aug-mentation a été due au maintien d'une forte des productions de la commentation de la commentation

d'une forte demande étrangère de dollars pour financer les transactions internationales, en particulles les achats de pétrole. R. F. A.

ouest-allemand a enregistre, au cours du troisième trimestre, une hausse de 0.5 ° par rapport au trimestre précèdent, et de 4 ° c par rapport au trimestre corres-pondant de 1978. Selon l'Institut économique de Berlin, cette amé-lioration est liée essentiellement à une augmentation de la pro-

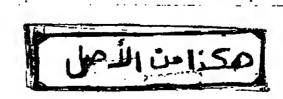
 RECTIFICATIF. — Dans notre information publiée dans le Monde du 24 novembre sous le titre « Un héros onéreux », deux simes, alors que des peuples d'au-tres nations du tiers-monde sur-vivent à peine.

Le problème se pose, à un moin-dre degré, pour le groupe B

tres on heros onereux, deux
dates ne sont pas correctes. Phy-sicien allemand, Otto Hahn est
né à Francfort en 1879, et non
en 1870. Il a reçu le prix Nobel
de chimie en 1945, et non en 1944.

• Le produit national brut a une augmentation de la pro-duction industrielle et à la pour-suite de l'essor dans la construc-tion. Au cours du quatrième tri-mestre 1979, le produit national brut devrait à nouveau augmen-ter de 4 % par rapport à l'an dernier, — (A.F.P.) la question d'hygiène sert surtout de prétexte pour freiner les im-portations de lait meilleur mar-ché que celui produit localement.





Les réactions après les élections aux chambres de commerce et d'industrie

L'analyse des résultats des élections pour le remouvellement des chambres de commerce et d'industrile a suscité une réaction du Syndicat national de la petite et moyenne industrie (S.N.P.M.I.), qui « avait choisi de ne présenter aux élections consulaires que quelques listes spécifiques, chaque quelques listes spécifiques, chaque que qu'il y avait risque de sclénose ou de monopole des listes traditionnelles ». Le S.N.P.M.I. estime que « c'est le pourcentage de voix réalisé qui est important et qui témoigne de l'audience d'un mouvement » et affirme qu'il a recueilli, chaque fois qu'une liste était présentée par lui, entre 30 et 40 % des suffrages.

« De tels résultats attestent à l'évidence le malaise profond rescrit importante et une cheir d'interestion de la comportante et qui temoigne de l'audience d'un mouvement » et affirme qu'il a recueilli, chaque fois qu'une liste était présentée par lui, entre 30 et 40 % des suffrages.

« De tels résultats attestent à l'évidence le malaise profond rescrit importante et qui temportante et qui temportant

Taxe professionnelle. — «Il y a des distorsions parfois très importantes en matière de taxe professionnelle, ce dont le gouvernement est très préoccupé », déclare M. Monory, en réponse à une question de M. Delprat (député non-inscrit de l'Yonne). a De tels résultats attestent à l'évidence le malaise profond ressenti par les chefs d'entreprise qui ne trouvent plus, dans les structures traditionnélles, une capacité de réaction à la mesure des problèmes rencontrés », conclut le SN.P.M.I.

De son côté, le CID-UNATI rappelle qu'il avait lancé un mot d'ordre de non-participation à ces élections et qu'on ne peut donc a porter aucun jugement sur les résultats, attendu que le bureau national n'avait donné son avai qu'à seize listes, ceci pour tester ponctuellement les réactions de l'électorat ».

En revanche, au comité prépa-

soit constitué et qu'en particulier

le comité de soutien ait reçu suf-fisamment de fonds pour assurer sa quote-part. Il ne me semble

pas inutile de rappeler que cer-tains donateurs (voire coopéra-teurs) peuvent bénéficier des dis-

CORRESPONDANCE

LE SAUVETAGE DE L'ENTREPRISE DES HANDIGAPÉS PILOTE S.A.

A la suite de la publication de tégé, cela mérite le respect! reticle de Jean Benoît sur l'ex-crience de la société Pilote S.A. reconstituer leur entreprise sous l'article de Jean Benoît sur l'ex-périence de la société Pilote S.A. de Berck-sur-Mer (le Monde du 12 octobre), M. Georges Hage, député (P.C.) du Nord, président une forme nouvelle, voilà qui force l'admiration ! Mais encore faut-i les encourager et surtout leur donner les moyens d'aboutir dans de la commission des affaires sociales du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, nous écrit noleur démarche. Une fois encore, bien que soutenus par la collec-tivité locale et la collectivité tamment:

tamment:

Une issue aurait encore été possible il y a un an, il y a six mols, en juin dernier même, si l'on n'avait pas trainé en longueur et cherché à imposer des solutions contre le désir des handicapés, prenant ainsi des risques graves : aujourd'hui, le bilan est déposé. régionale, ils ne pourront compter sur les pouvoirs publics qui, s'ils tiennent de beaux discours sur la réinsertion des handicapés, ne souhaltent pas intervenir pour maintenir l'existence de l'usine Pilote.

Pendant trop longtemps, certains élus n'ont pas saisi que Pilote était avant tout une entreprise etart avant tout une entre-prise de handicapés et non une « quelconque » P.M.I. en faillite comme beaucoup d'autres. Que des solutions spécifiques étalent à trouver en dehors des réponses technocratiques classiques. Et aujourd'hui, alors qu'enfin

à reconnaître que Pilote porte blen son nom certains responsables se montrent encore favora-bles à la solution gouvernementale de l'ateller protègé, rejetée

par tous... Ces diverses tergiversations, pas toujours innocentes, entraînant retards et confusion, risquent blen d'avoir un effet fatal sur le devenir de Pilote, devenu un enjeu.

Afin de briser le cercle. J'al
décidé, en tant que président de
la commission des affaires soclales, de proposer que la région participe au financement du redémarrage de l'entreprise à hauteur de 1 ou 1,5 million de francs.
Cette aide, possible dés demain
(ma commission dispose d'un
reliquat de 3 millions de francs
à son budget 1979 pour les handicapés) aurait un effet d'entralnement immédiat. La CIRCO
s'est en effet engagée à apporter
500 000 francs de subvention en
complément de la nôtre, le
CODEFI apporterait également
500 000 francs, les travailleurs
sont prêts à réinvestir pour
la deuxième fois dans une future coopérative ouvrière leurs
700 000 francs d'indemnités de
licenclement; enfin, la ville de participe au financement du re-100 000 francs d'indemnités de licenclement; enfin, la ville de Berck serait disposée à prêter, sous certaines conditions (désignation d'un nouveau directeur), 1,5 à 1,8 million de francs, garantis par la région. Ce montage cohérent représente les 5 millions de francs dont M. Ber oft parle dans son article.

In y a pas aujourd'hui d'autre solution financière pour repartir solution financière pour repartir sur des bases saines.

Un appel

du député-maire de Berck De son côte, M. C. Wilquin. conseiller régional, député (P.S.) du Pas-de-Calais, maire de Berck-sur-Mer, lance un appel de fonds en faveur du comité de défense de Pilote (compte bancaire Crédit Mutuel-Berck):

Qu'une entreprise fonctionne normalement avec un personnel compost pour les deux tiers par des handicapes, n'est pas courant Que ceux-ci refusent de devenir des assistés dans un atelier pro-

ÉLECTIONS AUX CAISSES DE RETRAITE DES ARTISANS

Quelque 900 000 artisans français - 552 000 cotisants et 439 000 retrai-tés - sont appelés à élire par correspondance le 26 novembre leurs 721 représentants aux consells d'administration de lour caisse de retraite. la Cuisse untionale de comdes artisans (CANCAVA). Le résulconpu avant le 1er décembre.

L'INFORMATION

L'administration est prête à accepter l'établissement

L'un des principaux enseignetion minimum.

Les services de la concurrence

etc.).

Devant les plaintes des lec-

Les bibliothécaires, pour éta-blir leurs budgets, ont obtenu des autorités l'autorisation de recevoir les publications profes-sionnelles et les catalogues avec

clairement fait comprendre que, sans la mention d'un prix export, ils seraient amenés à fermer purement et simplement leurs rayons de livres français.

POUR LA PROMOTION

Pachiney - Hoine - Kuhlmann vien de créer une société de service (TECNOVA) pour la promotion de la technologie française à l'étranger. L'annonce en a été falte à Lyon, à l'occasion de la présentation du sa-

Un plan de relance est en cours d'élaboration, avec la participation de l'Institut préparatoire aux affaires de Lille, et le redémarrage de la société prévu pour novembre-décembre afin d'assurer la campagne de fête des mères 1980. Mais pour que tous ces efforts ne soient pas ruinés, il faudrait que d'ici lé, le financement par que tous que tous ces estant que d'ici lé, le financement par que tous que d'ici lé, le financement par que d'ici lé, le financement par le que d'ici lé que d'ici lé, le financement par le que d'ici lé que d'ici lé que que le q PUK, qui a dans son groupe une centaine de P.M.I. (petites et moyen-nes industries), a constaté que l'évolution de la demande de développement industriel devrait de plus en plus s'appuyer sur le savoir-faire des entreprises moyennes. Il a créé une direction de la promotion technologique qui rassemble des moyens d'assistance, dont TECNOVA pour la partie commerciale

Ces moyens, PUK propose aux P.M.I. françaises non membres du groupe qui seraient intéressées de

positions de la loi Monory. Per-mettre à soixante-dix handicapes « Elles bénéficieront, dit M. Jacques Morin, président de la nouvelle de vivre et de travailler normalement, cela est possible. Ils ne-demandent pas la charité mais simplement le droit de vivre dignement comme tout un chacun. ques morin. president de la nouvele société, des facilités de contacts dont le groupe dispose, grâce à sa vocation internationale, sur les morchés mondiaux de la techno-logie ».

SUR LE PRIX DES LIVRES

d'une « grille de référence »

L'un des principaux enseigne-ments du rodage du nouveau régime des prix d'un livre (qui interdit la publication du prix conseillé) est que cette notion de prix fait partie de la «fiche d'identité» d'un ouvrage. Dans le cadre de la réglementation en cours, qui interdit explictement toute reconstitution du « prix conseillé» par quelque moyen que ce soit, chacun s'efforce néan-moins de diffuser une informa-tion minimum.

et des prix, quai Brandy, sont prêts à accepter l'établissement d'une «grille de référence» par un système d'étoiles ou de lettres (par exemple, une étoile : livre à moins de 10 francs, deux étoiles : moins de 20 francs, etc.).

teurs, plusieurs journaux, dont le Monde, donnent déjà une approximation de prix observés en librairie à la suite des références de titres, d'auteurs, et d'éditeurs.

la mention du prix de cession de base de l'éditeur. Enfin, pour l'exportation, des libraires étrangers, au cours d'un récent séminaire à Paris, ont

PUK CRÉE UNE SOCIÉTÉ DE LA TECHNOLOGIE



VILLARS Suisse

la station de prestige des Alpes vaudoises, 1.300 m. d'ait., à 20 min. de Montreux. A VENDRE, dans grand parc arborisé privé, avec environnement protégé.

APPARTEMENTS DANS CHALETS TYPIQUES DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, avec les prestations les plus raffinées. Vue panoramique imprenable sur le chaîne

des Alpes. Crédit jusqu'à 70% sur 30 ans. Intérêt 41/4%. Directement du constructeur:

IMMOBILIERE DE VILLARS S.A. Case postale 62 - CH-1884 VILLARS-eur-OLLON Tel. 25/35 314.1 et 352206

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Baisse du dollar - Le franc en tête du S.M.E.

Encore une semaine agitée où Banque centrale d'abord, et le président Carter, ensuite ? Il saisant place à une circonspecion plutôt inquiète, dans l'atente des développements de la rise irano-américaine à lapuelle depre is DOLLAR a baissé à nouveau, les attaques des premiers jours faisant place à une circonspection plutôt inquiète, dans l'attente des développements de la crise irano-américaine, à laquelle se sont adoutés les graves incicrise irano-americaine, à laquelle se sont ajoutés les graves incidents de La Meoque. En Europe, le FRANC FRANÇAIS fait preuve de fermeté, s'établissant pour la deuxième semaine consécutive en tête des monnaies du système monétaire européen.

Le conflit entre les Etats-Unis Le conflit entre les Etats-Unis et l'Iran a donc pesé de tout son poids tous ces jours-cl. Lundi, le dollar était assez vivement attaqué en raison de l'attitude des responsables de Téhéran, apparemment décidés à ne plus accepter le DOLLAR comme monnaie de règlement du pétrole. Parallèlement, la LIVRE STER-LING montait très vivement, les détenteurs de dollars étant attidétenteurs de dollars étant attirés par les taux d'intérêt élevés offerts par la City.

Mardi, le DOLLAR se raffer-missait quelque peu, un porte-parole de l'OPEP déclarant que -cet granisme n'avait « pas de s cet organisme n'avait « pas de plan pour abandonner le DOL-LAR comme unité de compte ou comme monnaie de paiement ». B Mais, le lendemain, l'attaque de la Mais, le lendemain, l'attaque de la mosquée de La Mecque et la mise à sac de l'ambassade des Etats-Unis à Islamabad exerçaient un effet déprimant sur la mounaie américaine, qui tombait à près de 1,75 DM à Francfort et audessous de 4,12 F à Paris, Mardi et moderdi la calles presents et vendredi, le calme revenalt sur les marchés des changes, les observateurs adoptant une attitude de prudente circonspection. De deux choses l'une : ou une solution est trouvée pour sortir de la crise, et le DOLLAR se rétablira un peu au-dessus des niveaux actuels, sans pouvoir échapper à un effritement iné-vitable, ou bien c'est la crise aigue, une avalanche d'ordres de vente de dollars : mais, dans cette éventualité, que feront la

dence.

Relevons, tout de même, que
l'Iran aurait demandé à la Compagnie française des pétroles et
aux sociétés japonaises de payer

deutschemark. Les milieux finan-ciers internationaux ont été favo-rablement impressionnés par le maintien de M. Raymond Barre à son poste. Par ailleurs, M. Monory, ministre de l'écono-mie, a réaffirmé devant la presse qu'en 1980 une « priorité absolue » serait donnée à la défense du

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (La ligne injérieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Frant français	Franc suissa	Mark	franc balge	Flario	Lâre italienne
oudres	=	2,1600 2,1675	8,9316 9,0168	3,5634 3,5635	3,8076 3,8462	61,6680 62,2072		1777,14 1794.69
New-York.	2,1690 2,1675	Ξ	24,1837 24,9384	69,5143 69,7902	56,8020 56,3539	3,5926 3,4843	50,8517 50,6329	0,1213 0,1297
Paris	8,9316 9,0168	4,1359 4,1600	=	250,22 252,83	234,87 234,43	14,4833 14,4947	210,27 210,63	5,0231 5,0241
orich	3,5694 3,5655	165.25 164,50	39,9637 39,5432	=	93,8653 92,7021	5,7880 5,7317	84,0325 83,2911	2,0083 1,9867
Franciert	3,8026 3,8462	176,05 177,45	42,5755 42,6562	106,5353 197,8723	=	6,1663 6,1829	89,5245 89,8481	2,1397 2,1431
Bruxelles.	€1,6680 62,2072	28,5500 28,7809	6,9044 6,8990	17,2768 17,4468	16,2169 16,1735	=	14,5181 14,5316	3,4700
Linsterdam	4,2476 4,2888	196,65 197,30	47,5374 47,4759	119,0015 120,0607	111,7012 111,2989	6,8879 6,8815	=	2,3901 2,3852
Kdan	1777,14 1794,69	8,2275 - 8,2809	198,9721 199,0384	497,8819 503,3434	467,3388 466,6103	28,8178 28,8501	418,38 419,24	=

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiques représentent le contre-valeur en france de 1 doilar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 france beiges et de 1 000 lires.

leur pétrole en DM, ce qui n'a été ni confirmé, ni infirmé. La LIVRE STERLING, après sa poussée de hausse, s'est repliée en raison de la recrudescence des conflits sociaux.

En revanche, le FRANC FRAN-CAIS fait preuve d'une grande fermeté, prenant la tête du sys-

la balance des palements cons-tituant un puissant adjuvant dans ce combat.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a fait, au milleu de la semaine, un bond de 9 dollars à près de 397 dollars pour fléchir par la suite et revenir aux alen-tours de 392 dollars. — F. R.

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

LÉGÈRE DÉTENT

anondiaux

anondiaux ajoutant que la ventable detente n'est pas pour demain, tant s'en faut. En tout cas, depuis une quinzaine de jours, les taux pratiqués sur le marché de l'eurodollar ont fléchi d'un peu plus de 1 %. A Paris, si le loyer de l'argent au jour, revenu à 11 3/4 % la semaine dernière, a atteint 12 1/4 % pour la fin de la pèriode de constitution des réserves han-12 1/4 % pour la fin de la période de constitution des réserves bancaires, et s'établir à 13 % à la veille du week-end, une légère détente est observée sur le marché à terme : les taux qui y sont pratiqués accusent une balsse de 1/8 % environ soit 12 3/8 % à un mois, et 12 11/16 %-12 13/16 %

a trois mois six mois et douze

Sur le front de l'épargne, M. Monory, ministre de l'écono-mie, a laissé entendre que le pla-fond des dépôts dans les caisses

ond des depots dans les caisses d'épargne serait relevé prochainement. Il est de 41 000 F depuis le 1er septembre 1978, et devrait être porté à 45 000 F pour tenir compte de l'inflation. Ledit plafond avait été relevé de 22 500 F à 38 000 F en novembre 1977.

Quant au livret bleu du Crédit mutuel, M. Monory a déclaré le 17 novembre, dans sa déclaration au Parlement sur le budget, que son plafond « sera maintenu à

son cours actuel », ce qui conduit à créer un écart entre ce livret et celui des caisses d'épargne.
Le Crédit mutuel proteste vivement, mais M. Monory est décidé
à tenir bon et à résister à la
pression des parlementaires de toute tendance.

Autres protestations, celles des banques, qui voient dans l'éléva-tion de 40 % à 45 % du prélève-ment libératoire sur les intérêts de l'épargne à court et moyen terme une nouvelle discrimination aux dépens de leurs comptes sur livrets et au profit des calsses d'épargne.

A l'étranger, la Riksbank, la banque centrale de Suéde, a porté son taux d'escompte de 8 % à 9 %, ce relèvement étant le troislème depuis le début de l'année. Cette mesure a été provoquée par la forte majoration des taux d'escompter Caralle Provinces de l'acceptance de compte en Grande-Bretagne, pays avec lequel la Suède entretient des relations commerciales étroites. — F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

HAUSSE DU CUIVRE ET DE L'ÉTAIN

METAUX. — Nouvelle progression des cours du outure au Metal Exchange de Londres. L'aggravation de la tension politique en Afrique australe est à l'origine de os regain de fermeté du marché. La Zambie figure parmi les principaux produc-leurs mondiaux de métal rouge et les deux tiers de ses expéditions transitent par la Rhodésie. Autres ciéments favorables: nouvelle dimi-nution des stocks britanniques de métal, qui reviennent à 141 850 ton-nes (— J 375 tonnes), et prévision d'un déficit mondial de production de métal raffiné en 1979 de 380 000 tonnes. En revanche, la

(Les cours entre parenthèses sont

METAUX. - Londres (on sterling

par tonne) : culvre (Wirebare

comptant, 1095.50 (985) ; à trois mois 1005.50 (995) ; étain, comp-

tant, 7750 (7470); à trois mois, 7400 (7295); plomb, 556 (597);

zinc, 328 (321,50); argent (en pence par once troy); 749 (757).

cuivre (premier terme), 191 (37,90); aluminium (lingots), inch. (53); ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (92,50); mercure

(per bouteille de 76 lbs), 230-335

TEXTILES. - New-York (en cents

par livre) : coton, déc., 65,88 (68,76) ; mars, 70.50 (70,40).

- Lendres (an nouveaux pence par kilo) : iaine (peignée à sec), déc.,

inch. (238) ; jute (en livre par tonne), Pakistan, White grade C,

— Roubaix (en france par kilo) ; laine, 24,70 (25,30).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nou-vesux pence par kilo) : R.S.,

inch. (226).

- New-York (en cents par livre) :

s'attenare a un surpus monaiu ac 350 000 tonnes. D'alleurs, un mou-vement de reconstitution des stocks va s'amorcer dès le commencement de l'année prochaine.

Vive avance des cours de l'étain tant à Londres qu'à Penang. Les disponibilités se raréfient. Les exporta-tions boliviennes de métal sont très inférieures à leur niveau normal à la suite des remous provoqués par le récent coup d'Etat. Nouvelle détente des cours

380 000 fonnes. En revanche, la du plomb à Londres. Les achais situation statistique se renversera, passés pour le compte de pays de estiment les spécialistes d'une l'Est européen se raréfient. Une société américaine, Il faut, en effet, amélioration de la position statis-

couz de la semaine précédente.)

200,45 (197,75).

comptant, 64.40-64.50 (63,80-64,50).

- Penang (en cente des Détroits par kilo) : 283-293,50 (289,50-290).

mars, 133.40 (128,40); sucre. janv., 15.80 (15); mars, 15.88 (15,54); c2f6. déc., 217.75 (212,90); mars,

- Londres (en livres par tonne) : sucre, déc. 174.50 (176) : mars, 183.20 (178.70) : café, 12.70, 1 2861 (1 857) ; mars, inch. (1.742) ; cacco.

déc., 1470 (1400); mars, 1457

- Paris (en france par quintal) :

cacao, déc. 1328 (1340); mars, 1295 (1245); caré, janv., 1805 (1815); mars, 1542 (1530); sucra (en france par tonne), mars, 1860 (1844); mai, 1865 (1860).

CEREALES. — Chicago (en cents par boissesu) : blé, déc., 440 (434 1/2) ;

mars, 481 (456) ; mals, déc., 276 3/4 (281 3/4) ; mars, 294 1/2 (278).

Indices : Moody's, 1 168,10 (1 150,40) Reuter, 1 693,50 (1 706).

DENBERS. — New-York (en cents par lb) : cacao. déc., 126.50 (123,75);

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

· du 23 novembre 1979

Fléchissement de 8 % des cours

tie. les priz pratiques poursuivent leur lente ascension. La quasitotalité de Poffre est dispersés.
Quant aux achats de soutien effectués par la commission australienne,
ils restent toujours très faibles.

DENRESS. — Reprise des cours du cacao sur les places commerciales dans l'attente des résultats de la conférence de Genère relative à la conclusion d'un nouvel accord inter-national. Sur les fourchettes de

> Etats-Unis semblent prêts à ratifier l'accord international l'accord internationel. CERBALES — Variations peu importantes des cours du blé sur

le marché aux grains de Chicago, en dépit de nouveaux achats passés pour compts soviétique. Les emblapures de blé d'hiver augmenterent

	COURS 18/L1	COURS 23/11
Or the Otic en Carre).	64880	54558 54995
Pièce française (29 fr.). Pièce française (10 fr.). Pièce suisse (20 fr.) Gamen latine (20 fr.)	449 50 329 402 60 378 78	
● Pièce tants, (20 fr.) . Souverage ■ Souverain Elizabeth ii	349 462 20 480 .	349
Desti-souversip Pièce de 28 dellars 10 dellars	539 2126 888	519 2194 1896
5 dellars 56 peses	785 58 2172 . 434	727 58 2180 495

le courant de l'année prochaine.
TEXTILES. — Les cours de la laine font preuss de dispositions soutenues sur les marchés à terme. Aux pentes aux enchères, en Austraprix, Popposition est grande entre productours et consommateurs. Le sucre a consolidé ance facilité sa sensible hausse récente. Les

AC 10 78 GUL	Etats-Un	18.	
MARCHÉ	LIBRE	DE	L'OR
	C	ERS	CDURS

	COURS	COURS
	18/11	23/11
Or the Odio es carre).	54300	54558
- (idio en Beget)	54880	54995
Pièce française (28 fr.)	449 50	452 90
Pièce trançaise (10 tr.)	329	321
Piece spisse (20 tr.)	402 60	418 50
04182 (20 fr.)	372 7R	
Pièce tenis, (20 fr.)	349	349
Souverage	462 20	461
• Souverein Efizabeth II	490 .	495 50
Demi-souveraip	530	FIS
Pièce de 20 dellars	2125	2198
- 10 dellars	1022	1896
- 5 dellars	785 58	727 58
sezeo 88	2172	
- 20 marks	434	
~ 10 fluttes	287	495
• - 5 rossles	258	392
Jimmes .	486	277

PARK AMERICAN OF THE THEFT

-

ALL AND PROPERTY AND THE PARTY OF

Alexand directions, nor

W Jeni M. meng mich

" TALTA THE SALE BROKEN

towar.

DETENTE

LA REVUE DES VALEURS

Le franc en tête du SM Valeurs à revenu fixe

ou indexées

D'après nos calculs, le nouveau prix de reprise de l'emprunt 4 1/2 % 1973, applicable dès le 1st décembre prochain pour le règlement des droits de mutation, s'établit à 1144,96 francs (contre 762,19 francs au 1st juin dernier). Ce prix de reprise, valable jus-

		-
41/21973	.1 370	+ 28
7 % 1973	.5 520	-180
10,30 % 1975	. 93,10	- 0.45
10 % 1976	. 95,60	- 1,65
P.M.E. 10,6 % 1976 .		- 0,25
P.M.E. 11 % 1977		0,23
8,80 % 1977	- 106,89	1,78
18 % 1978 9,80 % 1878	94,62	- 0,18
9,80 % 1978	93,65	inchange
		+ 0.50
9 % 1979		+ 9.95
18 % 1979		+ 0,50 + 0,95 - 0,45
10,80 % 1979		+ 9.50
C.N.E. 3 %		-170

qu'au 31 mai 1980, est, rappe-kons-le, calculé sur le cours moyen du napoléon (412,18 francs, en l'occurrence) déterminé durant cent séances de derminé durant dernière a eu lieu le 14 novembre dernière.

Banques, assurances,

sociétés d'investissement

Selon le président du Crédit in-dustriel d'Alsace et de Lorraine, les résultats bruts de l'établisse-ment, au 30 septembre, marquent une progression de 10.9 % environ à 117,2 millions de francs. Dans ces conditions, le dividende glo-bal pour 1979 (13,80 F pour 1978) pourrait être accru afin e de maintenir sa valeur en francs constants >.

Au vu du bénéfice courant dé-gagé fin juillet par la Compagnie financière de Suez (176,8 millions de francs contre 169,4 millions de

•	Z HUY.	DIII.
Bail Equipement Banq Rothschild	229	+ 4
Banq Rothschild	154,50	
B.C.T		+ 3,59 - 1,88 + 2.5 - 0,89 - 7,80 - 0,70 + 0,50 + 2 inchange
Cle Bancaire	362	+ 2
C.C.F.		- 0,88
CFL		_ 6.90
Crédit du Nord		+ 0,70
Financ. Paris		+ 0,50
Locindus	411	inchangé
Prétaball	485	+ 11
Eurafrance		· - 448
Cle du Midi	780	+ 4
Pricei Schneider	234	_ 9 _ 1.10
Suez	269	+ 11 + 3 - 448 + 4 - 9 + 1,10

francs), le président de l'établis-sement table sur un résultat légerement majoré pour l'exercice entier devant permettre, sans problème, le maintien du divi-dende global à 27 F. Les actionnaires de la « Compa-

gnie La Hénin encaisseront, pour 1979, un dividende global de 27 F majoré de 12,5 %. Ils rece-vion, en outre, une action gra-

Majoration aussi du dividende de la Financière Drouot, qui, pour l'exercice clos le 30 septembre, toucheront un revenu global de 17,25 F contre 15 F.

A limentation

Pour le premie misières a obtent de 2,98 millions	de	emestre bénéfi francs	ce net
	23	DOV.	Diff.

	23 nov.	Diff.
Beghin-Say B.S.NGDanone Carrefour Casino Gén. Occidentale	. 1 549 . 1 289 . 282	- 0,80 + 10 inchange - 19 + 7
Guyenne et Gasc. Moët-Hannessy Mumin Olida-Caby Pernod-Ricard	302 519 449,30 170	+ 4 9,26 2,56 0,85
Radar Raff. St-Louis Saupiquet Veuve Clicquot	. 521 . 135 . 249	- 24 + 2 + 4 + 18
Viniprix Nestlé	435	+ 15 190

quant une progression de 38 % par rapport à la période correspondante de 1978, pour un chiffre

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

Nore de Val. en

	utres	dapit.	(F
ELP-Aquitaine	62 275	78 281	92
4 1/2 % 1973	39 500	53 971	
Norsk Hydro	67 575	44 786	55
Paris-France	105 125	31 944	50
C.F.P.	119 975	30 880	55
Rhône-Poulenc .	212 809	29 186	20
RSSO	101 000	28 866	62
Béance du ver	dredi ex	clue.	

d'affaires accru de 14,79 %. Ce résultat comprend 834,973 F de plus-values contre 604,457 F. Les dirigeants du groupe suisse Nestlé tablent, pour l'exercice 1979 en entier sur un bénéfice net de 800 millions de R.S., en progression de 8,25 % sur celui dégagé l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 21 à 22 milliards de F.S. (+ 7,7 % à + 12,8 %). Cette amélioration des résultats de Nestle apparaît d'autant meilleure que 95 % des ventes da groupe sont faites à l'étranger en

devises faibles le plus souvent. Bâtiment et travaux publics

Tablant sur de bons résultats pour 1979, le conseil de Sainrapt et Brice distribuera une action gratulte pour cinq anciennes créées jonissance du 1 janvier 1979. Le dividende global sera au moins maintenu à 15 F. L'émission d'un emprunt obligataire de 40 millious de franca au maximum convertible en actions maximum convertible en actions

	23 nov.	Diff.
Auxil. d'Entreprise	. 440	+ 4
Bouygues	. 576 . 141.50	+ 21 1
Ciments Français .	141,50	+ 1,58
Dumez Ent. J. Lefebyre	- 775 - 385	- 7
Gén. d'Entrep.	. 199	_ 2
Gds Trvz Marseille	. 440	+ 10
Lafarge Maisons Phénix	. 256 . 536	_ ;
Poliet et Chausson	202	+ 8,24

Les Etablissements G. Leroy restent déficitaires pour le pre-mier semestre, beaucoup moins cependant qu'en 1978 à pareille è poque, avec une perte de 4,88 millions de francs au lieu de 21,39 millions de francs. En revanche, la marge hrute est redevenue positive (3,98 millions de francs) alors qu'elle avait été négative (12,96 millions de francs) au 30 juin 1978.

Filatures, textiles, magasins

La Société centrale d'études Marcel Dassault, holding du groupe Dassault, précise dans un communiqué que les titres Paris-France acquis par ses soins depuis le 13 novembre à la Bourse de

8		23 nov.	Diff.
é	Dollfus-Mieg Sommer-Alibert		+ 1 + 1
	Agacha-Willot	475	inchange
•	Lainière Roubaix	389	- 1
•	Saint Frères	40,80	- 2,50 - 2,40
	C.F.A.O.	. 97	+ 28 - 2,90 - 5
5	Darty Galeries Lafayette	151	- 3
8	Printemps	. 195,10	- 0,60
5	La Redoute		_ 3

Paris représentent 10 % du capital de cette société. Cette opération entre dans le cadre de la diversification du groupe Marcel Das-sault commencée avec une prise de participation de 10 % égale-ment dans le capital de l'Institut Mérieux contrôle à 51 % par Rhône-Poulenc.

Matériel électrique, services

M. Jean Riboud, président de

	23 nov.	Diff.
Alsthom-Atlant	71,50	+ 37 + 35 + 48 + 48 + 48
C.E.M	54	_ 2
C.I.TAlcatel	1 133	/ B
C.G.E	332,50	— 5.5
C.S.F	440	+ 8,5
Legrand	1 373	+ 48
Leroy-Somer	653	+ 9
Machines Bull	61,59	— 0,3
Matra	7 449	— 20
Moulinex	80,80	— 0,7
P.M. Labinal	220,50	— 4,5
Radiotechnique .	307	<u> </u>
S.E.B	242	+ 1
Signaux	539	+ 12
Thomson-Brandt	. 292,40	- 3,6
I.B.M		- U,5
LT.T	109	+ 35
Schlumberger	. 391	+ 4,3
Stemens	588	+ 2
Gen. des Beux	438	+ 9.3 - 20.7 - 12.0 - 12.3 - 1
Lyonn, des Raux .	413	— z

« prospection du pétrole » est en augmentation de 23 %, et que l'activité du groupe est satisfai-sante dans les autres secteurs.

Pétroles

Une vive animation a régné à nonveau dans le compartiment des pétroles avec l'annonce, par «ELF - Aquitaine» et «Esso», d'une «découverte significative à l'échelle de la France », à 15 kilomètres au nord de Pau, où d'a im-portants indices d'hulle » avaient été décelés en juin dernier, près

	_				
	19 nov.	20 nov.	21 nov.	22 nov.	23 nov.
Terme	97 093 883	139 791 347	161 884 975	150 877 271	149 185 413
R et obl	136 284 423	147 088 082	131 641 702	154 417 494	186 596 712
Actions.	74 404 676	61 068 615	57 924 681	63 531 002	80 791 697
Total	307 782 982	347 948 044	351 451 358	368 825 767	416 573 823
INDICES	QUOTIDIE	NS CLN.S.I	C.E. base 1	00, 29 déce	mbre 1978
	. 116,6	117,4	115,3	116,4	118,5
Etrang	128,4	129	128,4	130,2	131,8
	COMPAGN	IE DES A	GENTS DI	E CHANGI	3
			décembre 1		
Tendance.	108,5	108,7	107,1	107,9	109,8
	(ba	se 100, 29	décembre :	1961)	
Ind. gén		1		101,9	103,1

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 19 AU 23 NOVEMBRE 1979

UNE HAUSSE BIEN PRUDENTE

POUR la deuxième semaine consécutive, les valeurs françaises ont monté à la Bourse de Paris, ajoutant 1.7 % aux 2 % gagnes precedemment. Cette performance, car c'en est une, a été accomplie en dépit d'un environnement exterieur passablement manvais, l'horizon semblant toutefois se dégager un peu sur le front intérieur où les « lumières l'emportent sur les ombres » ont déclare MM. Barre et Monory.

Lundi, le marché fléchissait légèrement, et reperdait environ le quart des gains acquis à la veille du week-end précédent, sur l'annonce du maintien de M. Raymond Barre à son poste. Le repli partiel était bien naturel après le bond de 2,2 % effectué le vendredi précédent et compte tenu du contexte international. Le lendemain, l'annonce d'une importante découverte d'huile dans le Sud-Ouest par Eif-Aquitaine et Esso, mettait en ébullition le compartiment du pétrole, les autres secteurs, toutefois, se cantonnant dans l'expectative. Mercredi, l'aggravation très nette de la situation au Moyen-Orient, avec la prise d'otages à La Mecque, provoquait un net repli des cours. Jeudi, jour de liquidation mensuelle, le marché se montrait irrégulier : les pétroles nationaux se réveillaient à l'annonce de tests de production assez satisfaisants, sur une découverte effectuée en 1975 en mer du Nord par Elf-Aquitaine et la Française des pétroles. Ailleurs, on enregistrait quelques degagements d'opérateurs prudents, mais, également, une certaine propension à reprendre timidement les achats. • S'il n'y avait pas eu l'affaire d'Orient, on monterait un peu entendait-on autour de la corbeille. Ce sentiment diffus se concrétisa des le lendemain, vendredi, début du nouveau terme boursier. Les gérants de SICAV-Monory, qui ont des liquidités à employer, se manifestèrent à nouveau, ainsi que les opérateurs à court terme, qui disposent d'un mois pour ajuster leurs engagements. Ajoutons-le bien vite, un certain nombre de boursiers tablaient, à tort ou à raison, sur une solution « honorable » du conflit irano-américain. Tous ces éléments réunis firent que les valeurs fran-

çaises progressèrent de 1,8 %, cette semaine, comme la précédente, s'achevant sur une hausse notable. Certains verront, dans cet optimisme impénitent, un défi à la crise qui nous menace et une danse sur le volcan. D'autres estimeront que le pire n'est pas toujours certain, que la crise internationale peut être évitée, et que l'horizon économique français est moins sombre qu'il n'y parait. Une chose est certaine : c'est l'environnement extérieur qui pèse du poids le plus lourd sur la corbeille. Si cet environnement s'améliorait tant soit peu, un raffer-missement général des valeurs françaises se produirait vraisemblablement.

FRANÇOIS RENARD.

Mines, caoutchouc, outre-

Alcoa fonde tous ses espoirs sur les produits de haute techno-logie, c'est-à-dire ceux principa-lement destinés à l'industrie auto-mobile et à l'aéronautique. Pour

 Imetal
 54,48

 Penarroya
 58,40

 Charter
 15,15

 Inco
 77,48

 R.T.Z.
 27,49

 Union Minière
 98

 Z.C.L
 1,28

 Eléber
 73,20

 Michelin
 385

du bénéfice net (331 millions de livres) atteint 27.8 %, pour un

doute par prudence, si le dividende (6 D.M. pour 1978) sera ou non

Grand malade de la chimie eu-

C.M.-Industries

C.Al.-Industries 342
Institut Mérieux 938
Laboratoire Bellon 266
Nobel-Bozel 46
Pierrellite-Auby 194,69
Rhône-Poulene 136,20
Roussel-Uclaf 233
B.A.S.F., 321,50
Bayer 287,89
Hoechst 286
Norsk Hydro 721

24 millions de florins.

23 nov. Diff.

inchange

23 nov. Diff.

de Burosse. Un second forage a permis de confirmer ces espérances, un troisème foragé pouvant accroître les dimensions de cette découverte, la plus importante depuis celle de Parentis, en 1954. Environ 8 à 10 millions de tonnes d'huile assez lourde seralent récupérables, avec une production annuelle de 600 000 à 1 million de tonnes, et une économie de devises de 100 millions de dollars par an. Chez ELF - Aquitaine, on n'exclut pas, également, la découverte d'un « petit Lacq », c'est-à-dire la moitté ou le tiers du gisement actuel, dont le rendement va décliner à partir de 1982. Une production de 10 mil-

	23 nov.	DIII.
Rif-Aquitaine	1 328	+148 + 38 - 3
Esso	380	+ 38
Franc. des Pétroles	_ 260	- 3
Pétroles BP	93,50	+ 2,6 + 19,5 + 0,5 + 0,4
Primagaz	. 273	19,5
Raffinage	. 194	+ 0.5
Sogerap		+ 0.4
Exxon		- 5 + 7
Petrofina	. 760	
Royal Dutch	. 326,70	+ 6,8
lions de tonnes	ا معاند	ent pë
unns de umnes	и еншүм	enr re

lions de tonnes d'equivalent pe-trole pourrait être ainsi maintenne dans les années qui viennent. Ces nouvelles ont provoqué une hausse sensible des titres « ELF - Aquisensible des titres « ELF - Aquitaine » et « Esso ». D'autre part, la « Française des pétroles » a annoncé que deux tests, effectués en mer du Nord, dans la zone Alvin, où une découverte avait été effectuée en 1975, ont permis d'obtenir des débits intéressants, un autre test devant confirmer les members. La « Française des les premiers. La «Française des pétroles» détient un tiers de co gisement et «ELF-Aquitaine»

Métallurgie, constructions

S.E.V. annonce, pour le pre-mier semestre, un bénéfice net de 10,5 millions de francs. En raison des modifications de struc-tures, ce résultat n'est pas comparable à celui dégagé le 30 min 1978

	- uo.	2
	_	
Chiers-Châtilion .		
Creusot-Loire		+ 0.
Marine-Wendel		+
Métal-Normandie		+ 0,
Nord-Est		inclian
Pompey	. 87.BB	+ 0.
Sacilor		- 1,
Sauines		+ 0,
Usinor		inchan
Vallourec	. 110.50	+ 8.
Alspi		_ 1.
Bahenek-Fives	. 125.50	= 17
Gén. de Fonderie Poclain	. 226	_ 4
Poclain	. 235	_ •.
Sagem	. 740	+ 15 - 3 + 17
Saunier-Duval	. 157	<u> </u>
Penhoët	277	+ 17
Pengeot-Citroen	259.50	+ 1
Ferodo		+ 1

Déjà détentrice de 21,3 % du capital de la Société industrielle des consineis, le groupe britan-nique a porte sa participation à 92,3 % par rachat a P.U.K. de ses intérêts dans cette société. Ce rachat a été realisé en Bourse, au prix unitaire de 178 F. Les cours seront maintenus à co niveau jusqu'au 28 décembre. cembre.

Bourses étrangères

NEW-YORK Legère reprise en fin de semaine

Une légère reprise survenue à la veille du week-end après le chômage observé le 22 novembre à l'occasion du Thanksgiving Day, a permis nu marché d'effacer une petite partie des pertes accumulées durant les trois premières séances. Cette reprise, toutefois n'a pas, au demeurant, revêtu une très grande signification,

se produisant traditionnellement au lendemain de ce jour de fête. De fait, les développements de l'affaire iranienne, avec ses rebon-dissements et ses prolongements en Arable Sacudite et au Pakistan, ont été suivis à Wall Street avec une très vive attention mélée de cruinte devant la montée de la violence.

	~~~~	~~~	
	16 nov.	23 nov.	
	_	_	
Alcos	50 1/2	50	
A.T.T	53 3/8	53 5/8	
Boeing	41 3/4	44 3/4	
Chase Man. Bank .	36 1/8	35 3/8	
Do P de Nemotre		40 1/8	
Eastman Kodak	49 5/8	48 5/8	
Exxop	58 1/4	56 3/4	
Ford	34 5/8	39 3/4	
General Electric	46 1/4	47	
General Poods	32 1/8	32 1/2	
General Motors	53 5/8	51 1/4	į
Goodyear	12 3/4	12 1/4	
I.B.M	61 7/8	62 -/-	
LTT.	25 1/4	25 1/4	
Kennecott	21 1/2	25	
Mobil Oil			
	50 1/2	52 1/4 40	
Pfizer Schlamberger	38 1/4		
	92 3/4	96 5/8	
Texaco		30	
U.A L IDE.		20 3/8	
Union Carbide	39 5/8	38 7/8	
U.S. Steel	18 1/2	18 1/2	
Westinghouse	17 3/4	17 5/8	
Xerox Corp	59 1/4	58 7/8	

#### LONDRES Irrêgulier

Le Stock Exchange londonien donné cette semaine encore des si-gnes d'une très grande faiblesse. Mais il n's pas trop mai résisté quand même, parvenant même à maintenir et à renforcer parfois les positions acquises précédemment. Ce qui constitue en sot une sorte de protesse avec l'avalanche des mauvaises nouvelles. Outre l'affaire iranienne, la menace d'une grève totale chez British Leyland, le conflit prévisions économiques très pessi-metes publiées par le Trésor ont conjugué leurs effets pour déprimer le marché.

Un motif de satisfaction tout de même: les bons résultats trimes-triels annoncés par LCL, nº 1 de l'industrie britannique, et par Cour-

Une grande animation a repris dans le secteur pétroller favorisé par les perspectives de développement des gisaments de mer du Nord face à la menace d'un rationnement des Indices c F.T. > du 23 novembre

Industrielles, 408.6 (contre 407); mines d'or, 216.1 (contre 203.9); fonds d'Etat, 64.48 (contre 64.49).

	ionds d'Etat, 54,48	(COULTS	64.49)_
1978, le directeur financier se refuse à tout pronostic, se bor- nant à affirmer que la situation		Cours 16 nov.	Cours 23 nov
financière du groupe est bonne	B		
		142	142
et le restera un certain temps.	Brit. Petroleum		366
	Charter		171
	Courtaulds	75	80
Produits chimiques	De Beers	7.38	7.44
	Free State Geduide		
Les unes après les autres, les	Gt Univ. Stores	336	336
grandes firmes européennes an-	Imp. Chemical		350
	Shell		346
noncent, pour les neuf premiers	Victors		103
mois, des résultats en très forte	War Loan	27 3/4	
augmentation. Pour «LCI.», le		0/1	45
géant britannique, l'accroissement	* En dollars.		
de handice net /221 millione de			

livres) atteint 27.8 %, pour un chiffre d'affaires accur de 16,5 %, et ce malgré une baisse des ventes (— 3,6 %) et des profits (— 4,3 %) au cours du troisième trimestre. Hausse encore plus forte pour le groupe allemand « Hoechst », numéro 1 mondial de la chimie, avec un bénéfice avant impôt de 1,2 milliard de D.M. (+ 44,6 %) et un chiffre d'affaires de 19,8 milliards de D.M. (+ 9,7 %). un volume de transactions im-portant, ses intérêts pétroliers se trouvant valorisés par la hausse du brut. Le cours du titre, qui avait dépassé 600 F la semaine dernière, a passé la harre des 700 F à la veille du week-end. Il s'établissait à 152 F au début de l'année. de l'année.

#### Mines d'or. diamants Malgre d'excellentes prévisions pour l'exercice entier, les diri-geants de la firme de Francfort se refusent cependant à dire, sans

Malgré la hausse de l'or, la production sud-africaine de métal précieux stagne. En octobre, elle a atteint 1,9 million d'onces, portant le total des dix premiers mois à 18,93 millions d'onces (588,7 tonnes) contre 18,98 millions d'onces (590,3 tonnes) en 1978, à pareille époque.

	23 nov.	Diff.
Amgold	241	+ 5,58 + 1,20 + 7,50 + 1,20 + 13,90 + 1,20 + 3 + 11 + 5,88 + 6,10 - 9,46
Auglo-Americain	37	+ 1.20
Buffelsfontein	98.50	- 5.40
Pree State	. 155	+ 7,50
Goldfields		+ I
Harmony	43	<b>+ 1,20</b>
President Brand	. 111	+ 6
Randfontsin	199	+ 13.90
Saint-Helena	96,20	+ 1.20
Union Corporation	42	+ 3
West Driefontein	241	÷ 11
Western Deep	100	+ 5.80
Western Holding	130	+ 6.10
De Beers	30,70	- 0.40

Grand malade de la chimie européenne, le groupe néerlandais
« ABZO», lui-même, a réalisé
une excellente performance, dégageant au 30 septembre un bénéfice net de 1664 millions de florins (contre 3,8 millions de florins
en 1978 à parelle époque). L'amélloration a été particulièrement
sensible pour le troisième trimestre, avec un résultat net de
64.8 millions de florins, an lieu
d'une perte de 12 millions de
florins l'an passé. Pour l'exercice
entier, ses dirigeants tablent sur
un bénéfice net d'au moins
200 millions de florins contre
24 millions de florins. Les estimations de production pour l'année entière portent, selon le président de la chambre des mines sud-africaines, sur un chiffre proche de 700 tonnes (contre 704,5 tonnes en 1978), au lieu des 715 tonnes prévues initialement.

#### Valeurs diverses

200 millions de florins contre 24 millions de florins.

(Norsk Hydro » a été très vive-ment recherché à nouveau, avec

Le chiffre d'affaires de Saint-Gobain, pour les neuf premiers mois, a progressé de 9,4 %, à structures comparables, pour

Cependant, les investisseurs ont dans l'ensemble, conservé leur sang-froid, al ce n'est mercredi, où une très vive émotion, suscitée par la mensce d'une intervention armée brandie par le président Carter, a régné deux bonnes heures durant et déclenché des ventes abondantes.
Mais les opérateurs es sont vite
ressaisis, et le marché devait se
redresser durant la seconde partie
de cette séance.

de cette sénace.

Finalement, les tentatives de médiation dans la recherche d'un compromis devant permettre à Washington, comme à Téhéran, de ne pas perdre la face ont, semble-t-il, un peu rassuré Wall Street, dont les nerís, depuis plus de deux semaines, sont mis à rude épreuve. L'activité hebdomadaire a porté

sur 125.47 millions d'action contre 149,28 millions.
Indices Dow Jones du 23 novembre: industrielles, 811,77 (contre 815,69); transports, 243,66 (contre 241,33); services publics, 104,93 (contre 103,33).

#### FRANCFORT Morosité

fort, alimentée à la fois par la crise iranienne et l'annonce par la Bun-desbank de sa décision de poursuivre sa politique restrictive en matièra de crédit. Les prévisions économiques des cinq «sages» ont, toutefois, mis un peu de baume sur le cœur des investisseurs en fin de samains, et les cours se sont timidement redres-sés vendredi.

Indice de la Commerzbank du

A.E.G. 33,40 37, B.A.S.F. 137,50 137, Bayer 125,70 123, Commersbank 186 187, Hoechst 122,30 121, Mannesman 135 133, Stemens 251,80 252,	TO HONEMOLE: 416'2	(contre	712,8
B.A.S.F. 137,50 137, Bayer 125,70 123, Commertbank 186 187 Hoechst 123,30 121, Mannesman 125 133 Sigmens 251,80 253			23 n
	B.A.S.P. Bayer Commersbank Hoechst Mannesman Stemens	137,50 125,70 186 123,30 135 251,80	37, 137, 123, 187, 121, 133, 252, 189

#### TOKYO Reprise en fin de semaine

Quatre séances sculement cetts semaine, le Kabuto-Cho syant chômé vendredi pour la fête du travall. Quatre séances donc, durant les-quelles le marché a fluctué au gré des nouvelles parvenues du Moyen-Orient, et plutôt dans le sans de la baisse avec l'aggravation de la situabases avec l'aggravation de la situa-tion dans cette partie du monde. Une reprise, toutsfois, s'est produite jeudi, qui n'a pas permis aux valeurs nippones d'effacer complè-tement leurs pertes. L'activité hebdomadaire s'est en-

core relentia, et 820 millions de titres out changé de mains contre 1 633 millions la semaine précédente (cinq séances).

Indices du 23 novembre : Nikkel

Dow Jones, 6 328,55 (contre 6 387,11); indice général, 442,10 (contre 444,50).

	Cours 16 nov.	Cour.
Canon	61.5	635
Full Bank	359	361
Honda Motors Matsushita Electric	680 701	673 705
Mitsubishi Heavy .	163	163
Sony Corp Toyota Motors	1 700 833	1 688

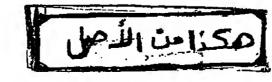
atteindre 25.6 milliards de francs. Après élimination des différences de changes l'augmentation est de 12.6 %.

Les actionnaires de la Compa-gnie de navigation mixte rece-vront une action gratuite pour cinq actions anciennes créée jouissance du 1^{er} janvier 1979. Cette distribution a été décidée en fonction des bons résultats escomptés pour l'exercice en cours.

	_	_
	23 nov.	Diff.
A.D.G	184,90	
A.D.G	104,30	- 2,68
L'Air Liquide	456	- 34
Bic	. 597	+ 29
Europe 1	886	- 44
Gle Ind. Part.	137	
GIE ANG. PAIL.	124	+ 6
L'Oréal	651	<b>— 12</b>
J. Borel	. 118	<b>— 2</b>
Club Mediterranee	375.10	
Arjomari	1.1,80	- 3,26
Hachette	. 192	+ 11.50
Presses de la Cité	275.50	+ 3.58
P.U.K.	95.40	T 1,70
St-GobPt-a-M		- 0,90
Skis Rossignoi	I 108	100
Chargeurs Réunis		0.6n
U.T.A.		
U-1.3	. 150	+ 1,50

Le « Crédit agricole » vient de Le « Crédit agricole » vient de prendre u ne participation de 10 % dans le capital de la « Cellulose du Pin », filiale de « Saint-Gobain ». afin de lui donner les moyens financiers nécessaires au rachat de « Lafarge-Emballages » (« le Monde » du 13 novembre), que le groupe suédois « Billerud-Uddeholm » l'est d'autre part proposé à reprendre. La partie ne semble pas jouée, cependant, les discussions se poursuivent entre les intéressés et les pouvoir s publics.

Boussac - Saint-Frères - annonce pour l'exercice clos le 30 juin dernies, d'une durée exceptionnelle de dix-hult mois, un bénéfice net comptable de 11,28 milions de francs. Un dividende global de 4,50 F sera distribué.



2-3. L'EFFERVESCENCE DU MONDE ISLAMIQUE IRAN : une nouvelle mise garde de M. Carter.

L'immunité des diplomates e

DANS LE MONDE

**ÉTRANGER** 

Islam et l'exemple du Prophète's, par Maxime Rodinson.

— ARABIE SACUDITE : un dernie groupe de « rouégats » résisterai encore aux forces de l'ordre dans la grande mosquée de La

3. ASIE CAMBODGE : le C.I.C.R. et **PUNICEF** ne disposent pas des fonds promis pour l'e opération survie du peuple khmer »,

4. AFRIQUE

4. DIPLOMATIE La visite de M. Gromyko à Boan

UNION SOVIETIQUE : l'absence prolongée de M. Kossyguine alimente les rumeurs avant la ses-sion du comité central et celle da Soviet suprême

POLITIQUE

6. A L'ASSEMBLÉE NATIONALE la distinction entre l'inscription à l'A.N.P.E et le maintien des droits aux prestations sociales. 6. Devant l'Association du corps pré fectoral : « Le libre épanouissement des collectivités locales ne doit pas conduire à remettre en cause l'unité nationale », déclare M. Valèry Giscard d'Estaing.

SOCIÉTÉ

7. L'avortement dans le monde (11) 7. L'interview du président de République à la Croix.

> 8. JUSTICE 8. EDUCATION 8. MEDECINE.

17. PRESSE

18. SPORTS

CULTURE

15. MUSIQUE : création du Nez de Chostokovitch à Tourcoina ROCK : Rockpile et les Modettes. THEATRE : la Mouette Conservatoire.

> INFORMATIONS « SERVICES »

19. VIVRE A PARIS : les proences du

**ÉCONOMIE** 

20. SOCIAL : la fin du conflit chez Alsthom. BUDGET : la discussion on Sénat 21. ÉTRANGER : la conférence des Nations unies sur le commerce

22. AFFAIRES

LIRE EGALEMENT RADIO-TELEVISION (18) Carnet (19): Journal officiel (19); Météorologie (19); Mols croisés (19); Programme spectacles (16-17) : La semaine financière (22) ; La revue des valeurs

numéro du - Monde daté 24 novembre 1979 a été

> **COMMENT** SKIER

TOUT CONFORT.

Les Neuf ont rejeté avec ménagement les amendements de l'Assemblée de Strasbourg

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le conseil des ministres des Neuf, réuni vendredi 23 novembre, a adopté le projet de budget de la C.E.E. pour 1980. Il a rejeté les principaux amendements approuvés le 7 décembre par l'Assemblée euro-péenne au cours de sa première lecture du budget, mais a néanmoins manifesté le souci de ménager celui-ci.

d'une procédure budgétaire. Bref, le conseil explique qu'il a de la sympathie pour le programme de réforme sous-entendu par les amendements Dankert, mais que, sur le plan institutionnel, il

sur le plan institutionnel, il convient de respecter les règles du traité et de laisser les minis-tres de l'agriculture décider.

Une « marge de manœuvre »

réduife

PHILIPPE LEMAITRE.

En Colombie

NOMBREUSES VICTIMES

APRÈS

un tremblement de terre

Un tremblement de terre a fait, dans la soirée du vendredi 23 novembre, de nombreuses victimes en Colombie. La secousse avait une intensité de 6.4 sur l'échelle de Richter, ce qui n'est pas énorme. Mais elle a été longue (40 à 90 secondes, selon les sources) et elle a touché la presque totalité du pays, faisant des dégâts dans plusieurs villes importantes. Elle s'est produite à 18 h. 45 locale (samedi 0 h. 45 à Paris). L'épicentre du séisme était dans une zone montagneuse, à

dans une zone montagneuse, à 240 kHomètres au sud-ouest de la capitale Bogota.

A Bogota même (5 millions d'habitânts), le séisme a causé une forte panique, aggravée par une panne d'électricité. Il ne semble pas y avoir de victimes. Mais dans les villes de Pereira, Cali, Sevilla, Manizalès, des impublies se sem effondrés tuent

Call. Sevills, Manizalès, des immeubles se sont effondrés, tuant plusieurs personnes. Samedi 24 novembre, vers 6 heures du matin (heure française), un premier bilan faisait état de soixante morts et d'an moins cinq cents blessés. Il y aurait anssi plusieurs milliers de sans-abri, et des victimes sont probablement enfouies sous les décombres de leur domicile. Plusieurs routes sont coupées par des crevasses, de nombreuses

par des crevasses, de nombreuse lignes électriques et téléphoni

ques sont hors service. La nuit et les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la région tou-chée rendent encore plus diffi-clies l'organisation des secours et

le décompte des victimes.

lions de francs).

L'Assemblée se saisira du 10 au de l'Assemblée et croient comme l'3 décembre du projet que hu cransmet maintenant le conseil. C'est à ce moment que l'on saura si elle s'est décidée à déclencher conflit ouvert avec les gouvernements membres pour les obliger à tenir plus attentivement de l'Assemblée et croient comme de l'Assemblée et croient comme elle qu'il faut réfléchir sur la manière de réduire les excédents laitiers et les dépenses consèquentes, mais qu'ils ne pensent pas toutefois que la réforme de la politique agricole commune doive être accomplie au détour excédents le les dépenses consèques de l'Assemblée et croient comme elle qu'il faut réfléchir sur la manière de réduire les excédents laitiers et les dépenses consèques le les déclements de l'Assemblée et croient comme elle qu'il faut réfléchir sur la manière de réduire les excédents laitiers et les dépenses consèques le les déclements de l'Assemblée et croient comme elle qu'il faut réfléchir sur la manière de réduire les excédents laitiers et les dépenses consèques le les déclements de l'Assemblée et croient comme elle qu'il faut réfléchir sur la manière de réduire les excédents laitiers et les dépenses consèques les déclements de l'Assemblée et croient comme elle qu'il faut réfléchir sur la manière de réduire les excédents laitiers et les dépenses consèques les qu'ils ne pensent la politique agricole commune doire être accomplie au de l'Assemblée et croient comme elle qu'il faut réfléchir sur la manière de réduire les excédents la les dépenses consèques les dépenses consèques de les dépenses consèques de les dépenses consèques de les dépenses consèques de la politique agricole commune doire de les dépenses consèques de les dépenses consèques de les dépenses consèques de la politique de l'Assemblée et croient comme elle qu'il faut réfléchir sur la manière de réduire les consèques de la politique agricole comme de la politique agri l'Assemblée se saistra du 10 àu 13 décembre du projet que lui transmet maintenant le conseil. C'est à ce moment que l'on saura si elle s'est décidée à déclencher un conflit ouvert avec les gouvernements membres pour les obliger à tenir plus attentivement compte du s message à prielle ger a tenir plus attentivement compte du « message » qu'elle leur a adressé par le biais budgé-taire ou si, au contraire, elle pré-fère la conclliation. Les débats ne manqueront pas d'être in-fluencés par les résultats du conseil de Dublin.

Le conseil des ministres avait deux taches principales à accom-plir : se prononcer sur les trois c amendements Dankert » (1) (M. Dankert est le rapporteur socialiste néerlandals de la commission du budget de l'As-semblée) qui concernent les modifleations à apporter à la politique agricole commune : majorer, s'il y a lieu, le « taux maximum » d'augmentation des « dépenses non obligatoires » (ce sont des dépenses structurelles et d'investissements) comme la surg vestissements) comme le suggé-

Les trois a amendements Danles trois d'amendements Dan-kert » avaient comme prin-cipal objectif la réduction des dépenses de soutien des marchés agricoles et. en contrepartie, l'augmentation des crédits affec-tés à la modernisation de l'équites à la modernisation de l'équi-pement rural et des exploitations. Pour y parvenir, un des trois amendements proposait l'aug-mentation de la taxe de corespon-sabilité à laquelle sont assujettis les producteurs de lait, mais pré-cisait que les petits exploitants devaient en être dispensés. Les parlementaires français avaient tous voté contre ces amendetous voté contre ces amende-

Les Neuf ont rejeté les trois amendements, mais avec beaucoup d'égards. Les Etats membres (sauf l'Italie et les Pays-Bas qui ont voté pour les amen-dements) ont assorti ce rejet d'une déclaration. Celle-ci indique qu'ils partagent les préoccupations

(1) A vrai dire, il s'agit dans la terminologie budgetaire non pas d'« amendements », mais de « modi-fications ».

ATTENTAT AU DOMICHE

D'UN AVOCAT PARISIEN

Une explosion de faible intensité ayant provoqué des dégâts matériels légers s'est produite vendredi 23 novembre, vers 22 h 30, au premier étage d'un immeuble du 19, quai Bourbon, à Paris (4°), devant la porte de l'appartement de M° Joé Nordmann. M° Nordmann est le défenseur de M Paul Cacheux, qui le premier, avait révêlé que l'ancien colonel SS Joachim Peiper habitait Traves, près de Vesoul (Haute-Saône).

Les tracts laisses sur les lieux de l'attentat au domicile de M° Nordmann portaient la mention : « Cacheux, Nordmann, c'est

M' Nordmann portaient la men-tion : « Cacheux, Nordmann, c'est vous qui avez fait massacrer Petper. L'heure de la vengeance approche » et étalent signés a organisation autonome des néo-nazis d'action ». Sur le même document figuralt,

à côté d'une croix gammée cerclée et inscrite dans un carré, à la manière des insignes S.S., la mention : « vengeance Peiper ».

Le quarantième congrès de la C.F.T.C. à Strasbourg

#### M. Bornard se prononce à nouveau pour un « cartel de syndicats libres »

M. Jean Bornard, secrétaire général de la C.F.T.C., a répondu samedi matin, aux interventions des orateurs sur le rapport d'activité qu'il avait présenté, vendredi 23 novembre, à l'ouverture du quaran-

qu'il about présenté, venareut 23 novembre, à l'ouverture du quarun-tième congrès national de la C.F.T.C. à Strasbourg. Quelque mille quaire cents délégués participent à ces premières assises tenues en province, dans une des régions où la centrale chré-tienne est la mieux implantée. Voici quinze ans, l'Alsace fut l'une des premières régions à exprimer la volonté de rester fidèle aux réfé-rences chrétiennes. La C.F.T.C. entend célébrer avec éclat, à Stras-bourd le la comme de la comme de la collège de la collège. bourg, le soixantième anniversaire du mouvement dont elle se déclare héritière, comme l'a fait de son côté la C.F.D.T.

De notre envoyée spéciale

Strasbourg. — Le rapport d'acti- ciaires et le nombre des cotisants. vité du secrétaire général devait être adopté massivement samedi en fin de matinée. Dans sa réponse aux intervenants, M. Bornard a rappelé que l'idée d'un cartel des syndicats libres figurait au programme de la C.F.T.C., mais que les rencontres qui ont su lieu [usqu'à présent avec F.O. et la C.G.C. - ne constituent pas un cartel, mais des contacis qui, dans le désordre — le bazar — de la situation actuelle, tendent à une meilleure concertation - sur un certain nombre d'actions revendicatives.

La vellie, dans son rapport, M. Bornard s'était interrogé sur l'évolution des économies occidentales après « trente années d'expansion » : « Or peut se poser la question de savoir si un tel rythme de développemen est possible à long terme et s'il n'est pas légitime que d'autres parties du monde connaissent à leur tour teur décollage économique et leur tour de développement ...

L'Assemblée avait proposé une augmentation des dépenses non obligatoires (fonds régional, fonds social, énergie, aide aux pays en voie de développement, politique industrielle) de l'ordre de 900 millions d'unités de compte (5,2 milliards de francs), soit beaucoup plus que la «marge de manœnvre» que lui reconnaît la procédure budgétaire. Cette marge de manœuvre n'est que de 250 millions d'unités de compte (1450 millions de francs). Il appartient au syndicalisme de relever une série de défis que pose Le conseil a « coupé » dans les augmentations de crédits deman-dées par l'Assemblée de telle façon que la progression des « dépenses » reste à l'intérieur de cette évolution, déclare M. Bornard. Ces délis sont nombreux : Il v I d'abord celui du chômage car le ralentissement de l'expansion écono mique a provoqué brutalement et dans tout le pays une chute de l'emla marge de manœuvre de 250 millions d'unités de compte. Théoriquement, l'Assemblée, lors Théoriquement, l'Assemblée, lors de la deuxième lecture du budget, en décembre, ne peut plus augmenter les dépenses non obligatoires, sauf si elle parvient à un arrangement avec le conseil pour accroître la marge de manœuvre. Telle est l'interprétation que donne le conseil des règles budgétaires communautaires, mais elle est contestée par l'Assemblée. Celle-ci peut soit rechercher un arrangement avec le conseil pour ploi. Il y a aussi celui de la politique contractuelle car les négocia tions ont tendance à devenir de plus en plus difficiles dans le mesure où Il y a moins de aubstances à répartir. En conséquence de tou cela et alors que depuis des années tèmes généreux de protection collective remarquables, qu'il s'aglese de la sécurité eociale, de l'indemnisaaccroître les dépenses non obli-gatoires, soit choisir l'épreuve de force c'est-à-dire refuser de voter tion du châmage, des régimes de retraîtes complémentaires, c'est tout l'équilibre de ces régimes qui est menacé à cause d'un décalage crois sant entre le nombre des bénéfi

**NOUVELLES BRÈVES** 

M. Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a évoqué le ven-dredi 23 novembre à Montluçon (Allier) les problèmes du SMIC,

(Alier) les problemes du Salic, d uchômage e des retraits : «La C.F.D.T., a-t-il dit, attend du gouvernement le ratirapage du retard pris par le SMIC depuis trois ans par rapport à la loi, mais aussi une negociation pour

le faire augmenter plus vite que les salaires et le porter à 2700 francs par mois. » A propos du chômage, M. Maire a dénoncé la réforme gouvernementale « visant à entever le bénéfice des

droits sociaux aux chômeurs non indemnisés », qui devront avoir recours, en cas de maladie, « soit

à l'assurance sociale individuelle très coûteuse, soit à des aides

Manifestation des moniteurs d'auto-écoles. — Quelque sept cents moniteurs d'auto-écoles ont,

cents moniteurs d'auto-écoles ont, le 23 novembre dans l'après-midi, manifesté dans le centre de Paris à bord de leurs véhicules. Ils ont provoqué d'importants embouteillages. Cet te manifestation était organisée par l'Association de défense de l'enseignement de la conduite automobile, qui groupe essentiellement des artisans de l'enseignement de la conduite. Ces derniers accusent l'administration de vouloir faire disparaître la majorité des petites auto-écoles.

La diffusion du film « li

● La diffusion du film « le Pull-Over rouge » a été interdite, mardi 20 novembre, par un arrêté municipal du maire de Pertuis (Vaucluse). M. Guiguès, qui est membre du parti socialiste, a priscette décision en accord avec ses quatre adjoints, trois socialistes et un modéré, « Nous agissons en tant que pères de famille et non en tant qu'hommes politiques », a expliqué M. Guiguès, qui assure avoir le soutien de la population.

d'assistance p.

faire face avec réalisme.

LE TRAFIC AÉRIEN SERA PERTURBÉ PENDANT LE WEEK-END Le trafic sérien sera très gra-

La C.F.T.C., organisation réformiste

estime qu'il faut résoudre ces pro-

blèmes avec esprit de responsabilité.

Elle condamne les comportements

evndicaux de ces demières années

faussés par une politisation outran

clère. « sn substituant l'invective à

l'analyse . Il ne suffit pas de nier la

crise, il faut plutôt - chercher les

vrais remèdes aux vrais problèmes ».

De tels comportements risquent de

faire perdre au mouvement syndical

une part de son crédit, et la centrale

chrétienne, pour se part, entend y

La grève des confrôleurs

JOANINE ROY.

qui, dit-elle, ont trop souvent été

vement perturbé par la grève des contrôleurs aériens durant tont le week-end et, sans doute, lundi

week-end et, sans doute, lundi prochain.
Voici les heures durant lesquelles les décollages seront refusés par les contrôleurs. — Roissy-Charles-de-Gaulle: samedi de 14 heures à 17 h. 30 et de 18 heures à 17 h. 30, lundi de 7 h. 30 à 19 heures. Orly: samedi et dimanche de 14 heures à 17 h. 30, lundi de 3 heures à 19 heures. Lyon: de 8 heures à 19 heures. Lyon: de 8 heures à 20 heures durant le week-end. Aix-en-Provence: de 9 heures à 12 h. 30 et de 15 heures à 18 heures. Bordeaux: de 8 h. 30 à 11 heures et de 16 h. 30 à 18 heu-

RENSEIGNEMENTS *Air France : 320-15-35 (370-14-44 pour les vols de fin de semaine). Pour Paris : 535-61-61. ★ U.T.A. : 775-75-75.

★ Air Inter : 687-12-12. ★ Compagnies étrangères : Aéro-port de Paris (Orly : 687-12-24; Rolssy : 862-22-30).

*Compagnies regionales : 296-57-49 (air Alpes, Air Alsace, Air Anjou, Compagnie aérienne du Languedoc, Brit Air); 26-85-85 (Touraine Air Transport).

BATAILLE JURIDIQUE AUTOUR DES BIENS EN FRANCE DE L'ANCIEN EMPEREUR

Une bataille juridique est enga-gée autour des biens de l'ex-empereur Bokassa en France. Le souverain déchu a adressé, il y a quelques jours, une assigna-tion aux parties intéressées dénonçant des actes notariés en date du 22 octobre, passés chez un notaire d'Abidjan (Côte-d'Ivoire) (le Monde du 1º novembre). Un homme d'affaires parisien, M. Bernard Tapié, avait acquis, pour douze millions de francs, des M Bernard Tapié, avait acquis, pour douze millions de francs, des châteaux, villas et terrains de Bokassa dans le Chef, le Loir-et-Cher et les Yvelines. M. Tapié avait annoncé son intention de revendre, par adjudication, ces blens et de verser le bénéfice de

Pour cet acte une dénonciation suffit et M. Taple reconnait qu'il ne peut que s'incliner. En revanche, s'agissant des actes de vente des biens immobiliers M. Tapie considère que l'assignation n'est pas valable. La dénonciation d'un pas valadie. La denonciation d'un acte de vente, explique-t-il, ne peut être obtenue que dans deux cas : 1) Si le prix d'achat est inférieur aux sept-douziemes de la valeur réelle des blens ; 2) Si l'acte a été signé sous la contrainte. Aucune de ces deux conditions affirme l'intéressé. conditions, affirme l'intéressé, n'est réunie.

En attendant, et pour prendre de vitesse le «vendeur» tenté de se raviser M. Taple avait, de luimême, demandé la désignation d'un administrateur judiclaire des biens qu'il estime avoir

> II° SALON des

BASTILLE ts. les jrs. 10 h à 20 h

·10 h à 23 h.

	PARIS-COLOMBO	à partir de 2 750 F
ı	PARIS-ALGER A-R	940 F
ŀ	PARIS-MARRAKECH * A-R	980 F
ļ	PARIS-TUNIS AR	1 000 F
i	PARIS-LISBONNE A-R	1 000 F
1	PARIS-ISTANBUL A-R	1 300 F
I	PARIS-CASABLANCA A-R	1 380 F
l	PARIS-MONTREAL AR	1 850 F
1	PARIS-NEW YORK ▲ A-R	1 850 F
ı	PARIS-SANAA A-R	·2450 F
	PARIS-BANGKOK AR	à partir de 2 550 F
	PARIS-NAIROBI A-R	2 600 F
	PARIS DAS ES-SALAAM AR	2 900 F
	PARIS-DELHI A-R	3 050 F
ı	PARIS-BOMBAY A-R	3 050 F
ł	PARIS-LIMA A-R	3 250 F
ļ	PARIS-ILE MAURICE A-R	3 800 F
1	PARIS-TOKYO AR	à partir de 4 150 F
i	GENEVE-POINTE-A-PITRE AR	à partir de 2 280 F
1	GENEVE-PORT AU PRINCE AR	_
ı	BALE-NEW YORK AR	
1	BALE-MEXICO AR	1 560 F
ı	MULHOUSE-DAKAR * A-R	2 580 F
		à partir de 1 750 F
ļ	Vols à dates fixe	
1	. avec	prestations touristiques
١		▲ Vols VARA

BOKASSA

LE DIBAT

SUR L'AVORTEMINI

spains i Demirel

. . . .

~· <u>_••</u>.

. M. S. C.

754 104

· 12 m

· * *** #

. . . . . . . .

. . . . . .

·- ... - Fau

A. 2 Tires \$ 22.0 

712...**u** THE WAY *: - 3 3

W. 144 - 184-

. 3 ** \$ · 25m

7:3

*****************

÷ .--

***

-

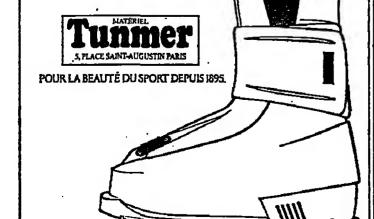
la transaction au Fonds des Nations unles pour l'enfance (UNICEF).

Il semble que Bokassa se soit ravisé puisqu'il a décidé de faire annuler les actes en question. annuer les actes en question.
Cetts dimanche n'est-elle pas trop
tardive? M. Tapie, que nous
avons joint ce samedi matin
24 novembre ne le croit pas. Il
indique que deux sortes d'actes
ont été passés entre Bokassa et
lui. Les premiers concernent une
délégation de previous depuis à délégation de pouvoir donnée à l'homme d'affaires parisien pour négocier les meubles de l'ex-

ANTIQUATRES NOVEMBRE - 3 DECEMBRE 197 pavillon spodex PLACE DE LA

PANIS-CULUMBU	a partir de 2 /50 F
PARIS-ALGER A-R	940 F
PARIS-MARRAKECH * A-R	980 F
PARIS-TUNIS AR	1 000 F
PARIS-LISBONNE A-R	1 000 F
PARIS-ISTANBUL A-R	1 300 F
PARIS-CASABLANCA A-R	1 380 F
PARIS-MONTREAL AR	1 850 F
PARIS-NEW YORK A AR	1 850 F
PARIS-SANAA A-R	-2450 F
PARIS-BANGKOK AR	a partir de 2 550 F
PARIS-NAIROBI A-R	2 600 F
PARIS DAS ES-SALAAM A-R	2 900 F
PARIS-DELHI AR	3 050 F
PARIS-BOMBAY AR	3 050 F
PARIS-LIMA A-R	3 250 F
PARIS-ILE MAURICE A-R	3 800 F
PARIS-TOKYO A-R	à partir de 4 150 F
GENEVE-POINTE-A-PITRE AR	à partir de 2 280 F
GENEVE-PORT AU PRINCE AR	à partir de 2 280 F
BALE-NEW YORK AR	1 560 F
BALE-MEXICO A-R	
MULHOUSE-DAKAR * AR	2 580 F
	å partir de 1 750 F
Vols à dates fixe	
. avec	prestations touristiques  A vois VARA
	A AND AVEN

nouvelles frontières Nous luttons pour le droit au voyage 166, bd du Montpernasse 75014 PARIS 329.12.14* 83, rue Sainte 13007 MARSEILLE 54.18.48



BCDEFG

Force 10 a Fe